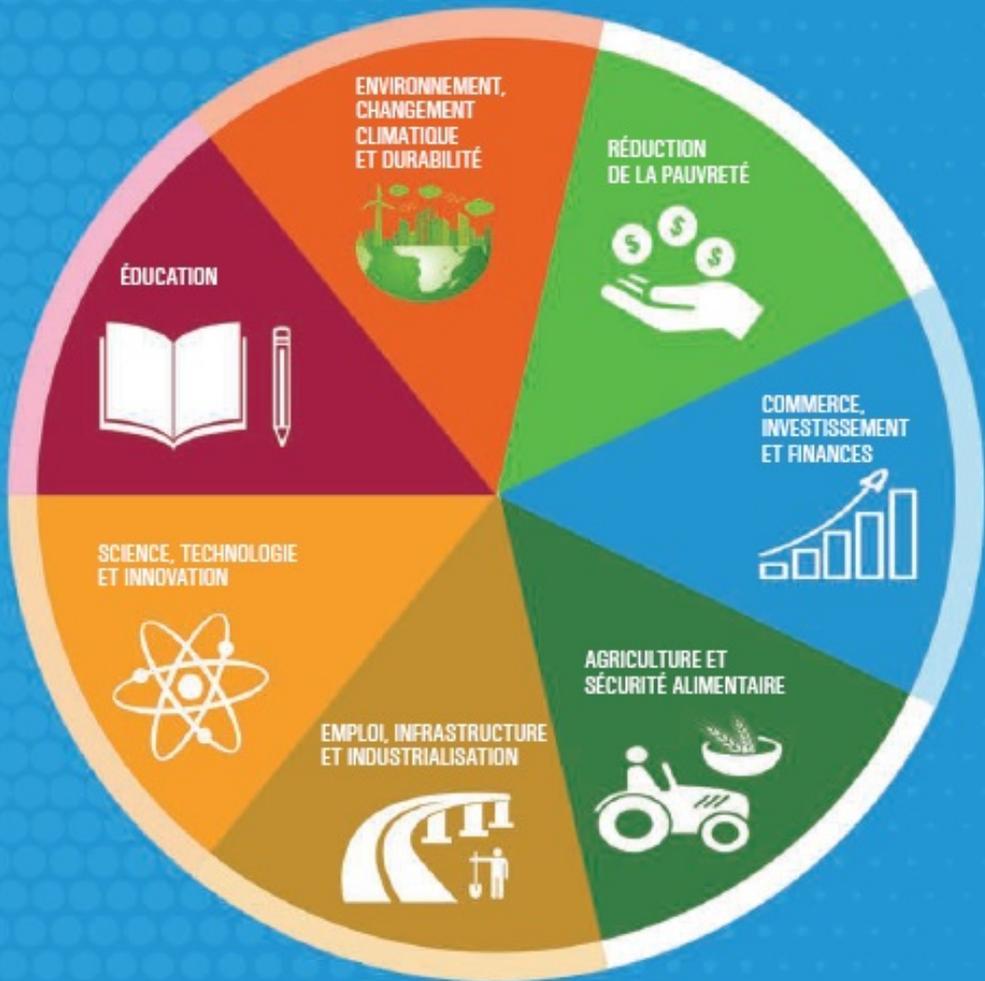


PERSPECTIVES ECONOMIQUES

DE L'OCI

Défis et perspectives
vers la réalisation de l'OCI-2025

2018



ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE
CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES





PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCI 2018:

Défis et perspectives vers la réalisation de l'OCI-2025



OCI - 2025 PROGRAMME OF ACTION

PEACE AND SECURITY 	PALESTINE AND AL-QUDS 	POVERTY ALLEVIATION 	TRADE, INVESTMENT AND FINANCE 	AGRICULTURE AND FOOD SECURITY 	EMPLOYMENT, INFRASTRUCTURE AND INDUSTRIALIZATION
SCIENCE, TECHNOLOGY AND INNOVATION 	EDUCATION 	HEALTH 	ENVIRONMENT, CLIMATE CHANGE AND SUSTAINABILITY 	MODERATION, CULTURAL AND INTERFAITH HARMONY 	ADVANCEMENT AND EMPOWERMENT OF WOMEN, FAMILY WELFARE AND SOCIAL SECURITY
JOINT ISLAMIC HUMANITARIAN ACTION 	HUMAN RIGHTS, GOOD GOVERNANCE AND ACCOUNTABILITY 	MEDIA AND PUBLIC DIPLOMACY 	ICT AND DIGITAL INFORMATION 	OCI INSTITUTIONAL REFORMS 	COUNTER-TERRORISM, EXTREMISM, RADICALIZATION & ISLAMOPHOBIA

© Octobre 2018 Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC)

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 Oran, Ankara –Turquie

Téléphone **+90–312–468 6172**

Internet www.sesric.org

E-mail pubs@sesric.org

Le matériel présenté dans cette publication est protégé par les droits d'auteur. Les auteurs accordent l'autorisation d'afficher, copier, télécharger et imprimer les contenus présentés tant que ces matériaux ne seront réutilisés, sous aucune condition, à des fins commerciales. Pour obtenir l'autorisation de copier ou réimprimer toute partie de ce document, veuillez adresser votre demande, en fournissant tous les renseignements nécessaires, au Département des publications du SESRIC.

Toutes les demandes relatives aux droits et licences doivent être adressées au Département des publications, SESRIC, à l'adresse susmentionnée.

ISBN: 978-975-6427-75-0

La conception de la couverture a été faite par M. Savaş Pehlivan, Département des publications, SESRIC.

La traduction de ce Rapport a été faite par une équipe de traducteurs au SESRIC composée de Mr. M. Denis Rmouch, Ms. Najah Elyahyaoui and Mr. Thierno Aliou Balde.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le Département des recherches, SESRIC au courriel suivant: research@sesric.org

Table des matières

Acronymes.....	iii
Avant-propos.....	v
Remerciements	vi
Résumé analytique.....	1
PARTIE I: LES DEVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RECENTS DANS LE MONDE	12
1 Les tendances et perspectives économiques mondiales	13
PARTIE II: LES DEVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RECENTS DANS LES PAYS DE L'OCI	30
2 Production, croissance et emploi	31
2.1 Production et croissance	32
2.2 Emploi et prix.....	43
3 Commerce et finance.....	53
3.1 Commerce des biens et services	54
3.2 Investissement et finance.....	62
Partie III : DEFIS ET PERSPECTIVES VERS LA REALISATION DE L'OCI-2025	75
4 Efforts visant à renforcer la coopération intra-OCI et l'importance de l'OCI-2025.....	76
4.1 Programme d'action décennal de l'OCI.....	77
4.2 OCI-2025	78
4.2.1 OCI 2025 et ODD.....	80
4.2.2 Importance de l'OCI-2025 pour réaliser le développement économique dans les pays de l'OCI	81
4.3 Quelle suite à donner	81
5 OCI-2025: Réduction de la pauvreté.....	83
6 OCI-2025: Commerce, investissement et finance	95

6.1	Commerce et investissement intra-OCI	96
6.2	Développement de la finance islamique	102
7	OCI-2025: Agriculture et sécurité alimentaire.....	107
8	OCI-2025 Emploi, infrastructures et industrialisation	122
8.1	Industrie (%)	123
8.2	Transports.....	130
8.3	Énergie.....	135
8.4	Tourisme.....	139
8.5	Travail, emploi et protection sociale	144
8.6	Entrepreneuriat et développement des PME	150
9	OCI-2025 Autres domaines prioritaires	156
9.1	Environnement, changement climatique et durabilité	157
9.2	Éducation.....	169
9.3	Science, technologie et innovation	176
	Annexe: Classifications des pays	181
	Références.....	184



Acronymes

BAD	Banque asiatique de développement
BAD	Banque africaine de développement
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
DOTS	Direction des statistiques commerciales
CE	Commission européenne
BEI	Banque européenne d'investissement
UE	Union européenne
IDE	Investissements directs étrangers
FBC	Formation brute de capital
PIB	Produit intérieur brut
FBCF	Formation brute de capital fixe
GMTI	Indice mondial des voyages musulmans
RNB	Revenu national brut
PPTÉ	Pays pauvres très endettés
IADB	Banque interaméricaine de développement
TIC	Technologies de l'information et des communications
BID	Banque islamique de développement
SFI	Statistiques financières internationales
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
DPI	Droits de propriété intellectuelle
CITI	Classification internationale type, par industrie
ICMT	Indicateurs clés du marché du travail
ALC	Amérique latine et Caraïbes
PMA	Pays les moins avancés
LIFDCs	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
BMD	Banques multilatérales de développement
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
MENA	Moyen-Orient et en Afrique du nord

VAM	Valeur ajoutée manufacturière
APD	Aide publique au développement
ODI	Overseas Développement Institute
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCI	Organisation de coopération islamique
PPA	Parité de pouvoir d'achat
R-D	Recherche et développement
TCR	Taux de change réel
ACR	Accord commercial régional
ODD	Objectifs de développement durable
PME	Petites et moyennes entreprises
ASS	Afrique subsaharienne
STI	Science, technologie et innovation
TdE	Termes de l'échange
TPS-OIC	Système préférentiel du commerce de l'OCI
TRWR	Les ressources en eau renouvelables totales
TYPOA	Programme d'action décennal
EAU	Émirats Arabes Unis
ONU	Organisation des nations unis
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
CEA	Commission économique pour l'Afrique des Nations unies
ONUDI	l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
UNRWA	l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine
UNSD	Division de statistique de l'ONU
USA	États-Unis d'Amérique
USD	Dollar des États-Unis
BM	Banque mondiale
IDM	Indicateurs de développement mondiaux
WEF	Forum économique mondial
PEM	Perspectives économiques mondiales



Avant-propos

Les récents développements et perspectives économiques mondiales montrent que l'économie mondiale est relativement saine, moins vulnérable et en croissance constante. Le taux de croissance économique mondial a été de 3,8 % à la fin de 2017, soit le taux de croissance le plus fort depuis 2012. La croissance économique mondiale s'améliora légèrement mais restera globalement stable au cours des prochaines années, avec des taux de croissance de 3,9 % en 2018 et 2019. Toutefois, les tensions croissantes au sujet des tarifs douaniers dans le commerce mondial ont une incidence négative sur les projections et les prévisions relatives aux niveaux d'exportation, d'investissement et de consommation privée. Avec des taux de croissance d'environ 5 %, les pays en développement devraient connaître une croissance légèrement plus rapide en 2019, mais toujours inférieure aux taux de croissance moyens enregistrés entre 1999 et 2018.

Cependant, bien qu'ils constituent une partie substantielle du groupe des pays en développement, les taux moyens de croissance économique du groupe des pays membres de l'OCI restent inférieurs à la moyenne des pays en développement. Le taux de croissance moyen du groupe des pays de l'OCI s'est ralenti à 3,8% en 2017, contre 4,2% en 2016. Le taux de croissance moyen dans les pays de l'OCI va probablement augmenter, avec un taux de croissance moyen prévu autour de 4,1% en 2018 et 4,2 % en 2019. Cependant, bien que l'augmentation des prix du pétrole aide à la récupération de la demande intérieure dans les pays de l'OCI exportateurs du pétrole, plusieurs d'entre eux sont toujours sous l'influence des mesures d'austérité sévères qui ont été prises lors de la forte baisse des prix du pétrole en 2014/15. Cela exige une plus grande coopération entre les pays de l'OCI afin d'atteindre les objectifs de développement économique.

Au vu de cette situation, cette édition du Rapport « *Perspectives économiques de l'OCI* » porte sur les défis et possibilités vers la réalisation de l'OCI-2025. L'OCI-2025 est un vaste programme de coopération et de partenariat qui est ancré dans les dispositions de la Charte de l'OCI avec 18 domaines prioritaires et 107 objectifs. Son adoption par les dirigeants de l'OCI lors de la 13ème session du Sommet islamique (Istanbul, 14-15 avril 2016) témoigne de l'engagement au plus haut niveau politique à travailler ensemble pour parvenir à un avenir commun. Elle souligne l'importance de l'appropriation politique et l'intégration des projets par les États membres de l'OCI dans leurs priorités nationales pour une mise en œuvre effective du programme. Le rapport se concentre uniquement sur les domaines prioritaires liés au développement économique et donne une évaluation préliminaire sur les objectifs fixés par l'OCI-2025 afin de fournir une autre impulsion à leur mise en œuvre au niveau de chaque pays et de l'OCI.

Amb. Musa Kulaklıkaya
Directeur général
SESRIC

Remerciements

Le rapport a été préparé par une équipe de recherche de base au SESRIC menée par Kenan Bağcı et composée de Mazhar Hussain, Cem Tintin, Erhan Türbedar et Fadi Farasin. La recherche a été effectuée sous la supervision générale de M. Nabil Dabour, Directeur général adjoint du SESRIC et de l'Ambassadeur Musa Kulaklıkaya, Directeur général du SESRIC.

La section 1 sur les développements économiques récents dans le monde est préparée par Erhan Türbedar, la section 2, Production, croissance et emploi dans les pays de l'OCI est préparée par Mazhar Hussain et la section 3 du rapport sur le Commerce et le financement dans les pays de l'OCI est préparée par Kenan Bağcı. La section 4 du rapport sur Les efforts visant à renforcer la coopération intra-OCI et l'importance de l'OCI-2025 et la section 6 sur le Commerce, investissement et finance sont préparées par Cem Tintin. La section 5 sur la Lutte contre la pauvreté et la section 7 sur l'Agriculture et sécurité alimentaire sont préparées par Mazhar Hussain. La section 8 sur l'Emploi, infrastructures et industrialisation est préparée par Kenan Bağcı (8.1, 8.5 et 8.6), Fadi Farasin (8.2), Erhan Türbedar (8.3) et Cem Tintin (8.4 et 8.6). La section 9 sur d'Autres domaines prioritaires est préparée par Fadi Farasin (9.1) et Erhan Türbedar (9.2 et 9.3)



Résumé analytique

LES DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LE MONDE

Les tendances et perspectives économiques mondiales

Croissance

L'économie mondiale est relativement saine et moins vulnérable. Après un ralentissement en 2015-2016, les taux de croissance se sont accélérés tant dans les pays développés que dans les pays en développement, ce qui a permis de faire passer le taux de croissance du PIB réel mondial de 3,2 % en 2016 à 3,8 % en 2017 - le taux le plus rapide depuis 2012. Toutes les grandes économies du monde sont en croissance en ce moment, et c'était une situation relativement rare au cours des sept dernières années. D'après les principales institutions de prévisions à l'horizon 2020, le PIB réel mondial continuera de croître, mais sans perspectives de développement. Les principaux éléments à surveiller au cours de la prochaine période seront l'incertitude croissante au sujet du commerce mondial, la hausse des taux d'intérêt, les tendances de l'inflation mondiale et la sensibilité de l'économie mondiale aux augmentations des prix du pétrole. Tous ces facteurs sont susceptibles de déterminer la trajectoire de la croissance économique mondiale au cours des prochains trimestres et des prochaines années.

Chômage

La croissance du PIB réel dans le monde s'est traduite par une stabilisation du taux de chômage mondial, qui s'est établi en moyenne à 5,5 % (190 millions de personnes) en 2017. Cependant, dans de nombreuses régions du monde en développement, la croissance de l'emploi s'accompagne d'une augmentation du nombre de personnes entrant sur le marché du travail, ce qui ouvre la voie à un taux de chômage toujours élevé. En outre, l'emploi de qualité médiocre est en hausse. En 2017, 42 % des travailleurs indépendants dans le monde travaillaient dans des conditions difficiles pour des salaires bas et peu sûrs. Le taux de chômage mondial des jeunes et des femmes était respectivement de 12,6 % et 6 %, soit un taux supérieur au taux de chômage total.

Commerce

Le volume du commerce mondial des exportations et des importations s'est accru de 4,9 % en 2017 - le taux le plus élevé depuis 2011. Le volume des exportations de biens et services a augmenté de 4,2 % dans les pays développés et 6,4 % dans les pays en développement en 2017. La croissance annuelle du volume des importations de biens et services a été considérablement plus forte dans les pays en développement en 2017 (6,4%) que dans les pays développés (4,0%). La politique commerciale est devenue le plus grand risque pour la croissance économique mondiale en 2018,

en raison de l'augmentation du protectionnisme commercial entre les États-Unis et leurs principaux partenaires commerciaux. Plus encore, pour la période 2018-2019, la croissance du commerce mondial devrait rester forte, sur l'hypothèse que les tensions commerciales existantes ne s'aggravent pas davantage.

Investissements

La légère reprise de l'investissement dans le PIB a continué, atteignant 21,2 % en 2017 pour les pays développés, et 32,3 % pour les pays en développement. Les projections pour 2018 et 2019 indiquent que l'investissement continuera à fournir une stimulation de la croissance économique dans le monde entier. Contrairement à d'autres variables macroéconomiques qui ont vu une amélioration en 2017, les flux mondiaux d'IDE entrant ont diminué de 23,4 % en 2017, à 1,43 billion de dollars passant de 1,87 billion de dollars en 2016. La projection à moyen terme montre que les flux mondiaux d'IDE restent bien en dessous de la moyenne au cours des 10 dernières années.

Conditions financières

De 2016 à juin 2018, les conditions financières mondiales ont été très propices à la reprise économique mondiale. Cependant, de nombreux pays ont commencé (ou tiennent à commencer) à retirer les paramètres de politique d'urgence, qui ont prévalu au cours de la dernière décennie. Un resserrement des conditions financières entraînera inévitablement une augmentation de prix du financement pour les ménages et les entreprises. La hausse des taux d'intérêt des États-Unis a entraîné une augmentation de la valeur de dollar, ouvrant la voie à des vulnérabilités financières dans certains pays.

Équilibre du compte courant

L'excédent du compte courant dans les pays développés s'est creusé à 0,8 % du PIB en 2017, tandis que le déficit du compte courant des pays a modéré passant de -0,3 % en 2016 à -0,08 % en 2017. Les progrès les plus notables de la balance des opérations courantes ont été réalisés dans les pays exportateurs de pétrole, en raison de l'augmentation des prix du pétrole. La balance du compte courant devrait rester relativement stable pour les économies en développement. Une demande intérieure plus forte devrait augmenter les importations et réduire l'excédent du compte des pays développés au cours de 2018 et 2019.

Solde budgétaire

Les évolutions budgétaires mondiales reflètent une reprise, avec le solde budgétaire des administrations publiques mondiales en tant que pourcentage du PIB passant de -3,5 % en 2016 à 3,3 % en 2017. Au cours de 2018-2019, la moyenne mondiale de l'équilibre budgétaire devrait rester globalement stable par rapport à ses niveaux de 2015-2017. Les pays en développement avec un grand budget de l'État et des déficits du compte courant, des petites réserves de devises étrangères et une large proportion de la dette libellée en devises étrangères restent toujours très vulnérables à des changements soudains des conditions du marché.



LES DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LES PAYS DE L'OCI

Production, croissance et emploi

Production

Les pays de l'OCI ont connu une tendance ascendante de l'activité économique et leur PIB est passé de 15,8 billions de dollars en 2013 à 19,4 billions de dollars en 2017. En tant que groupe, les pays de l'OCI ont produit 15,3% de la production mondiale et 26% de celle des pays développés en 2017. En prix courants, la part des pays de l'OCI dans le PIB total mondial est de 8,2% seulement. Compte tenu du fait que les différents pays tels que les États-Unis et la Chine ont des parts supérieures à celles des pays de l'OCI en tant que groupe (15,3% et 18,2% respectivement en 2017), la contribution de l'OCI à la production mondiale est bien en dessous de leur potentiel.

Le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCI a constamment augmenté pour atteindre 11.137 dollars en 2017, comparativement à 9,812 dollars des États-Unis en 2013. L'écart entre les niveaux de PIB moyen par habitant des pays membres de l'OCI et ceux des pays non-OCI s'est élargi au fil des ans. Le différentiel du PIB moyen par habitant entre les pays de l'OCI et les pays en développement non-OCI a été enregistré à 636 dollars des États-Unis en 2017.

Croissance

La croissance du PIB des pays de l'OCI s'est ralentie pour se situer à 3,8% en termes réels en 2017, comparé à 4,4% en 2013. Néanmoins, les perspectives de croissance dans les pays de l'OCI sont prometteuses dans le contexte de l'expansion de l'économie mondiale, avec une reprise notable dans le commerce mondial et la hausse des cours du pétrole. Le taux de croissance moyen dans les pays de l'OCI continuera probablement d'augmenter en 2017 avec un taux de croissance moyen prévu autour de 4,1%. Le taux de croissance moyen du PIB réel par habitant dans les pays de l'OCI a été positif au cours de la période 2013-2017. Cela implique que le PIB réel dans les pays membres de l'OCI a augmenté en moyenne plus rapidement que la population. La croissance par habitant devrait récupérer à 2,3 % en 2018 avant de consolider davantage à 2,5 % en 2019.

Production par secteurs

L'analyse de la valeur ajoutée par grands secteurs dans le PIB total de l'OCI et les pays en développement non-OCI montre une structure similaire. Bien que l'agriculture soit largement connue pour être la principale activité économique et même si on suppose qu'elle assume un rôle majeur dans l'économie des pays en développement, cette caractéristique ne s'accommode pas dans le cas du groupe de l'OCI et du groupe des pays en développement non membres de l'OCI. En matière de parts moyennes de valeur ajoutée des quatre secteurs principaux aux PIB de l'OCI en 2016, le secteur des services a enregistré la plus importante part avec 52,7% suivi par le secteur industriel (manufacturier et non-manufacturier) avec 35,8%, alors que la part du secteur de l'agriculture, la pêche et la foresterie a été relativement peu développée (11,6%).

PIB par postes principaux de dépenses

Quand les parts des postes importants de dépenses dans le PIB total sont considérées, la consommation finale des ménages et des administrations publiques continue d'être la plus élevée dans le PIB total au fil des ans. En 2016, la consommation des ménages dans les pays de l'OCI représentait la plus grande part (59,3%), suivie de la formation brute de capital (28,2%) et la

consommation finale des administrations publiques (14.9%). Ces chiffres montrent une augmentation de la part de la consommation de l'État et une diminution de la consommation des ménages par rapport à l'année précédente. Au même temps, la part de la formation brute de capital dans le PIB total des pays en développement non membres de l'OCI a augmenté de 9,4 points de pourcentage, alors que la part de la consommation des ménages a diminué de 9,8 points de pourcentage au cours de la même période.

Chômage

Le chômage est l'un des problèmes les plus graves auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Selon les dernières données disponibles, les pays de l'OCI ont enregistré des taux de chômage moyens sensiblement plus élevés comparés au monde, aux pays développés et aux pays en développement non membres de l'OCI au cours de la période 2000-2018. Au cours de cette période, les taux de chômage total dans les pays de l'OCI ont varié entre 7,5% et 6,8%. Le taux de chômage moyen dans les pays non membres de l'OCI est resté visiblement plus faible (environ 2 %) que la moyenne de l'OCI tout au long de la période considérée, qui devrait se maintenir à 5,0% en 2017. Les taux de chômage des hommes participants à la population active sont généralement plus bas que ceux des femmes dans tous les groupes de pays. Les chiffres de chômage chez les jeunes dans les pays de l'OCI sont même moins prometteurs. À partir de 2018, le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI devrait se stabiliser à 15,4%, alors qu'il chutera à 10,8% dans les pays développés et se maintiendra à 11,5 % dans les pays non membres de l'OCI.

Productivité du Travail

Au niveau mondial, la productivité du travail a connu une tendance à la hausse au cours de la période 2011-2017. La production par travailleur dans les pays de l'OCI a augmenté de 25 milliers de dollars des États-Unis en 2011 à 28 milliers de dollars des États-Unis en 2017, mesurée à prix internationaux constants, basé sur la parité du pouvoir d'achat (PPA). Cette tendance à la hausse n'a pas été affectée par un ralentissement de l'activité économique en particulier dans les pays exportateurs du pétrole au cours de la période considérée.

Inflation

L'inflation est à la hausse partout dans le monde, reflétant principalement l'impact de la hausse des prix du pétrole et d'autres produits. Dans les pays de l'OCI, le taux d'inflation moyen pour 2017 était plus élevé que la moyenne mondiale. Contrairement aux tendances mondiales, l'inflation dans les pays de l'OCI demeure stable autour de 6,5%. L'indice moyen des prix à la consommation a considérablement augmenté de 26,5% dans les pays de l'OCI au cours de la période 2012-2017. Cependant, cela est bien au-dessus de l'augmentation moyenne enregistrée dans les pays en développement non membres de l'OCI (30,4%) ainsi que presque le double de la hausse mondiale de 13,8 % au cours de la même période.

Solde budgétaire

Les dernières statistiques montrent que les politiques de resserrement budgétaire adoptées à la suite de la crise financière ont permis d'améliorer des soldes budgétaires à travers le monde. Néanmoins, la forte baisse des prix des produits de base en particulier des prix des produits pétroliers en 2014/2015 ont conduit à une augmentation significative des déficits budgétaires dans tous les grands pays exportateurs de pétrole dans les pays en développement. Au cours de la période considérée, les



pays membres de l'OCI en tant que groupe ont connu une forte baisse de leur solde budgétaire, passant d'un excédent de 0,4% en 2013 à un déficit de 6,1% en 2016. En 2017, les pays de l'OCI ont enregistré un déficit d'équilibre budgétaire de 4,3% du PIB. Cette amélioration du déficit fiscal dans les pays de l'OCI est largement déclenchée par l'augmentation des prix du pétrole et par conséquent par l'amélioration de la situation fiscale des pays de l'OCI exportateurs de pétrole.

Commerce et finance

Commerce des marchandises

Conformément à la tendance mondiale, les pays de l'OCI ont enregistré une amélioration de leurs exportations totales vers le monde et leurs exportations globales ont augmenté à 1,63 billion de dollars EU en 2017. En raison de l'augmentation surproportionnelle des exportations des pays de l'OCI, la part des pays de l'OCI dans les exportations totales des pays en développement a rebondi à 23,7% en 2017, contre 22,8% en 2016. La part collective des pays de l'OCI dans les exportations mondiales totales de marchandises a diminué à son niveau le plus bas de 8,8% en 2016. Toutefois, ce ratio a augmenté de 9,3 % en 2017, reflétant une performance économique accrue des pays de l'OCI par rapport à d'autres groupes de pays. En 2017, les 5 (10) plus grands exportateurs de l'OCI représentaient 59,7% (77,9%) des exportations totales de marchandises de tous les pays membres. De même, le total des importations de marchandises des pays de l'OCI est passé de 1,6 billion de dollars en 2016 à 1,76 billion de dollars en 2017. Malgré l'augmentation du volume des importations, la part des pays de l'OCI dans les importations mondiales de marchandises est restée stable à 9,9%, tandis que leur part dans les importations totales des pays en développement est tombée de 26,7% en 2016 à 25,8% en 2017. Les cinq premiers (10) importateurs représentaient 57,5% (73,5%) du total des importations de marchandises de l'OCI en 2017.

Commerce des services

En 2017, les exportations mondiales de services représentaient un total de 5 300 billions de dollars seulement. Les pays de l'OCI ont exporté 369 milliards de dollars de services en 2017, qui est le nombre le plus élevé enregistré par le groupe des pays de l'OCI. D'autre part, les importations totales de services de l'OCI ont atteint 531 milliards de dollars la même année et, par conséquent, les pays de l'OCI en tant que groupe ont continué à être importateurs nets de services. À partir de 2017, les pays de l'OCI en tant que groupe représentent 6,9 % des exportations de services et 10,3 % des importations de services dans le monde. Les Émirats arabes unis, avec 70 milliards de dollars d'exportations et 19,1 % de part dans le total des exportations de services de l'OCI, a été le principal exportateur de services en 2017.

Balance commerciale

Malgré des améliorations mineures observées en 2017, la contribution des pays de l'OCI aux flux mondiaux de biens et services reste inférieure à leur potentiel. L'insuffisance des capacités dans les secteurs manufacturiers et des services en fait des importateurs nets de biens et de services. En 2017, le déficit total des pays de l'OCI en tant que groupe a atteint 127 milliards de dollars en biens manufacturés. Malgré la baisse du déficit commercial dans le secteur des services depuis 2014, ils enregistrent encore collectivement un déficit total de plus de 160 milliards de dollars en 2017.

Commerce des marchandises au niveau intra-OCI

Après s'être stabilisées autour de 390 milliards de dollars au cours de la période 2012-2014, les exportations intra-OCI ont baissé à 274 milliards de dollars en 2016. Conformément à l'expansion mondiale du commerce, le total des exportations intra-OCI a atteint 319 milliards de dollars EU en 2017. Malgré les fluctuations du commerce intra-OCI, la part du commerce intra-OCI dans le commerce total des pays de l'OCI a constamment augmenté au cours de la période 2011-2017 et a atteint 19,9% en 2017, contre 17,5% en 2011. Les EAU se sont classés au premier rang avec 71,4 milliards de dollars EU et 22,4% du total des exportations intra-OCI.

Les flux et stocks d'IED

Le total mondial des entrées d'IED s'est élevé à 1,43 billions de dollars en 2017, marquant une baisse de plus de 430 milliards de dollars par rapport à la valeur de 1,87 billions de dollars de l'année précédente, ce qui correspond à une baisse de 23%. En 2017, la valeur totale des flux d'IDE vers les pays de l'OCI a augmenté pour la première fois depuis 2011, qui a atteint 106,9 milliards de dollars EU, correspondant à une augmentation de 6,3% par rapport à l'année précédente. La part des pays de l'OCI dans les flux mondiaux d'IDE est passée de 5,2% en 2016 à 7,1% en 2017. D'autre part, les pays de l'OCI ont accueilli collectivement 6,4% des stocks mondiaux d'IDE au cours de la même année. En attirant 23 milliards de dollars d'IDE en 2017, l'Indonésie représentait 21,6% des flux totaux d'IDE vers les pays de l'OCI.

Le développement du secteur financier

Le niveau de développement du secteur financier dans les pays de l'OCI reste faible. Le volume moyen de la monnaie au sens large par rapport au PIB des pays de l'OCI a été enregistré à 66,5% en 2017, comparé à pas moins de 135% dans les pays en développement non membres de l'OCI et 125% de la moyenne mondiale. Au cours de la même année, le crédit intérieur fourni par le secteur financier dans les pays de l'OCI a représenté en moyenne 66,1% du PIB, contre 144,3% dans les pays en développement non membres de l'OCI et 212,3% dans les pays développés. D'autre part, l'accès au financement dans les pays de l'OCI s'est considérablement amélioré au fil des ans, passant de 27,8 % en 2011 à 46,3 % en 2017.

Dettes et réserves intérieures

La dette extérieure totale des pays de l'OCI a continué d'augmenter et a atteint 1,6 billions de dollars en 2016. En termes de structure des échéances de la dette extérieure, les dettes à court terme représentaient 19% de la dette extérieure totale des pays de l'OCI, tandis que 26,6% de la dette totale des pays en développement non membres de l'OCI étaient à court terme. La Turquie reste le pays membres de l'OCI le plus endetté en 2016 avec plus de 406 milliards de dollars de dette. Les réserves monétaires totales mondiales, y compris l'or, ont atteint 12 billions de dollars en 2017, dont 1,6 billion appartient aux pays de l'OCI. La part des pays de l'OCI dans les réserves totales mondiales a diminué, passant de 13,8% en 2016 à 13,2% en 2017.

ODA et envois de fonds

En 2016, les flux nets d'APD de tous les donateurs aux pays en développement ont atteint 157,7 milliards de dollars. Alors que 35% des flux d'APD restent inexplicables (aucune information disponible sur les pays vers lesquels ils ont été acheminés), sur les 101,6 milliards de dollars restants, 54,9% ont été versés aux pays de l'OCI en 2016. En 2016, les 5 premiers pays ont reçu 39,9% du total des flux d'APD vers la région de l'OCI alors que les 10 premiers ont reçu 61,0% d'entre eux. Les flux d'envois de



fonds personnels vers les pays membres de l'OCI sont passés de 115 milliards de dollars en 2011 à 141 milliards de dollars en 2017.

DEFIS ET PERSPECTIVES VERS LA REALISATION DE L'OCI-2025

Les efforts visant à renforcer la coopération intra-OCI et l'importance de l'OCI-2025

Les pays de l'OCI constituent une partie substantielle du monde en développement et reflètent des niveaux élevés d'hétérogénéité et de divergence en termes de développement socio-économique. L'OCI a élaboré son premier plan d'action global appelé Programme d'action décennal de l'OCI (2005-2015) dans le but de mieux refléter les réalités du 21^{ème} siècle et de réformer et élargir ses activités et son programme pour mieux répondre aux défis auxquels les États membres sont confrontés. Après l'achèvement de la période du PAD (TYPOA), l'OCI a préparé et adopté le PAD de l'OCI 2025 afin d'aborder les questions découlant des développements politiques et économiques dans le monde et d'aider les pays de l'OCI à réaliser le développement durable.

L'OCI-2025 reconnaît l'importance des ODD et partage la promesse qu'ils représentent pour tous les peuples. L'OCI-2025 se concentre sur 18 domaines prioritaires avec 107 objectifs et une vaste majorité d'entre eux soit directement ou indirectement liés au développement économique des pays de l'OCI. En déployant des efforts pour atteindre les objectifs énoncés dans l'OCI 2025, les pays de l'OCI peuvent parvenir au développement durable et renforcer leurs économies.

OCI-2025: Lutte contre la pauvreté

Comme ailleurs, la pauvreté dans les pays membres de l'OCI est un phénomène multidimensionnel et le résultat d'une structure socio-économique et politique complexe d'un pays particulier. Elle est associée à des économies et des ressources humaines médiocres, à une offre de services sociaux médiocres et à des politiques inadéquates pour relever les défis du développement humain et socio-économique. La mise en œuvre et la couverture des systèmes de protection sociale varient considérablement entre les pays membres de l'OCI. En général, 37 des 54 pays membres de l'OCI disposant de données ont enregistré une diminution de la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté depuis 2015. Malgré ces tendances positives, l'état de la pauvreté, tant en termes de pauvreté monétaire que de pauvreté multidimensionnelle, est demeuré alarmant, en particulier dans les pays membres de l'OCI situés en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

De nombreux pays membres de l'OCI ont continué d'être aux prises avec un faible progrès économique et un taux de chômage élevé, ainsi qu'avec un accès limité aux services d'éducation et de santé, qui sont les principaux déterminants sociaux de la pauvreté dans un pays ou une région. Plus important encore, l'essor des conflits civils et des guerres est resté le principal facteur d'endurance de la pauvreté dans de nombreux pays membres de l'OCI. Au fil des ans, la fréquence, la durée et l'impact des crises humanitaires, dues principalement aux catastrophes naturelles et aux conflits, continuent d'augmenter, en particulier dans les pays de l'OCI.

OCI-2025: Commerce, investissement et finance

Commerce et investissement intra OCI;

Le commerce intra-OCI a le potentiel de générer des avantages économiques ainsi qu'à renforcer la coopération entre les pays de l'OCI. De la même manière, l'investissement étranger apporte de nouveaux capitaux aux pays, crée des emplois et améliore la productivité grâce à ses retombées. Les volumes du commerce international des pays de l'OCI, en tant que groupe, sont en hausse depuis 2015 où les exportations, les importations et les indices du volume total du commerce international ont augmenté entre 2015 et 2017. Il y a également un progrès significatif en termes de commerce intra-OCI. Comme dans les données commerciales, les flux et les stocks de l'IDE dans les pays de l'OCI ont augmenté entre 2015 et 2017. Ces chiffres sur les flux de commerce et d'investissement des pays de l'OCI impliquent que le groupe de l'OCI est plus intégré dans l'économie mondiale en 2017 qu'en 2015. Cependant, des obstacles majeurs au commerce et aux flux d'investissement entre les pays de l'OCI subsistent. Par conséquent, il reste beaucoup à faire pour améliorer l'environnement commercial afin d'atteindre les objectifs énoncés dans le cadre du commerce intra-OCI et la dimension relative aux investissements.

Développement de financement islamique

Le secteur financier islamique a le potentiel de contribuer de plusieurs façons à la réalisation d'un développement économique durable. Il contribue à améliorer l'accès au financement, à être un outil efficace pour réduire la pauvreté et à renforcer les marchés des capitaux. Sur le plan financier, la finance islamique offre une fenêtre d'opportunité dans les pays de l'OCI qui pourrait être utilisée pour réduire le déficit en matière de financement du développement. Le nombre de banques islamiques dans les pays de l'OCI n'ont augmenté que de 169 en 2015 à 178 en 2017. Le montant total de financement conforme à la charia est passé de 854 milliards de dollars en 2015 à 1017 milliards de dollars en 2017. Ces chiffres révèlent qu'il y a un peu de progrès au fil du temps compte tenu de la taille de la population et la taille des économies des pays de l'OCI. Les défis en matière de l'infrastructure physique ainsi que réglementaire constituent un obstacle important pour le développement de l'industrie. La pénurie de ressources humaines et l'absence de normes harmonisées sur les principes et les définitions en ce qui concerne les instruments financiers islamiques peuvent être considérés comme d'autres défis majeurs qui doivent être traités tant au niveau national qu'au niveau de l'OCI.

OCI-2025: Agriculture et sécurité alimentaire

L'agriculture est un secteur économique très important et crucial pour de nombreux pays de l'OCI à fort potentiel pour améliorer considérablement leur situation socio-économique. C'est particulièrement vrai pour les 36 pays membres de l'OCI à vocation agricole, dont 19 sont des pays moins avancés. Ces pays bénéficient d'un potentiel élevé en termes d'au moins un sur trois ingrédients principaux du secteur de l'agriculture (c.-à-d., les terres arables, la main-d'œuvre agricole et les ressources en eau).

La production agricole ne cesse de croître dans la plupart des pays membres de l'OCI, avec 51 sur 56 pays membres réordonnant la croissance positive dans l'indice de la production agricole au cours de la période 2010-2016. Cependant, leur performance en termes d'indice de production alimentaire par habitant indique que la majorité de ces pays ne disposent pas d'une capacité de production



alimentaire suffisante pour répondre à la demande intérieure de leur population croissante et doivent donc compter fortement sur les importations alimentaires. L'un des problèmes majeurs qui entravent le développement agricole durable dans de nombreux pays de l'OCI est lié à la faible productivité des terres et de la main-d'œuvre, qui est d'une importance capitale dans le processus du développement agricole. Une faible productivité de la terre et du travail dans de nombreux pays membres de l'OCI peut être attribuée à l'utilisation de méthodes agricoles et techniques désuètes, y compris le mauvais usage ou l'utilisation insuffisante des engrais et de la mécanisation.

En termes de sécurité alimentaire, plusieurs pays membres de l'OCI ont enregistré une baisse importante de la prévalence de la sous-alimentation. Néanmoins, le niveau de la sous-alimentation reste encore très élevé dans plusieurs pays membres. D'autre part, 13 pays membres ont connu une augmentation de la prévalence de la sous-alimentation au cours de la période considérée. La situation reste particulièrement alarmante dans 28 pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) et les pays en crise ayant besoin d'une aide extérieure, qui est caractérisée par un faible niveau de revenu, les conflits, l'instabilité politique et la forte prévalence de la sous-alimentation.

OCI-2025: Emploi, infrastructures et industrialisation

Industrie

La part des pays de l'OCI dans le secteur manufacturier mondial augmente lentement mais reste très faible. Afin d'accroître leurs capacités de production et d'exportation, les pays de l'OCI ont besoin de politiques de développement industriel efficaces. Cela est nécessaire pour accroître la productivité et la compétitivité du secteur manufacturier. Le développement industriel nécessite des stratégies inclusives qui réunissent tous les acteurs potentiels qui peuvent contribuer au processus de développement. Les gouvernements doivent inciter les gens à s'engager dans les activités entrepreneuriales, les PME innovantes à pénétrer les marchés étrangers, identifier les lacunes dans le capital humain, les infrastructures et les institutions et combler ces lacunes, établir des institutions de financement spécial et des mécanismes financiers pour financer des projets de développement industriels, renforcer la technologie et la capacité d'innovation de leur pays et s'engager dans le partenariat régional pour tirer profit des potentiels des grands marchés.

Transports

Les pays de l'OCI font face à de graves obstacles et défis dans le domaine des transports qui entravent leur développement économique. Les services d'infrastructure et d'entretien inadéquats ne peuvent être considérablement améliorés en raison de ressources financières et investissements insuffisants dans le secteur des transports et les projets des infrastructures de transport. Les corridors et réseaux de transport jouent un rôle dans la réduction du coût de faire des affaires, et en fournissant l'accès et la connectivité à des domaines qui, autrement, auraient été isolés. Toutefois, la densité du réseau de transport et les capacités de l'OCI, en tant que groupe, est à la traîne dans d'autres groupes de pays. En raison des variations importantes dans la répartition géographique de la population, du volume des activités économiques et du niveau de développement économique entre les pays membres, les solutions potentielles au faible développement des transports devraient être adaptées aux difficultés rencontrées par chaque pays.

Énergie

La réalisation de l'accès universel à l'énergie moderne d'ici 2030 nécessitera une augmentation considérable de la production totale d'électricité des États membres de l'OCI. L'ampleur de ce défi exigera des investissements financiers énormes, une volonté politique considérable et la prise en compte de toutes les options technologiques disponibles. Pour les États membres de l'OCI ayant de faibles niveaux d'accès à l'électricité, les énergies renouvelables peuvent être le moyen le moins coûteux de fournir l'accès à l'électricité. Pour les populations vivant dans les zones rurales, les systèmes décentralisés, principalement alimentés par les technologies d'énergie renouvelable solaire et éolienne, peuvent constituer le moyen le plus économique d'accéder à l'électricité. Les investissements dans les énergies renouvelables non hydroélectriques sont également importants pour les États membres de l'OCI avec des niveaux d'accès relativement plus élevés à l'électricité.

Tourisme

Au-delà de la génération des retombées économiques et l'optimisation des capacités de production, le tourisme peut favoriser l'inclusion en réduisant la pauvreté et les inégalités parmi les groupes vulnérables comme les pauvres, les jeunes et les femmes. Ce secteur peut apporter une contribution tangible à la promotion du développement socio-économique et au renforcement des liens de solidarité entre les peuples. En tant que groupe, les pays membres de l'OCI ont un grand potentiel de développement du secteur de tourisme international durable. Les indicateurs choisis dans le domaine du tourisme indiquent que dans le groupe de l'OCI, en moyenne, les niveaux souhaitables de développement du tourisme et de coopération n'ont pas encore été atteints. Les réseaux de transport sous-développés, les demandes de visa, l'insuffisance des politiques de diversification du tourisme et la faiblesse des stratégies de marketing ont non seulement un effet négatif sur le développement global du secteur du tourisme dans les pays de l'OCI mais aussi freinent la croissance des activités touristiques intra-OCI.

Travail, emploi et protection sociale

Les pays de l'OCI sont confrontés à d'importants défis du marché du travail dans l'amélioration de l'employabilité, la création d'emplois et la protection du travail. Une législation et des règlements appropriés, accompagnés de moyens adéquats d'application sont essentiels pour la protection de la sécurité et la santé des employés. Il est également important de protéger les droits des travailleurs et de leur offrir des conditions de travail décentes. D'autre part, la forte incidence de l'économie informelle constitue un défi majeur pour les droits des travailleurs, y compris les principes et droits fondamentaux au travail, et pour la protection sociale, les conditions de travail décentes, le développement inclusif et l'État de droit. Les gouvernements devraient investir et créer les conditions pour améliorer l'éducation et la formation à tous les niveaux en vue de promouvoir la productivité. Cependant, de nombreux pays de l'OCI ont besoin de soutien dans la conception et la mise en œuvre de politiques d'éducation et de formation appropriées pour atteindre le développement humain, la productivité et la croissance économique.

Entrepreneuriat et développement des PME

L'environnement général des entreprises dans les pays de l'OCI est en constante amélioration ce qui implique que faire des affaires devient relativement plus facile. En conséquence, le score moyen des pays de l'OCI dans le Doing Business Index de la Banque mondiale est passé de 52,7 en 2015 à 55,1 en 2017. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour les pays de l'OCI et faire des affaires dans les pays de l'OCI est relativement plus difficile par rapport aux pays développés en fonction du nombre



de procédures nécessaires pour créer une entreprise et des difficultés pour accéder à l'électricité. Les pays de l'OCI ont besoin de procéder à des réformes pour créer un environnement commercial plus favorable que les entrepreneurs et les PME peuvent croître et prospérer. Il est essentiel de faire toutes ces réformes et élaborer des politiques dans les pays de l'OCI à travers le prisme du genre car les femmes entrepreneurs sont dans une position plus défavorisée en matière du domaine des entreprises dans de nombreux pays de l'OCI.

OCI-2025: Autres domaines prioritaires connexes

Environnement, changement climatique et durabilité

Malgré les progrès dans le processus d'adaptation et d'atténuation, un nombre important de pays membres de l'OCI sont restés exposés aux grands défis environnementaux. Cet état de fait nécessite davantage de leadership aux niveaux national et local pour intégrer la résilience au changement climatique dans tous les aspects de la mise en œuvre de l'OCI-2025. Étant donné que l'on s'attend à ce que les changements climatiques intensifient considérablement les risques de catastrophe dans de nombreux pays membres, il est indispensable d'adopter des pratiques de gestion environnementale prudentes pour réduire les risques de catastrophe et les effets négatifs des changements climatiques. Dans le contexte de l'augmentation de la productivité de l'eau, il y a deux activités essentielles et interdépendantes qui revêtent une grande importance, à savoir: l'amélioration de l'efficacité technique de l'utilisation de l'eau et la répartition efficace de l'eau disponible entre des utilisations concurrentes.

Éducation

En 2015, l'OCI comptait environ 273 millions d'adultes âgés de 15 ans et plus - soit 16 % de la population totale de l'OCI, dont 170 millions de femmes, qui ne savaient ni lire ni écrire. Les échecs dans l'éducation ne sont pas uniquement une perte d'opportunité de développement, mais aussi un défi de subsistance qui touchent particulièrement les jeunes, les femmes et autres groupes défavorisés. Le futur programme de développement des États membres de l'OCI devrait reconnaître le rôle central de l'éducation et de définir plus clairement les objectifs liés à l'éducation. À cet égard, l'accès équitable à l'éducation de qualité doit être fourni pour tous, à toutes les étapes de la vie.

Science, technologie et innovation

En moyenne, la région de l'OCI n'est pas innovante, et sa concurrence dans l'économie mondiale est en grande partie basé sur les coûts du travail, plutôt que sur la valeur ajoutée. Pour cette raison, il y a un besoin urgent de canaliser l'assistance technique efficace et le renforcement des capacités adaptées aux besoins spécifiques des États membres de l'OCI, pour aborder les lacunes de l'infrastructure de la technologie ainsi que les contraintes de capacité. L'expérience des pays en développement qui réussissent montrent que les politiques de STI devraient être intégrées dans les stratégies nationales de développement, encouragées par les investissements nationaux et internationaux suffisants, engagées dans une coopération qui implique à la fois des organismes publics et privés, ainsi qu'appuyées par des mécanismes qui assurent une mise en œuvre efficace.

PARTIE I: LES DEVELOPPEMENTS
ÉCONOMIQUES RECENTS
DANS LE MONDE





CHAPITRE 1

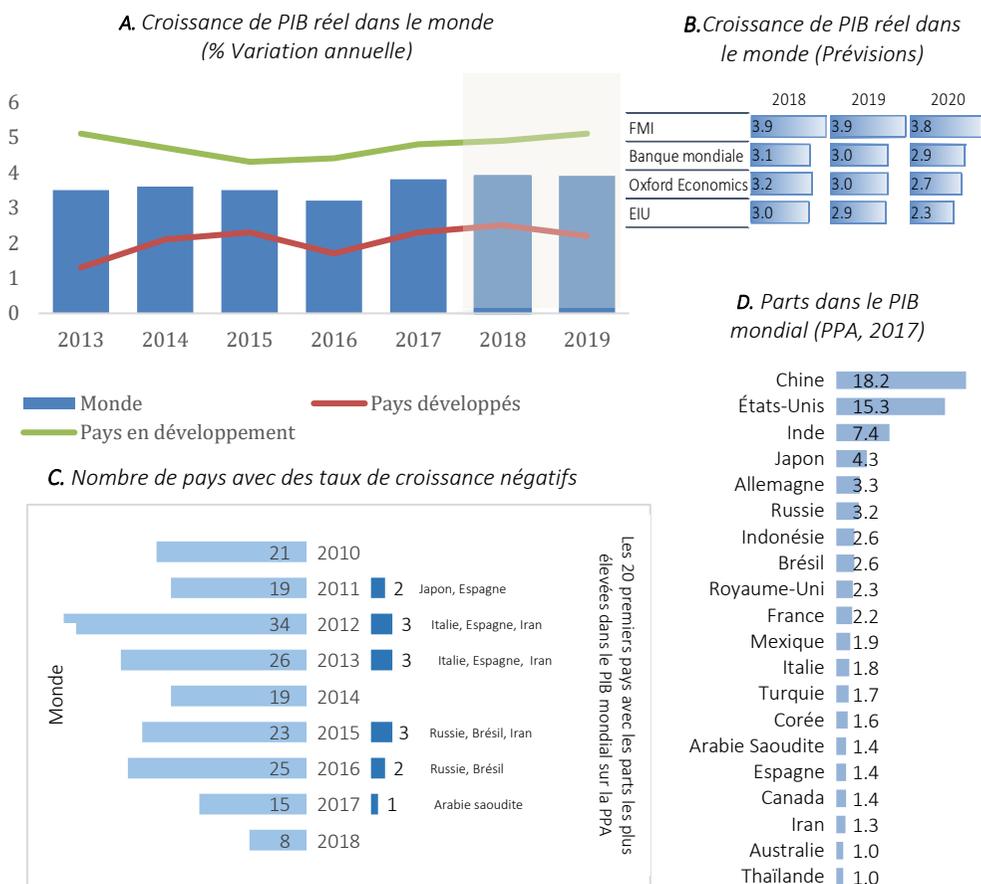
Les tendances et perspectives économiques mondiales



L'économie mondiale est relativement robuste, moins vulnérable, et en constante augmentation. Bien qu'elle soit modeste par rapport aux normes historiques, une reprise mondiale synchronisée à partir de 2016 est encourageante. Après un ralentissement de 2015-2016, les taux de croissance ont accéléré dans les pays développés et en développement, ce qui a permis une augmentation de taux de croissance du PIB mondial de 3,2 % en 2016 à 3,8 % en 2017 - le taux le plus rapide depuis 2012. Un certain nombre de pays du monde en récession est passé de 25 en 2016 à 15 en 2017 et vers la fin de 2018, huit pays seulement devraient enregistrer des taux de croissance négatifs (graphique 1.1).

Toutes les grandes économies du monde sont en croissance en ce moment, et c'était une situation relativement rare au cours des sept dernières années. Par exemple, dans l'échantillon de vingt pays, composé de dix pays développés et 10 pays en développement, qui en 2017 ont représenté 76 % du PIB mondial basé sur la PPA, en 2011, le Japon et l'Espagne étaient en récession. Au cours de 2012 et 2013, en même temps que l'Espagne, l'Italie et l'Iran ont connu

Graphique 1.1: La croissance économique, la récession et les parts dans le PIB mondial



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, sauf indication contraire.

Remarques: La zone ombrée indique les prévisions (Monde : N = 193; pays développés: N = 39; en développement: N = 154)



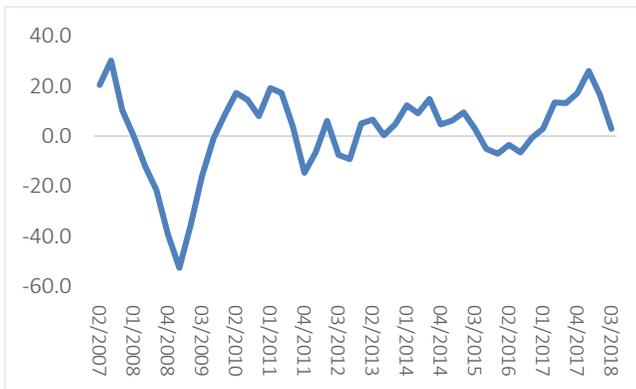
des taux de croissance négatifs. La Russie et le Brésil ont été en récession de 2015 à 2016 et l'Arabie saoudite en 2017 (graphique 1.1C). Ceux dont on attend qu'ils clôturent l'an de 2018 par des taux de croissance négatifs ne sont pas de grosses économies, par conséquent la croissance mondiale restera globalement stable en 2018.

• La croissance économique mondiale favorable, mais pas sans risque

Dans les dernières perspectives de l'économie mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que l'économie mondiale progressera à 3,9 % dans les 2018 et 2019, légèrement plus vite que les 3,8 % atteints en 2017. Toutefois, tel que démontré dans le graphique 1.1B, d'autres grandes institutions de prévisions considèrent l'an 2018 en tant que pic à court terme pour les taux de croissance mondiaux. Par rapport au FMI, les projections de la croissance du PIB réel mondial de la Banque mondiale, Oxford Economics et the Economist Intelligence Unit (EIU) sont moins optimistes et indiquent le léger ralentissement de la croissance du PIB dans les années à venir. Pour eux, à l'horizon 2020 le PIB réel mondial continuera d'augmenter, mais sans perspectives de développement, ce qui l'amène à la fin de la croissance mondiale qui a prévalu depuis 2016.

Selon les conclusions de la revue trimestrielle de l'étude sur l'économie mondiale de l'Institut Ifo, le climat économique s'est fortement dégradé au troisième trimestre de

Graphique 1.2: Climat économique mondial



Source: Ifo Institute, CESifo Group.

Remarques: Ce graphique résume les résultats des enquêtes trimestrielles menées par l'Institut Ifo. L'enquête porte sur l'information qualitative, c.-à-d. l'évaluation de la situation économique générale du pays et les attentes concernant les principaux indicateurs économiques. L'enquête de juillet 2018 a reçu des réponses de 1 200 experts de 120 pays. Le point zéro signifie que la part des réponses positives et négatives est égale.

2018, avec l'indicateur passant de 26 points au premier trimestre de 2018 à 2,9 points au troisième trimestre, faisant un retour à presque le même niveau qu'au premier trimestre de 2017 (graphique 1.2). L'évaluation des 1 200 experts couvrant 120 pays a montré que le climat économique s'est détérioré dans presque toutes les régions.

En général, le conflit en cours suscité par les tarifs dans l'Organisation mondiale du commerce a eu des effets

négatifs sur les évaluations et les prédictions des répondants à l'Ifo relatives à l'exportation, l'investissement et la consommation privée. L'évaluation de la situation économique actuelle et les attentes futures ont diminué de manière significative dans l'UE et les pays d'Asie dont la Chine, et l'Amérique latine. Aux États-Unis, les attentes économiques ont également l'air de s'être calmées. Toutefois, les évaluations de la CEI et les régions MENA ont montré une reprise.

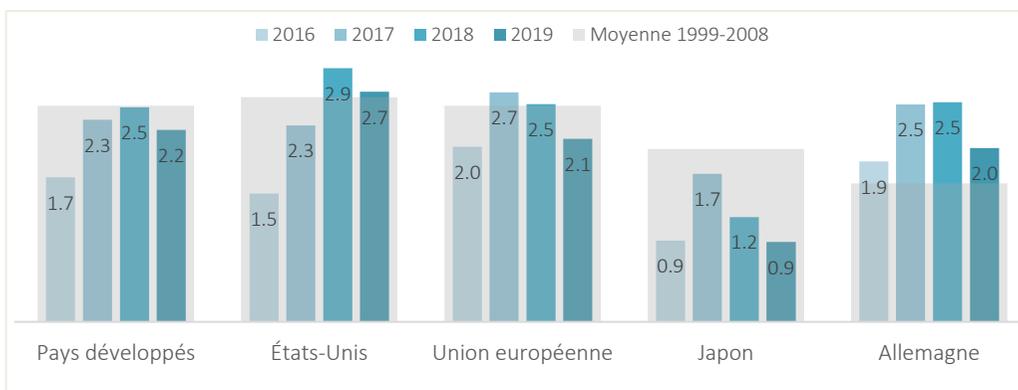
• Les divergences de croissance entre les économies développées s'élargissent

Les chiffres de croissance du PIB réel au cours des trois dernières années continuent à afficher un rythme de croissance solide pour les pays développés. Ils devraient augmenter de 2,5 % en 2018, atteignant leur taux de croissance moyen réalisé dans la période passant de 1999 à 2008. Les prévisions de croissance pour 2018 indiquent le plus fort taux de croissance des pays développés depuis 2011, avant de redescendre à un taux de 2,2 % en 2019.

L'économie des États-Unis semble forte, et devrait augmenter de 2,9 % en 2018 - une accélération de l'expansion de 2,2 % en 2017, puis baisser légèrement à 2,7 % en 2019. Jusqu'à la fin de 2019, elle est prévue de s'étendre au-dessus de son taux de croissance potentiel qui a existé de 1999 à 2008 (graphique 1.3). En général, les perspectives de l'économie des États-Unis restent fortes en raison de la relance budgétaire et des gains solides dans le marché du travail. Cependant, les réductions d'impôt augmenteront massivement le déficit budgétaire du gouvernement des États-Unis, créant ainsi la nécessité d'une réduction des dépenses publiques dans les années à venir. Pour cette raison, la croissance économique aux États-Unis pourrait être interrompue dans le moyen terme.

Le climat économique dans l'Union européenne (UE) demeure relativement favorable, malgré le ralentissement de la croissance du PIB. Dans l'UE, le FMI prévoit une croissance de 2,5 % en 2018, qui ensuite ralentira à 2,1 % en 2019. Cette tendance se maintient dans les principaux pays de l'UE, y compris l'Allemagne, où la croissance passera de 2,5 % cette année à 2,0 % en 2019. Le ralentissement de la croissance économique dans l'UE est le résultat de la consolidation

Graphique 1.3: Croissance du PIB réel dans les pays développés



Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales

Remarques: Les chiffres pour 2018 et 2019 sont des prévisions (Développés: N = 39; Union européenne: N = 28)

budgétaire en cours, mais aussi les différends commerciaux à l'échelle mondiale. La France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal en particulier font face à un défi de la consolidation budgétaire dans des conditions d'affaiblissement de la demande globale.

La croissance économique semble s'être ralenti au Japon en 2018 et devrait encore ralentir l'année prochaine. La quatrième plus grande économie du Japon (graphique 1.1D) a connu une



reprise modérée depuis 2012, restant en dessous de ses moyennes sa croissance réelle 1999-2008. Le Japon connaît ses pires pénuries de main-d'œuvre en raison du vieillissement de la population, qui a un effet négatif sur les revenus de certains secteurs tels que le transport et la construction.

- **Les économies en développement semblent relativement stables, mais toujours en dessous de leurs taux potentiels**

La plupart des économies développées font l'objet d'un ralentissement de la croissance économique par rapport aux pays en développement. Le FMI prévoit que les économies en développement enregistrent une croissance moyenne de 4,9 % en 2018, ce qui serait la plus grande croissance depuis 2014. Les pays en développement devraient augmenter un peu plus rapidement en 2019, mais restent toujours en dessous de la moyenne des taux de croissance atteints au cours de la période de 1999 à 2018 (graphique 1.4).

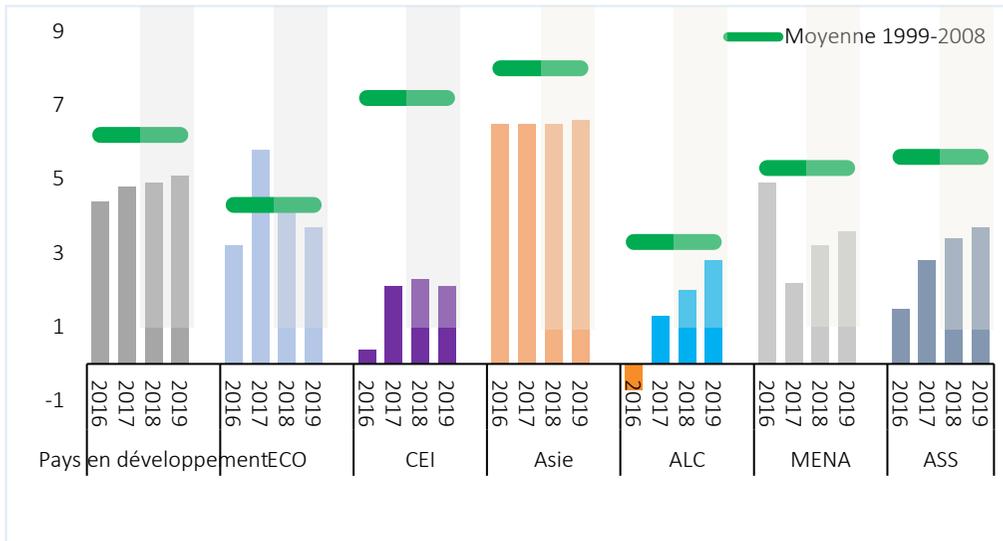
Dans l'Europe centrale et orientale (ECO), la croissance devrait se modérer passant de 5,8 % en 2017 à 4,3 % en 2018 et à la suite de 3,7 % en 2019. Le taux de croissance d'environ 4% dans les économies de l'ECO est tout à fait réalisable à court terme en enlevant le ralentissement du marché du travail, notamment en assurant une plus large participation des femmes et des jeunes dans le marché du travail. Mais au long terme, le taux de croissance dans l'ECO dépendra de l'amélioration de la productivité et de l'entrepreneuriat.

La Turquie, l'économie la plus forte dans la région de l'ECO, connaît une forte dépréciation de sa monnaie nationale. De plus, son déficit structurel et le niveau élevé de la dette libellée en devises étrangères détenus par le secteur privé visent à augmenter les besoins de financement extérieur de la Turquie. Dans certaines conditions, le FMI prévoit un ralentissement dans le taux de croissance de la Turquie par rapport à 7 % en 2017 à 4,4 % en 2018 et 4 % en 2019.

Dans la Communauté des États Indépendants (CEI), les taux de croissance actuels sont très loin de la moyenne des régions pour la période 1999-2008. La croissance dans les pays de la CEI devrait être à environ 2,1 et 2,3 % en 2018-2019. Les perspectives de l'économie russe ne sont pas aussi très prometteuses. En l'absence d'une sérieuse restructuration de l'économie, au moyen terme, la croissance moyenne du PIB réel de la Russie devrait se stabiliser autour de 1,5 % par année.

L'Asie en développement reste la région la plus dynamique au monde sur le plan économique, dont la croissance en termes réels devrait s'établir autour de 6,5 % par rapport à 2018-2019 (graphique 1.4). Toutefois, les prévisions du FMI montrent que la croissance économique réelle de la Chine a ralenti à 6,9 % en 2017, ce qui est nettement inférieur à ses niveaux de croissance historique, qui ont en moyenne représenté 10,1 % dans la période de 1999-2008. La croissance

Graphique 1.4: Croissance du PIB réel dans les pays en développement



Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales.

Remarques: La Zone ombrée indique les prévisions (En développement : N = 154; ECO - l'Europe centrale et orientale: N = 12; CIS - Communauté des États indépendants: N = 12; l'Asie: N = 30; ALC - l'Amérique latine et les Caraïbes: N = 32; MENA - le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord: N = 21; ASS - l'Afrique subsaharienne: N = 45).

réelle en Chine devrait se modérer à 6,6 % en 2018 et 6,4 % en 2019. Avec 6,7 % de la croissance du PIB en 2017, l'Inde continue de prendre place parmi les économies ayant la croissance la plus rapide. Stimulée par l'industrie manufacturière et l'agriculture, l'économie de l'Inde devrait augmenter de 7,4 % en 2018 et 7,8 % en 2019.

En Amérique latine et Caraïbes (LAC), la reprise devrait se renforcer légèrement passant de 1,3 % en 2017, à 2 % en 2018 et 2,8 % en 2019. Le Brésil, la plus grande économie des régions, a commencé de reprendre en 2017 avec 1 % de la croissance du PIB - la plus rapide depuis 2014, qui devrait augmenter entre 2,3-2,5 % au cours de 2018-2019. Cependant, l'incertitude politique, les grèves et le chaos dans le secteur de logistique ainsi que la situation budgétaire difficile peuvent avoir un effet négatif sur les perspectives économiques de ce pays.

La croissance économique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) devrait s'accélérer en 2018 et 2019, après avoir enregistré une croissance faible 2,2% en 2017. En particulier, les pays exportateurs de pétrole de la région MENA devraient bénéficier de la hausse des prix du pétrole. L'économie de la région MENA devrait progresser de 3,2 % cette année et 3,6 % en 2019. L'économie de l'Arabie saoudite, qui a diminué de 0,7 % en 2017, devrait augmenter de 1,7 % en 2018, et autour de 2 % en 2019.

Entre 2018 et 2019, la reprise de l'Afrique subsaharienne continuera, en raison, principalement, de la croissance mondiale et la hausse des prix des produits de base (graphique 1.6). La croissance dans cette région devrait augmenter de 2,8 % en 2017 à 3,4 % en 2018, poursuivant une hausse à 3,7 % en 2019.

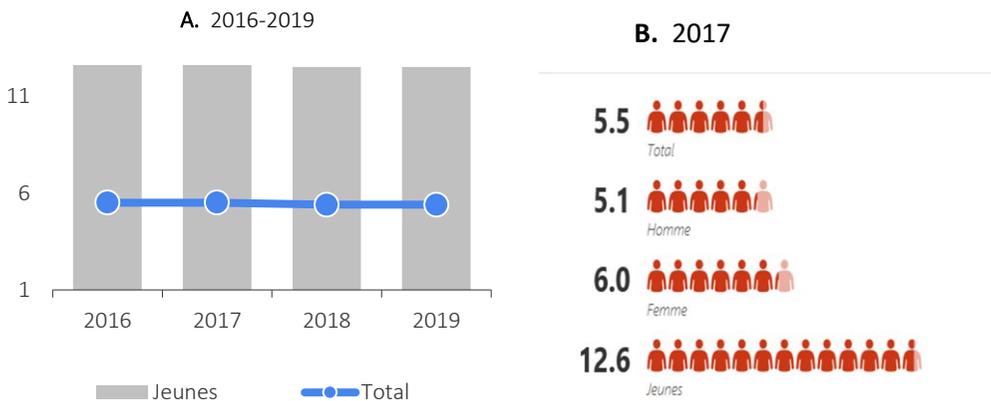


• **La croissance économique continue d'être largement déconnectée de la croissance de l'emploi**

La croissance du PIB réel dans le monde a pu provoquer une stabilisation du taux de chômage mondial, qui a été en moyenne de 5,5 % (190 millions de personnes) en 2017 (graphique 1.5). L'Organisation internationale du travail (OIT) prévoit que le taux de chômage mondial va baisser légèrement à 5,4 % en 2018, tandis que le chômage dans les pays développés devrait diminuer de 5,2 % cette année - le taux le plus bas depuis 2007. La situation du travail s'est améliorée dans certaines économies en développement. Cependant, dans de nombreuses régions du monde en développement, la croissance de l'emploi est sous l'ombre de l'augmentation du nombre de personnes qui entrent dans le marché du travail, ouvrant ainsi la voie à la persistance d'un chômage qui demeure élevé.

Malheureusement, l'emploi de faible qualité est en hausse. En 2017, 42 % des travailleurs indépendants dans le monde travaillaient dans des conditions difficiles pour des salaires bas et peu sûrs. L'OIT s'attend à ce que ce ratio augmente à 43 % (1,4 milliards de personnes) vers la fin de 2018. Ce ratio d'emploi vulnérable est particulièrement élevé en Afrique (66 %), en Asie et Pacifique (48,7 %) et Amérique latine et Caraïbes (32,1 %). Dans certaines régions comme l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud, l'emploi vulnérable représentera 72 % de l'emploi total en 2018.

Graphique 1.5: Chômage dans le monde (en %)



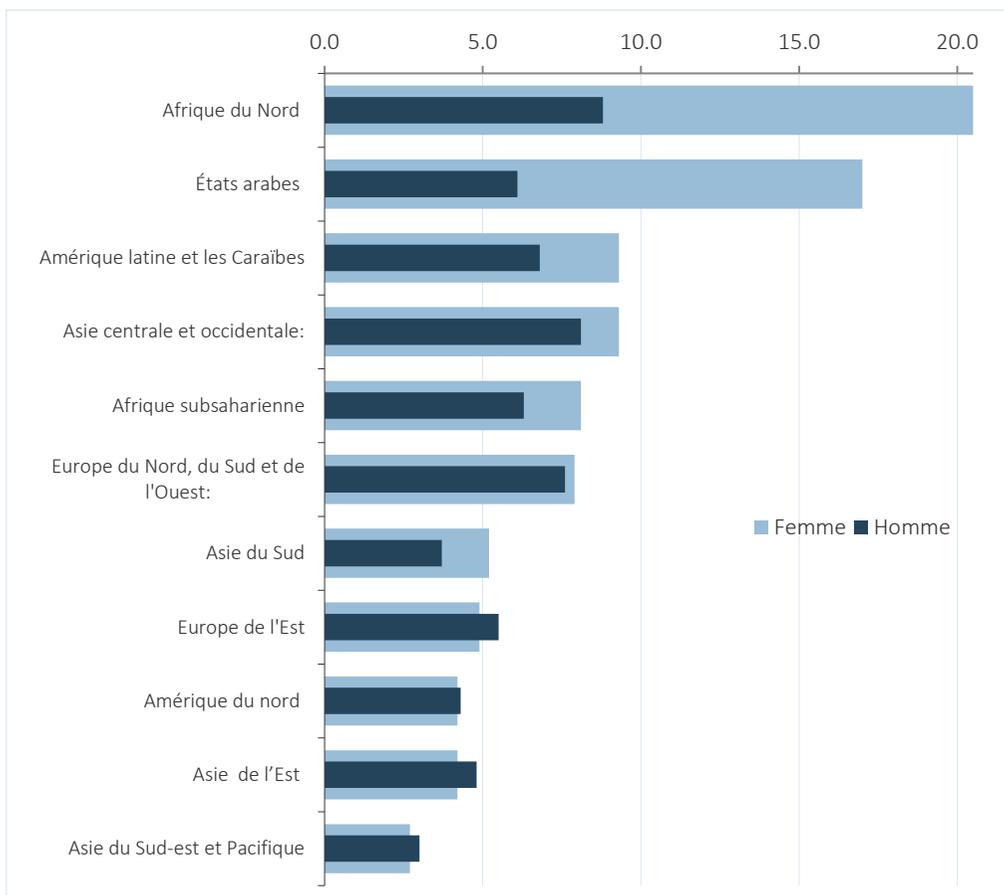
Source: Estimations modélisées de l'OIT.

Le manque de possibilités d'emploi pour les jeunes (c-à-d. ceux âgés de 15 à 24 ans) reste un autre défi de grande préoccupation mondiale. En 2017, le taux mondial du chômage des jeunes était de 12,6 %, ou 2,3 fois plus élevé que le taux de chômage total (graphique 1.5). Ce ratio devrait diminuer légèrement à 12,5 % par rapport à 2018-2019. Le défi est particulièrement dans le Nord de l'Afrique et les États arabes, où près de 29 % et 22 % des jeunes sur le marché du travail devraient respectivement rester sans emploi en 2018 et 2019.

Le taux de chômage mondial des femmes pour 2017 - à 6,0 % - est de 0,9 points de pourcentage plus élevé par rapport à celui des hommes, selon les estimations modélisées de l'OIT. De plus, le taux de participation des femmes au marché mondial du travail - à 48,5 % en 2017 - représente 26,6 points de pourcentage inférieur au taux enregistré pour leurs homologues masculins.

Les différences entre les taux de chômage des femmes et des hommes dans les pays développés sont relativement faibles. Mais dans les régions en développement telles que les États arabes et l'Afrique du Nord, le taux de chômage des femmes est deux fois plus élevé que celui des hommes, en raison de normes sociales qui entravent la participation des femmes à l'emploi. Il ressort clairement du graphique 1.6 que pour les femmes, il est plus difficile d'obtenir un emploi dans de nombreuses régions du monde.

Graphique 1.6: Le chômage par sexe (% , 2018)



Source: Estimations modélisées de l'OIT.

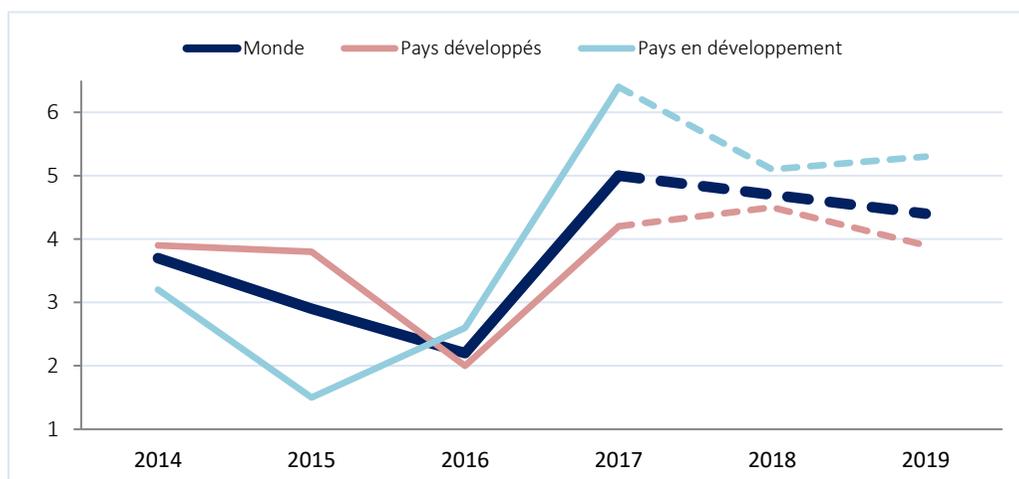
Remarques: Afrique du nord : N = 7; les états arabes: N = 12; l'Amérique latine et les Caraïbes: N = 49; l'Asie centrale et occidentale: N = 11; l'Afrique subsaharienne: N = 51; l'Europe du Nord, du Sud et de l'ouest: N = 38; l'Asie du Sud: N = 9; Europe de l'Est: N = 10; l'Amérique du nord: N = 5; l'Asie de l'est: N = 8; l'Asie du sud-est et le Pacifique: N = 32.



- **La politique commerciale a devenu le plus grand risque pour la croissance économique mondiale**

Le volume du commerce des exportations et des importations dans le monde s'est renforcé à 4,9 % en 2017 - le taux le plus élevé depuis 2011. Pour la période 2018-19, la croissance du commerce mondial devrait rester forte et prendre des valeurs comprises entre 4,7 %, sur l'hypothèse que les tensions commerciales existantes ne s'aggravent pas davantage. L'accélération du commerce mondial est surtout attribuable à la croissance du commerce solide en Asie et l'Europe, en particulier du côté des exportations.

Graphique 1.7: Le volume des exportation de biens et de services (% de variation annuelle)



Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales

Remarques: Les lignes pointillées indiquent les prévisions (Monde: N = 193; pays développés: N = 39; en développement: N = 154)

Le volume des exportations de biens et services a augmenté de 4,2 % dans les pays développés et 6,4 % dans les pays en développement en 2017, comparativement à 2,0 % et 2,6 % respectivement au cours de l'année précédente (graphique 1.7). Le FMI prévoit que le volume des exportations des pays développés permettra d'améliorer et de croître à 4,5 % en 2018, alors qu'il devrait se ralentir dans les pays en développement à environ 5,1 %. Bien que les avantages de la force des exportations se font sentir dans toutes les régions (à l'exception de la région MENA) en 2017, ils sont plus prononcés dans les régions de la CEI, l'Asie en développement et l'ECO. Pour 2018, le ralentissement des exportations est prévu pour ces trois régions. Parmi les économies en développement, seulement les régions de l'ASS et MENA devraient s'améliorer en exportations en 2018, avec des améliorations significatives par rapport à 2017 (tableau 1.1).

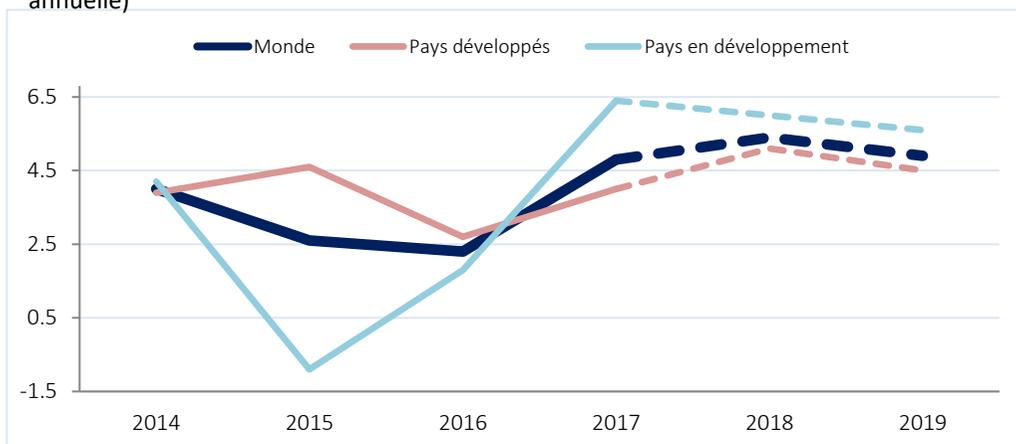
Comme le montre le graphique 1.8, la croissance annuelle du volume des importations de biens et des services a été nettement plus élevée dans les pays en développement en 2017 (6,4 %) par rapport aux pays développés (4,0 %). Le Royaume-Uni a observé une légère diminution de croissance des importations en 2017, alors que la croissance des importations s'est accélérée aux États-Unis, au Japon et en Allemagne. Parmi les économies en développement, la croissance des

Tableau 1.1: Commerce mondial par pays et régions (% de variation annuelle)

Le volume des exportations de biens et de services					Le volume des importations de biens et de services			
2016	2017	2018	2019		2016	2017	2018	2019
2,0	4,2	4,5	3,9	Pays développés	2,7	4,0	5,1	4,5
-0,3	3,4	3,4	3,2	États-Unis	1,3	4,0	6,0	3,8
1,3	6,8	5,0	2,9	Japon	-1,9	3,6	4,3	3,3
2,6	4,7	6,1	5,0	Allemagne	3,9	5,1	6,1	5,4
2,3	5,7	4,2	1,5	Royaume-Uni	4,8	3,2	2,8	0,8
2,6	6,4	5,1	5,3	Pays en développement	1,8	6,4	6,0	5,6
4,8	8,4	7,1	6,2	ECO	6,1	8,7	6,9	6,1
-0,2	8,9	4,8	2,9	CEI	-3,0	13,9	5,7	2,4
2,5	8,8	6,2	6,2	Asie	4,9	8,1	6,5	7,3
2,8	3,8	2,4	4,2	ALC	-2,5	4,6	5,0	4,3
3,9	-0,6	2,3	3,6	MENA	-0,9	-0,2	4,0	2,4
-0,2	2,8	5,1	5,4	ASS	-7,3	-0,2	7,9	5,0

Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales

Remarques: Les chiffres pour 2018 et 2019 sont des prévisions (En développement: N = 154; pays développés: N = 39; ECO - l'Europe centrale et orientale: N = 12; CEI - la Communauté des États Indépendants: N = 12; l'Asie: N = 30; ALC - l'Amérique latine et les Caraïbes: N = 32; MENA - le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord: N = 21; ASS - l'Afrique subsaharienne: N = 45).

Graphique 1.8: Le volume des importations de biens et de services (% de variation annuelle)

Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales

Remarques: Les lignes pointillées indiquent les prévisions (Monde: N = 193; pays développés: N = 39; en développement: N = 154)

importations de la CEI a atteint un sommet de 13,9 % en 2017 alors que le changement en glissement annuel sur le plan des importations dans les régions MENA et SSA a été négatif. Cependant, les prévisions de ces deux régions indiquent une augmentation importante du volume des importations pour 2018, alors que la croissance des importations dans la région de la CEI devrait ralentir à 5,7 %



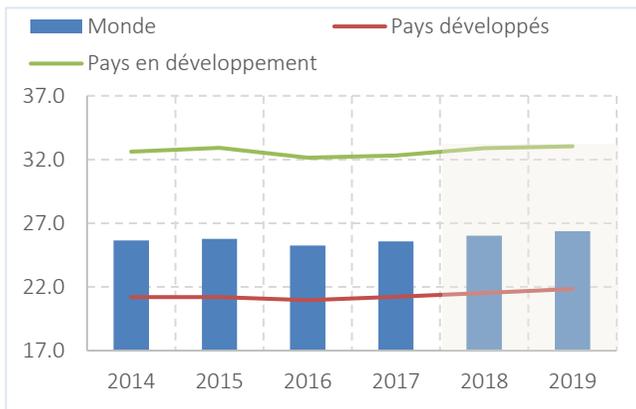
Bien que la dynamique mondiale dans le commerce généralement forte sur le marché, les risques liés au commerce sont devenus assez importants. Les taux de croissance du PIB réel pourraient être à risque de ralentir encore davantage si le protectionnisme commercial augmente entre les États-Unis et ses principaux partenaires commerciaux, y compris les alliés traditionnels des États-Unis. Le président des États-Unis Donald Trump est en train de passer l'appui conditionnel précédent de son pays en faveur du libre-échange dans un sens protectionniste, ce qui est nocif, non seulement en raison de l'impact direct sur le commerce, mais en raison de la confiance des entreprises, en terme générale, les placements et les chaînes d'approvisionnement mondiales. Si la tendance des restrictions commerciales réciproques continue pendant une longue période, leurs conséquences mondiales seront inévitables.

La bonne nouvelle est que le protectionnisme américain encourage les pays de développer les accords commerciaux régionaux et diversifier leurs partenaires commerciaux, comme il s'agit du cas avec l'Union européenne et les pays asiatiques, notamment le Japon, qui sont en train d'accélérer l'ouverture de leurs marchés pour des liens économiques plus étroits. Un autre exemple est la convention globale et progressive pour l'accord de partenariat transpacifique (CPTPP), qui devrait entrer en vigueur en 2019.

La Banque mondiale, dans son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales, met en garde sur le fait que les politiques commerciales protectionnistes peuvent affecter les économies en développement plus sévèrement que les pays développés, faisant comprendre que des réformes politiques et institutionnelles favorables à l'augmentation des investissements sont plus que jamais nécessaires.

• **Légère augmentation des investissements nationaux suivie par une forte baisse des IDE**

Graphique 1.9: Part des investissements dans le PIB (%)



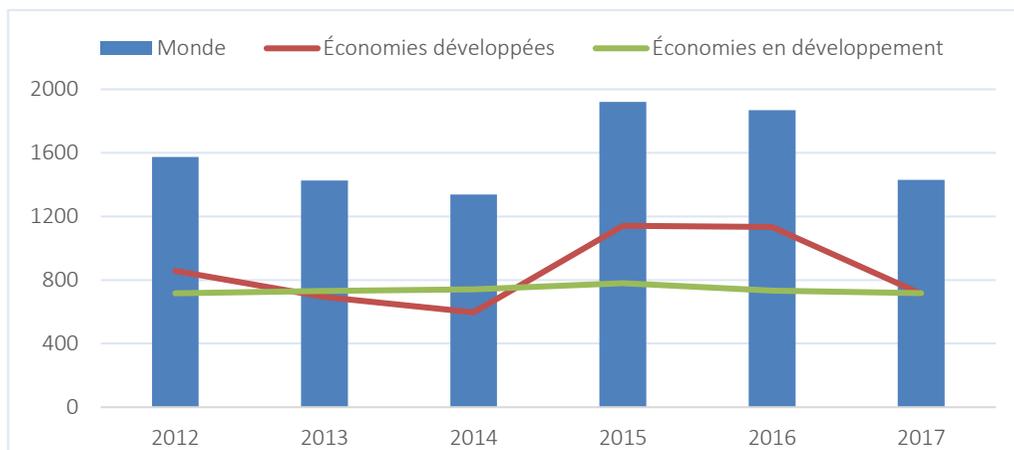
Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales

Remarques: La Zone ombrée indique les prévisions (Monde : N = 193; pays développés: N = 39; en développement: N = 154)

Le graphique 1.9 indique à légère accélération de l'investissement mondial depuis 2016. Parmi les pays développés et les pays en développement, la légère reprise de l'investissement dans le PIB a continué, atteignant 21,2 % en 2017 pour les pays développés, et 32,3 % pour les pays en développement. Les projections pour 2018 et 2019 indiquent que l'investissement continuera à fournir une stimulation de la croissance économique dans le monde entier.

Les niveaux d'investissement varient entre les différentes régions en 2017. Par exemple, l'investissement a diminué en proportion du PIB dans les régions du MENA et de l'ALC, est resté plus stable dans les économies de la CEI, alors qu'il a marqué la plus forte hausse dans la région de l'Europe centrale et orientale. En 2018, les économies de l'ECO devraient continuer de jouer le rôle de chef de file dans la croissance de l'investissement, alors qu'un ralentissement des investissements est attendu pour la région de la CEI.

Graphique 1.10: Entrées d'IDE dans le monde (en milliards de dollars)



Source: CNUCED, World Investment Report 2018: Investissement et nouvelles politiques industrielles, Genève: 2018.

Remarques: Monde: N = 163; pays développés: N = 39; en développement: N = 124)

La réduction de l'investissement intérieur augmente l'importance de l'investissement direct à l'étranger (IDE), qui demeure la plus importante source de financement extérieur pour les économies en développement. Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en 2017, l'IDE représente 39 % du total des entrées des finances des pays en développement en tant que groupe.

Contrairement à d'autres variables macroéconomiques qui ont connu une amélioration en 2017, les flux mondiaux d'IDE ont diminué de 23,4 % en 2017, à 1,43 milliards de dollars passant de 1,87 billion de dollars en 2016. Les flux entrants d'IDE aux pays développés ont baissé de 37%, à 712 milliards de dollars, alors que les flux d'IDE aux pays en développement sont restés plus stable aux alentours de 717 milliards de dollars, n'affichant aucune reprise après la chute de 12 % en 2016. L'Asie reste le plus grand bénéficiaire d'IDE dans le monde en développement, contrairement à l'Afrique où les flux d'IDE ont continué de baisser pour atteindre 42 milliards de dollars en 2017, 21 % de moins par rapport à 2016.

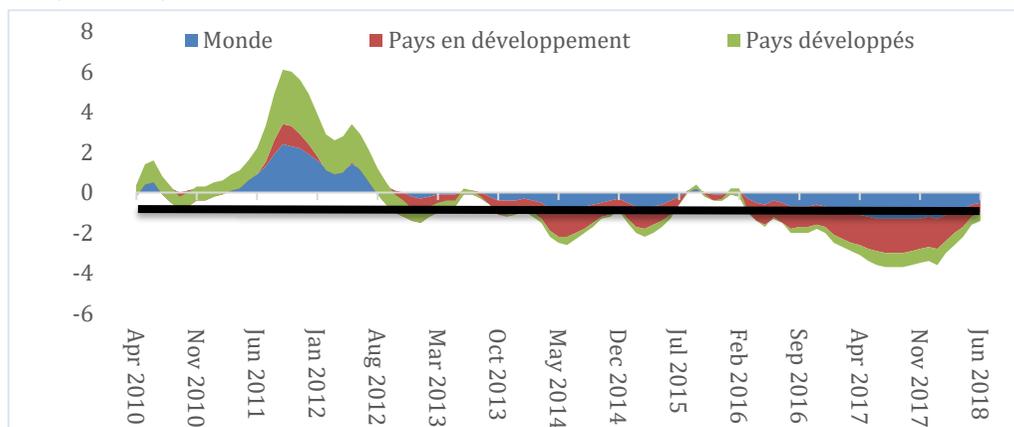
La CNUCED a fait observer que la tendance négative de l'IDE dans le monde est causée en grande partie par une diminution des taux de rendement. Avec seulement une très légère reprise de l'IDE prévue pour 2018, la CNUCED s'attend à ce que cette tendance négative soit une préoccupation à long terme, étant donné que les projections indiquent que les flux mondiaux d'IDE resteront bien en dessous de la moyenne au cours des 10 dernières années.



• Les pays en développement vulnérables au resserrement des conditions financières mondiales

Dans la période allant de 2016 à 2017, les conditions financières mondiales ont été bien commodes pour la reprise économique mondiale. Le graphique 1.11 montre que les indices de condition financière étaient en dessous de la moyenne historique en raison de politiques monétaires qui ont stimulé la confiance des investisseurs et la propension à prendre des risques. Cependant, en 2018, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et un certain nombre de pays en développement ont commencé à resserrer leur politique monétaire, alors que la Banque centrale européenne se prépare à une hausse éventuelle des taux d'intérêt l'année prochaine. En général, les fonctionnaires de nombreux pays tiennent à commencer à retirer les paramètres de politique d'urgence, qui ont dominé au cours de la dernière décennie.

Graphique 1.11: Conditions financières mondiales (différences de moyennes annuelles depuis 1991)



Source: Banque d'Angleterre, *Rapport de l'inflation*, août 2018.

Remarques: Ce graphique est fondé sur des indices des conditions financières qui résument l'information provenant des séries financières suivantes : écarts de taux à terme, écarts interbancaires, écarts de taux d'intérêt des sociétés, écarts de taux souverains, taux d'intérêt à long terme, taux directeurs, rendement des actions, volatilité du rendement des actions, rendement des maisons et croissance du crédit. Une augmentation de l'indice indique un resserrement des conditions (Monde : N = 43; Pays développés: N = 24; Pays en développement: N=19).

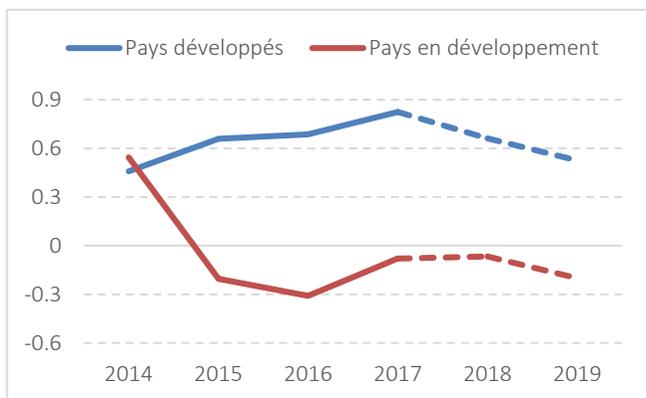
La Réserve fédérale des États-Unis a relevé les taux d'intérêt de deux fois jusqu'en août 2018 et devrait poursuivre l'augmentation du taux de façon constante au cours de l'année. Depuis près d'une décennie, les taux d'intérêt aux États-Unis étaient très bas, encourageant les investisseurs à acheter des actifs ou de consentir des prêts dans les économies en développement avec des rendements plus élevés. Aujourd'hui, avec la hausse des taux d'intérêt, certains actifs des États-Unis sont devenus plus attrayant et les investisseurs réagissent en les tirant hors des économies en développement. En outre, la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis ont fait grimper la valeur du dollar, ouvrant la voie à des vulnérabilités financières dans certains pays, la forte chute de la valeur de certaines devises comme le peso argentin et la livre turque, et ont fait de la dette libellée en dollars américains plus coûteux de confier un service.

Cependant, il est évident selon le graphique 1.11 que jusqu'en juin 2018 les conditions financières mondiales ont resté relativement conviviales, par rapport aux moyennes enregistrées précédemment. Cependant, le resserrement des conditions financières entraînera inévitablement une augmentation de prix du financement pour les ménages et les entreprises. En particulier, si les États-Unis continuent à augmenter les taux d'intérêt, et si l'Union européenne et d'autres pays décident de suivre la même politique, ceci pourrait avoir de fortes tensions sur les marchés du crédit, ce qui pourrait à son tour mettre une pression supplémentaire sur les entreprises et sur les pays qui ont une forte concentration de l'endettement des entreprises, un large compte courant ou des déficits budgétaires.

• Les graves faiblesses des comptes courants dans certains pays importateurs de pétrole

La balance des comptes courants s'est améliorée tant dans les pays développés que dans les pays en développement en 2017, par rapport à leur niveau de 2016. L'excédent du compte courant, dans les pays développés s'est creusé à 0,8 % du PIB en 2017. Cependant, l'accroissement de la demande intérieure devrait augmenter les importations et réduire l'excédent du compte des pays développés au cours de 2018 et 2019 (graphique 1.12).

Graphique 1.12: Solde du compte courant (% du PIB)



Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales

Remarques: Les lignes pointillées indiquent les prévisions (Monde: N = 193; pays développés: N = 39; en développement: N = 154)

Le déficit du compte courant moyen des pays en forme a ralenti passant de -0,3 % en 2016 à -0,08 % en 2017, et il devrait rester relativement stable en 2018. Les progrès les plus notables de la balance des opérations courantes ont été réalisés dans les pays exportateurs de pétrole, en raison de l'augmentation des prix du pétrole. Une nouvelle hausse des prix du pétrole en 2018 sera bénéfique pour les exportateurs de pétrole, mais pourrait accroître la fragilité de la balance courante dans certains pays

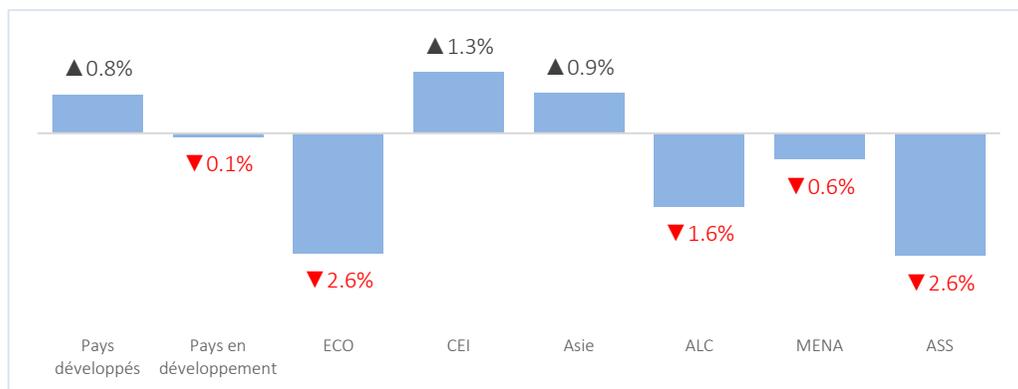
importateurs de pétrole, comme l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, l'Afrique du Sud et la Turquie, où la demande d'importations reste forte.

Les États-Unis continuent d'enregistrer le déficit commercial le plus important du monde en termes absolus (466,2 milliards de dollars en 2017), tandis que l'Allemagne et le Japon affichent de loin le plus important excédent commercial au monde, toujours en termes absolus. Cependant, les déficits ou excédents commerciaux sont plus importants en pourcentage du PIB dans un certain nombre d'autres pays. En 2017, les déficits courants des États-Unis sont restés



pratiquement stables à -2.4% du PIB. Sous l'impulsion d'une politique budgétaire expansionniste, le déficit de la balance courante américaine devrait atteindre -3,0 % en 2018

Graphique 1.13: Solde du compte courant (2017, % du PIB)



Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales

Remarques: (Monde: N = 193; pays développés: N = 39; en développement: N = 154; ECO - l'Europe centrale et orientale: N = 12; CEI - la Communauté des États Indépendants: N = 12; l'Asie: N = 30; ALC - l'Amérique latine et les Caraïbes: N = 32; MENA - le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord: N = 21; ASS - l'Afrique subsaharienne: N = 45).

Les soldes du compte courant ont empiré dans les régions de l'ECO, l'ALC, le MENA et l'ASS en 2017, et ont amélioré en moyenne dans la CEI et l'Asie en développement. En 2018, les déficits de la balance courante devraient augmenter légèrement dans les PECO, en Amérique latine et dans les Caraïbes et en Afrique subsaharienne, en particulier dans les pays où la croissance de la demande intérieure est relativement forte.

L'excédent de la balance courante de la Chine a chuté à 1,4 % en 2017 et devrait diminuer au cours de 2018 et 2019. Au premier trimestre de 2018, la Chine a enregistré son premier déficit du compte courant depuis 2001. D'autre part, la hausse du prix du pétrole a eu un effet positif sur la balance des paiements, augmentant l'excédent du compte courant de 2 % du PIB en 2016 à 2,6 % en 2017. En 2018, l'excédent du compte courant de la Russie devrait être encore plus solide, pour atteindre 4,5 % du PIB.

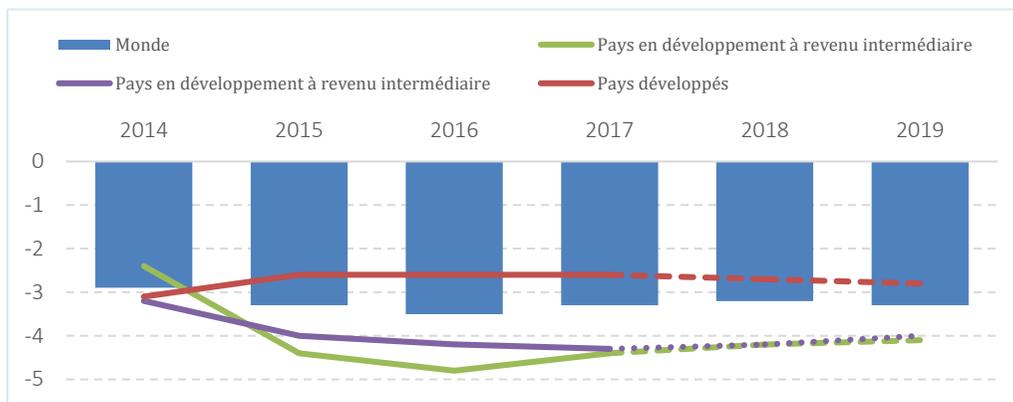
• Les soldes budgétaires n'ont pas encore été globalement stables

Comme l'illustre le graphique 1.14, les évolutions budgétaires mondiales reflètent une reprise, avec le solde budgétaire des administrations publiques mondiales en tant que pourcentage du PIB en décélération passant de -3,5 % en 2016 à 3,3 % en 2017. Au cours de 2018-2019, la moyenne mondiale de l'équilibre budgétaire devrait rester globalement stable par rapport à ses niveaux de 2015-2017.

Les pays en développement à revenu moyen ont déclenché la plus récente reprise budgétaire mondiale, où l'équilibre budgétaire moyen tombe à -4,4 % du PIB en 2017, contre -4,8 % en 2016. Au cours de la même période, le solde budgétaire est resté inchangé dans les pays développés (-2,6 % du PIB) et a légèrement augmenté dans les économies en développement à faible revenu (-4,3 % du PIB en 2017). Au cours de la période 2018-2019, une nouvelle amélioration de

l'équilibre budgétaire est attendue en moyenne pour les pays en développement. D'autre part, malgré une légère augmentation prévue du déficit budgétaire des pays développés, la tendance générale à la stabilisation budgétaire devrait se poursuivre.

Graphique 1.14: Le solde budgétaire des administrations publiques (% du PIB)



Source: Moniteur des finances publiques du FMI 2018.

Remarques: Les lignes pointillées indiquent les prévisions (Monde: N = 115; pays développés: N = 35; Pays en développement à revenu intermédiaire: N = 40; Pays en développement à faible revenu: N = 40)

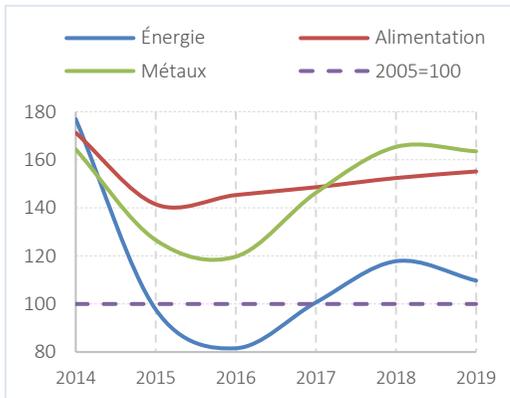
Parmi les pays développés, les États-Unis fait face à un plus grand déficit budgétaire, qui atteint -5,3 % en 2017 et devrait augmenter à 5,9 % du PIB en 2018. Au sein du groupe des pays en développement, le déficit du solde budgétaire des administrations publiques reste nettement plus élevé dans des pays comme le Zimbabwe, l'Arabie saoudite, le Kenya, le Yémen, le Burkina Faso, le Brésil, l'Inde, l'Argentine et l'Algérie.

Les pays en développement avec un grand budget de l'État et des déficits du compte courant, des petites réserves de devises étrangères et une large proportion de la dette libellée en devises étrangères restent toujours très vulnérables à des changements soudains des conditions du marché. Comme l'illustre le graphique 1.15, les prix de l'énergie devraient continuer de croître en 2018, ce qui imposera un fardeau financier supplémentaire à certaines économies importatrices de pétrole. En raison de l'augmentation de la demande, la période allant de 2016 à 2018 est également marquée par une hausse des prix d'autres produits de base, comme les aliments et les métaux, qui sont beaucoup plus élevés que l'année de référence 2005. La hausse des prix des produits de base, en particulier des prix de l'énergie, a fait grimper le taux d'inflation mondial, qui a atteint 3,0 % en 2017 et devrait poursuivre sa trajectoire ascendante en 2018 (graphique 1.16). Entre 2015 et 2017, en moyenne, les taux d'inflation dans les pays développés et les pays en développement ont évolué dans des directions opposées, augmentant dans les pays développés et diminuant dans les pays en développement. Toutefois, pour les pays en développement, une croissance relativement plus rapide des taux d'inflation est prévue pour 2018. Sur le plan géographique, cette année, dans les régions en développement d'Asie et de la

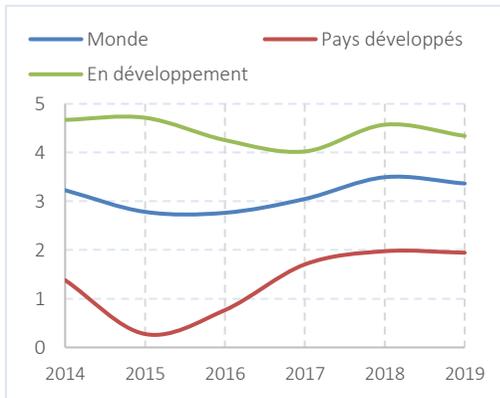


région MENA, les taux d'inflation devraient augmenter le plus fortement et diminuer dans les régions CEI, SAA et ALC.

Graphique 1.15: Cours mondiaux des produits de base (2005 = 100)



Graphique 1.16: Inflation (% de variation annuelle)

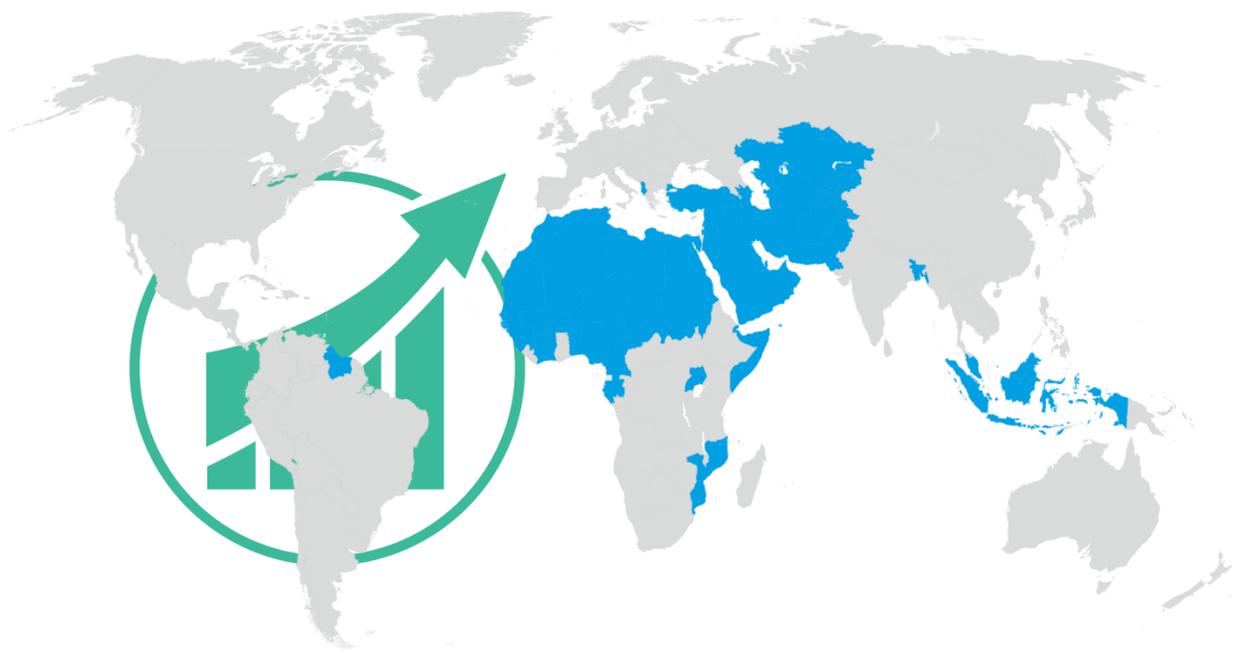


Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales

Remarques: Prix moyens à la consommation (Monde : N = 193; pays développés: N = 39; en développement: N = 154)

Les principaux éléments à surveiller au cours de la prochaine période seront l'incertitude croissante au sujet du commerce mondial, la hausse des taux d'intérêt, les tendances de l'inflation mondiale et la sensibilité de l'économie mondiale aux augmentations des prix du pétrole. Tous ces facteurs sont susceptibles de déterminer la trajectoire de la croissance économique mondiale au cours des prochains trimestres et des prochaines années.

PARTIE II: LES DEVELOPPEMENTS
ÉCONOMIQUES RECENTS DANS
LES PAYS DE L'OCI





CHAPITRE DEUX

Production, croissance et emploi



2.1 Production et croissance

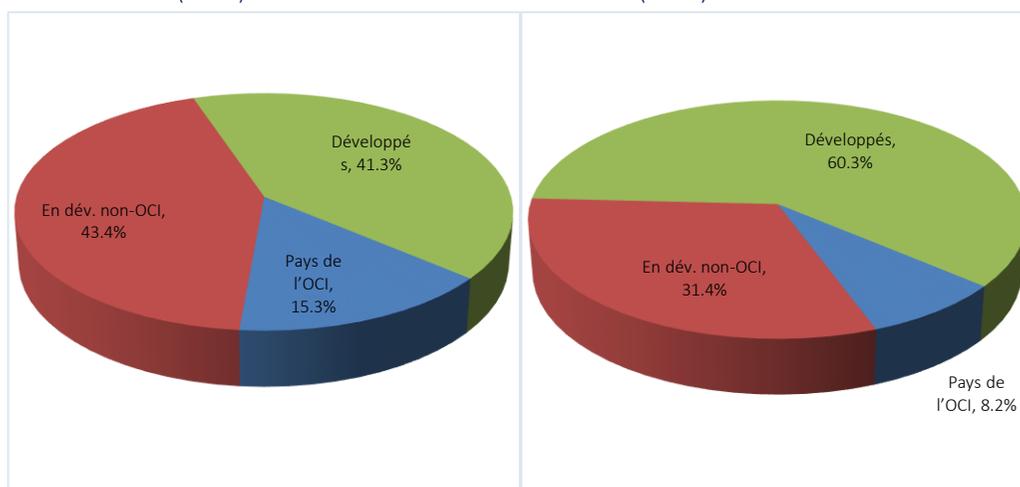
Le groupe des pays de l'OCI est bien doté en matière de ressources économiques potentielles dans différents domaines et secteurs tels que l'agriculture, l'énergie, l'exploitation minière, les ressources humaines, et en tout ils forment une grande région commerciale stratégique. Pourtant, ce potentiel ne se manifeste pas sous forme d'un niveau raisonnable de développement humain et économique dans de nombreux pays de l'OCI pris individuellement et dans les pays de l'OCI en tant que groupe. En 2017, ayant représenté 24,0% de la population totale mondiale, les pays membres de l'OCI ont produit au plus 15,3 % du PIB total mondial - exprimé en dollar américain (\$) courant et fondé sur la parité du pouvoir d'achat (PPA) (graphique 2.1a). Cependant, lorsqu'elle est mesurée en prix courants, la part des pays membres de l'OCI représentent seulement 8,2% de la production mondiale en 2017 (graphique 2.1b).

Au cours des 5 dernières années, le groupe des pays de l'OCI n'a augmenté sa part dans la production mondiale que de 0,2 point de pourcentage pour atteindre 15,3 % en 2017 (graphique 2.2). Compte tenu du fait que les différents pays tels que les États-Unis et la Chine ont une part supérieure à celle des pays de l'OCI en tant que groupe (15,3% et 18,2% respectivement en 2017), on peut affirmer que la contribution de l'OCI à la production mondiale est en dessous de leur potentiel. En revanche, la part des pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement a diminué de façon constante et a été enregistrée à 26,06% en 2017, soit une diminution de 0,6 point de pourcentage au cours de la période de 5 ans à l'étude (graphique 2.2).

La diminution de la part des pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement indique que les économies de l'OCI ont été moins performantes que celles des pays en développement non OCI dans l'accroissement de leur production. Bien que les projections pour 2016 et 2017 indiquent que le PIB de l'ensemble des pays de l'OCI continuera d'augmenter, il est prévu que la part des pays de l'OCI dans la production mondiale se maintiendra autour de 15,3% en 2018 et

Graphique 2.1a: Produit intérieur brut, en \$ PPA courants (2011)

Graphique 2.1b: Produit intérieur brut, en \$ courants (2017)

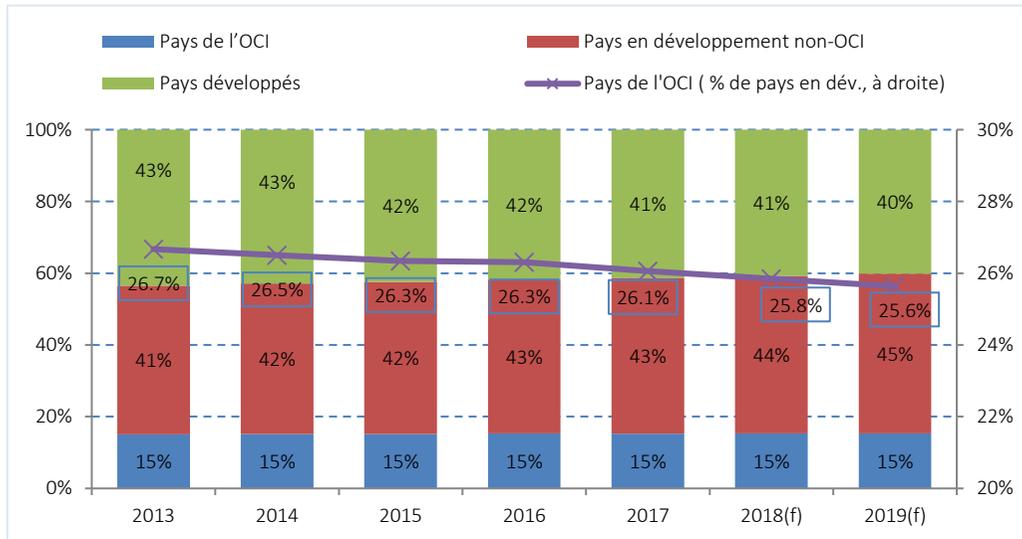


Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, Avril 2018 Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés.



15,4% en 2019. Cependant, il est estimé que la part des pays de l'OCI dans la production totale des pays en développement diminuera jusqu'à atteindre 25,8% en 2018 et 25,6% en 2019 (graphique 2.2).

Graphique 2.2: Produit intérieur brut, \$ PPA courants



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018. Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés.

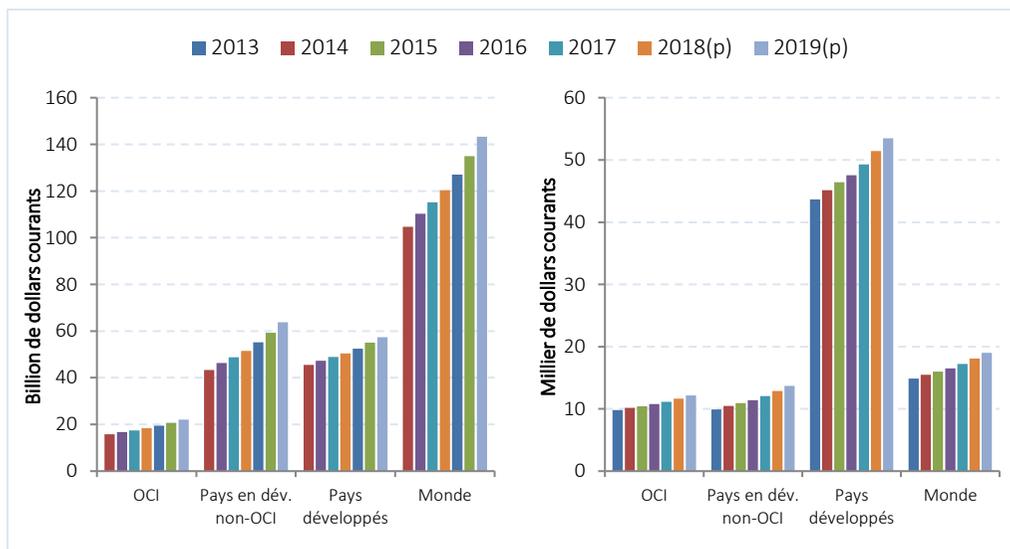
■ **Production:** La part des pays de l'OCI dans le PIB mondial est demeurée à 15,3 % en 2017

Le PIB mondial - exprimé en USD (dollar des États Unis) et basé sur la PPA - a connu une tendance croissante au cours de la période 2013-2017, pour atteindre 127 billions de dollars en 2017 comparativement à 104,7 billions de dollars en 2013 (graphique 2.3, à gauche) Au cours de la même période, les pays de l'OCI ont également enregistré une tendance ascendante de l'activité économique et leur PIB est passé de 15,8 billions de dollars en 2013 à 19,4 billions de dollars en 2017. Au cours de la même période, les pays non membres de l'OCI ont connu une augmentation plus rapide de leur production dans le PIB total, atteignant 55,1 billions de dollars en 2017, un niveau qui est nettement supérieur à leur performance de 2013 qui était de 43,4 billions de dollars. Malgré une légère croissance de 15,3 % de la part des pays de l'OCI dans le PIB total mondial, leur part dans le PIB total du groupe des pays en développement a diminué de façon constante et a été enregistrée à 26,3 % en 2017, soit une diminution de 0,6 point de pourcentage au cours de la période de 5 ans à l'étude.

Au cours de la même période, le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCI a constamment augmenté jusqu'à atteindre 11 137 dollars en 2017, comparativement à 9 812 dollars en 2013 (graphique 2.3, à droite). L'écart entre les niveaux de PIB moyen par habitant des pays membres de l'OCI et ceux des pays non-OCI s'est élargi au fil des ans. En 2013, le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCI n'est pas très différent que celui des pays en développement non membres de l'OCI. Cependant, la situation s'est aggravée depuis lors et l'écart moyen du PIB par habitant

entre les pays de l'OCI et les pays en développement non membres de l'OCI a été enregistré à 636 dollars en 201. Les dernières projections montrent que cet écart devrait s'aggraver dans les années à venir. Au cours de la même période, le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCI s'est également écarté de la moyenne mondiale puisque l'écart est passé de 5 077 dollars en 2013 à 6 088 dollars en 2017.

Graphique 2.3: PIB total (à gauche) et le PIB par habitant (à droite), sur la base de PPA



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur la FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018 (p : prévision). Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés.

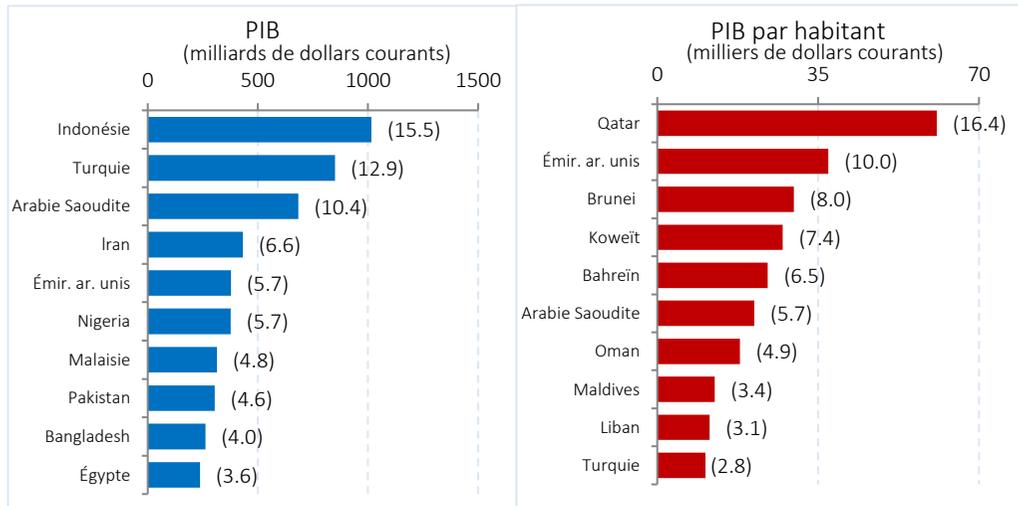
- **PIB par habitant:** L'écart entre le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCI et le monde a continué de se creuser

En outre, il est constaté que le PIB total des pays de l'OCI est toutefois produit par quelques pays membres. En 2017, les 10 premiers pays de l'OCI en matière de volume du PIB ont produit 73,9% de l'ensemble de la production des pays de l'OCI (graphique 2.4, à gauche). En prix courants, l'Indonésie a la part la plus élevée dans le PIB de l'OCI (15,5%), suivie par la Turquie (12,9%), l'Arabie saoudite (10,4%) et l'Iran (6,6%). La performance économique globale du groupe des pays membres de l'OCI est très dépendante de l'évolution de ces dix pays. En effet, le carburant est la principale source de revenus à l'exportation pour 4 de ces 10 pays de l'OCI, à savoir l'Arabie saoudite, l'Iran, les Émirats Arabes Unis et le Nigeria.

Parmi les pays de l'OCI, le Qatar dispose du PIB par habitant le plus élevé en 2017, suivi par les Émirats arabes unis et le Brunei (graphique 2.4, à droite). Le PIB par habitant du Qatar était 5,5 fois plus élevé que la moyenne du groupe des pays de l'OCI, une situation qui reflète un haut niveau de la disparité des revenus entre les pays de l'OCI. Parmi les 10 premiers pays de l'OCI en matière de PIB par habitant, 7 sont originaires de la région du Moyen-Orient. En 2017, le Qatar a été classé 7ème au monde en termes de niveaux de revenus par habitant.



Graphique 2.4: Les 10 premiers pays de l'OCI en matière de PIB et de PIB par habitant (2017)



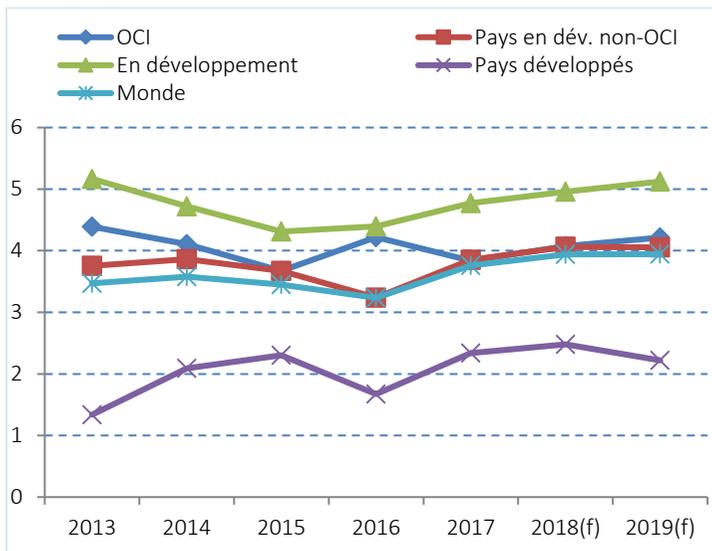
Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018. Les chiffres entre parenthèses sur le côté gauche (à droite) indiquent la part (ratio) de la croissance du PIB (PIB par habitant) du PIB global (de la moyenne du PIB par habitant) du groupe des pays de l'OCI.

▪ **Croissance du PIB :** Les taux de croissance dans les pays de l'OCI ont décéléré depuis 2013

La croissance du PIB des pays de l'OCI a ralenti pour se situer à 3,8% en termes réels en 2017, comparativement à 4,4% en 2013 (graphique 2.5). Néanmoins, les perspectives de croissance dans les pays de l'OCI sont prometteuses dans le contexte de l'expansion de l'économie mondiale, avec une reprise notable dans le commerce mondial et la hausse des cours du pétrole. Selon les estimations du FMI (2018), les prix du pétrole sont les plus élevés depuis 2015 et ce rebond des prix du pétrole sera encore consolidé en 2018, avec un prix prévu de 62,3 \$ par baril (comparativement à 52,8 en 2017). Cependant, à mesure que l'approvisionnement récupère, les prix du pétrole devraient diminuer à 58,2 le baril en 2019. Bien que l'augmentation du prix du pétrole aide à la récupération de la demande intérieure dans les pays de l'OCI exportateurs du pétrole, plusieurs d'entre eux sont toujours sous l'influence de sévères mesures d'austérité qui ont été prises au cours de la forte baisse des prix du pétrole en 2014/15.

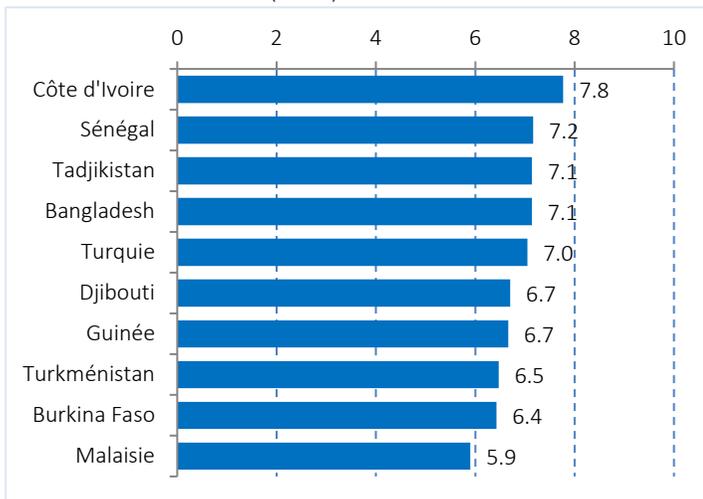
D'autre part, la performance économique des pays en développement non membres de l'OCI a jusqu'à présent été fortement influencée par le rythme de croissance dans les économies émergentes asiatiques et européennes. Toutefois, la moyenne des taux de croissance du PIB réel dans les pays en développement non membres de l'OCI a été au-dessous de la moyenne de l'OCI au cours de la période 2013-2016. Par ailleurs, le taux de croissance moyen dans les pays de l'OCI va probablement augmenter en 2018 avec un taux de croissance moyen prévu autour de 4,1%. Cette augmentation devrait être davantage consolidée en 2019 avec un taux de croissance de 4,2%. Ces chiffres sont en grande partie similaires à ceux prévus pour le groupe d'économies en développement non membres de l'OCI (4,1 % pour 2018 et 2019) (graphique 2.5).

Graphique 2.5: Croissance de PIB dans le monde



Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basés sur le FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018. Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés.

Graphique 2.6: Les 10 premiers pays de l'OCI en matière de taux croissance du PIB (2017)



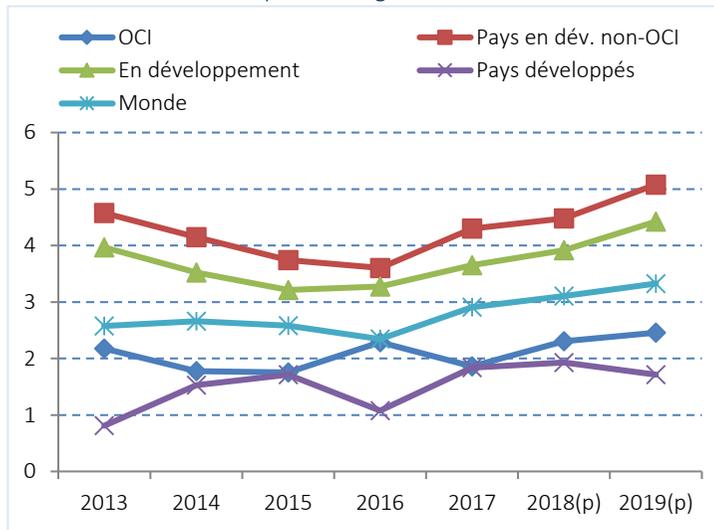
Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018. Remarque: La Libye a enregistré une croissance supérieure à 70 % en 2017. Mais le FMI a déclaré une faible fiabilité des données dans le contexte d'une guerre civile et une faiblesse des capacités.

Au niveau national, la Côte d'Ivoire, avec un taux de croissance de 7,8% en 2017, a été l'économie qui a connu la croissance la plus rapide du groupe des pays de l'OCI, suivie du Sénégal (7,2%), du Tadjikistan (7,1%), du Bangladesh (7,1%) et de la Turquie (7,0%). D'autre part, la majorité des 10 économies enregistrant les plus rapides croissances de l'OCI se trouvent dans les régions d'Afrique au Sud du Sahara (5) et d'Asie centrale (3). Alors que quatre PMA de l'OCI étaient parmi les 10 premiers pays de l'OCI ayant connu la plus forte croissance en 2017 : Sénégal, Bangladesh, Djibouti et Burkina Faso avec des taux de croissance du PIB en volume compris entre 7,1 % et 6,4% (graphique 2.6).



- **Croissance du PIB par habitant:** Le Bangladesh, avec un taux de croissance du PIB par habitant de 6,0% en 2017, a enregistré la plus forte croissance économique entre les pays de l'OCI

Graphique 2.7: La croissance du PIB réel par habitant, variation annuelle en pourcentage



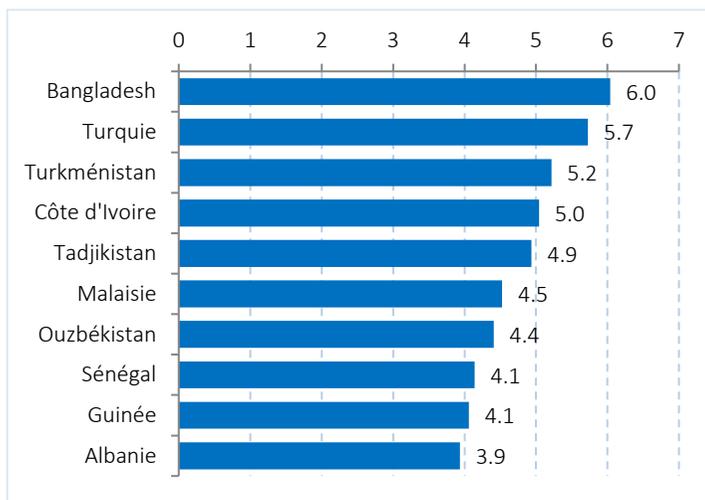
Source: Calculs du personnel de SESRIC, fondés sur la FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018. Couverture des données : 54 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés.

Le taux de croissance moyen du PIB réel par habitant dans les pays de l'OCI a été positif au cours de la période 2013-2017 (graphique 2.7). Cela implique que le PIB réel dans les pays membres de l'OCI a augmenté en moyenne plus rapidement que la population. Cela peut être interprété comme une augmentation réelle du niveau de vie dans la communauté de l'OCI. Au cours de la période considérée, toutefois, la croissance du PIB par habitant a suivi une tendance mixte. Après une courte reprise à la

suite de la crise financière, la moyenne du taux de croissance du PIB réel par habitant dans les pays de l'OCI a commencé à baisser en 2014 et a été enregistrée à 1,8 % en 2015, comparativement à 2,2% en 2013. La moyenne du taux de croissance du PIB réel par habitant a augmenté jusqu'à 2,3% en 2016 avant de diminuer à 1,9% en 2017. La croissance par habitant devrait récupérer à 2,3 % en 2018 avant de consolider davantage à 2,5 % en 2019. Au cours des dernières années, le rythme de la croissance du PIB réel par habitant, dans les pays membres de l'OCI est resté inférieur aux moyennes du monde et des pays non membres de l'OCI.

Au niveau individuel des pays, le Bangladesh, avec un taux de croissance du PIB par habitant de 6,0% en 2017, a enregistré la plus rapide croissance économique dans le groupe des pays de l'OCI, suivi de la Turquie (5,7%), le Turkménistan (5,2%) et la Côte d'Ivoire (5,0%). Le Bangladesh et la Turquie étaient les 8e et 11e économies à la croissance la plus rapide dans le monde. D'autre part, 5 des 10 économies de l'OCI ayant enregistré la plus rapide la croissance du PIB par habitant sont situées en Europe et en Asie centrale et trois en Afrique subsaharienne. Alors que deux PMA de l'OCI étaient parmi les 10 premiers pays de l'OCI ayant connu la plus rapide croissance en 2016, ce sont : Le Bangladesh, le Sénégal et la Guinée (graphique 2.8).

Graphique 2.8: Les 10 premiers pays de l'OCI en matière de taux croissance du PIB par habitant (2017)



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018. Remarque: Remarque : La Libye a enregistré une croissance d'environ 70 % en 2017. Mais le FMI a déclaré une faible fiabilité des données dans le contexte d'une guerre civile et une faiblesse des capacités.

▪ **Structure du PIB :** La part des services dans le PIB total des pays de l'OCI a atteint 52,7% en 2016

L'analyse de la valeur ajoutée par grands secteurs dans le PIB total de l'OCI et les pays en développement non-OCI montre une structure similaire. Bien que l'agriculture soit largement connue pour être la principale activité économique et même si on suppose qu'elle assume un rôle majeur dans l'économie des pays en développement, cette

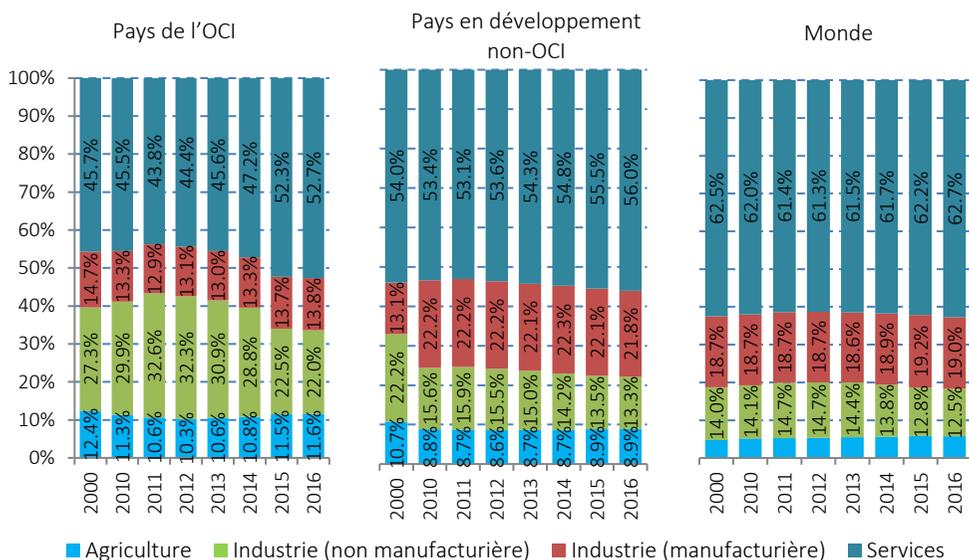
caractéristique ne s'accommode pas dans le cas du groupe de l'OCI et du groupe des pays en développement non membres de l'OCI. En effet, la part de l'agriculture dans le PIB total des pays de l'OCI a progressivement diminué, passant de 12,4% en 2000 à 11,6% en 2016 (graphique 2.9). Combinée à la reprise économique et à l'augmentation de la part de l'industrie non-manufacturière, la part du secteur agricole a connu une tendance continue à la baisse. Entre 2010 et 2014, une tendance plus stable a été observée dans les pays en développement non membres de l'OCI, où la part moyenne de l'agriculture dans l'économie est longtemps restée autour de 9 %.

Au niveau des différents pays, en 2016, le secteur agricole représentait plus de 30% de la valeur ajoutée totale dans huit pays membres de l'OCI, à savoir la Somalie, la Sierra Leone, la Guinée-Bissau, les Comores, le Niger, le Mali, le Soudan et le Burkina Faso- qui ont toutes été classés parmi les PMA dans la même année, selon la classification de l'ONU. La part de l'agriculture dans le PIB varie considérablement entre les pays de l'OCI, avec la Somalie qui dispose la part la plus élevée (60,2 %) et le Qatar (0,2 %), le Bahreïn (0,3 %) et le Koweït (0,4 %), et les Émirats Arabes Unis (0,8 %) et la Libye (0,9 %).

Par contre, le secteur des services a continué de jouer un rôle majeur dans l'économie de nombreux pays de l'OCI comme la plus importante source de revenu. Après une contraction en 2011 et 2012, la part moyenne du secteur des services dans le PIB total des pays de l'OCI a augmenté depuis 2013. En 2016, la part moyenne du secteur des services dans les pays de l'OCI a été de 52.7%. Pour les pays en développement non membres de l'OCI, le secteur des services a continué de représenter plus de la moitié du PIB total et sa part a été enregistrée à 56,0% en 2016 (graphique 2.9).



Graphique 2.9: La valeur ajoutée selon les grands secteurs de l'économie (% du PIB)

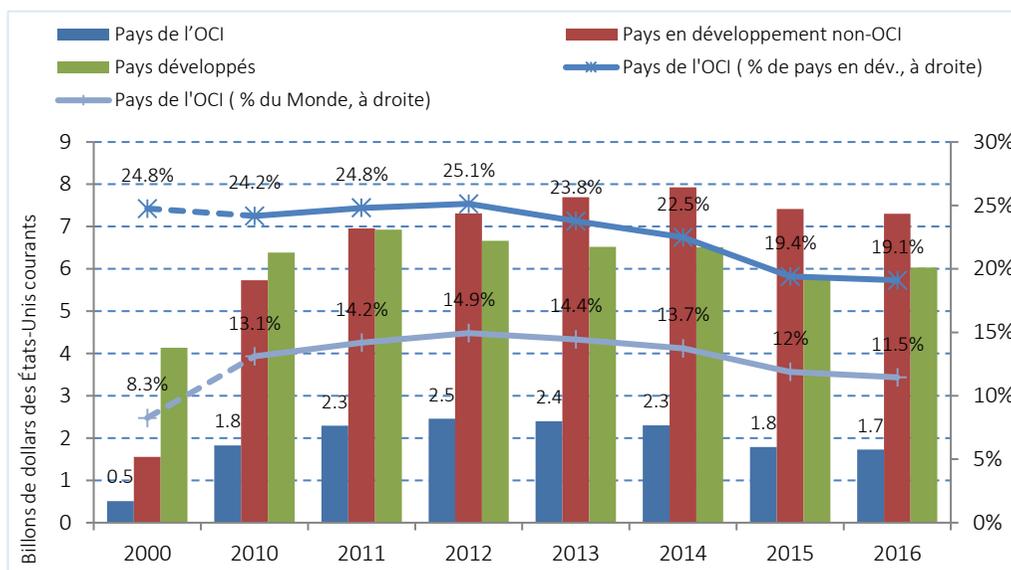


Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données des principaux agrégats de comptes nationaux de la Division de statistique de l'ONU (UNSD), septembre 2018. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 116 pays non-OCI et 38 développés.

- Production industrielle:** La tendance à l'augmentation de la part des pays de l'OCI dans la production industrielle totale s'est arrêtée depuis 2013.

Le secteur de l'industrie - y compris le secteur manufacturier - a représenté en moyenne 35,8% du PIB total des pays membres de l'OCI en 2016 (graphique 2.10). Sa part en 2011 et 2012 a été plus élevée que celle du secteur des services, mais la situation a commencé à s'inverser avec le déclin de l'activité industrielle mondiale depuis 2013, la part relative des services dans l'activité économique se rattrapant rapidement. Par rapport aux pays en développement non-OCI où la contribution du secteur industriel au PIB s'est établie en moyenne à 35,1% en 2016, ce dernier constitue apparemment une plus grande partie de l'activité économique dans les pays membres de l'OCI.

Cependant, la part de l'industrie dans le PIB d'un pays, en soi, ne reflète pas le véritable niveau d'industrialisation de son économie. Spécialement dans le cas des pays de l'OCI, l'industrie pétrolière représente une partie importante de la valeur ajoutée totale du secteur industriel. Le graphique 2.9 montre que, dans l'année 2000, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB total des pays de l'OCI a été de 14,7%. Toutefois, en 2011, la part du secteur s'est contractée à 12,9% avant de remonter légèrement à 13,1% en 2012. Plus récemment, en 2016, la part de l'industrie manufacturière s'élève à 13,8%, ce qui est encore en dessous du niveau de 14,7% observé en 2000. Par rapport au pays de l'OCI, le secteur manufacturier dans les pays en développement non membres de l'OCI contribue significativement à une plus grande part de leur PIB total où cette part tournait autour de 21,8% en 2016.

Graphique 2.10: La production industrielle, en volume et en part (à droite)

Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la Division de statistique de l'ONU (UNSD), septembre 2018. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 116 pays non-OCI et 38 développés.

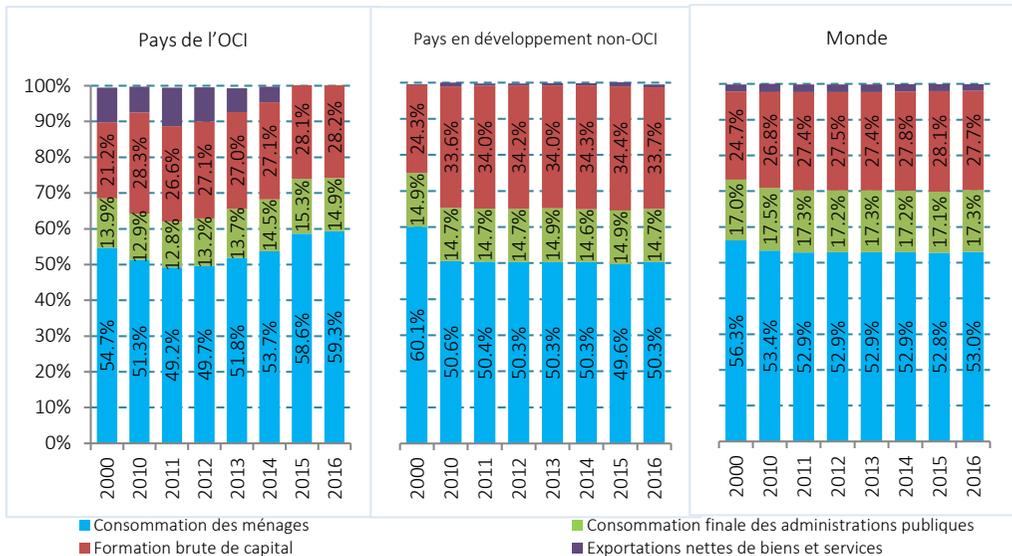
Selon le graphique 2.10, la part du groupe des pays de l'OCI dans la production industrielle totale mondiale a atteint 11,5% en 2016. Cela constitue une augmentation de 3,2 points de pourcentage depuis l'an 2000. Malgré cette tendance ascendante, la part des pays de l'OCI dans la formation brute de capital fixe totale des pays en développement a reculé de 24,8% à 19,1% au cours de la même période. Cela signifie que, par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI, le rendement des pays de l'OCI dans la production industrielle est relativement faible.

- **PIB par postes de dépenses:** La part de la consommation des ménages dans le PIB total des pays de l'OCI a atteint le sommet en 2016

L'analyse du PIB mondial selon les principaux postes dépenses révèle que la part de la consommation finale (par ménage et par gouvernement) a continué à être la plus élevée dans le PIB total au cours des années. Comme le montre le graphique 2.11, en 2016, la consommation des ménages dans les pays de l'OCI représentait la plus grande part (59,3%), suivie de la formation brute de capital (28,2%) et la consommation finale des administrations publiques (14,9%). La part des exportations nettes dans le PIB mondial a été négligeable. Au cours de la période 2000-2016, la part de la formation brute de capital dans le PIB total des pays en développement non membres de l'OCI a augmenté de 9,4 points de pourcentage, alors que la part de la consommation des ménages a diminué de 9,8 points de pourcentage.



Graphique 2.11: PIB par postes principaux de dépenses (% du PIB)



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la Division de statistique de l'ONU (UNSD), septembre 2018. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 116 pays non-OCI et 38 développés.

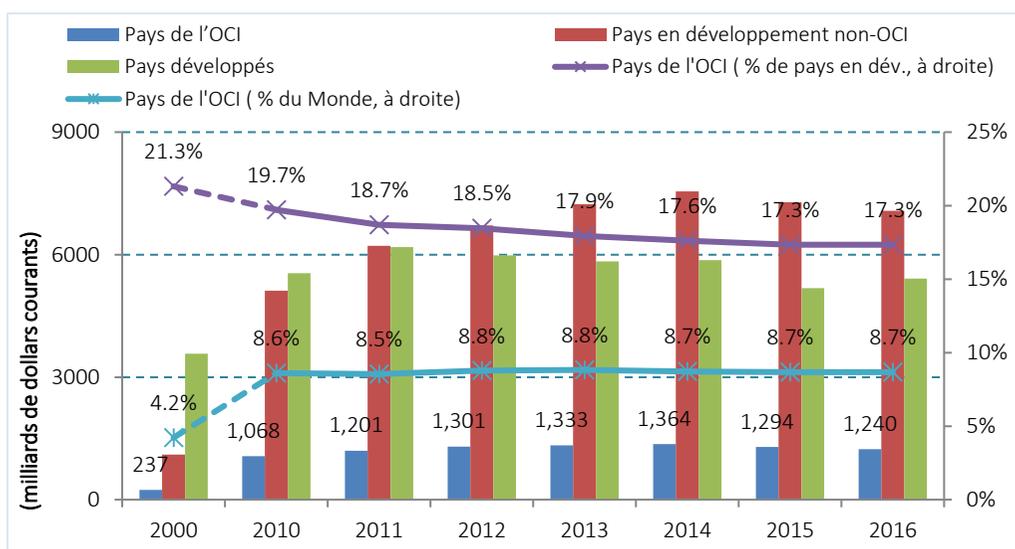
Les parts relatives aux importants postes de dépenses dans le PIB total des pays de l'OCI et des pays en développement non-OCI ont connu des variations significatives dans le monde. En 2016, les dépenses finales des ménages et des administrations publiques ont représenté 74,2% du PIB total des pays de l'OCI. En tant que constituants de la dépense de consommation finale, les dépenses effectuées par les ménages et les administrations publiques comptaient pour 59,3% et 14,9% du PIB, respectivement. Ces chiffres montrent une augmentation de la part de la consommation des ménages par rapport à l'année 2000. Cependant, la part des exportations nettes dans le PIB total des pays membres de l'OCI a diminué de 9,8 points de pourcentage depuis 2000, alors que la part de la formation brute de capital a augmenté de 7,0 points de pourcentage au cours de la même période. La diminution de la part des exportations nettes a été principalement causée par une expansion de la part de la formation brute de capital de 21,2 % en 2000 à 28,2% en 2016. En revanche, la part de la consommation finale dans le PIB total des pays en développement non membres de l'OCI a été estimée à 65,0% en 2016 et de la consommation des ménages, avec une part de 50,3% du PIB, a été de nouveau la principale source de dépenses de consommation finale des ménages dans ces pays.

- **Formation brute de capital:** En 2016, 28,2% du PIB total généré dans les pays de l'OCI ont été investis dans des actifs productifs

La formation brute de capital mesure le montant de l'épargne dans une économie qui est transformé en investissements dans la production. Selon l'analyse du PIB par principaux postes de dépenses illustrée par le graphique 2.12, 28,2% du PIB total généré dans les pays membres de l'OCI a été investi dans des actifs productifs au cours de l'année 2016. En comparaison, les pays

en développement non membres de l'OCI ont affecté en moyenne 33,7% de leur PIB dans des investissements productifs. La part de la formation brute de capital dans le PIB du groupe des pays de l'OCI a augmenté de 7,0 points de pourcentage par rapport à son niveau de l'an 2000 de 21,2 %, alors qu'elle a augmenté de 9,4 points de pourcentage dans le groupe des pays en développement non membres de l'OCI au cours de la même période. Seulement, on peut soutenir que la formation brute de capital, en tant qu'indicateur, est biaisée principalement par les fluctuations importantes des stocks et, la plupart du temps, l'indisponibilité des informations relatives aux stocks au niveau de l'industrie. La formation brute de capital fixe, d'autre part, est promue comme un meilleur indicateur sur les acquisitions nettes d'actifs productifs créés au cours d'une année spécifique.

Graphique 2.12: La formation brute de capital fixe, en volume et en part (à droite)



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la Division de statistique de l'ONU (UNSD), septembre 2018. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 116 pays non-OCI et 38 développés.

Compte tenu de l'argument ci-dessus, le graphique 2.12 donne un aperçu des tendances de la formation brute de capital fixe dans les pays de l'OCI par rapport aux pays en développement non-OCI ainsi que dans les pays développés. Selon le graphique 2.12, la part du groupe des pays de l'OCI dans la formation de capital fixe totale mondiale a atteint 8,7% en 2016. Cela constitue une augmentation de 4,5 points de pourcentage depuis l'an 2000. Malgré cette tendance ascendante, la part des pays de l'OCI dans la formation brute de capital fixe totale des pays en développement a reculé de 21,3% à 17,3% au cours de la même période. Cela signifie que, par rapport aux pays en développement, le rendement des pays de l'OCI dans l'accumulation du capital est relativement faible.



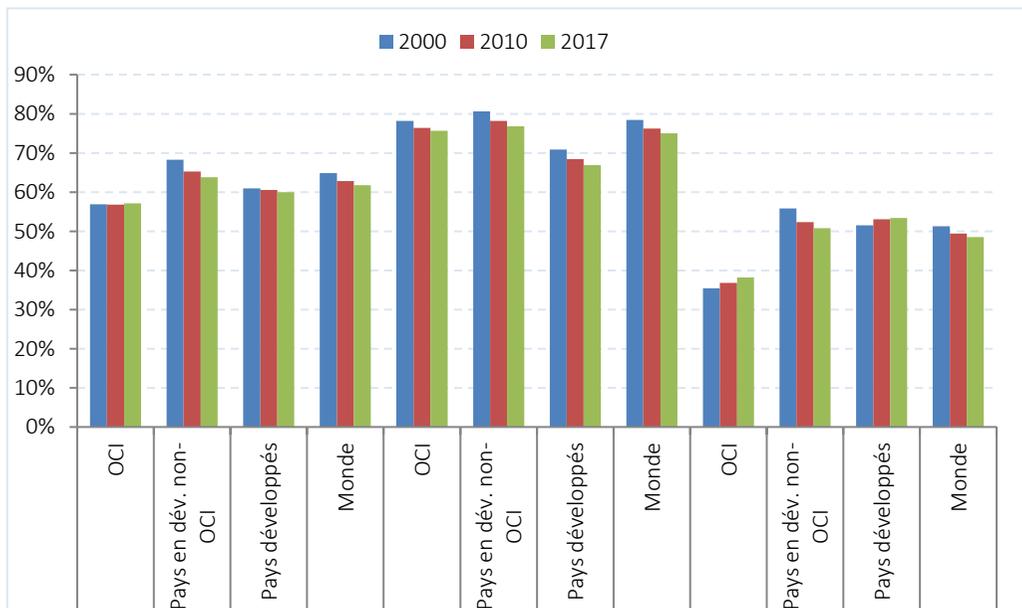
2.2 Emploi et prix

- **Participation à la main-d'œuvre:** Le taux de participation à la main d'œuvre dans les pays de l'OCI est demeuré plus faible que dans les autres groupes de pays en 2017

Bien que le taux de chômage soit l'une des principales variables macro-économiques utilisée généralement pour examiner la performance de l'économie, il peut ne pas exactement refléter le bon état du marché de travail comme la définition couvre les personnes cherchant un emploi par souci de salaire mais non l'ampleur de personnes qui ne travaillent pas réellement. Pour cette raison, il serait peut-être mieux de prendre en compte le taux de participation à la main d'œuvre, qui mesure la proportion de personnes âgées de 15 et au-delà qui s'engagent activement dans le marché du travail, soit travaillant ou activement à la recherche d'un emploi. Il fournit une indication de la taille relative de l'offre de la main-d'œuvre disposée à participer à la production des biens et des services.

Comme le montre le Graphique 2.13, le taux moyen de participation à la main d'œuvre dans les pays membres de l'OCI, contrairement à d'autres groupes de pays, suit une tendance légèrement à la hausse, qui s'est élevée à 57,1% en 2017 comparé à 63,8% dans les pays en développement non membres de l'OCI. Concernant le taux de participation à la main d'œuvre de la population masculine, les pays membres de l'OCI ont enregistré un taux de 75,7% comparé à 75,0% dans le monde, à 76,8% dans les pays en développement non membres de l'OCI. Néanmoins, les pays membres de l'OCI ont enregistré une performance comparable à l'échelle mondiale en matière de taux de participation à la main d'œuvre de la population totale et masculine, et cette

Graphique 2.13: Les taux de participation à la main d'œuvre (2000-2017)

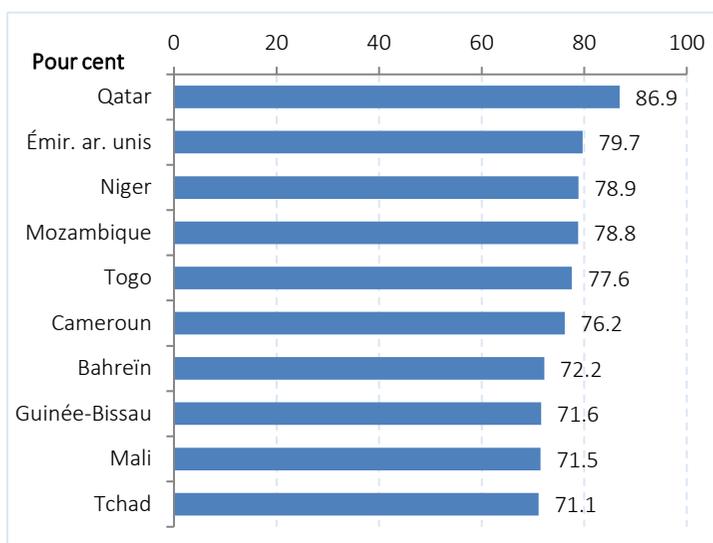


Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur les estimations modélisées. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 94 pays non-OCI et 38 développés.

performance, en cas de taux de participation à la main d'œuvre des femmes, est demeurée considérablement inférieure. Le taux de participation à la main d'œuvre des femmes dans les pays membres de l'OCI a été évalué à 38,2% en 2017, ce qui est considérablement inférieur à la moyenne mondiale de 48,5%, la moyenne de 50,8% dans des pays en développement non membres de l'OCI et la moyenne de 53,4% dans les pays développés.

Cependant, il y a une tendance à la hausse en ce qui concerne les taux d'activité de main-d'œuvre dans les pays de l'OCI, en particulier dans les taux de participation des femmes. Depuis 2000, le taux de participation des femmes a augmenté de 38,2 % jusqu'à 39,5% en 2016. Alors que dans les pays en développement non-OCI, la participation des femmes a montré une tendance à la baisse et a chuté à 51,9 % en 2016 de son niveau antérieur de 51,6 % en 2000.

Graphique 2.14: Les 10 premiers pays membres selon le taux de participation à la main d'œuvre, 2017



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur les estimations modélisées.
Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 94 pays non-OCI et 38 développés.

Au niveau de chaque pays, le Qatar a enregistré le taux de participation à la main d'œuvre le plus élevé (86,9%) en 2017, suivi par les Émirats Arabes Unis (79,7 %), le Niger (78,9 %), le Mozambique (78,8 %) et le Togo (77,6 %). Il est important de mentionner qu'à l'exception du Qatar, Émirats arabes unis et Bahreïn, tous les 10 premiers pays membres les plus performants sont des pays moins avancés selon la classification de l'ONU (graphique 2.14).

D'autre part, le taux de

participation le plus bas a été enregistré au Yémen avec 37,9%. La Jordanie (39,1 %), la Syrie (41,1 %), l'Algérie (41,4 %) et les Comores (43,1 %) le suivent. Au niveau mondial, en terme de taux de participation à la main d'œuvre, le Qatar occupe le 1^{ème} rang, les Émirats arabes unis 12^{ème} et le Niger le 13^{ème}. Il est également important de mentionner que 13 des 20 pays du monde avec les taux de participation les plus bas en 2017 sont des pays membres de l'OCI.

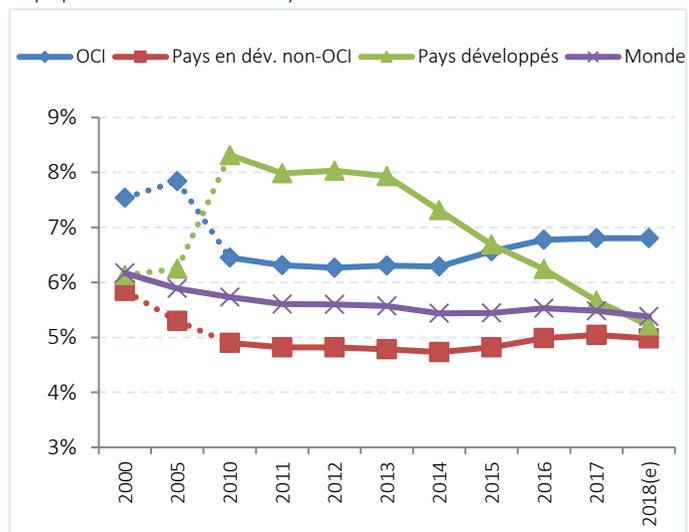


- **Chômage:** Le taux de chômage moyen dans les pays de l'OCI continue de rester obstinément élevé autour 6,8%

Le chômage est demeuré l'un des plus grands défis dans le monde entier. Selon le rapport de l'OIT sur les Perspectives sociales et l'emploi dans le monde 2018, le taux de chômage mondial devrait tomber légèrement de 5,6% à 5,5% en 2018. En raison des incertitudes liées aux développements économiques mondiaux, peu d'amélioration est attendue sur le marché mondial du travail en 2019, alors que le nombre de chômeurs devrait augmenter de 1,3 millions. En 2017, le nombre de personnes sans emploi dans le monde dépasserait tout juste 190 millions selon l'OIT. Cela reflète le fait que l'emploi ne connaît pas une croissance assez rapide pour s'adapter au rythme de l'augmentation de la population active. L'incertitude et le manque d'emplois décents, en conséquence, contribuent à des troubles sociaux et à la migration dans de nombreuses régions du monde.

Selon les dernières données disponibles, les pays de l'OCI ont enregistré des taux de chômage moyenns sensiblement plus élevés comparés au monde, aux pays développés et aux pays en développement non membres de l'OCI au cours de la période 2000-2018 (graphique 2.15). Depuis 2000, le taux de chômage total dans les pays de l'OCI a fluctué entre 7,5% et 6,8% (ces statistiques et d'autres statistiques connexes peuvent différer de celles de l'édition précédente de Perspectives économiques

Graphique 2.15: Le taux de chômage total (% de la population active totale)



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur les estimations modélisées de l'OIT. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 94 pays non-OCI et 38 développés.

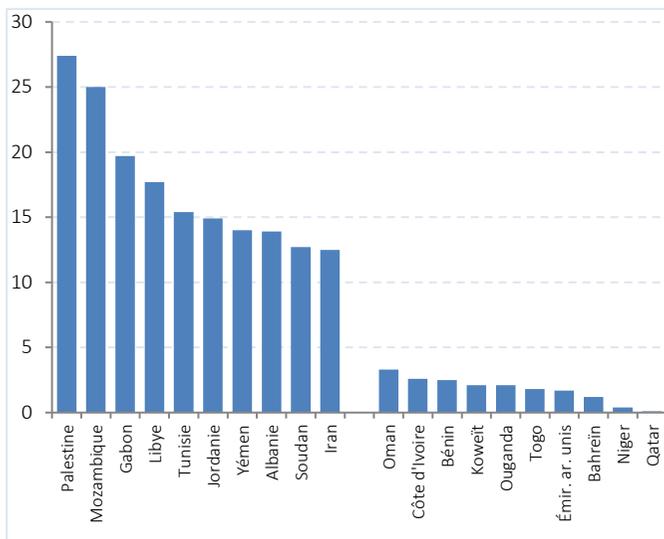
2017 en raison d'un changement dans les estimations de l'OIT). Les taux de chômage élevés dans les pays développés ont constitué la seule exception qui a dépassé le taux des pays de l'OCI au cours de 2010-2016. Depuis 2016, le taux de chômage moyen dans les pays développés est tombé en dessous des taux observés dans les pays de l'OCI et a atteint 5,7% en 2017, par rapport à 6,8% dans les pays de l'OCI. Le taux de chômage moyen dans les pays non membres de l'OCI est resté visiblement plus faible (environ 2%) que la moyenne de l'OCI tout au long de la période considérée, qui devrait se maintenir à 5,0% en 2017.

Les taux de chômage des hommes participants à la population active sont généralement plus bas que ceux des femmes dans tous les groupes de pays. En dépit de l'amélioration notable depuis 2005, le chômage des femmes dans les pays de l'OCI demeure le plus élevé avec 9,3% en 2017.

On l'estime à 5,4 % dans les pays en développement non membres de l'OCI et à 6,2 % dans les pays développés au cours de la même année. Le chômage des hommes dans les pays de l'OCI a diminué de 7,8 % en 2005 à 6,6 % en 2017 et de 5,2 % à 5 % dans des pays en développement non membres de l'OCI au cours de la même période. D'autre part, avec 6,1 % en 2017, le taux de chômage des hommes dans les pays développés a atteint le même niveau en 2005, après avoir connu une hausse atteignant 8,7 % en 2010 en raison de la crise financière mondiale.

Au niveau de chaque pays, les taux de chômage varient considérablement entre les pays de l'OCI (graphique 2.16). En 2017, les chômeurs représentaient moins de 1 % de l'ensemble de la main-d'œuvre au Qatar (0,1%), qui est aussi le taux le plus bas au monde. Le Niger (0,4 %) et le Bahreïn (1,3 %) sont aussi parmi les dix pays dans le monde avec les taux de chômage les plus bas. Cependant, le chômage représente une grave préoccupation en Palestine (27,4%), en Mozambique (25,0%) et au Gabon (19,7%).

Graphique 2.16: Les pays de l'OCI selon les taux de chômage les plus bas et les plus élevés, 2013



Source: Estimations modélisées de l'OMT.

- **Chômage des jeunes:** Avec un taux de 15,3% en 2017, les pays de l'OCI détiennent le taux de chômage des jeunes le plus élevé.

Les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) continuent de souffrir du manque d'accès à des possibilités d'emplois décents à l'échelle mondiale. Selon les dernières estimations, le nombre de jeunes sans emploi dans le monde atteindra 64 millions en 2018 (OIT, 2018). En conséquence, le taux de chômage des jeunes dans le monde est à la hausse après un certain nombre d'années d'amélioration, et devrait atteindre 12,5% en 2018 (12,3% en 2010). Il est particulièrement élevé au niveau de l'Afrique du Nord (34%) et dans les États arabes (25,6%).

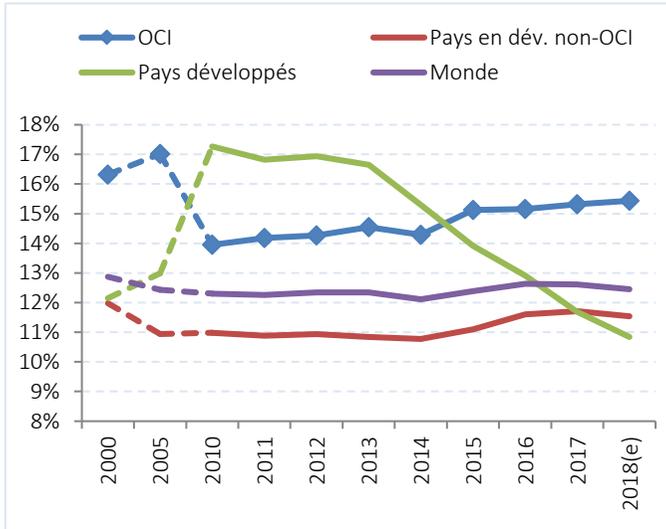
Les chiffres sur les taux de chômage des jeunes dans les pays de l'OCI ne sont pas très prometteurs. Le taux est demeuré constant au-dessus de 14% et également bien au-dessus de la moyenne du monde et des pays en développement non membres de l'OCI depuis 2000. Après la crise financière qui a frappé les économies développées, le problème du chômage des jeunes dans ces pays est devenu encore plus pressant par rapport à celui des pays de l'OCI au cours de la période en considération (graphique 2.17). À partir de 2018, le chômage des jeunes dans les



pays de l'OCI devrait se stabiliser à 15,4%, alors qu'il chutera à 10,8% dans les pays développés et se maintiendra à 11,5 % dans les pays non membres de l'OCI.

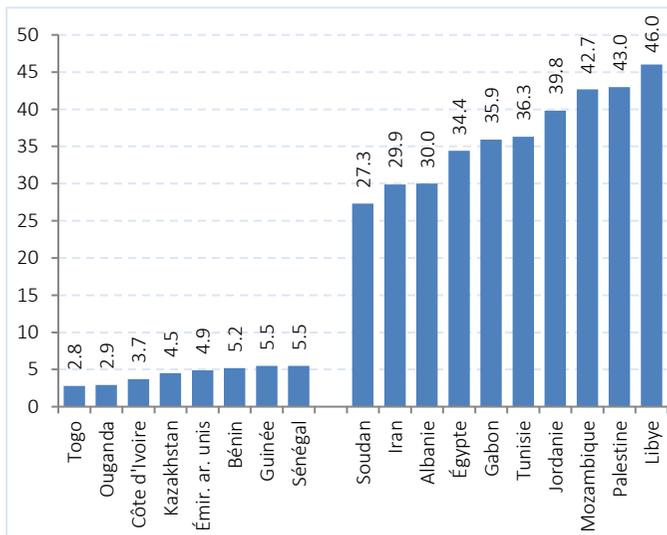
Comme ce fut le cas dans d'autres grands indicateurs du marché du travail, malgré une certaine

Graphique 2.17: Le taux de chômage des jeunes



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur les estimations modélisées de l'OIT.
Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 94 pays non-OCI et 38 développés.

Graphique 2.18: Les pays de l'OCI selon les taux de chômage chez les jeunes les plus bas et les plus élevés, 2017



Source: Estimations modélisées de l'OMT.

amélioration depuis 2005, le chômage des femmes entre les jeunes est plus élevé dans les pays de l'OCI. Il devrait diminuer de 23,2 % en 2005 à 18,2 % en 2017 (SESRIC, 2017). Alors que le chômage des jeunes femmes a diminué dans les pays de l'OCI au cours de la période à l'étude, il n'a pas changé de façon significative dans d'autres groupes de pays. À partir de 2017, on estime que 11,7% des jeunes actifs sur le marché du travail dans les pays non membres de l'OCI et les pays développés demeureront sans emploi. En ce qui concerne le chômage des jeunes hommes en 2014, on estime qu'il devrait augmenter jusqu'à 15,1 % dans les pays de l'OCI et à 11,2 % dans des pays en développement non membres de l'OCI, mais a diminuera à 14,1 % dans les pays développés par rapport au taux observé en 2010.

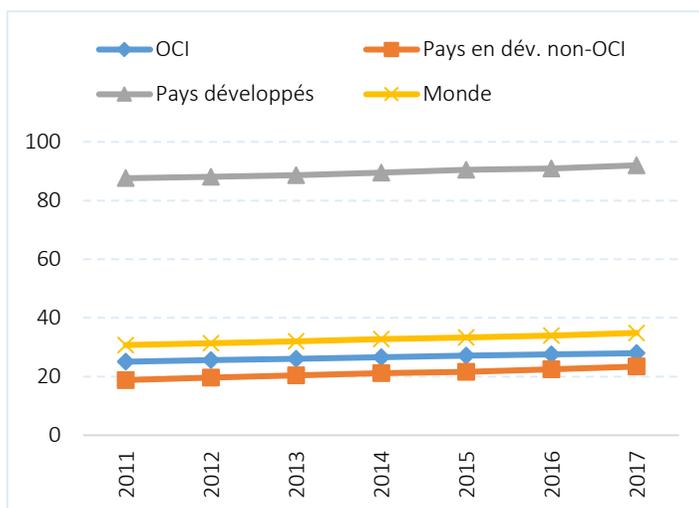
De nouveau, les écarts dans les taux de chômage des jeunes entre les pays de l'OCI sont fortement marqués. Le Togo (2,8%) et l'Ouganda (2,9%) sont les pays avec les taux de chômage les plus bas en 2017, ce qui les classe

également parmi les cinq premiers pays dans le monde (graphique 2.18). En revanche, le taux le plus élevé de chômage chez les jeunes a été estimé en Libye (46,0%), suivie de la Palestine (43,0%), de la Mozambique (42,7%), de la Jordanie (39,8%) et de la Tunisie (36,3%). En 2017, le taux de chômage des jeunes était au-dessus de 20% dans 16 pays de l'OCI et au-dessus de la moyenne mondiale de 12,6% dans 32 pays de l'OCI.

- **Productivité du travail:** Seulement quatre pays membres ont enregistré une productivité par travailleur plus élevée que la moyenne des pays développés

La productivité joue un rôle de pivot dans le développement d'une économie. Elle aide à augmenter le revenu réel et à améliorer les niveaux de vie en catalysant la croissance économique. La productivité du travail est généralement définie en tant que production réalisée par unité du facteur travail ou la production par heure travaillée. Elle aide à identifier la contribution du travail au PIB d'un pays et fournit une base pour une comparaison de pays et une explication des écarts de revenus.

Graphique 2.19: Productivité du travail (PIB par travailleur, en milliers de dollars basés sur la PPA), 2011-2017.



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur les estimations modélisées de l'OIT.

Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 94 pays non-OCI et 38 développés.

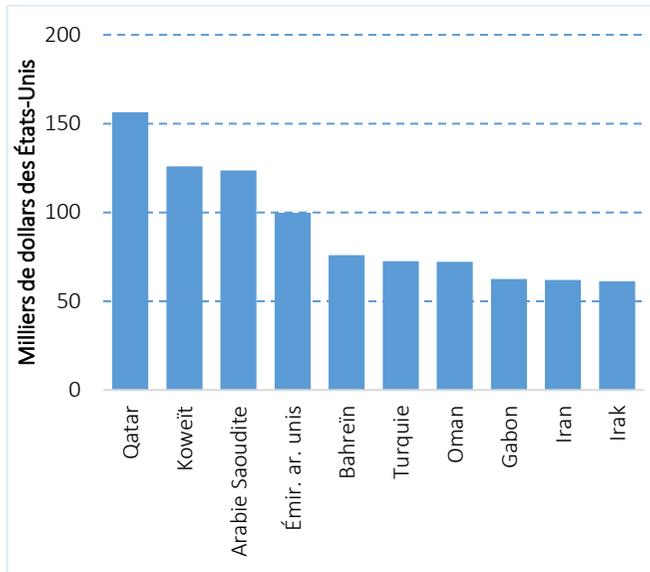
Au niveau mondial, la productivité du travail a connu une tendance à la hausse au cours de la période 2011-2017. Comme le montre le graphique 2.19, la production par travailleur dans les pays de l'OCI a augmenté de 25 milliers de dollars des États-Unis en 2011 à 28 milliers de dollars des États-Unis en 2017, estimée à prix internationaux constants, en se basant sur la parité du pouvoir d'achat (PPA). Cette tendance à la hausse n'a pas été affectée par un ralentissement de l'activité économique en particulier

dans les pays exportateurs du pétrole au cours de la période considérée. L'écart de productivité du travail entre les pays développés et en développement est resté très élevé tout au long de cette période comme la production par travailleur dans les pays développés a été estimée à 91 milliers de dollars des États-Unis en 2017 contre à peine 22 milliers de dollars des États-Unis dans les pays en développement non membres de l'OCI et à 28 milliers de dollars des États-Unis dans les pays de l'OCI. Ceci signifie qu'un travailleur moyen dans le groupe des pays en développement non membres de l'OCI ne produit que 24,7% de la production d'un travailleur moyen dans les



pays développés et un travailleur moyen dans les pays de l'OCI ne produit que 30,3% de la production d'un travailleur moyen dans les pays développés.

Graphique 2.20: Les 10 premiers pays de l'OCI avec la productivité de travail la plus élevée, 2017



Source: Calculs basés sur les estimations modélisées de l'OIT.
Couverture des données: 56 pays de l'OCI,

Au niveau de chaque pays, le Qatar a enregistré la production la plus élevée par travailleur (156 milliers de dollars) en 2017, suivi par le Koweït (126 milliers de dollars), l'Arabie saoudite (124 milliers de dollars), et les Émirats arabes unis (100 milliers de dollars). Parmi les pays membres de l'OCI, le niveau le plus bas de productivité dans le travail a été enregistré au Niger (2.350 dollars des États-Unis) suivi de la Somalie (3.133 dollars des États-Unis), du Togo (3.194 dollars des États-Unis) et du Mozambique (3.489 dollars des États-Unis). Seulement quatre pays membres ont enregistré une productivité par travailleur plus élevée que la moyenne des pays développés (graphique 2.20).

- **Inflation:** L'inflation dans les pays de l'OCI demeure très élevée par rapport à la moyenne mondiale

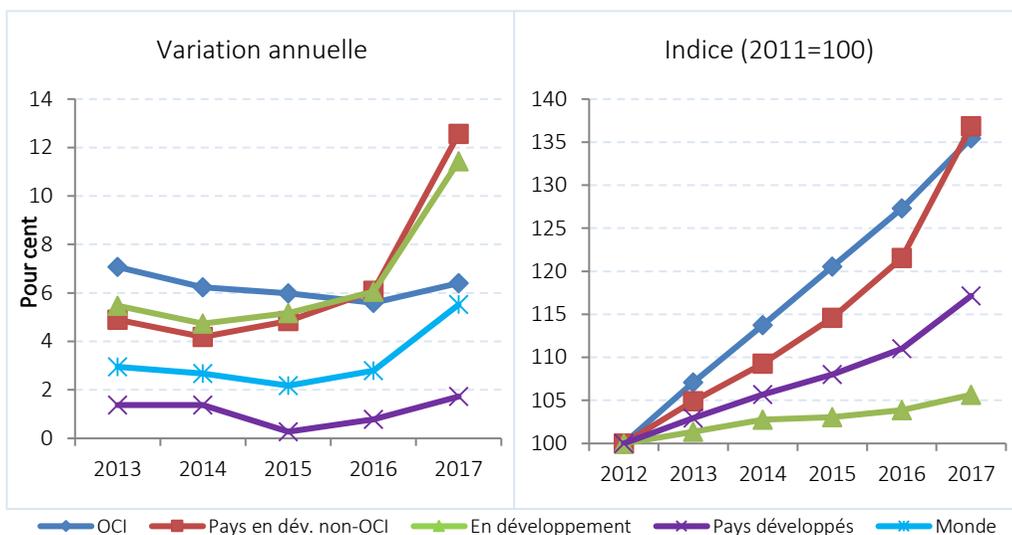
L'inflation est à la hausse partout dans le monde, reflétant principalement l'impact de la hausse des prix du pétrole et d'autres produits. Les dernières estimations montrent que le taux d'inflation a augmenté de 3,3% en 2012 à 5,5% en 2017, mais d'après les prévisions, il montera jusqu'à 19,0% en 2018.

Comme le montre le graphique 2.21, la volatilité des prix demeure une préoccupation majeure en particulier pour les pays en développement. Dans ces pays, le taux d'inflation a baissé de 5,6 % en 2012 à 5,2 % en 2015 avant de commencer à augmenter en 2016 pour atteindre 11,4 % en 2017. L'inflation prévue pour 2017 est plus de 45% pour ces pays.

Dans les pays de l'OCI, le taux d'inflation moyen pour 2017 était plus élevé que la moyenne mondiale. Contrairement aux tendances mondiales, l'inflation dans les pays de l'OCI demeure stable autour de 6,5%. L'indice moyen des prix à la consommation a considérablement augmenté de 26,5% dans les pays de l'OCI au cours de la période 2012-2017 (graphique 2.21, à droite). Cela est bien au-dessus de l'augmentation moyenne enregistrée dans les pays en développement non membres de l'OCI (30,4%) et pratiquement le double de l'augmentation mondiale de 13,8 % au cours de la même période.

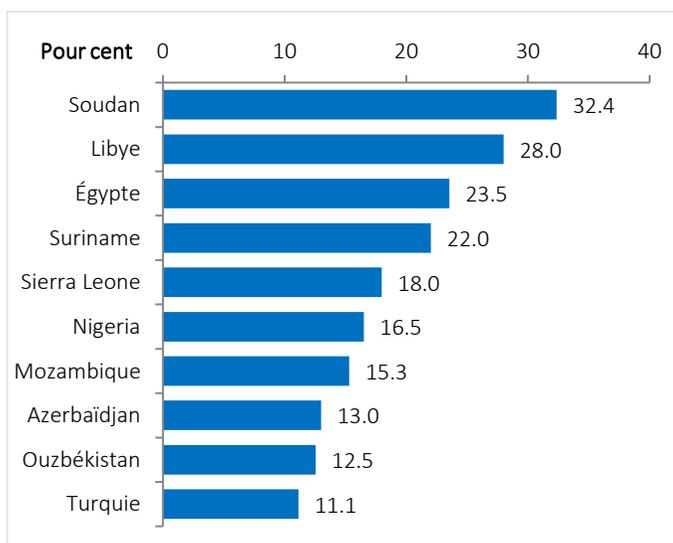
Dans les perspectives à court terme, comme ailleurs, les pressions inflationnistes devraient rester élevées pour les pays de l'OCI. Les prévisions montrent que la croissance des prix moyens à la consommation dans les pays de l'OCI va augmenter de 6,7% en 2018 (graphique 2.21, panneau gauche).

Graphique 2.21: Inflation moyenne annuelle (indice des prix)



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018. Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés.

Graphique 2.22: Les 10 premiers pays de l'OCI selon l'inflation moyenne annuelle (2017)



Au niveau de chaque pays de l'OCI, le Soudan a enregistré le taux d'inflation moyen des prix à consommation le plus élevé en 2017 (32,4%), qui était également le 4^{ème} plus élevé au monde, suivi par la Libye (classée 6^{ème} au monde), l'Égypte (classé 8^{ème}), le Suriname (classé 9^{ème}) et la Sierra Leone (classé 10^{ème}).

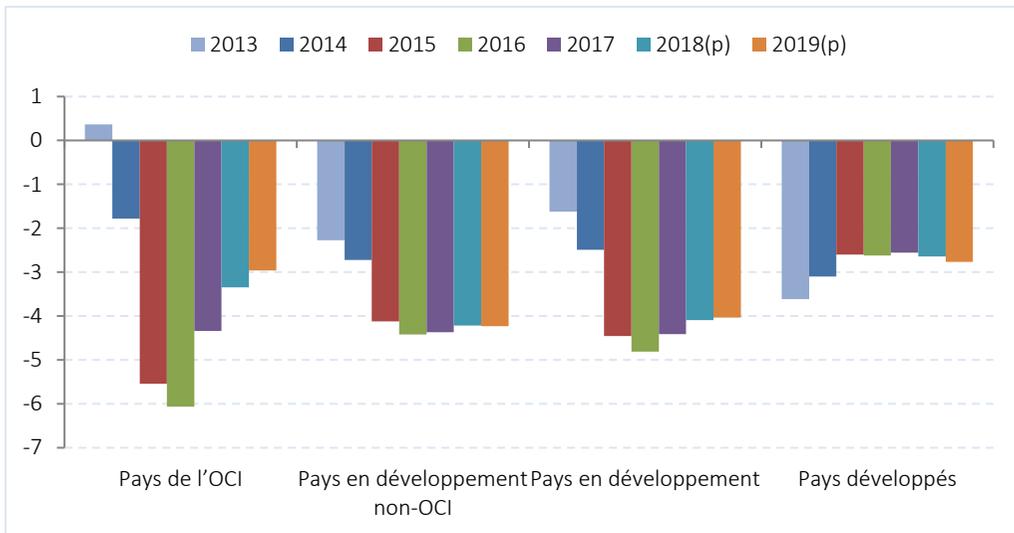
Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018.



- **Solde budgétaire:** Les pays de l'OCI ont enregistré une amélioration de déficit budgétaire en 2017

Les dernières statistiques montrent que les politiques de resserrement budgétaire adoptées à la suite de la crise financière ont permis d'améliorer des soldes budgétaires à travers le monde. Néanmoins, la forte baisse des prix des produits de base en particulier des prix des produits pétroliers en 2014/2015 ont conduit à une augmentation significative des déficits budgétaires dans tous les grands pays exportateurs de pétrole dans les pays en développement. Comme l'illustre le graphique 2.23, les pays développés ont connu une amélioration de leur situation financière et leur déficit du solde budgétaire puisque le pourcentage du PIB a diminué de -3,6% en 2013 à -2,6% en 2017. Ce ratio devrait rester stable en 2018 et augmenter légèrement à -2,8 % en 2018 pour ces pays. D'autre part, les pays ont enregistré une détérioration importante de leur situation financière au cours de la période à l'étude. Comme leur déficit fiscal a augmenté de 1,6 à 4,4 % en 2017, il devrait toutefois diminuer pour s'améliorer en 2018 et 2019.

Graphique 2.23: Soldes budgétaires (en % du PIB)

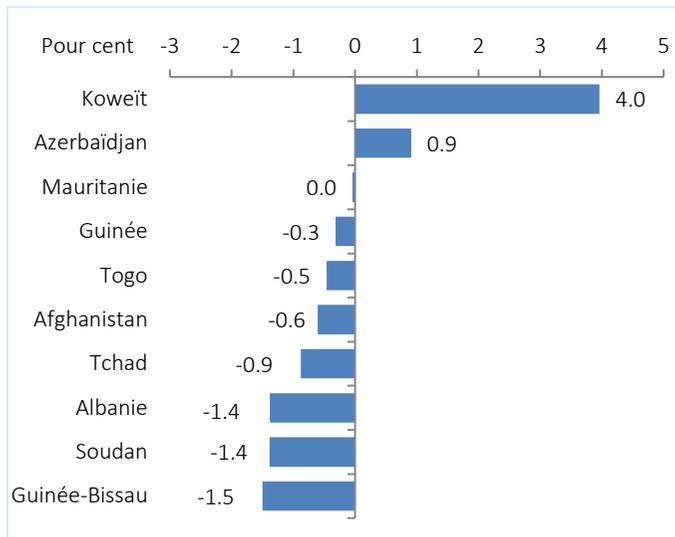


Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018.

Couverture des données: 54 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés.

Au cours de la période à l'étude, les pays membres de l'OCI en tant que groupe ont connu une forte baisse de leur équilibre budgétaire passant d'un excédent de 0,4 % en 2013 à un déficit de 6.1 % en 2016. En 2017, les pays de l'OCI ont enregistré un déficit d'équilibre budgétaire de 4,3% du PIB. Cette amélioration du déficit fiscal dans les pays de l'OCI est largement déclenchée par l'augmentation des prix du pétrole et par conséquent par l'amélioration de la situation fiscale des pays de l'OCI exportateurs de pétrole. Le déficit budgétaire devrait s'améliorer à la suite de 3,3 % et 3,0 % en 2017 et 2018, respectivement.

Graphique 2.24: Les 10 premiers pays de l'OCI selon le solde budgétaire, en % du PIB (2017)



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018.

suivi du Bahreïn (15,1 %), et du Brunei (-12,4 %).

Au niveau de chaque pays, seulement deux des 54 pays de l'OCI, selon les données disponibles, ont enregistré un surplus du solde budgétaire en 2017. Parmi les 10 premiers pays, seulement le Koweït et l'Azerbaïdjan ont enregistré un excédent budgétaire de 4,0 et 0,9 % du PIB, respectivement. Au cours de 2016-2017, plusieurs pays de l'OCI exportateurs de pétrole ont connu quelques améliorations de leurs soldes budgétaires au milieu de la reprise des prix du pétrole. En revanche, la Libye a enregistré le déficit du solde budgétaire le plus important (43,2 %)





CHAPITRE TROIS

Commerce et finance



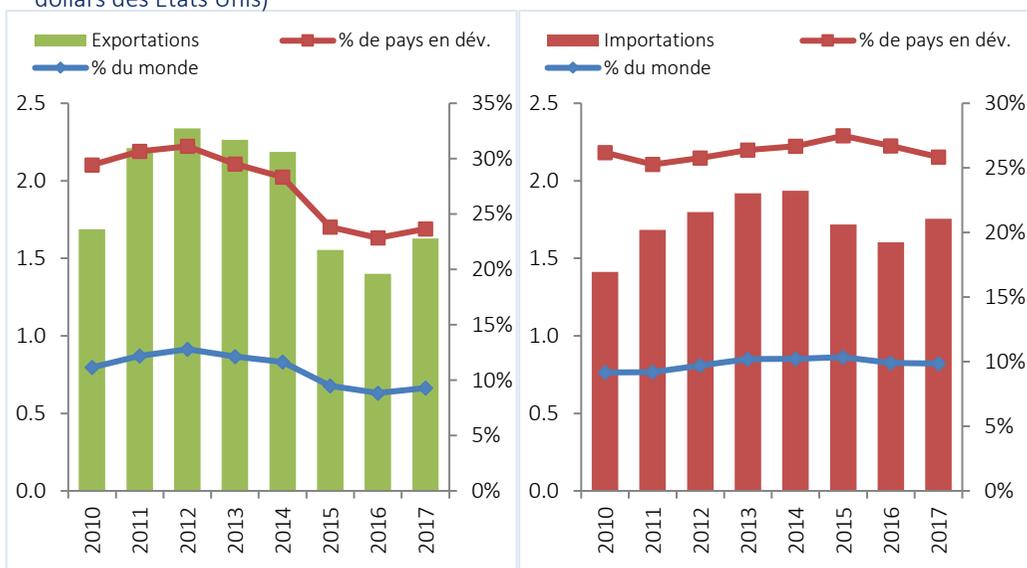
3.1 Commerce des biens et services

- **Commerce des marchandises:** La part des pays de l'OCI dans les exportations mondiales totales s'est légèrement améliorée en 2017 après avoir connu une baisse au cours des quatre années consécutives.

La valeur totale des exportations mondiales de marchandises, selon les Directions of Trade Statistics (DOTS) du FMI, a été estimée à 17,5 t billions de dollars des États Unis en 2017, comparativement à 15,8 billions de dollars en 2016. Selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), cependant, les exportations mondiales de marchandises ont augmenté de 16,0 billions de dollars en 2016 à 17,7 billions de dollars en 2017. Malgré les petites différences qui se trouvent dans les estimations de commerce mondial, il est évident que les exportations mondiales ont augmenté d'environ 10,6 % en 2017. Après deux années consécutives de baisse depuis 2014, cette forte amélioration reflète l'amélioration de l'activité économique mondiale.

En ligne avec cette tendance globale, les pays de l'OCI ont également connu une amélioration de leurs exportations totales au monde. Après avoir constamment baissé depuis 2012 et atteint son niveau le plus bas depuis 2008, leurs exportations globales ont augmenté pour atteindre 1,63 billions de dollars en 2017, comme l'indique le FMI DOTS (graphique 3.1). Cela correspond à une augmentation de 16,3 %. Cette tendance à la hausse a été encore plus forte que celles observées dans les pays en développement non membres de l'OCI et le monde dans son ensemble, entraînant une augmentation des parts des pays de l'OCI dans le total des pays en développement et les exportations mondiales en 2017, qui était également en baisse constante depuis 2012. En conséquence, la part des pays de l'OCI dans le total des réserves des pays en

Graphique 3.1: Les exportations et importations de marchandises (en billions de dollars des États Unis)



Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), août 2018. Couverture des données 56 pays de l'OCI, 37 pays développés et 116 pays en développement non membres de l'OCI.



développement a diminué, passant de 23,7% en 2017 à 22,8% en 2016. La part collective des pays de l'OCI dans le total des exportations mondiales de marchandises a également suivi une tendance similaire entre 2012 et 2016, et a diminué à 8,8% en 2016, ce qui est le ratio le plus bas observé depuis 2005 et s'explique en grande partie par la baisse des prix des produits de base, où les pays de l'OCI sont fortement concentrés. Toutefois, ce ratio a augmenté de 9,3 % en 2017, reflétant une performance économique accrue des pays de l'OCI par rapport à d'autres groupes de pays. Dans l'avenir, pour atteindre une croissance durable à long terme dans le commerce des marchandises et disposer d'une plus grande part dans le total des exportations mondiales, les pays de l'OCI auront apparemment besoin davantage de secteurs économiques compétitifs avec des niveaux importants de diversification et d'une intensité technologique accrue.

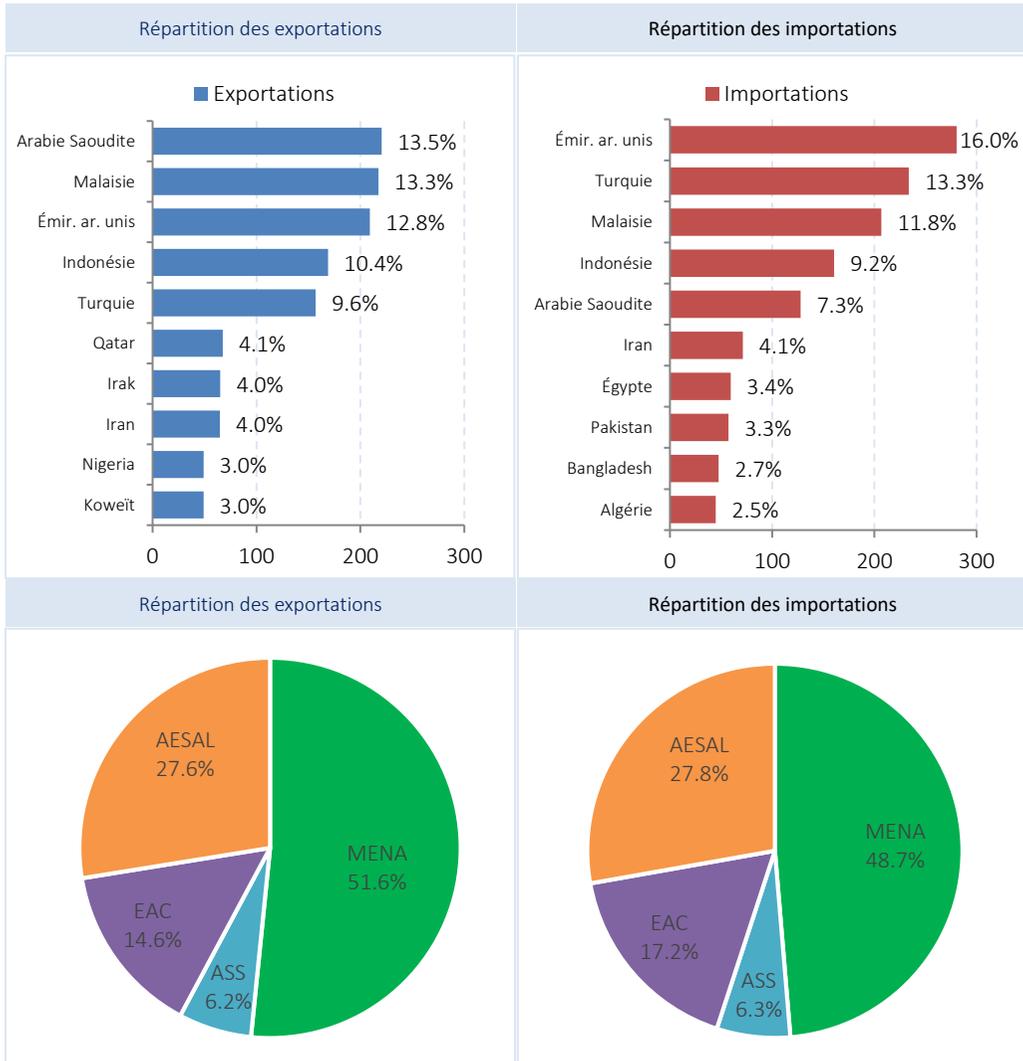
De même, le total des importations de marchandises des pays de l'OCI est passé de 1,6 billion de dollars en 2016 à 1,76 billions de dollars en 2017 (graphique 3.1, à droite). En dépit de l'augmentation des volumes des importations, la part des pays de l'OCI dans les importations mondiales de marchandises est resté stable à 9,9 %, alors que leur part dans le total des importations des pays en développement a diminué de 26,7 % en 2016 à 25,8 % en 2017.

Concernant les parts des différents pays membres dans le total des exportations de marchandises de la région de l'OCI, il a été observé que l'essentiel des exportations totales des pays de l'OCI est toujours concentré dans quelques pays (graphique 3.2, à gauche). En 2017, les 5 premiers plus gros exportateurs de l'OCI représentaient 59,7% des exportations totales de marchandises de tous les pays membres alors que les 10 premiers pays représentaient 77,9%. L'Arabie Saoudite, avec plus de 220 milliards de dollars d'exportations de marchandises et 13,5% de part dans le total des exportations de l'OCI, est devenu le plus grand exportateur en 2017. Elle est suivie par la Malaisie (217 milliards, 13,3%), les Émirats arabes unis (209 milliards, 12,8%), l'Indonésie (169 milliards, 10,4%) et la Turquie (157 milliards, 9,6%). En général, la hausse des prix des produits de base a augmenté les parts des pays exportateurs de ces produits par rapport aux exportateurs de biens manufacturés.

Comme dans le cas des exportations, les importations de marchandises des pays de l'OCI sont aussi fortement concentrées dans quelques pays. Comme le montre la section droite du graphique 3.2, les Émirats arabes unis et la Turquie avec respectivement 280 milliards et 234 milliards de dollars d'importations, ont pris les devants en 2017 en matière de volume des importations de marchandises et ensemble ont représenté 29,3% du total des importations de marchandises de l'OCI. Ils sont suivis par la Malaisie (207 milliards, 11,8%), l'Indonésie (161 milliards de dollars, 9,2%) et l'Arabie saoudite (128 milliards de dollars, 7,3%), qui ensemble représentaient 28,2 % de part dans les importations de marchandises de l'OCI. Par conséquent, les 5 premiers plus grands importateurs de l'OCI représentaient 57,5% des importations totales de marchandises de tous les pays membres, alors que les 10 premiers pays représentaient 73,5% en 2017.

Pour soutenir une croissance économique à long terme, les pays de l'OCI doivent réduire leur forte dépendance sur les exportations de combustibles minéraux et des matières premières, qui requièrent moins d'intensité technologique, et concevoir et mettre en œuvre des politiques spécifiques pour l'adoption de méthodes de fabrication plus avancés pour accroître la part des

Graphique 3.2: Les plus grands exportateurs et importateurs de marchandises et la répartition par régions de l'OCI (2017, en milliards de dollars des États-Unis)



Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), août 2018. Couverture des données: 56 pays de l'OCI. Voir l'annexe pour la classification régionale des pays de l'OCI.

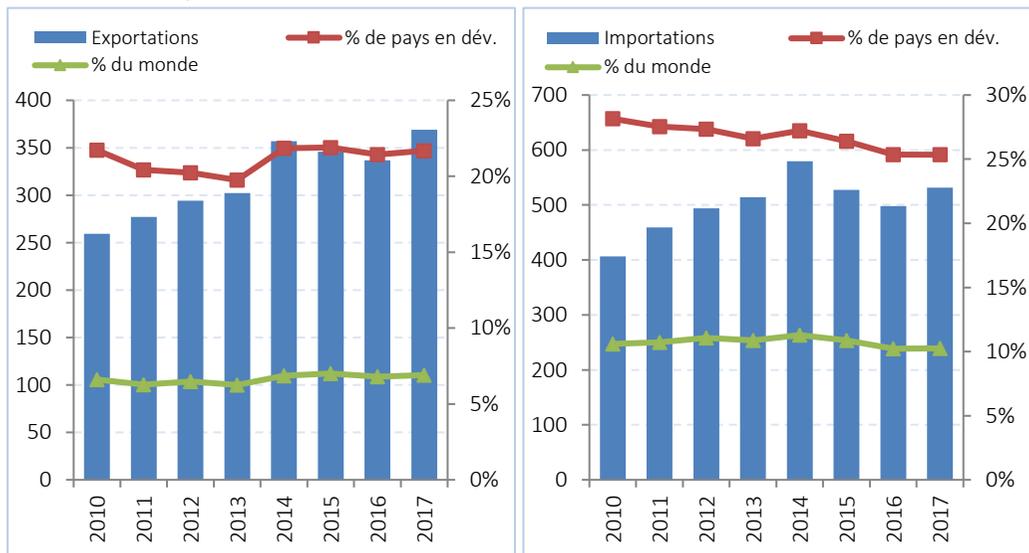
produits à forte intensité technologique dans les exportations. Cela est également indispensable pour accroître la compétitivité des produits commercialisables sur les marchés internationaux d'exportations.



- **Commerce des services:** Exportations de services des pays de l'OCI ont atteint leur plus haut niveau en 2017, mais elles continuent de représenter moins de 7 % des exportations mondiales de services.

Le secteur des services joue un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale et la croissance et le développement des pays. C'est aussi un élément crucial dans la réduction de la pauvreté et de l'accès aux services de base, y compris l'éducation, l'eau et les services de santé. Le secteur des services constitue le plus grand segment de l'économie, ce qui contribue à augmenter les parts dans le produit intérieur brut (PIB), le commerce et l'emploi. Selon les éditions de 2018 des Indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale et des Principaux agrégats des comptes nationaux des Nations unies, le secteur des services a représenté en moyenne 65 %-66 % de la valeur ajoutée mondiale au cours de la période 2011-2016 et se développe plus rapidement que les deux autres grands secteurs de l'économie, à savoir, l'agriculture et l'industrie. Le secteur représente plus de 50% de l'emploi dans le monde entier. Le commerce des services représente environ 20 % du commerce mondial des biens et

Graphique 3.3: Les exportations et importations de services (en milliards de dollars des États Unis)



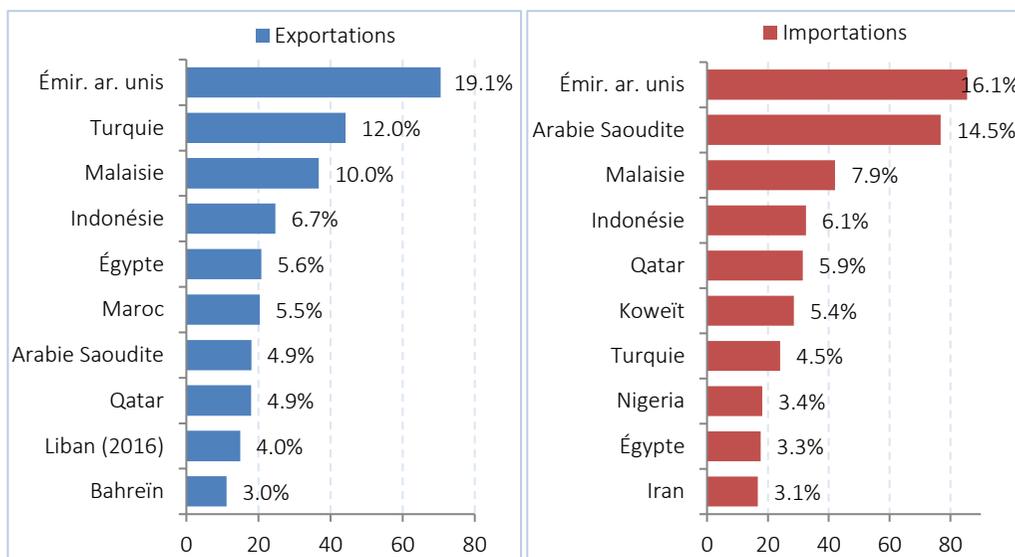
Source: STATS de la CNUCED, août 2018. Données fournies par la CNUCED sous forme d'agrégat pour le groupe des pays de l'OCI.

services, avec les deux tiers des investissements directs étrangers (IDE) affluant dans le secteur (CNUCED, 2018a).

Cependant, ces chiffres ne reflètent pas une présence importante dans le commerce mondial. En 2017, les exportations mondiales de services ont totalisé 5,3 trillions de dollars, comparativement à 17,7 trillions de dollars d'exportations de marchandises dans la même année. Selon les statistiques de la CNUCED, les pays de l'OCI ont exporté 369 milliards de dollars de services en 2017, qui est le nombre le plus élevé enregistré par l'OCI (graphique 3.3, à gauche). D'autre part, le total des importations de services de l'OCI ont atteint 531 milliards de dollars au cours de la

même année (graphique 3.3, à droite) L'augmentation des exportations et les importations de services des pays de l'OCI a suivi une tendance à la baisse observée depuis 2014.

Graphique 3.4: Les 10 premiers exportateurs et importateurs de services (2017, en milliards de dollars des États-Unis)



Source: OMC. Couverture des données: 51 pays de l'OCI.

En conséquence, les pays de l'OCI n'ont pas pu représenter une bonne part des exportations mondiales de services. La part collective des pays de l'OCI dans le total des exportations mondiales de services a fluctué entre 6,3% et 7% au cours de la période 2010-2017, tandis que la part des importations mondiales de services a fluctué entre 10,2% et 11,3% pendant la même période. À partir de 2017, les pays de l'OCI en tant que groupe représentent 6,9 % des exportations de services et 10,3 % des importations de services dans le monde. En revanche, la part des pays membres de l'OCI dans les importations de services des pays en développement a suivi une tendance à la baisse au cours de la période 2010-2017 et est tombée à 25,3 % en 2017, alors que sa part des exportations de services est restée environ 21,7 % dans la même année (graphique 3.3).

Le graphique 3.4 montre les 10 pays de l'OCI en fonction du volume de leurs exportations et importations de services. Les Émirats arabes unis, avec 70 milliards de dollars d'exportations et 19,1 % de part dans le total des exportations de services de l'OCI, a été le principal exportateur de services en 2017 (graphique 3. 4, à gauche). Il a été suivi par la Turquie (44 milliards de dollars, 12%), la Malaisie (37 milliards de dollars, 10%), l'Indonésie (25 milliards de dollars, 6,7%) et l'Égypte (21 milliards de dollars, 5,6%). En 2017, les 10 premiers pays de l'OCI ont représenté 75,7% du total des exportations de services de l'OCI. En ce qui concerne les importations de services, les Émirats arabes unis ont enregistré encore le montant des importations de services le plus élevé, 85 milliards de dollars, soit 16,1% du total des importations de services de l'OCI. Il est suivi par l'Arabie saoudite (77 milliards de dollars, 14,5 %), la Malaisie (42 milliards de dollars,



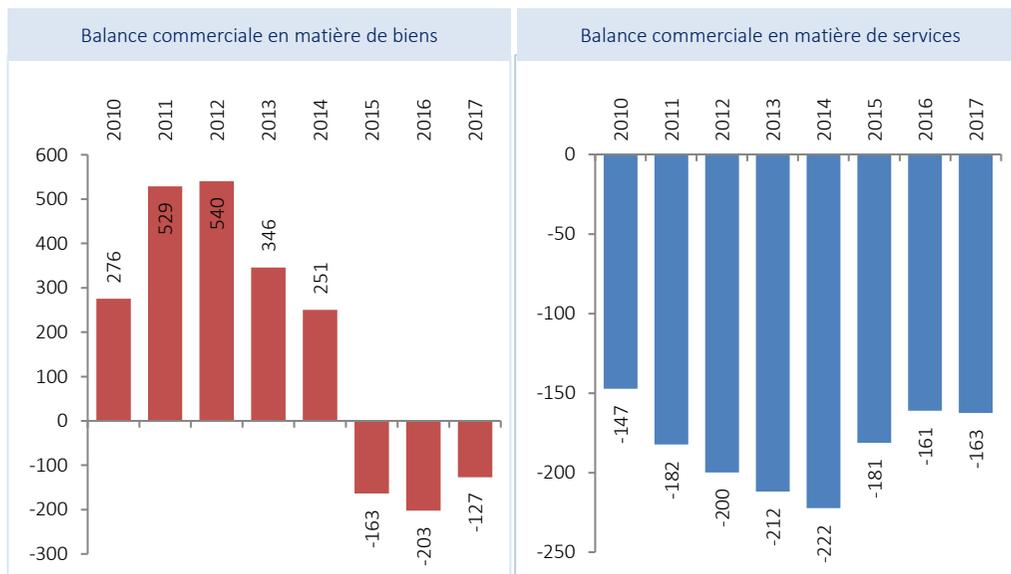
7,9%), l'Indonésie (32 milliards de dollars, 6,1%) et le Qatar (31 milliards de dollars, 5,9%). L'ensemble des 10 premiers pays importateurs de services de l'OCI représentaient 70,3% du total des importations de services des pays de l'OCI.

- **Balance commerciale:** Les pays de l'OCI demeurent des importateurs nets de biens et services en 2017.

Les analyses sur le commerce des marchandises et services présentées ci-dessus indiquent que les pays de l'OCI n'accordent pas toute l'attention voulue dans l'activité économique mondiale. En dépit des améliorations mineures observées en 2017, leur contribution à la circulation des biens et services reste en dessous de leur potentiel. L'insuffisance de capacité dans le secteur manufacturier et des services les rend des importateurs nets de biens et de services.

Comme le montre le graphique 3.5 (à gauche), les pays de l'OCI sont devenus un importateur net de produits de fabrication après 2014, ce qui, à la suite, s'explique en grande partie par la baisse des prix des produits. En 2017, le déficit total des pays de l'OCI en tant que groupe a été enregistré à 127 milliards de dollars. D'autre part, les pays de l'OCI sont restés constamment un importateur net de services au cours de la période considérée. Malgré la baisse du déficit commercial dans le secteur des services depuis 2014, ils enregistrent encore collectivement un déficit total de plus de 160 milliards de dollars en 2017.

Graphique 3.5: Balance commerciale des pays de l'OCI en matière de biens et services (en milliards de dollars)



Source: FMI DOT et STATS de la CNUCED. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

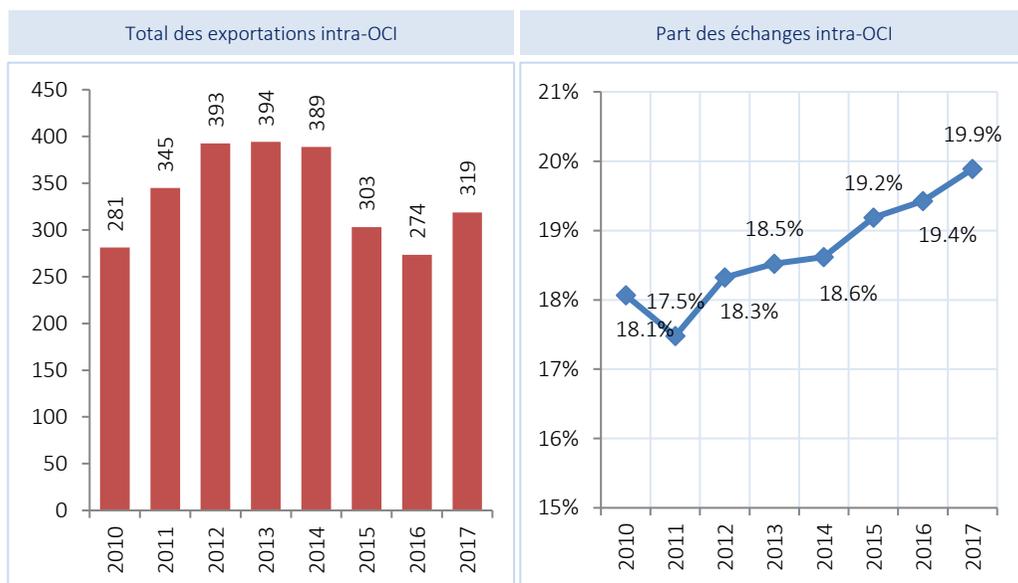
Au total, les pays de l'OCI ont enregistré plus de 290 milliards de dollars de déficit commercial en 2017. Afin de devenir des exportateurs nets de produits et services, les pays de l'OCI ont besoin

d'améliorer leurs capacités de production existantes pour transformer leurs économies en faveur de secteurs et produits à plus haute valeur ajoutée.

- **Commerce intra-OCI:** La part du commerce intra-OCI dans le commerce total des pays de l'OCI continue de croître en 2017.

Après s'être stabilisées à environ 390 milliards de dollars au cours de 2012-2014, les exportations intra-OCI ont diminué jusqu'à 303 milliards en 2015 et puis à moins de 274 milliards en 2016. En ligne avec l'expansion mondiale du commerce, le total des exportations de l'intra-OCI a atteint 319 milliards de dollars en 2017 (graphique 3.6, à gauche). Malgré les fluctuations du commerce intra-OCI, la part des échanges intra-OCI dans le total des pays de l'OCI a augmenté constamment au cours de la période 2011-2017 et a atteint 19,9 % en 2017 par rapport à son niveau de 17,5 % en 2011 (graphique 3.6, à droite). La poursuite de cette tendance facilitera la réalisation de l'objectif de 25 % fixé dans le programme d'action décennal de l'OCI (OCI-2025), mais des efforts supplémentaires devraient être déployés pour maintenir la tendance à la hausse par le biais des

Graphique 3.6: Commerce des marchandises au niveau intra-OCI (en milliards de dollars)



Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), août 2018. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux et par des accords d'investissements et des partenariats entre les pays de l'OCI.

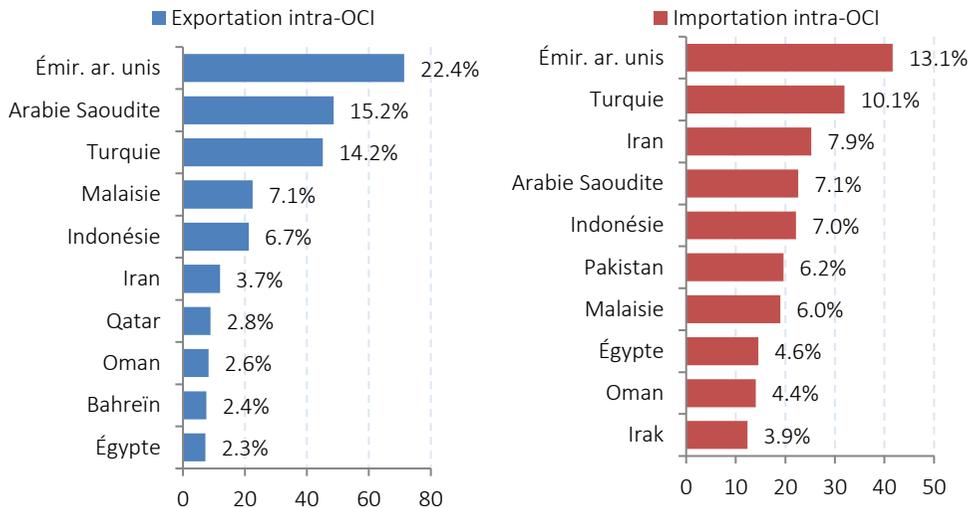
Afin d'accroître davantage la part du commerce entre eux dans leur commerce total des marchandises, les pays de l'OCI ne doivent pas se focaliser uniquement sur l'opérationnalisation du Système de Préférences commerciales entre les États membres de l'OCI (SPC-OCI) accompagné d'une plus grande participation des pays membres, mais aussi de promouvoir la diversification et la compétitivité de leurs produits commercialisables en tenant compte de leurs



besoins et avantages communs en matière de commerce. Cependant, les progrès réalisés dans la mise en œuvre du système sont plutôt lents.

Au niveau de chaque pays, le graphique 3.7 (à gauche) illustre les 10 premiers pays membres en matière de volume de leurs exportations intra-OCI. En 2017, les 5 premiers exportateurs intra-

Graphique 3.7: Les exportateurs et importateurs de marchandises à l'intra-OCI (2017, en milliards de dollars)



Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), août 2018. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

OCI représentaient jusqu'à 65,5% du total des exportations intra-OCI alors que les 10 premiers exportateurs représentaient 79,3%. Les Émirats arabes unis se sont classés au premier rang avec 71,4 milliards de dollars et 22,4% du total des exportations intra-OCI, suivis de l'Arabie saoudite (48,6 milliards de dollars, 15,2%), la Turquie (45,1 milliards de dollars, 14,2 %), la Malaisie (22,5 milliards de dollars, 7,1%) et l'Indonésie (21,2 milliards de dollars, 6,7%).

Les premiers pays de l'OCI en matière d'importations intra-OCI sont également représentés au graphique 3.7 (à droite). En 2017, les Émirats arabes unis, avec un volume total de 41,7 milliards de dollars soit 13,1% de part, ont été le plus grand importateur des pays de l'OCI. Ils sont suivis par la Turquie avec 32,0 milliards de dollars et 10,1% de part et l'Iran avec 25,3 milliards de dollars et 7,9% de part. Les 5 premiers pays de l'OCI ont représenté 45,2% du total des importations intra-OCI et les 10 pays représentaient 70,2% en 2017.

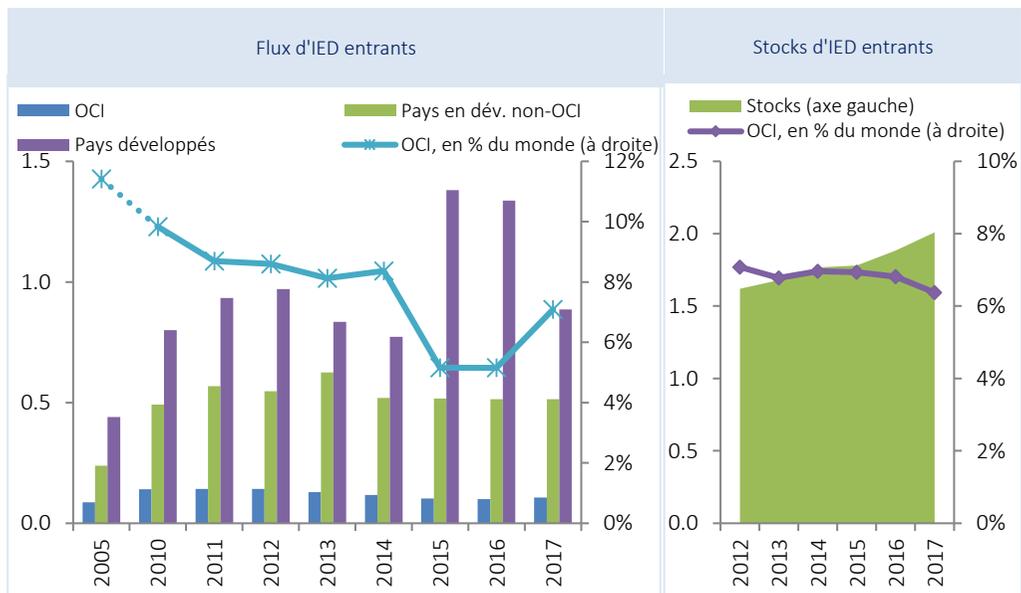
3.2 Investissement et finance

- **Entrées d'IDE:** La part des pays de l'OCI dans le total des entrées d'IDE a commencé à augmenter en 2017, après une baisse constante au cours des dernières années

Le total mondial des entrées d'investissements directs étrangers (IDE) s'est élevé à 1,43 billions de dollars en 2017, marquant une baisse de plus de 430 milliards de dollars par rapport à l'année précédente (1,87 billions de dollars), soit une baisse de 23%. C'est la deuxième année consécutive que le volume des entrées mondiales d'IDE enregistre une contraction. Toutefois, la baisse des entrées mondiales d'IDE s'explique par la baisse des entrées d'IDE dans les pays développés, qui ont reculé de plus de 33 % au cours de l'année dernière. D'autre part, les entrées totales d'IDE destinées aux pays en développement, notamment les pays de l'OCI, sont demeurées plutôt stables au cours des dernières années.

Le graphique 3.8 (à gauche) montre les flux totaux d'IDE destinés aux pays de l'OCI par rapport aux pays en développement non-OCI et les pays développés. Il est observé sur le graphique que, durant la période considérée, les flux d'IDE destinés aux pays de l'OCI sont généralement restés inférieures à leur potentiel. La valeur totale en dollars des États-Unis des entrées d'IDE destinées aux pays membres de l'OCI a été évaluée à un montant aussi faible que 87,5 milliards de dollars en 2005. Après avoir atteint 143 milliards de dollars en 2011, elle a diminué constamment jusqu'en 2016 pour atteindre 100,6 milliards de dollars seulement. En 2017, la valeur totale des flux d'IDE destinés aux pays de l'OCI s'élevait pour la première fois depuis 2011, ce qui a été enregistrée à 106,9 milliards de dollars, correspondant à une augmentation de 6,3 % par rapport à l'année précédente. La part des pays de l'OCI dans les entrées mondiales d'IDE, d'autre part, a

Graphique 3.8: Flux d'IDE et stocks entrants dans les pays de l'OCI (en milliards de dollars)



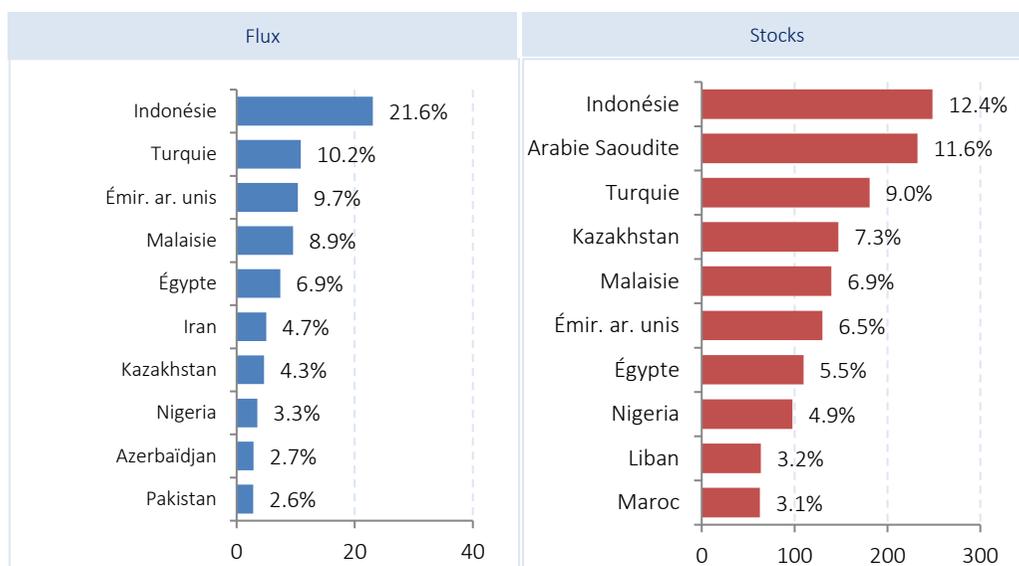
Source: STATS de la CNUCED. Couverture des données [À GAUCHE]: 56 pays de l'OCI, 37 pays développés et 111 pays en développement non membres de l'OCI; [À DROITE]: 56 pays de l'OCI.



reculé au cours de de la période considérée et a atteint sa valeur la plus basse en 2016 avec 5,2 %. Cependant, en raison de la baisse dans les entrées mondiales d'IDE et l'augmentation des entrées aux pays de l'OCI, la part des pays de l'OCI dans les entrées mondiales d'IDE a augmenté de 7,1 % en 2017.

Le stock intérieur mondial total d'IDE a atteint 31,5 trillions de dollars en 2017. Les pays de l'OCI, d'autre part, ont collectivement reçu 6,4% du stock mondial d'IDE, qui a marqué une baisse de

Graphique 3.9: 10 premiers pays recevant les flux et Stocks d'IED entrants (2017, en milliards de dollars)



Source: STATS de la CNUCED, août 2018. Couverture de données de 56 pays de l'OCI.

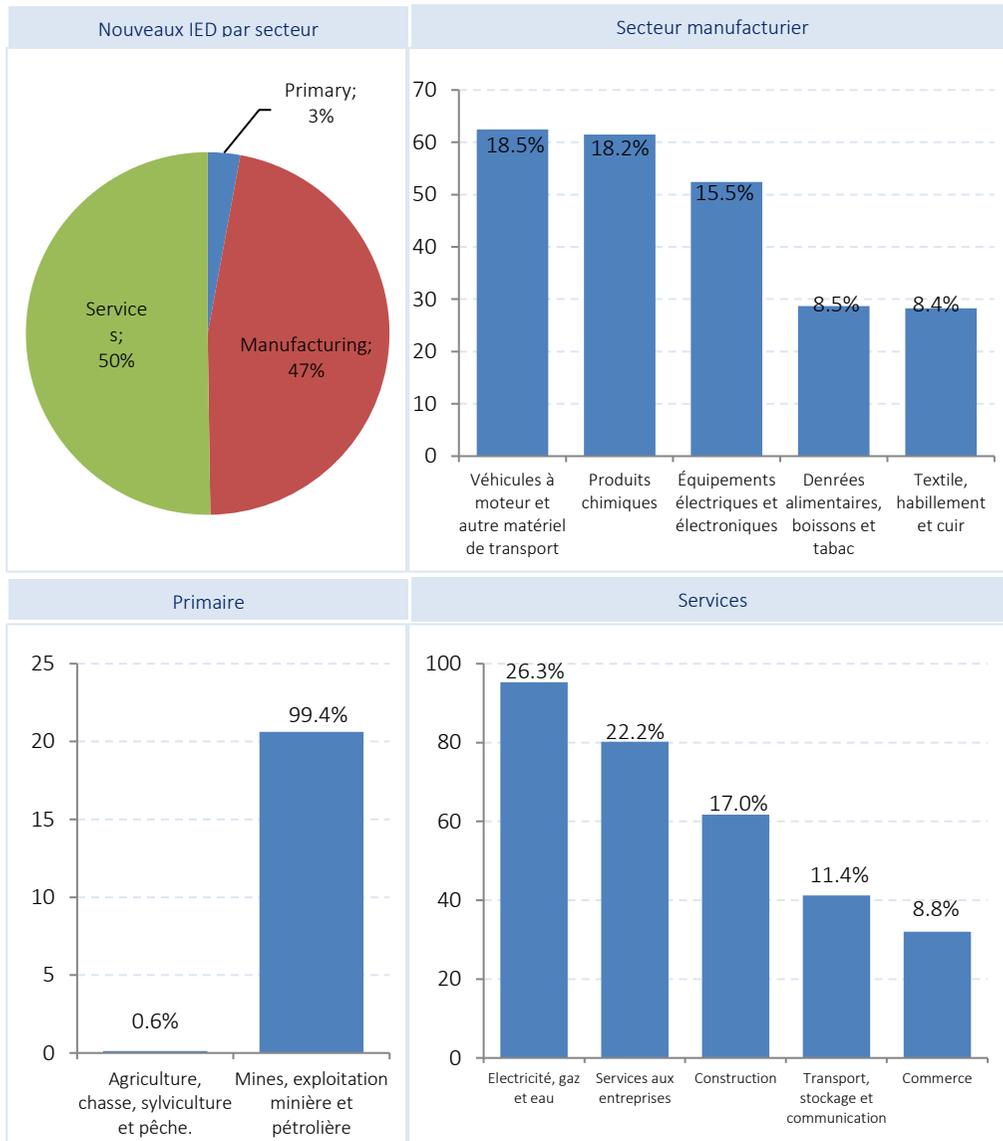
0,7 points de pourcentage par rapport à la valeur observée en 2012 (graphique 3.8, à droite). En outre, la majeure partie du stock d'IDE entrant est reçue par les pays développés, qui ensemble ont enregistré une part de 74,2% du stock intérieur mondial total d'IDE en 2017.

Comme dans le cas d'autres grands agrégats macro-économiques du groupe de l'OCI, les flux d'IDE destinés aux pays de l'OCI montrent également un haut niveau de concentration, dont la majeure partie est constamment destinée à quelques-uns d'entre eux. Les 5 premiers pays de l'OCI avec le plus grand flux intérieur d'IDE ont représenté ensemble 57,2% du total des flux d'IDE à destination des pays de l'OCI, alors que les 10 premiers pays représentaient 74,8% (graphique 3.9, à gauche). En 2017, l'Indonésie est première en matière d'IDE entrants avec 23 milliards de flux d'IDE entrants, soit 21,6% de part dans le total des flux d'IDE à destination des pays de l'OCI. Elle est suivie par la Turquie (10,9 milliards de dollars, 10,2%), les Émirats arabes unis (10,4 milliards de dollars, 9,7%), la Malaisie (9,5 milliards de dollars, 8,9%) et l'Égypte (7,4 milliards de dollars, 6,9%).

Un tableau similaire est aussi observé dans le cas de stock intérieur d'IDE : les 5 premiers pays ont reçu 47,2% du total des stock intérieurs d'IDE de OCI alors que les 10 premiers pays ont reçu

70,2%. L'Indonésie, avec 248 milliards de dollars de stocks intérieurs d'IDE (12,4% du total de l'OCI), s'est classée première dans la liste des pays de l'OCI ayant le plus grand stock intérieur d'IDE en 2017. Elle est suivie par l'Arabie saoudite (232,2 milliards de dollars, 11,6%), la Turquie (180,7 milliards de dollars, 9,0%), le Kazakhstan (147,1 milliards de dollars, 7,3%) et la Malaisie (139,5 milliards de dollars, 6,9%).

Graphique 3.10: Répartition des nouveaux investissements à travers le monde, par secteur, 2017 (en milliards de dollars)



Source: STATS de la CNUCED, août 2018. Données déclarées comme agrégat.



Dans l'ensemble, cet état de fait suggère qu'une grande majorité des pays de l'OCI ne sont toujours pas en mesure de mettre en place un cadre économique favorable et fournir aux entreprises étrangères une réglementation adéquate ainsi qu'une infrastructure physique pour attirer plus de flux d'IDE. Par conséquent, les pays de l'OCI, en général, ont besoin de prendre rapidement des mesures visant à favoriser un environnement propice pour attirer plus d'investissements étrangers. Pour atteindre cet objectif, des réformes sont nécessaires pour améliorer le climat des affaires et d'introduire des incitations à l'investissement adaptées aux besoins des investisseurs nationaux et étrangers. Ceci, à son tour, requiert la construction d'infrastructures adéquates ainsi que l'investissement dans les technologies modernes pour améliorer leurs capacités de production, ce qui est encore un défi majeur pour majorité d'entre eux.

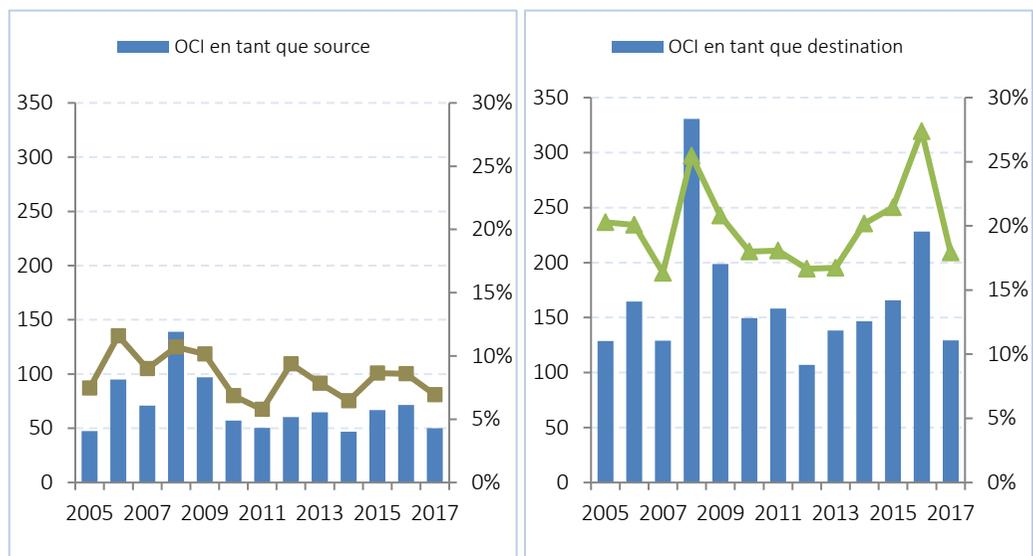
Un indicateur important pour évaluer les tendances futures est la valeur d'investissements en installations nouvelles. Sa distribution donne également des informations importantes sur les secteurs et sous-secteurs dans lesquels les investisseurs sont prêts à investir davantage. La répartition mondiale des nouveaux investissements annoncés indique que 3 % seulement iront au secteur primaire (graphique 3.10, en haut à gauche), tandis que la quasi-totalité de ces investissements seront affectés aux industries minières, pétrolières et des carrières (graphique 3.10, en bas à gauche). Le secteur manufacturier devrait recevoir 47 % des investissements futurs, où l'équipement de transport, produits chimiques et électroniques sont les principales activités industrielles souhaitant recevoir des investissements mondiaux (graphique 3.10, en haut à droite). D'autre part, la moitié des investissements iront au secteur des services, l'électricité, le gaz et l'eau, et les services aux entreprises devraient recevoir la plus grande part des flux d'investissement vers le secteur des services (graphique 3.10, en bas à droite). Cette répartition des investissements entre les secteurs aura aussi des implications pour le développement industriel.

Le graphique 3.11 montre la valeur des nouveaux investissements annoncés depuis 2005. Les pays de l'OCI, en moyenne, sont la source de flux d'investissement mondial d'environ 5 % (à gauche). D'autre part, environ 20 % des flux d'investissement ont été annoncés dans les pays de l'OCI au cours de la période considérée (à droite). En conséquence, il est constaté que les pays de l'OCI reçoivent beaucoup plus d'investissement par rapport à ceux qu'ils font à l'étranger, selon les statistiques de nouveaux investissements annoncés. Toutefois, la part des pays de l'OCI dans les nouveaux investissements annoncés a diminué de 27,4 % en 2016 à 17,9 % en 2017, ce qui peut supposer que la part des pays de l'OCI dans les flux mondiaux d'IDE n'augmentera pas considérablement au cours de l'année 2018.

Manifestement, les flux d'investissement dans les pays de l'OCI ne sont pas au niveau souhaité et les investissements annoncés offrent des perspectives limitées d'amélioration. À cet égard, plus d'interventions sont nécessaires pour réduire les obstacles à l'investissement et améliorer le climat des affaires visant à promouvoir les entrées d'investissement dans les pays de l'OCI. Il est également important de promouvoir les flux d'investissement au niveau intra-OCI. Le succès de l'atteinte du potentiel des IDE au niveau intra-OCI est étroitement lié à la détermination des décideurs politiques des pays de l'OCI d'adopter certaines mesures politiques concrètes pour

réduire les obstacles au commerce et à l'investissement, la suppression/atténuer les régimes de visa, et faciliter les transferts de capitaux entre les pays membres de l'OCI.

Graphique 3.11: Nouveaux investissements dans les pays de l'OCI (milliards de dollars)



Source: CNUCED STATS. Données fournies par la CNUCED sous forme d'agrégat pour le groupe des pays de l'OCI.

- **Développement du secteur financier:** Le degré d'approfondissement financier dans les pays de l'OCI n'est toujours pas satisfaisant

Un système financier qui fonctionne bien peut ouvrir la voie à un développement économique rapide, notamment grâce à l'allocation efficace de l'épargne intérieure aux activités productives. L'importance de ce rôle a en effet acquis une grande attention en termes de ses impacts sur la croissance économique, et un large consensus a émergé dans la littérature sur le fait que le bon fonctionnement des intermédiaires financiers a un impact significatif sur la croissance économique (Levine, 2004).

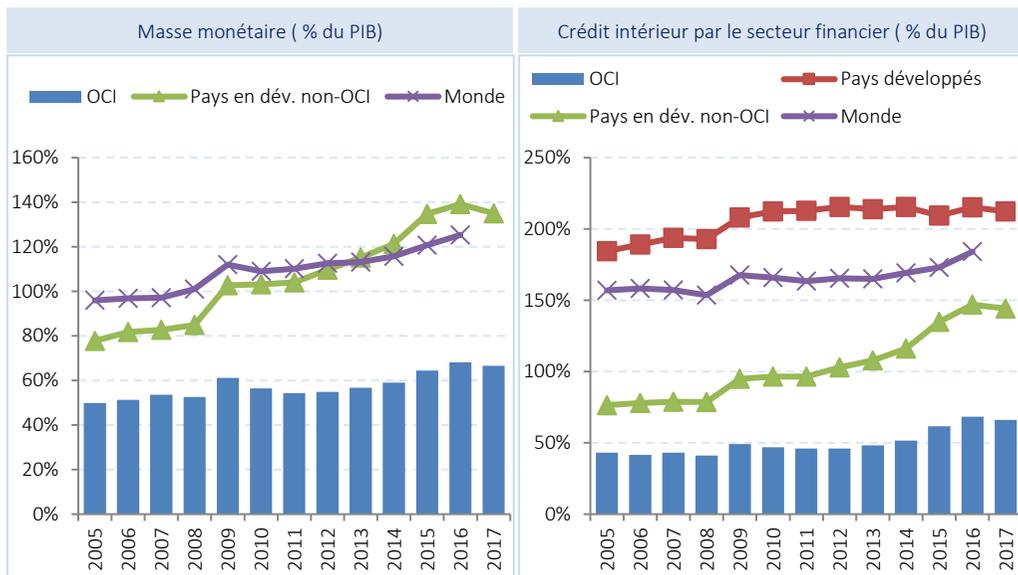
L'indicateur couramment utilisé pour déterminer le degré d'approfondissement financier est le ratio de la masse monétaire sur le PIB. Un ratio plus élevé est généralement associé à une plus grande liquidité financière et d'approfondissement. Comme illustré sur le graphique 3.12 (à gauche), le volume moyen de la masse monétaire par rapport au PIB des pays de l'OCI a été évalué à 66,5% en 2017, comparativement à 135% dans les pays en développement non membres de l'OCI et 125% de la moyenne mondiale. Vraisemblablement, le secteur financier dans les pays membres est à la traîne en matière de fourniture de liquidité suffisante et de meilleures possibilités d'investissement pour l'économie à moindre coût. Cet état de fait se manifeste partiellement par de faibles niveaux de crédit fournis par le secteur financier en pourcentage du PIB. En 2017, le secteur financier a, en moyenne, fourni du crédit à l'économie nationale pour un rapport de 66,1% du PIB dans les pays de l'OCI, alors que dans les pays en



développement non membres de l'OCI, ce chiffre était de 144,3% (graphique 3.12, à droite). Au cours de la même année, la moyenne des pays développés a été enregistrée à 212,3%, ce qui dépasse largement la moyenne des pays de l'OCI et des pays en développement non membres de l'OCI.

Le niveau de développement financier varie considérablement d'un pays à l'autre dans le groupe de l'OCI. Alors que certains pays membres disposent des systèmes financiers relativement plus avancés, à savoir des banques, assurances et d'autres institutions financières dynamiques, et des régimes efficaces de surveillance et de réglementation financière, et beaucoup d'autres sont à la traîne en raison de leurs niveaux de développement financier. Cette situation offre une grande possibilité d'amélioration des systèmes financiers dans les pays de l'OCI.

Graphique 3.12: Le développement du secteur financier



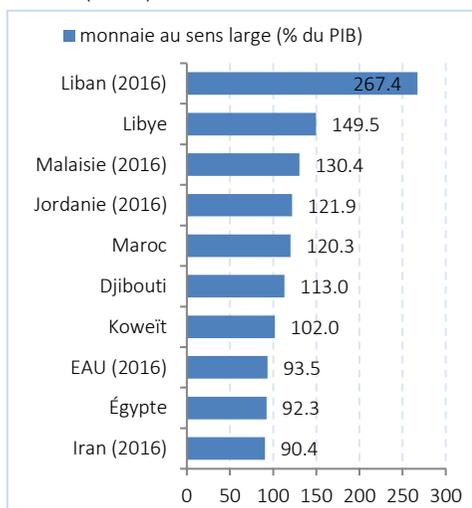
Source: Banque mondiale WDI. Couverture des données [À GAUCHE] : 51 pays de l'OCI et 84 pays en développement non membres de l'OCI ; [À DROITE] : 50 pays de l'OCI, 32 pays développés et 85 pays en développement non membres. Les moyennes mondiales ne sont pas disponibles pour 2017.

Compte tenu des prémisses que l'approfondissement financier confère des avantages importants en stabilité pour l'économie, quoiqu'avec des réserves, de nombreux pays de l'OCI sont apparemment privés de ces avantages de stabilité. Cependant, il y a quelques exceptions à cela telles que le Liban, la Libye et la Malaisie où l'approfondissement financier, tel que mesuré par le volume de la masse monétaire par rapport au PIB, est au-dessus du niveau de la moyenne mondiale. Au Liban, par exemple, la masse monétaire totale qui comprend, entre autres, tous les dépôts et la monnaie au sens étroit, était plus de deux fois supérieure au montant du PIB (267,4%), comme illustré graphique 3.13. En Jordanie, au Maroc, à Djibouti et au Koweït, la taille relative de la masse monétaire par rapport au PIB a dépassé le seuil de 100 %.

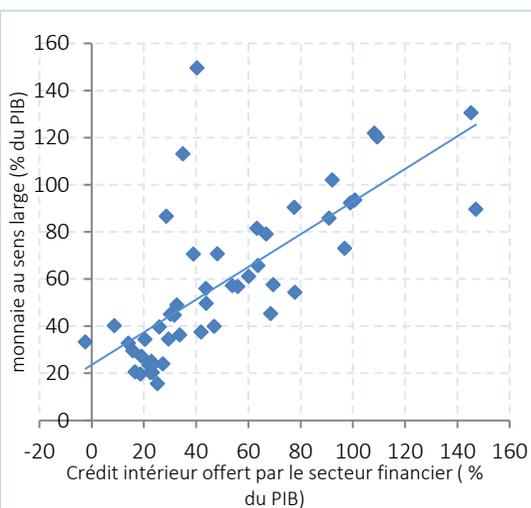
Un rapport du FMI soutient que l'approfondissement financier, à travers l'augmentation des volumes de transactions financières, peut améliorer la capacité du système financier d'un pays vers les flux de capitaux intermédiaire sans d'importantes fluctuations des prix d'actifs et des taux

de change (FMI, 2011). Il est soutenu que les marchés financiers plus profonds fournissent des sources de financement alternatives au marché financier intérieur en période de tension internationale, limitant des effets d'entraînement néfastes, comme en témoigne la récente crise financière mondiale. Le graphique 3.14, en effet, soutient cet argument pour les pays de l'OCI en représentant l'intensité de la relation entre la masse monétaire et la disponibilité du crédit en 2017.

Graphique 3.13: Le développement du secteur financier, les premiers pays de l'OCI (2017)



Graphique 3.14: La liquidité par rapport au crédit intérieur (2017)



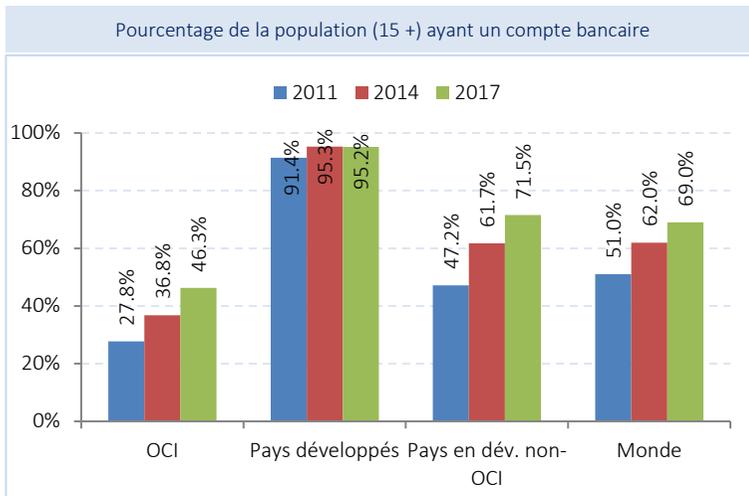
Source: Banque mondiale WDI. Couverture des données : 49 pays de l'OCI.

Toutefois, les faits montrent que l'approfondissement financier peut également attirer des capitaux volatils, ce qui complique la gestion macroéconomique de l'économie du pays. En outre, l'approfondissement des marchés financiers peut se produire soudainement, menant à l'envolée du crédit et suivie d'un effondrement. Au niveau systémique, l'ensemble de ces facteurs, s'ils sont bien gérés, peut atténuer le besoin d'accumuler des actifs étrangers, et, au niveau mondial, promouvoir l'ajustement global (Maziad et al., 2011).

Enfin, il y a une croissance des efforts visant à améliorer l'accès au financement dans les pays en développement, notamment les pays de l'OCI. Une publication récente de la Banque mondiale présente les principales conclusions de la base de données Global Findex, avec un aperçu détaillé de la façon dont les adultes dans plus de 140 économies accèdent aux comptes, effectuent des paiements, épargnent, empruntent et gèrent le risque. Selon cette base de données, l'accès au financement dans les pays de l'OCI a considérablement amélioré au fil des ans, passant de 27,8 % en 2011 à 46,3 % en 2017. Mais, par rapport aux autres groupes de pays, ils restent à la traîne des moyennes de ces groupes de pays (graphique 3.15).



Graphique 3.15: Access au financement



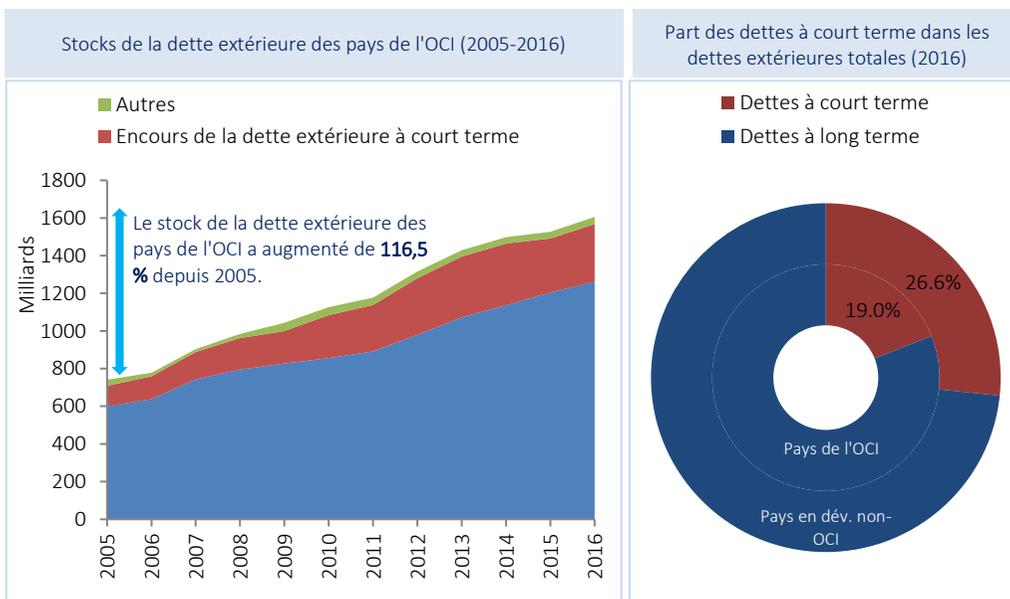
Source: Banque mondiale, base de données mondiale Findex 2018. Couverture des données : 37 pays de l'OCI, 32 pays développés et 56 pays en développement non

La dette extérieure : Le stock de la dette extérieure des pays de l'OCI a augmenté de 116,5 % depuis 2005, tandis que les dettes à long terme représentaient plus de 80 % des dettes totales en 2016.

Le stock total de la dette extérieure des pays de l'OCI a montré une tendance croissante au cours de la période considérée.

En 2016, la dette extérieure totale des pays de l'OCI a progressé de 5,3% par rapport à l'année précédente et atteint 1,6 billion de dollars. D'autre part, 21 pays de l'OCI sont toujours classés pays pauvres très endettés (PPTÉ) par la Banque mondiale. En ligne avec l'augmentation du montant de la dette en termes absolus, le graphique 3.16 (à gauche) montre la taille des dettes totales des pays de l'OCI et ses distributions au fil des ans. Le stock de la dette extérieure des pays de l'OCI a augmenté de 116,5 % depuis 2005.

Graphique 3.16: Stocks de la dette extérieure



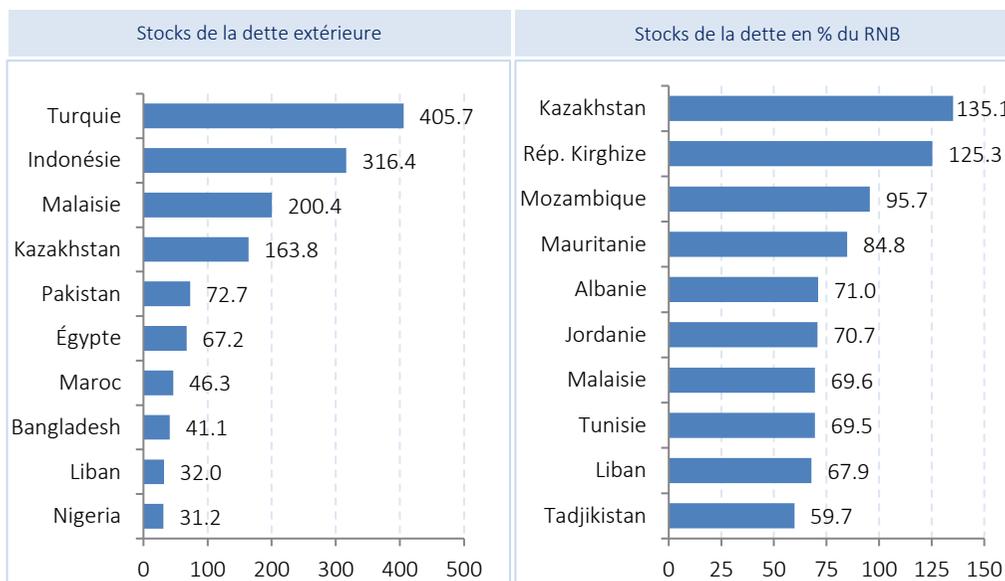
Source: Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale. Couverture des données: [À GAUCHE] 30 pays de l'OCI; [À DROITE] 30 pays de l'OCI, 50 pays non-OCI

En termes de structure des échéances de la dette extérieure, bien que la part des dettes à court terme reste faible par rapport aux pays non-membres de l'OCI, sa part dans les pays de l'OCI a augmenté au cours du temps. En 2016, les dettes à court terme représentaient 19 % du total de la dette extérieure des pays de l'OCI, tandis que 26,6 % du total des dettes des pays en développement non membres de l'OCI étaient des dettes à court terme.

Au niveau de chaque pays, la Turquie reste le pays le plus lourdement endetté des pays membres de l'OCI en 2016 (graphique 3.17, à gauche). Le pays a détenue 406 milliards de dollars de la dette, qui représentaient environ 25 % de la dette extérieure totale du pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles. La Turquie a été suivie par l'Indonésie, la Malaisie, le Kazakhstan et le Pakistan.

Toutefois, d'après la taille de production économique d'un pays, se focaliser sur la taille absolue du stock de la dette pourrait être trompeur. À cet égard, il est soutenu que le ratio dette/RNB donne une vue plus précise de l'endettement d'un pays, l'ajustant à la taille du revenu national

Graphique 3.17: Les pays de l'OCI les plus endettés (2016)



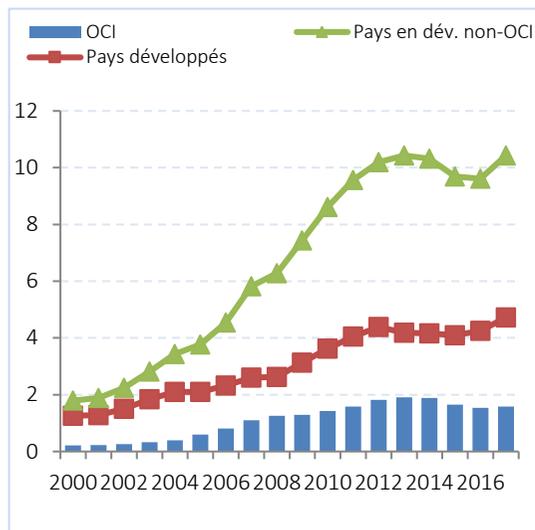
Source: Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale. Couverture des données: 45 pays de l'OCI.

brut. En matière de taille relative de la dette extérieure rapportée au RNB, le Kazakhstan, avec un 135,1% de la dette rapportée au RNB, a été le plus endetté des pays de l'OCI en 2016 (graphique 3.17, à droite). Il est suivi par la République kirghize, l'Albanie, la Jordanie, et le Mozambique, avec un ratio dette/RNB allant de 125,3% à 71,0%.

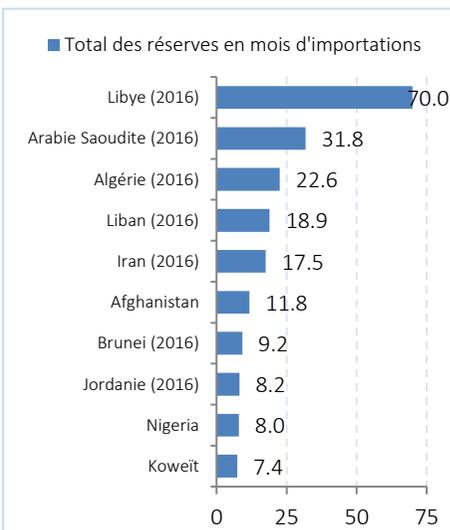
- **Réserves:** Après avoir connu une chute durant les quatre années consécutives, le total des réserves des pays de l'OCI a augmenté en 2017.

Les réserves sont généralement considérées comme un instrument important pour protéger l'économie contre les chocs externes brusques. Le total des réserves monétaires mondiales - y



Graphique 3.18: Réserves, y compris l'or (billions de dollars des États-Unis)

Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale. Couverture des données: 40 pays de l'OCI, 34 pays développés et 89 pays en développement non membres de l'OCI.

Graphique 3.19: 10 principaux pays par réserves totales en mois d'importations (2017)

Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale. Couverture des données: 40 pays de l'OCI, 34 pays développés et 89 pays en développement non membres de l'OCI.

compris l'or - sont en baisse depuis 2013 de sa valeur de 12,3 à 11,2 milliards de dollars en 2016, mais il a augmenté à 12,0 milliards de dollars en 2017. De ce montant, 4,7 milliards de dollars sont possédés par les pays développés et les autres 6,9 milliards de dollars étaient détenus par les pays en développement (graphique 3.18). Le total des réserves des pays de l'OCI a suivi une tendance similaire à celle d'agrégat mondiale, qui a diminué au cours de la période entre 2013 et 2016 allant de 900 billions à 1,5 billions de dollars. Cependant, il a augmenté à 1,6 billion de dollars en 2017. La part des pays de l'OCI dans des réserves mondiales des pays en développement a diminué, passant de 13,8% en 2016 à 13,2% en 2017. En 2017, les pays en développement possédaient 60,7% du total des réserves mondiales. La part croissante des pays en développement dans les réserves mondiales s'explique en grande partie par l'augmentation des flux commerciaux, et les excédents commerciaux de certains pays émergents, comme la Chine, d'autres pays d'Asie nouvellement industrialisés, ainsi que les pays du Moyen-Orient exportateurs de pétrole. Les efforts de réforme financière dans certains pays en développement (surtout, ceux souffrant de déficits du compte courant) déployés pour améliorer leur position de réserve ont également joué un rôle. La libéralisation du compte de capital dans certains pays en développement a, semble-t-il, entraîné la nécessité d'accumulation de réserves en tant qu'assurance contre la volatilité financière y compris les arrêts/inversions brusques des flux de capitaux.

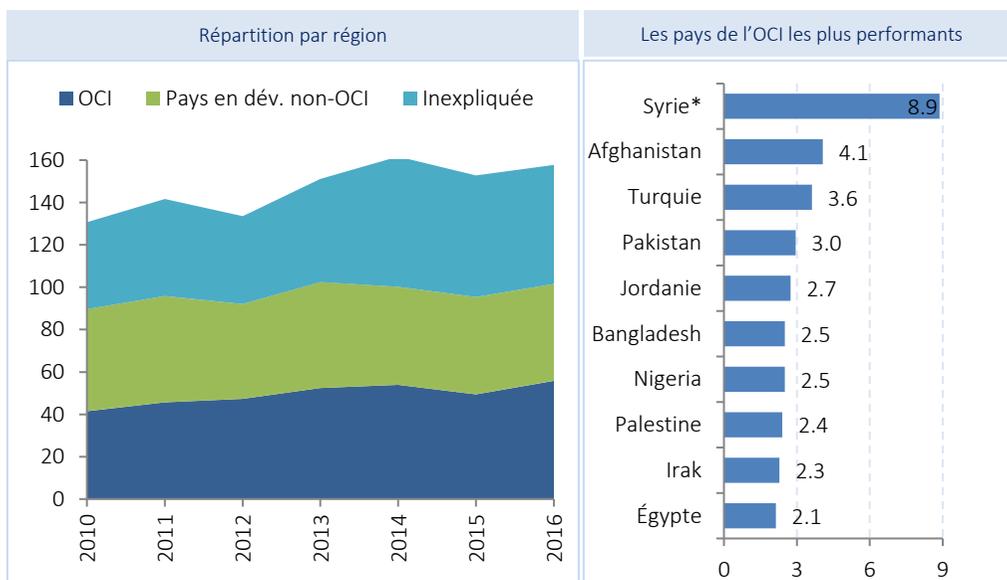
Le graphique 3.19 montre les 10 premiers pays de l'OCI par volume des réserves en mois d'importations au cours de la période 2016-2017. La Libye, avec des réserves équivalent à 70

mois d'importations, est en tête de liste, suivie de près par l'Arabie saoudite avec des réserves équivalentes à 31,8 mois d'importations. Ensemble avec l'Algérie, le Liban et l'Irak, les réserves étaient l'équivalent de plus de 12 mois de leurs importations seulement dans cinq pays membres de l'OCI.

- **APD et envois de fonds:** L'aide publique au développement et les transferts de fonds personnels aux pays de l'OCI ont augmenté au cours de la dernière année.

L'aide publique au développement (APD) continue d'être une importante source de financement pour de nombreux pays en développement, y compris les pays de l'OCI. En 2016, les flux nets d'APD ont atteint 157,7 milliards de dollars comparativement à 133,5 milliards de dollars en 2012 (graphique 3.20, à gauche). Cependant, les statistiques n'indiquent pas où tout cet argent s'écoulait, car les données montrent que les pays individuels représentent 65 % des flux d'APD mondiale. En conséquence, 35 % des flux d'APD restent inexplicables. Sur les 101,6 milliards de dollars de flux d'APD, pour lesquels les données de chaque pays sont disponibles, 54,9 % étaient destinés aux pays de l'OCI en 2016. C'est également la part la plus élevée observée depuis 2010.

Graphique 3.20: L'aide publique au développement, reçue, en milliards de dollars des États-Unis



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale. Couverture des données: 50 pays de l'OCI et 89 pays en développement non-OCI. Remarque : Environ 35 % des statistiques mondiales ne sont pas déclarées au niveau des pays. (*) L'adhésion à l'OCI est actuellement suspendue.

Les entrées d'APD dans les pays de l'OCI montrent des caractéristiques similaires, en ce qui concerne leur niveau de concentration. En 2016, les 5 premiers pays de l'OCI ont reçu 39,9% du total des flux d'APD destinés à la région de l'OCI alors que les 10 premiers ont reçu 61,0% (graphique 3.18, à droite). La Syrie, avec des entrées totales de 8,9 milliards de dollars, soit 15,9%



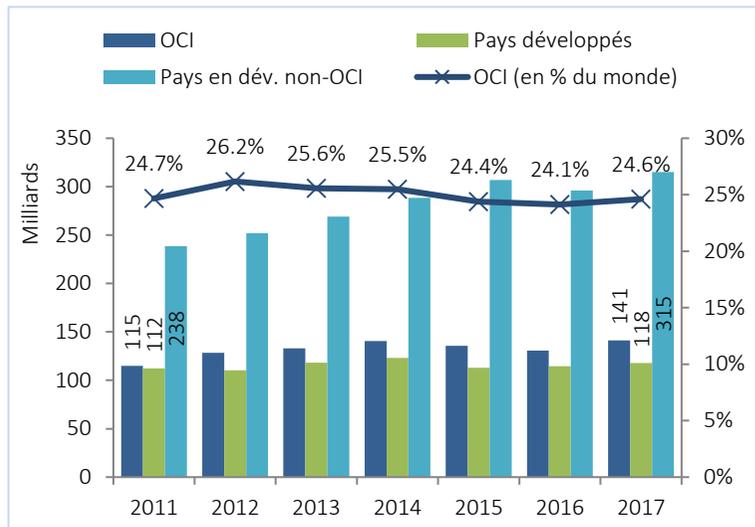
du total de l'OCI, s'est classée première. Elle est suivie par l'Afghanistan (4,1 milliards de dollars, 7,3%), la Turquie (3,6 milliards de dollars, 6,5%), le Pakistan (3,0 milliards de dollars, 5,3%) et la Jordanie (2,7 milliards de dollars, 4,9%).

Le graphique 3.21, d'autre part, montre que les envois de fonds personnels reçus par les pays membres de l'OCI sont passés de 115 milliards de dollars en 2011 à 140,6 milliards de dollars en 2014, mais a diminué à 141 milliards de dollars en 2017. La part des pays de l'OCI dans le montant total des flux d'envois de fonds du monde ont diminué pendant la période 2012-2016 de 26,2 % à 24,1 %, mais elle a

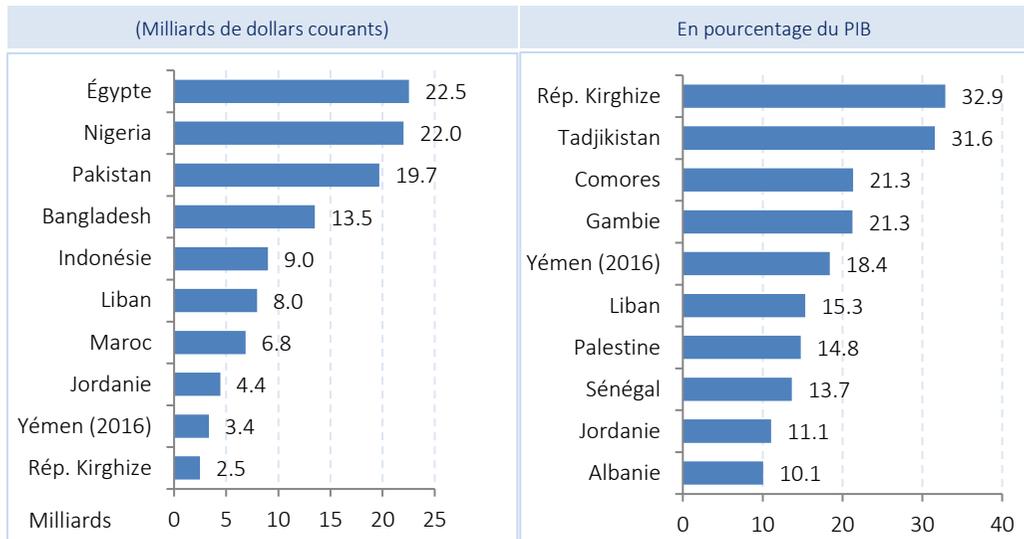
légèrement augmenté à 24,6 % en 2017. Les flux d'envois de fonds reçus par les pays non membres de l'OCI ont continué de s'améliorer depuis 2011 et ont augmenté de 238 milliards de dollars en 2011 à 315 milliards de dollars en 2017.

Au niveau des différents pays, il est observé qu'une partie plus importante d'entrées de flux d'envois de fonds vers les pays de l'OCI se concentre sur un petit nombre de pays membres au cours de 2016-2017. En tête de liste des pays destinataires d'envois de fonds de la région de l'OCI, l'Égypte a pris la première place avec 22,5 milliards de dollars de fonds reçus (graphique 3.22, à gauche). Elle est suivie par le Nigeria (22,0 milliards de dollars), le Pakistan (19,7 milliards de dollars), le Bangladesh (13,5 milliards de dollars) et l'Indonésie (9,0 milliards de dollars). Ces cinq pays ensemble représentaient 61 % du total des flux d'envois de fonds destinés aux pays de l'OCI, alors que 10 pays ont représenté 79 % des flux d'envois de fonds totaux.

Graphique 3.21: Les envois de fonds personnels, en milliards de dollars



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.
Couverture des données: 51 pays de l'OCI, 35 pays développés 89 pays en développement non-OCI

Graphique 3.22: Transferts personnels (2017) reçus, milliards de dollars des États-Unis

Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale. Couverture des données: 50 pays de l'OCI.

Afin d'évaluer l'importance relative des flux d'envois de fonds au niveau des pays, la part des flux de fonds reçus dans le PIB total serait un bon indicateur. Comme le montre le graphique 3.22 (à droite), les envois de fonds personnels ont atteint 32,9 % du PIB total de la République kirghize en 2017, suivie par le Tadjikistan (31,6 %), les Comores (21,3 %), la Gambie (21,3 %) et le Yémen (18,4 %).



Partie III : DEFIS ET PERSPECTIVES VERS LA REALISATION DE L'OCI- 2025



OIC - 2025 PROGRAMME OF ACTION

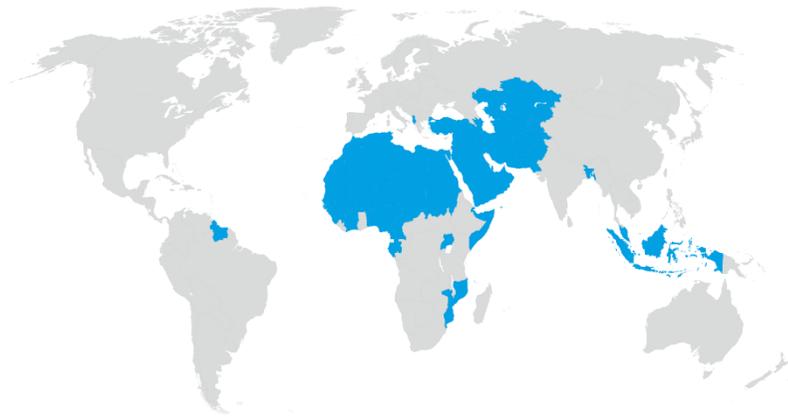
<p>PEACE AND SECURITY</p>	<p>PALESTINE AND AL-QUDS</p>	<p>POVERTY ALLEVIATION</p>	<p>TRADE, INVESTMENT AND FINANCE</p>	<p>AGRICULTURE AND FOOD SECURITY</p>	<p>EMPLOYMENT, INFRASTRUCTURE AND INDUSTRIALIZATION</p>
<p>SCIENCE, TECHNOLOGY AND INNOVATION</p>	<p>EDUCATION</p>	<p>HEALTH</p>	<p>ENVIRONMENT, CLIMATE CHANGE AND SUSTAINABILITY</p>	<p>MODERATION, CULTURAL AND INTERFAITH HARMONY</p>	<p>ADVANCEMENT AND EMPOWERMENT OF WOMEN, FAMILY WELFARE AND SOCIAL SECURITY</p>
<p>JOINT ISLAMIC HUMANITARIAN ACTION</p>	<p>HUMAN RIGHTS, GOOD GOVERNANCE AND ACCOUNTABILITY</p>	<p>MEDIA AND PUBLIC DIPLOMACY</p>	<p>ICT AND DIGITAL INFORMATION</p>	<p>OIC INSTITUTIONAL REFORMS</p>	<p>COUNTER-TERRORISM, EXTREMISM, RADICALIZATION & ISLAMOPHOBIA</p>

Copyright © 2019 OIC/OSCE. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted, in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording, or by any information storage and retrieval system, without the prior written permission of the OIC/OSCE.



CHAPITRE QUATRE

Efforts visant à renforcer la coopération intra-OCI et l'importance de l'OCI-2025



Les pays de l'OCI constituent une partie substantielle du monde en développement et reflètent des niveaux élevés d'hétérogénéité et de divergence en termes de développement socio-économique. Cette hétérogénéité des profils de développement peut également être constatée dans leurs performances dans divers indicateurs socio-économiques. D'autre part, elle offre une occasion pour renforcer et approfondir la coopération entre eux, chaque pays membre ayant ses meilleures pratiques, ses réussites et ses points forts dans différents domaines.

Depuis la création de l'OCI, il vise à renforcer la solidarité entre les pays de l'OCI et à améliorer la coopération intra-OCI dans des domaines économiques tels que le commerce, les investissements et le tourisme. Afin d'atteindre ces objectifs, l'OCI a pris des mesures concrètes en organisant des réunions ministérielles au niveau sectoriel dans différents domaines afin d'échanger des points de vue et d'évaluer les progrès enregistrés. Outre les réunions ministérielles au niveau sectoriel, conformément aux résolutions adoptées, des réunions d'experts, des ateliers et des séminaires ont été organisés sur divers sujets allant de l'éradication de la pauvreté à la facilitation des échanges pour résoudre des problèmes techniques spécifiques et améliorer les capacités des pays de l'OCI. Afin d'atteindre ces objectifs et de faciliter la mise en œuvre de diverses résolutions et recommandations adoptées au niveau de l'OCI, un certain nombre d'institutions subsidiaires spécialisées et affiliées ont été créées et chargées de tâches spécifiques allant du développement du commerce au financement des infrastructures.

Dans ce contexte, le présent chapitre donne d'abord un aperçu du Programme d'action décennal de l'OCI (2005-2015), puis se concentre sur l'OCI 2025. Le chapitre examine le lien entre l'OCI 2025 et les ODD et explique l'importance de l'OCI 2025 pour le développement économique des pays de l'OCI. La dernière section présente les remarques finales.

4.1 Programme d'action décennal de l'OCI

Les développements mondiaux tels que l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les défis socio-économiques croissants allant de la pauvreté aux maladies transmissibles et rencontrés par des millions de personnes vivant dans les pays de l'OCI ont incité la communauté de l'OCI à envisager la préparation d'une vision stratégique et d'un plan d'action. À cet égard, il a été décidé au niveau de l'OCI de se lancer dans un processus visant à élaborer un plan d'action global comportant un calendrier fixant les objectifs des pays de l'OCI en matière de développement durable au sens large.

La vision sous-jacente du PAD a été de rendre l'OCI plus représentative des réalités du 21^{ème} siècle et de réformer et d'étendre ses activités et son programme, afin de mieux répondre aux défis auxquels les États membres sont confrontés. Les conditions préalables essentielles pour donner corps à n'importe quelle vision sont notamment : i) la mobilisation de la volonté politique nécessaire, ii) l'allocation des ressources financières nécessaires, iii) l'élaboration d'une feuille de route claire et iv) un mécanisme de mise en œuvre avec des responsabilités clairement définies des différentes parties prenantes.

En 2005, lors de la troisième session extraordinaire de la Conférence du sommet islamique (Makkah Al Mukarramah), ce document de vision stratégique prospective a été adopté en vue de relever les divers défis auxquels la Oummah est confrontée au 21^{ème} siècle. Le PAD a été une initiative historique sans précédent qui a vu l'épanouissement d'un véritable partenariat touchant presque tous les domaines, y compris les domaines intellectuel, culturel, politique, économique, social et du développement. Le Programme d'action décennal (2005-2015) a été la première tentative systématique à élaborer et mettre en œuvre un programme multidimensionnel de cette nature à la plate-forme de l'OCI.

Bien que son processus de préparation et de mise en œuvre ait été jugé comme insatisfaisant, il a contribué de manière significative à promouvoir l'action islamique commune dans divers domaines. Certains des programmes et activités lancés dans le cadre du PAD dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la santé maternelle et infantile, de la sécurité alimentaire, des secours en cas de catastrophe, des droits de l'homme et de la promotion du commerce ont renforcé la visibilité et le rayonnement de l'OCI dans ses pays membres et au-delà.

Sur le plan économique, le PAD a appelé les pays de l'OCI à prendre des mesures en vue de renforcer la coopération économique entre les pays de l'OCI par la signature et la ratification de tous les accords commerciaux et économiques existants, le suivi et la mise en œuvre des résolutions adoptées lors des sessions du COMCEC et le soutien aux institutions pertinentes de l'OCI actives dans le domaine des affaires économiques, dont la Banque islamique de développement. Des progrès ont été enregistrés dans ce sens entre 2005 et 2015, où les chiffres du commerce intra-OCI, du tourisme et des investissements se sont améliorés.

Dans l'ensemble, la période 2005-2015 a marqué une étape cruciale dans l'histoire de l'OCI pour diverses raisons. En particulier, la période a vu la consolidation de diverses initiatives conçues au fil des ans et leur intégration dans le cadre global du PAD sur le plan économique. En outre, le champ d'activité de l'Organisation s'est élargi, passant du domaine essentiellement politique à de nombreux nouveaux domaines de préoccupation immédiate tels que l'éducation, l'autonomisation socioéconomique, la bonne gouvernance et la sécurité alimentaire.

4.2 OCI-2025

Les pays de l'OCI ont enregistré des progrès significatifs dans l'amélioration du niveau de vie et la mise en œuvre des OMD (1990-2015) ainsi que du PAD de l'OCI (2005-2015) au cours des 25 dernières années. Toutefois, malgré des améliorations, les progrès sont restés très inégaux au sein des différents pays de l'OCI et entre eux.

Alors que le PAD a pris fin 2015, l'OCI est prête à entamer la prochaine phase 2016-2025 avec un engagement renouvelé à collaborer pour un avenir meilleur. L'expérience acquise dans le cadre du PAD (2005-2015) a révélé l'importance d'avoir un document stratégique qui puisse fournir des orientations et servir de référence pour une certaine période. Avec la participation des institutions pertinentes de l'OCI et des pays membres, le nouveau document de feuille de route (l'OCI 2025) a été élaboré en tenant compte des enseignements tirés de la mise en œuvre du PAD et des nouvelles tendances régionales et internationales.



Les buts et objectifs pour l'OCI-2025 se concentrent sur les domaines qui n'ont pas pu être pleinement atteints au cours de la dernière décennie, et abordent les questions émergentes des développements politiques et économiques dans le monde. La résolution 1/41-PAD adoptée par la 41^{ème} session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères (Djeddah, 18-19 juin 2014) a dessiné les contours de l'OCI-2025. Le nouveau programme devrait identifier les secteurs prioritaires de coopération ainsi que des objectifs et des actions spécifiques avec des indicateurs de performance clés et un mécanisme de mise en œuvre et de suivi.

Le développement de l'OCI-2025 a fait l'objet d'une série d'intenses cycles de négociations au niveau des experts intergouvernementaux ainsi que de consultations informelles pour assurer la pertinence professionnelle de l'ensemble du processus. Un examen détaillé des forces et faiblesses des pays de l'OCI et une discussion sur la justification du choix des domaines prioritaires ont contribué à la définition d'objectifs réalistes et bien informés pour l'OCI-2025.

L'OCI-2025 est ancrée dans les dispositions de la Charte de l'OCI et se concentre sur 18 domaines prioritaires avec 107 objectifs. Il prend aussi en considération les questions sur lesquelles les travaux sont en cours et celles qui émergent des développements politiques et économiques dans le monde. Les domaines prioritaires sont les suivants : 1) Palestine et Al-Qods, 2) Lutte contre le terrorisme, extrémisme, extrémisme violent, radicalisation, sectarisme et islamophobie, 3) Modération, harmonie culturelle et interconfessionnelle, 4) Paix et sécurité, 5) Environnement, changements climatiques et durabilité, 6) Lutte contre la pauvreté, 7) Commerce, investissement et finances, 8) agriculture et sécurité alimentaire, 9) Emploi, Infrastructure et industrialisation, (10) Science, technologie et innovation, (11) Éducation, (12) Santé, (13) Promotion et autonomisation des femmes, bien-être familial et sécurité sociale, (14) Action humanitaire islamique commune, (15) Droits de l'homme, bonne gouvernance et responsabilité, (16) Médias et diplomatie publique, (17) TIC et structure d'information numérique, et (18) Réformes institutionnelles au niveau de l'OCI.

L'OCI-2025 est un programme complet de coopération et de partenariat. L'action islamique commune reste un élément essentiel du cadre de coopération et de développement de l'OCI. Sa vision stratégique reconnaît le caractère central de la coopération et du partenariat à tous les niveaux, impliquant toutes les parties prenantes. Elle souligne l'importance de l'appropriation politique et de l'intégration des projets de l'OCI par les États membres dans leurs priorités nationales pour une mise en œuvre efficace du programme.

Son adoption par les dirigeants de l'OCI lors de la 13^{ème} session de la Conférence islamique au Sommet (Istanbul, 14-15 avril 2016) signifie l'engagement au plus haut niveau politique à travailler ensemble pour un avenir commun. L'OCI-2025 reconnaît également la nécessité d'utiliser pleinement les programmes et cadres de coopération existants dans divers domaines et déclare qu'ils seront mis en œuvre en harmonie avec les accords/stratégies et mémorandums d'accord multilatéraux existants entre les États membres et les institutions de l'OCI, y compris ceux des Comités permanents et autres documents cadres entre États membres.

Suite à son adoption par le 13^{ème} Sommet islamique (Istanbul, 14-15 avril 2016), l'OCI-2025 est entrée dans la phase de mise en œuvre. Le Plan de mise en œuvre de l'OCI 2025 développe 107

objectifs identifiés dans 18 domaines prioritaires en programmes et activités tout en déterminant clairement les partenaires de mise en œuvre et les calendriers proposés.

4.2.1 OCI 2025 et ODD

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, ou les ODD, s'appuie directement sur les OMD, qui sont considérés comme les premiers objectifs établis collectivement par le monde pour améliorer le niveau de vie dans le monde en développement par une couverture universelle. Il existe de multiples interrelations entre ces objectifs, ce qui souligne la vaste portée des interventions politiques horizontales et verticales dans plusieurs domaines.

Le passage des OMD aux ODD est une question complexe pour tous les pays. À cet égard, les pays de l'OCI doivent s'appuyer sur les leçons tirées de leur expérience dans la mise en œuvre des OMD et du PAD de l'OCI pour répondre aux nouvelles demandes et opportunités offertes par les ODD. En outre, l'adoption du Programme d'Action de l'OCI-2025 fournit une vision stratégique pour la coopération intra-OCI et l'action islamique conjointe sur des priorités spécifiques couvrant 18 secteurs et portant sur un large éventail de questions sociales, économiques, environnementales et de sécurité peut également diriger et compléter les efforts vers la réalisation des ODD dans le monde islamique. En d'autres termes, il existe une complémentarité entre l'OCI 2025 et les ODD.

L'OCI-2025 reconnaît l'importance des ODD et partage sa promesse pour tous les peuples. Le Programme de l'ONU-2030 vise à équilibrer les trois dimensions du développement durable.

La portée de l'OCI-2025, cependant, va au-delà des trois dimensions du développement durable et comprend de nombreux domaines spécifiques de la paix et de la sécurité, des questions d'harmonie culturelle et interconfessionnelle, de l'islamophobie, de la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, etc. Les domaines menés dans le cadre de l'OCI-2025 et des ODD reflètent les perceptions communes de l'OCI et de l'ONU sur diverses questions clés.

Le nombre de pays membres fait de l'OCI la deuxième plus grande organisation intergouvernementale après les Nations Unies. À cet égard, les efforts en vue de la mise en œuvre de l'OCI-2025 peuvent jouer un rôle important dans la promotion du partenariat mondial et d'un engagement mondial intensif pour le succès de l'OCI 2025 et des ODD.

La mise en œuvre du PAD (2005-2015) a permis d'importants progrès en matière de développement, notamment en ce qui concerne la cohérence des politiques et la coopération technique entre les pays de l'OCI. Elle a également contribué à la réalisation de certaines cibles des OMD dans certains pays de l'OCI. Cependant, les défis de la croissance économique, la pression sur les ressources financières, la faiblesse des capacités institutionnelles et la fragilité de la paix et de la sécurité demeurent des défis pour les pays de l'OCI et constituent des obstacles à la réalisation de plusieurs objectifs et cibles fixés tant dans l'OCI 2025 que dans les ODD, notamment sur le plan économique. À cet égard, relever ces défis permettrait aux pays de l'OCI de tirer des bénéfices économiques dans la réalisation des objectifs et cibles fixés par les deux programmes.



4.2.2 Importance de l'OCI-2025 pour réaliser le développement économique dans les pays de l'OCI

Ensemble, les pays de l'OCI ont enregistré des progrès significatifs en termes de développement économique depuis les années 1980. Depuis le début, l'ordre du jour de l'OCI comprend de nombreux domaines de préoccupation immédiate concernant le développement humain, la qualité de vie et le bien-être de la population. La vision de l'OCI accorde la priorité aux personnes et vise à développer le capital humain et à réaliser une croissance inclusive. Les 18 domaines prioritaires identifiés dans l'OCI 2025 peuvent être regroupés en cinq grands groupes : (1) Développement économique durable, (2) Science, technologie et innovation, (3) Droits de l'homme et bonne gouvernance, (4) Paix et sécurité, (5) Culture, dialogue, famille et sécurité sociale, action humanitaire. En fait, ces groupes mettent en évidence l'esprit de développement visé par l'OCI en 2025.

Sur le plan économique, l'OCI 2025 a identifié les domaines prioritaires suivants : (i) la réduction de la pauvreté ; (ii) le commerce, l'investissement et les finances ; (iii) l'emploi, les infrastructures et l'industrialisation ; et (iv) l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ces quatre domaines prioritaires sont directement liés au développement économique durable et énumèrent 43 objectifs au total. Néanmoins, il existe d'autres domaines prioritaires, à savoir l'environnement, le changement climatique et la durabilité, l'éducation, la science, la technologie et l'innovation, qui sont indirectement liés au développement économique durable des pays de l'OCI. Par conséquent, l'OCI 2025 couvre presque toutes les dimensions du développement économique durable et fixe des objectifs spécifiques pour les pays de l'OCI. Dans ce contexte, l'OCI 2025 fournit une feuille de route concrète aux pays de l'OCI pour surveiller et suivre leur niveau de développement sur le plan économique, présente les voies et moyens pour renforcer la coopération intra-OCI dans tous les domaines économiques, allant du commerce au tourisme.

Ce rapport examinera les objectifs fixés par l'OCI-2025 qui sont directement liés aux domaines de la coopération économique ainsi que certains autres objectifs liés à la réalisation du développement économique dans les pays de l'OCI.

4.3 Quelle suite à donner

En déployant des efforts pour atteindre les objectifs énoncés dans l'OCI 2025, les pays de l'OCI peuvent parvenir au développement durable et renforcer leurs économies. Dans ce contexte, les domaines prioritaires identifiés et les objectifs spécifiques fournissent une feuille de route concrète pour les décideurs des pays de l'OCI sur la manière d'améliorer le bien-être socio-économique des populations. Compte tenu du dynamisme de la population, de la richesse des ressources naturelles et de l'abondance du capital humain, les pays de l'OCI doivent mettre en œuvre des politiques nationales bien articulées pour atteindre les objectifs fixés par l'OCI en 2025.

Les initiatives intra-OCI pourraient jouer un rôle de catalyseur, car la coopération intra-OCI a le potentiel d'améliorer le développement de plusieurs manières. Les efforts d'un certain nombre d'institutions de l'OCI pourraient fournir des conseils et une assistance aux pays membres de l'OCI

pour atteindre les objectifs énoncés dans l'OCI 2025. Par exemple, la promotion des PME féminines est l'un des objectifs de l'OCI 2025 (Objectif #2.9.19) car le renforcement de l'entrepreneuriat féminin est un moyen efficace d'autonomiser les femmes et pourrait générer certains avantages économiques pour les femmes et les économies des pays de l'OCI.

À cet égard, la Banque islamique de développement (BID) pourrait développer et utiliser des programmes spéciaux ciblant les femmes entrepreneurs dans les pays de l'OCI, tels que les programmes de microfinance islamique. Dans le même ordre d'idées, les programmes de la Chambre islamique de commerce, d'industrie et d'agriculture (ICCIA) pourraient être utilisés pour répondre aux besoins des femmes entrepreneurs, car ICCIA dispose de divers programmes pour le développement de la parité hommes-femmes, la promotion et le développement des petites et moyennes entreprises, l'utilisation de la microfinance et le développement de l'entrepreneuriat par les TI. Le Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC) pourrait développer des foires et expositions dédiées pour présenter les produits des PME dirigées par des femmes dans différentes parties de la région de l'OCI ou allouer certains quotas à ces PME dans le cadre de ses foires et expositions prévues. Les pays de l'OCI pourraient également bénéficier du mécanisme de financement du projet du Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'Organisation de la coopération islamique (COMCEC) afin de développer les capacités de leurs institutions publiques nationales qui œuvrent dans le domaine du soutien et de la programmation des PME. Il est également possible pour les pays de l'OCI de bénéficier des programmes de formation et de renforcement des capacités du Centre de recherches statistiques économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC) qui pourraient être conçus et mis en œuvre pour améliorer les capacités institutionnelles et la base de compétences nationales des décideurs travaillant dans ce domaine.

En conclusion, au cours de la mise en œuvre de l'OCI 2025, il est essentiel d'établir et de renforcer la coopération entre les pays de l'OCI et les institutions concernées. Il est également indispensable d'activer pleinement la coopération intra-OCI en promouvant l'échange des meilleures pratiques, leçons apprises et expériences réussies dans les pays de l'OCI. À cet égard, les mécanismes existants de l'OCI tels que le COMCEC et les instances pertinentes de l'OCI (réunions de groupes d'experts, ateliers, etc.) constituent dans l'ensemble une plate-forme solide dont les pays de l'OCI pourraient bénéficier pour réaliser un développement économique durable.





CHAPITRE CINQ

OCI-2025: Réduction de la pauvreté



La pauvreté est un phénomène multidimensionnel et résulte d'une structure socio-économique et politique complexe dans un pays donné, souvent avec des liens de causalité à la fois internes et externes. Elle est fortement liée à la faim, à la malnutrition, aux maladies, à l'analphabétisme et à la mauvaise qualité de vie dans les pays en développement. Il est donc nécessaire de formuler une approche multidimensionnelle globale, y compris les politiques et actions gouvernementales ciblées et la contribution d'autres moyens financiers.

Le programme de développement de l'OCI-2025 prévoit la réalisation de cinq objectifs dans le domaine de la réduction de la pauvreté :

Objectifs 2.6.1 - 2.6.5:

[2.6.1] Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, et faire en sorte que, d'ici à 2025, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient.

[2.6.2] Réduire de deux tiers la prévalence de l'extrême pauvreté dans les États membres, mesurée actuellement par le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour.

[2.6.3] Réduire d'au moins un tiers la proportion de la population de tout âge vivant dans la pauvreté dans toutes ses dimensions.

[2.6.4] Promouvoir le partage équitable des ressources économiques entre les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage et aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adéquats, y compris la microfinance.

[2.6.5] Mettre en place aux niveaux national, régional et international des principes de politique générale viables, qui se fondent sur des stratégies de développement favorables aux pauvres et soucieuses de la problématique hommes-femmes, d'accélérer l'investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté.

Idée de base

L'incidence élevée de la pauvreté est l'un des défis les plus critiques auxquels le monde est confronté. Au fil des ans, de nombreuses initiatives ont été prises aux niveaux national et international pour éradiquer la pauvreté. Cependant, malgré certains progrès, le nombre de pauvres et de démunis continue d'augmenter dans le monde en développement. Considérant le fait que la majorité des pays membres de l'OCI sont situés dans ces régions et constituent une partie substantielle des pays en développement, il est tout à fait évident qu'une partie significative de ces pauvres et démunis réside dans ces pays, en particulier dans les pays les moins avancés et les pays à faible revenu.

Comme ailleurs, la pauvreté dans les pays membres de l'OCI est un phénomène multidimensionnel et le résultat d'une structure socio-économique et politique complexe d'un pays particulier. Elle est associée à de pauvres économies, des ressources humaines médiocres, à une faible prestation de services sociaux médiocres et à des politiques inadéquates pour relever



les défis du développement humain et socio-économique. Par conséquent, le statut, les déterminants et les mesures politiques nécessaires pour éradiquer la pauvreté varieront, par définition, d'un pays à l'autre.

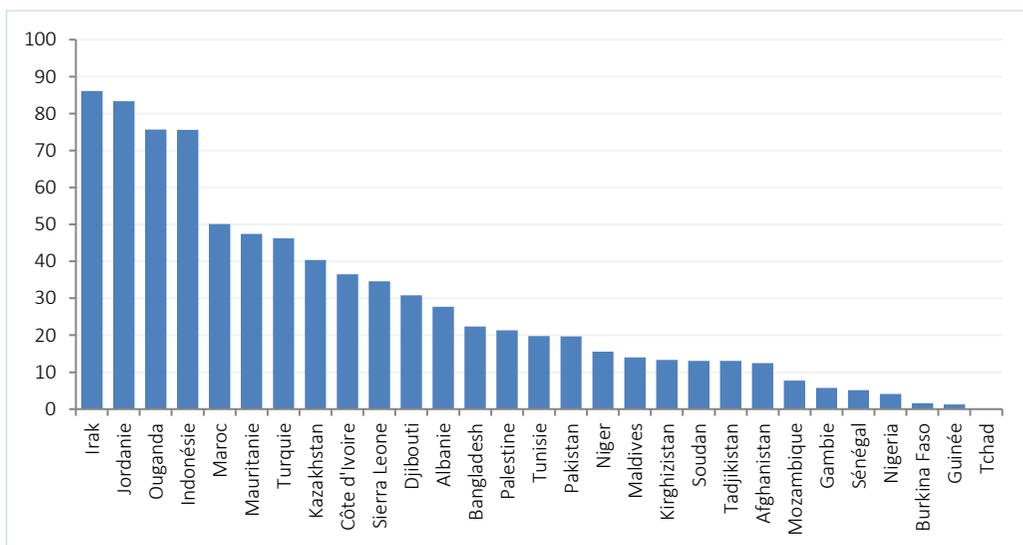
Si ces pays veulent réduire la pauvreté, conformément aux directives de l'OCI-2025, ils doivent en apprendre davantage sur leurs pauvres (qui sont les pauvres, où ils vivent, quels biens ils possèdent, quelles sont leurs conditions d'éducation, de santé et de logement) pour faire les interventions nécessaires. Il est difficile d'imaginer un développement socio-économique durable dans ces pays sans une élévation significative du niveau de vie des couches de la population les plus démunies en termes de consommation, de santé, de logement et d'éducation. Investir dans les ressources humaines doit donc être la priorité absolue pour ces pays tant que les limitations du capital humain freinent la croissance ou maintiennent les gens dans la pauvreté absolue.

État actuel et progrès dans la réalisation des objectifs

Systèmes de protection sociale au profit des pauvres (objectif: 2.6.1)

Le premier objectif de cette catégorie préconise la mise en œuvre de systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, et faire en sorte que, d'ici la fin de 2025, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient. La protection sociale renvoie aux politiques, programmes et régimes qui sont conçus et mis en œuvre dans le but de renforcer les capacités des groupes pauvres et vulnérables de la société pour les aider à sortir de la pauvreté et à mieux gérer les risques et les chocs. Elle soutient le développement du capital humain tout en développant les capacités des personnes pauvres et vulnérables et en aidant à briser la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

Graphique 5.1: Quintile le plus pauvre couvert par les programmes d'aide sociale (%), 2010-2015*



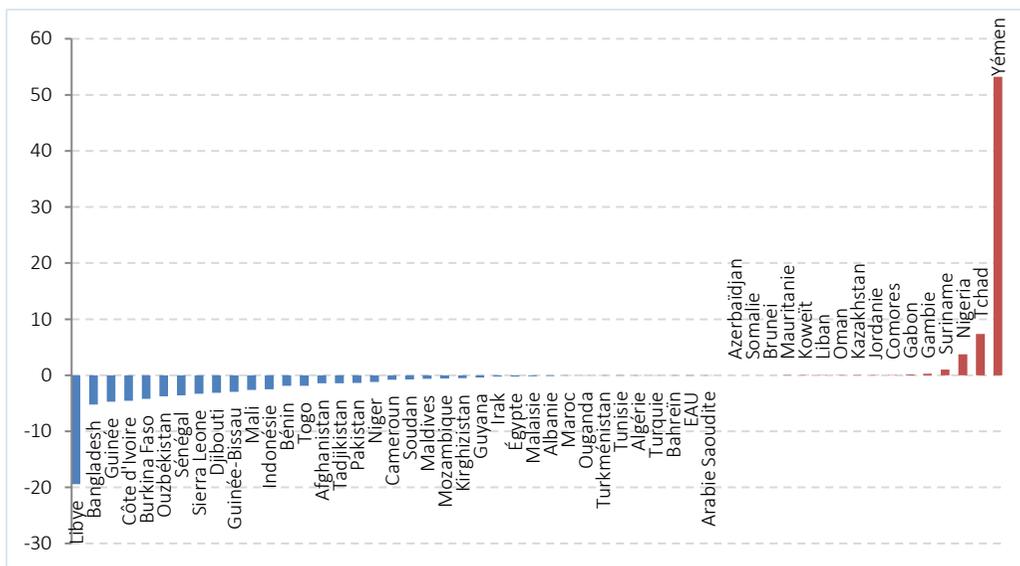
Source: Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale. * La dernière année disponible.

Selon les dernières estimations disponibles pour les 29 pays membres de l'OCI, la mise en œuvre et la couverture des systèmes de protection sociale varient considérablement entre les pays membres. Comme le montre le graphique 5.1, la couverture des programmes d'aide sociale pour les segments les plus pauvres de la société des membres de l'OCI varie de 0,09 % à 86 %. Au cours de la période 2010-2015, plus d'un tiers des pauvres ont bénéficié de programmes d'assistance sociale dans douze pays membres de l'OCI. Parmi ces pays, l'Irak a enregistré le taux de couverture le plus élevé (86 %), suivi par la Jordanie (83,3 %), l'Ouganda (75,7 %) et l'Indonésie (75,6 %). D'autre part, la couverture était inférieure à 15 % dans 12 pays membres de l'OCI. En particulier, le Tchad a enregistré le taux de couverture le plus faible (0,09 %), suivi de la Guinée (1,3 %) et du Burkina Faso (1,6 %).

Prévalence d'extrême pauvreté (objectif 2.6.2)

Le plan d'action de l'OCI-2025 fixe des objectifs pour 2025 visant à réduire de deux tiers la prévalence de l'extrême pauvreté dans les pays membres, actuellement mesurée en termes de personnes vivant avec moins de 1,25 USD par jour. Au cours de la période 2015-2017, 37 des 54 pays membres de l'OCI disposant de données ont enregistré une diminution de la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (graphique 5.2). Parmi ces pays, la Libye a réduit la prévalence de l'extrême pauvreté de 19,4 points de pourcentage (pp), suivie par le Bangladesh (5,2 pp), la Guinée (4,7 pp), la Côte d'Ivoire (4,6 pp) et le Burkina Faso (4,2 pp).

Graphique 5.2: Changement de l'incidence de l'extrême pauvreté, 2015 contre 2017



Source: SDSN (2018), SDG Index and Dashboards Report 2018, Réseau des solutions pour le développement durable

À l'autre bout du spectre, 16 pays membres de l'OCI ont signalé une augmentation de la prévalence de l'extrême pauvreté. En particulier, le Yémen a enregistré la plus forte augmentation de 53,2 points de pourcentage, suivi du Tchad (7,4 points de pourcentage), du Nigéria (3,7 points de pourcentage) et du Suriname (1,0 point). L'augmentation de la prévalence



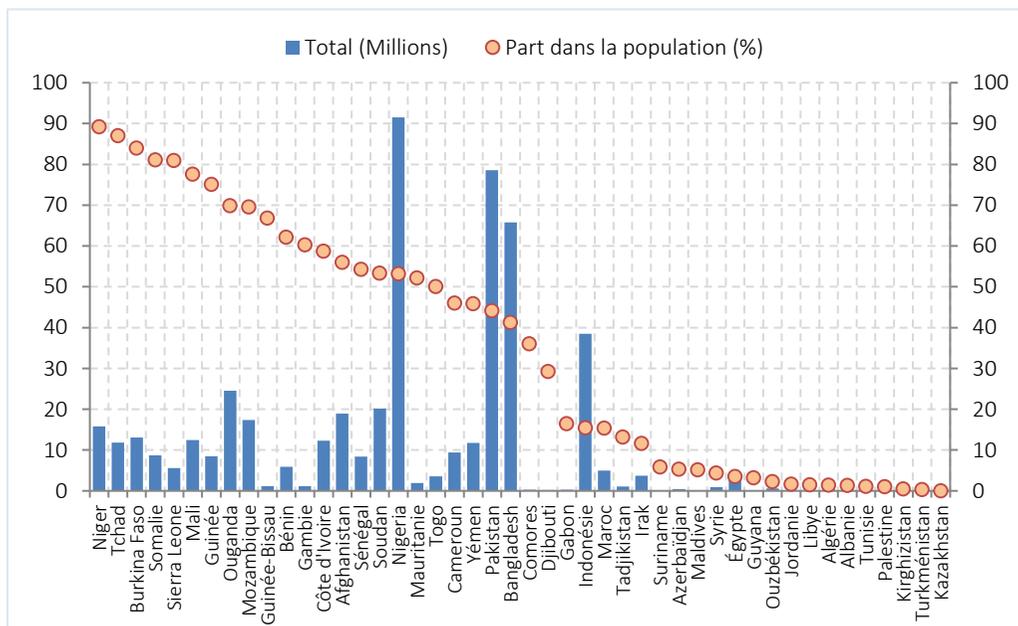
de l'extrême pauvreté est restée minimale dans 12 pays membres où la différence entre 2015 et 2017 est restée inférieure à 0,5 point de pourcentage. En général, la prévalence de l'extrême pauvreté en 2017 est restée bien en deçà du seuil de 5 % dans 25 pays membres, dont 18 pays membres comptant moins de 1 % de la population sous le seuil de pauvreté international. En revanche, ce ratio était supérieur à 33 % dans 13 pays membres, dont 11 situés dans la région de l'Afrique subsaharienne.

Pauvreté multidimensionnelle (objectif: 2.6.3)

L'objectif de l'OCI-2025 sur l'éradication de la pauvreté dans toutes ses dimensions vise à atteindre une réduction d'au moins un tiers d'ici la fin de 2025. La pauvreté est certainement un phénomène complexe qui va au-delà des termes monétaires. Elle survient non seulement lorsque les gens ont un revenu inadéquat, mais aussi lorsqu'ils manquent de capacités ou d'éducation essentielles, sont en mauvaise santé ou en situation d'insécurité, ou lorsqu'ils ne jouissent pas de droits. L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) mis au point par Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) vise à saisir ces privations plus importantes.

Selon l'IPM pour 2017, plus de 500 millions de personnes dans 48 pays membres de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles sont pauvres de manière multidimensionnelle, ce qui correspond à 35,3 % de leur population totale. La pauvreté multidimensionnelle dans les pays de l'OCI est fortement concentrée dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et à faible revenu, principalement situés en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Au niveau national, plus d'un tiers de la population est pauvre dans 24 pays membres, dont 20 pays d'Afrique subsaharienne

Graphique 5.3: Pauvreté multidimensionnelle, 2017



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur l'OPHI, 2017

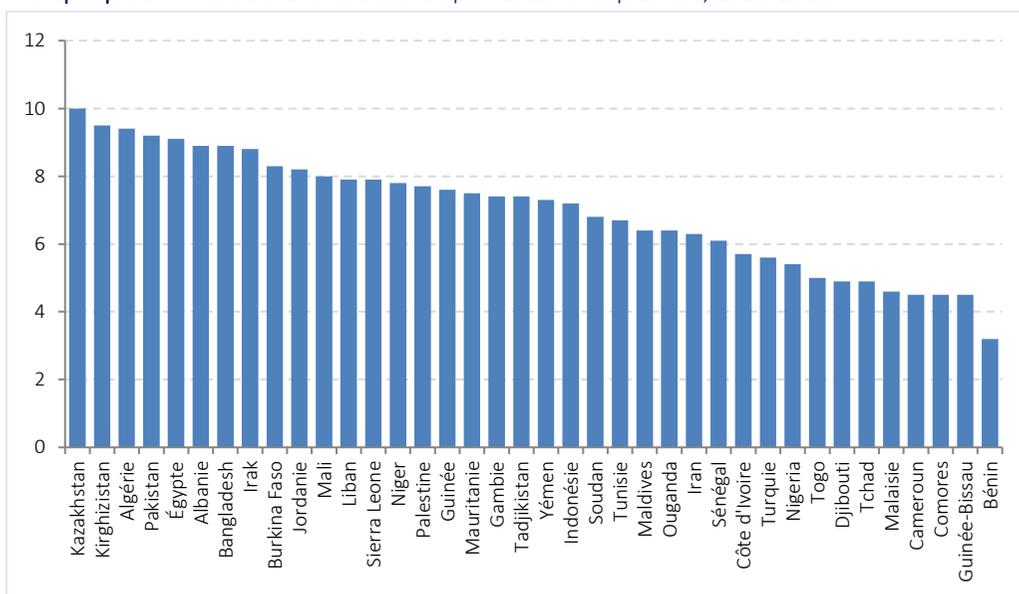
(graphique 5.3). Parmi ces pays, le Niger a enregistré la prévalence la plus élevée de pauvreté multidimensionnelle avec une part effrayante de 89 %, suivi du Tchad (87 %), du Burkina Faso (84 %), de la Somalie (81 %) et du Sierra Leone (81 %). Par contre, l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle a compté moins de 6 % de la population totale dans 16 pays membres. Parmi ces pays, ce ratio était même inférieur à 2 % dans 9 pays. La majorité des pays membres où l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle est la plus faible sont situés dans la région Europe et Asie centrale (6) et Moyen-Orient et Afrique du Nord (7). En particulier, le Kazakhstan a enregistré la prévalence la plus faible de la pauvreté multidimensionnelle (0,07 %), suivi du Kirghizistan (0,33 %) et du Turkménistan (0,5 %). En chiffres absolus, les membres de l'OCI les plus peuplés abritent le plus grand nombre de populations pauvres de manière multidimensionnelle, à savoir : le Nigeria, le Pakistan, le Bangladesh et l'Indonésie.

Distribution et propriété des actifs (objectif: 2.6.4)

Sous ce thème, entre autres, l'objectif 2.6.4 vise à promouvoir le partage équitable des ressources économiques et la propriété des actifs pour les pauvres et les personnes vulnérables. Selon les dernières statistiques, la part du revenu détenue par les ménages les plus pauvres dans les pays membres de l'OCI varie de 3,2 % au Bénin à 10 % au Kazakhstan. Comme le montre le graphique 5.4, la part du revenu détenue par les ménages les plus pauvres était de 8 % ou plus dans 13 des 38 membres pour lesquels les données sont disponibles pour 2010-2015. En général, les ressources économiques sont réparties de manière plus inéquitable dans les pays de l'OCI qui souffrent généralement d'une forte incidence de la pauvreté.

La possession d'actifs est un moyen important pour les pauvres de sortir de la pauvreté. Cela les aide à avoir un meilleur statut social et à faire des choix plus appropriés concernant leur décision

Graphique 5.4: Part de revenu détenue par les 20% les plus bas, 2010-2015*

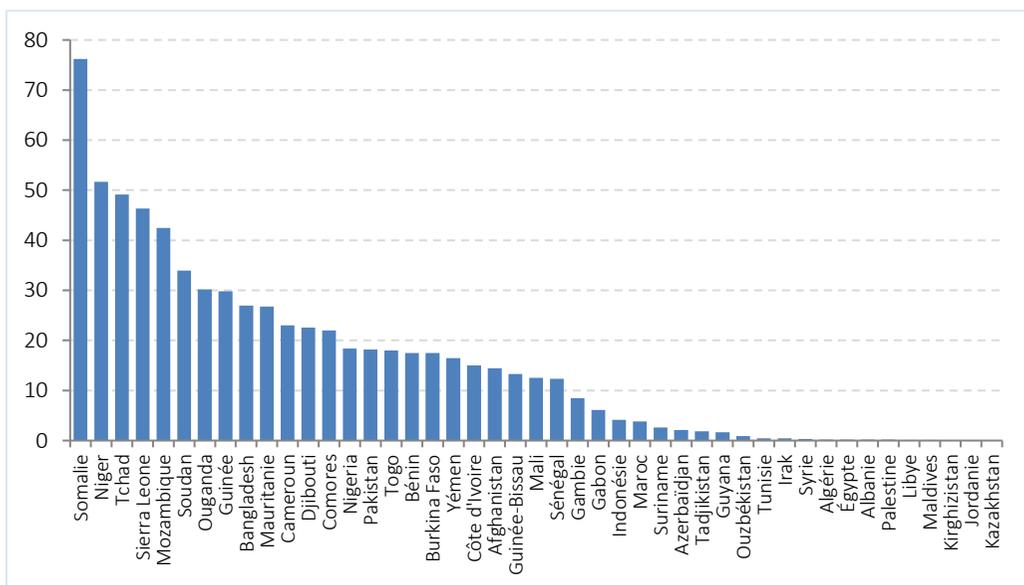


Source: Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale. * La dernière année disponible.



d'accéder à des services essentiels comme l'éducation et la santé. Cela aide à son tour les pauvres à sortir de la pauvreté. Néanmoins, comme ailleurs, la propriété d'actifs parmi les segments pauvres de la société est restée très faible dans les pays membres de l'OCI. Selon les dernières estimations, plus d'un cinquième des pauvres de manière multidimensionnelle sont privés de propriété d'actifs dans 13 pays à forte charge (graphique 5.5). Parmi ces pays, la Somalie se classe au premier rang avec 76,2 % des pauvres privés de propriété d'actifs, suivi du Niger (51,7 %), du Tchad (49,1 %) et de la Sierra Leone (46,3 %). En revanche, moins de 5 % des pauvres de manière multidimensionnelle sont privés de la propriété des actifs dans 19 pays de l'OCI. En fait, ce ratio est même inférieur à 1 % chez 13 de ces membres.

Graphique 5.5: Les pauvres de manière multidimensionnelle privés de la propriété d'actifs (%), 2017



Source: OPHI, 2017.

Questions et défis pour atteindre les objectifs

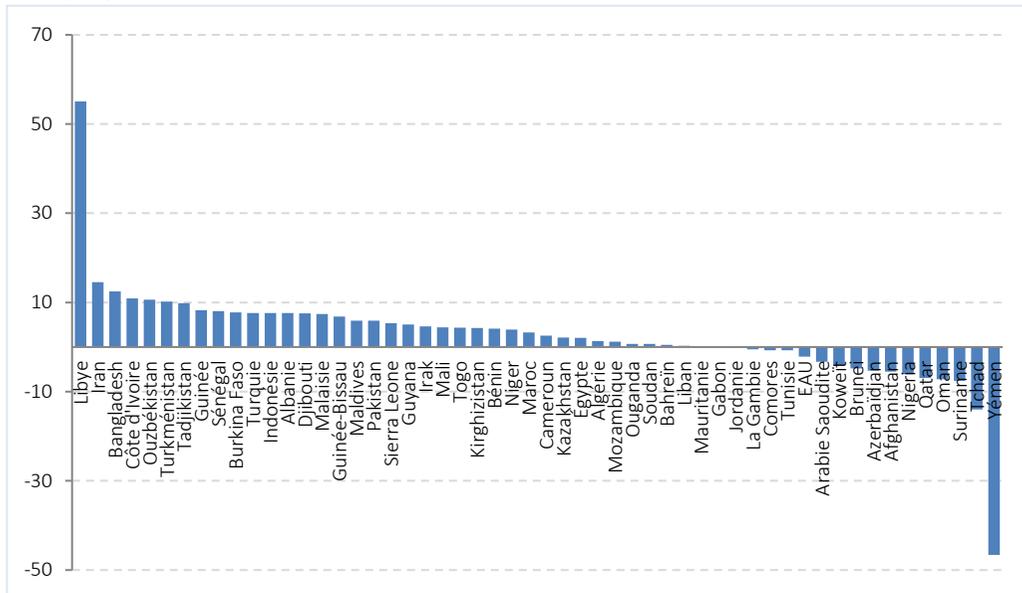
En tant que privation inacceptable du bien-être humain, la pauvreté peut résulter de facteurs démographiques, économiques, environnementaux, sociaux et politiques incontrôlés ou mal gérés. Cette section tente de mettre en évidence certains de ces facteurs et comment ils peuvent conduire à la pauvreté et à la privation, avec un accent particulier sur les pays membres de l'OCI.

Croissance économique et chômage

En général, les pays membres de l'OCI sont dotés de ressources économiques potentielles, à savoir: l'agriculture et les terres arables, l'énergie et les mines et les ressources humaines. Ensembles, ils forment une vaste région commerciale hautement stratégique. Cependant, ce potentiel inhérent ne se manifeste pas sous la forme de niveaux raisonnables de développement économique et humain dans de nombreux pays membres de l'OCI et dans l'ensemble de ces pays. Parmi les pays membres de l'OCI, il existe de grandes disparités en termes d'activité économique

et de croissance. En 2017, le PIB par habitant du Niger était 107 fois inférieur à celui du Qatar. En général, le PIB par habitant dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur est resté nettement inférieur à celui des autres pays, avec un taux de croissance modéré au fil des ans (graphique 5.6). En fait, certains pays membres de l'OCI ayant la plus forte incidence de pauvreté sont classés parmi les pays membres ayant le PIB par habitant le plus bas en 2017. Parmi ces pays, le Yémen a enregistré un taux de croissance du PIB par habitant globalement négatif de 45 %, suivi par la Guinée (11,3 %) et le Nigeria (3,1 %).

Graphique 5.6: Croissance du PIB par habitant, 2015-2017



Source: FMI, base de données des perspectives de l'économie mondiale, avril 2018

Selon les dernières données disponibles, le taux de chômage total dans les pays membres de l'OCI a été enregistré à 6,7 % en 2017 (voir section 2). La même année, le taux de chômage est resté supérieur ou égal à 10 % dans 17 pays membres. Parmi ces pays, la Palestine a enregistré le taux de chômage le plus élevé (27,4 %), suivie du Mozambique (25 %), du Gabon (20 %) et de la Libye (19 %). D'autre part, le taux de chômage est resté en dessous de 5 % dans 21 pays membres de l'OCI. Ces pays membres comprennent le Qatar, le Niger, Bahreïn et les Émirats arabes unis. Bien que de nombreux pays de l'OCI à forte prévalence de pauvreté aient enregistré un taux de chômage plus faible, il convient de garder à l'esprit qu'une part importante de la population active de ces pays est engagée dans des activités agricoles à faible revenu. En outre, l'incidence de l'emploi vulnérable est également très élevée, en particulier dans les pays membres situés en Afrique subsaharienne, où vit la majorité des pauvres de l'OCI.

Éducation et santé

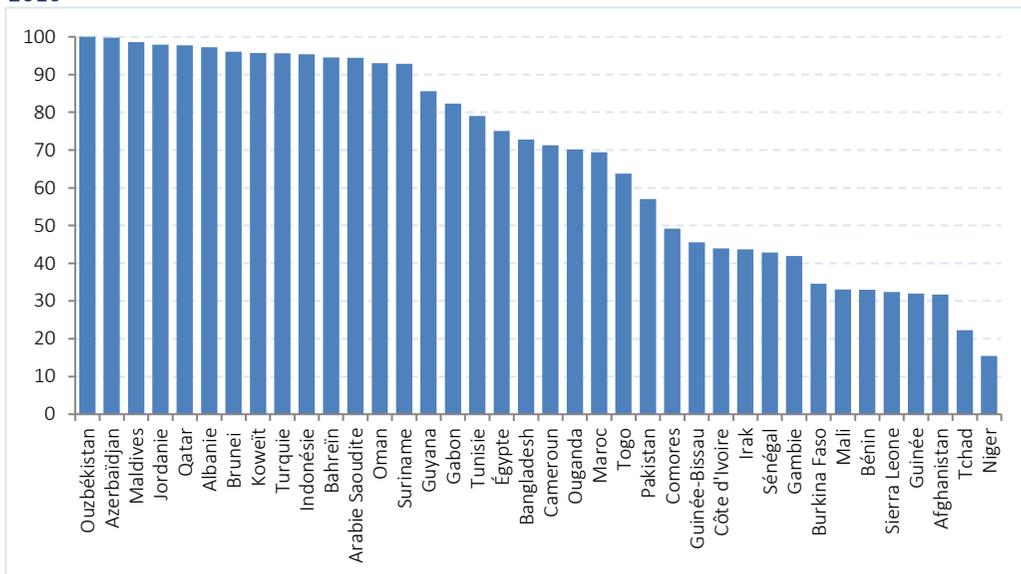
Le taux d'alphabétisme est l'un des principaux indicateurs du développement. Dans les pays moins développés, les taux d'alphabétisme sont faibles. Globalement, le taux d'alphabétisme est un facteur qui peut être utilisé pour évaluer les racines de la pauvreté dans les sociétés. Un taux



d'alphabétisme plus faible implique une société avec une main-d'œuvre moins qualifiée qui conduit à une main-d'œuvre moins productive. Par conséquent, ces sociétés peuvent générer un niveau de production inférieur à leur potentiel et connaître une incidence plus élevée de pauvreté et/ou des niveaux inférieurs de revenu par habitant.

Les taux d'alphabétisme des adultes dans les pays membres de l'OCI sont loin d'être impressionnants. Avec un taux moyen d'alphabétisation des adultes d'environ 70 % en 2010-2016, les pays membres de l'OCI en tant que groupe sont à la traîne de la moyenne mondiale. Il existe également une grande disparité en termes de taux d'alphabétisation entre les pays membres de l'OCI. En général, les pays membres où l'incidence de la pauvreté est élevée se caractérisent également par un faible taux d'alphabétisme (graphique 5.7). Les pays membres ayant les taux d'alphabétisme des adultes les plus faibles sont situés en Afrique subsaharienne, comme le Niger (15,5 %), le Tchad (22,3 %) et la Guinée (32,0 %), tandis que les pays membres ayant les taux d'alphabétisme des adultes les plus élevés se trouvent en Asie centrale, notamment en Ouzbékistan (100 %), en Azerbaïdjan (99,8 %) et en Albanie (97,2 %). Dans les pays membres de l'OCI, le manque d'éducation et par conséquent, le manque de compétences requises fait qu'il est particulièrement difficile pour les jeunes de trouver un emploi sur le marché du travail. Outre son impact sur le développement économique et la capacité de production, le chômage à long terme chez les jeunes peut déclencher des problèmes sociaux majeurs au sein des communautés touchées.

Graphique 5.7: Taux d'alphabétisation (% de la population âgée de 15 ans et plus), 2010-2016*



Source: Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale. * La dernière année disponible.

Il est largement reconnu que la pauvreté est un déterminant social important de la santé car elle restreint fortement l'accès à certains besoins humains fondamentaux tels que la nourriture, l'eau potable, l'assainissement amélioré, le logement et les services de soins de santé et augmente

ainsi le risque de maladie et de mortalité. Tandis qu'un mauvais état de santé, à son tour, condamne les gens dans la pauvreté en détériorant les conditions économiques et sociales dans lesquelles ils vivent. Il déprécie la qualité des ressources humaines et, par conséquent, réduit la croissance économique et limite la disponibilité des ressources financières au niveau individuel et gouvernemental pour l'investissement dans la santé. Il est donc juste de dire que les efforts visant à améliorer la santé sont essentiels pour gagner la lutte contre la pauvreté dans le monde en développement.

L'accès aux services de santé de base varie considérablement selon les pays membres de l'OCI. La vaccination des enfants est l'un des indicateurs les plus fondamentaux pour évaluer la performance des systèmes de santé et l'accessibilité des soins de santé au grand public. Selon les dernières estimations, plus d'un quart des enfants ne sont pas vaccinés dans 13 pays membres de l'OCI. La majorité de ces pays sont également aux prises avec la forte incidence de la pauvreté et du chômage. Les statistiques mondiales montrent que la couverture vaccinale la plus faible est enregistrée en Syrie et en Somalie (42 %), suivies du Tchad (46 %), du Nigeria (49 %) et de la Guinée (54 %). Par ailleurs, 95 % ou plus des nourrissons ont été vaccinés avec au moins deux vaccins recommandés par l'OMS dans 23 pays de l'OCI. La plupart de ces pays sont situés dans les régions MENA et Asie centrale.

Détérioration de la situation de la paix et la sécurité

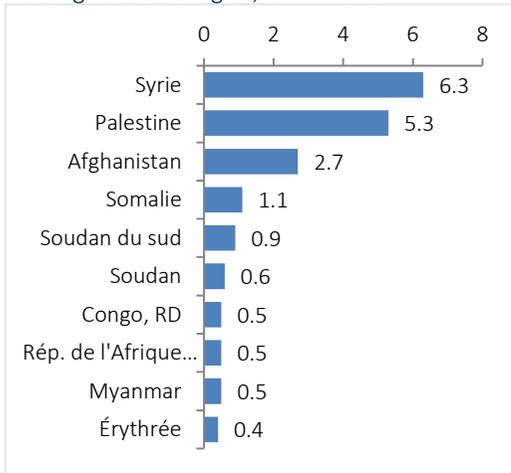
Les conflits civils et les guerres sont demeurés les principaux facteurs de l'endurance de la pauvreté dans de nombreux pays membres de l'OCI. Au fil des ans, la fréquence, la durée et l'impact des crises humanitaires, principalement celles provoquées par des catastrophes naturelles et des conflits, continuent d'augmenter, en particulier dans les pays de l'OCI. Alors que les chiffres mondiaux sur le nombre de personnes affectées par les catastrophes naturelles et les conflits sont en constante augmentation, les pays membres de l'OCI sont plus touchés que toute autre région du monde par les crises humanitaires et les catastrophes de grande ampleur, et cette tendance est malheureusement à la hausse.

Les risques d'instabilité, de conflits et de violence, qui s'accompagnent souvent de, et sont accélérés par d'autres facteurs, y compris les catastrophes naturelles et le changement climatique, posent des défis considérables en matière de développement. Environ 83 % de tous les nouveaux déplacements internes dans le monde ces dernières années ont eu lieu dans les pays de l'OCI. D'une part, à la fin de 2017, on comptait 24,8 millions de réfugiés dans le monde, dont 19,5 millions sous mandat du HCR et 5,3 millions de réfugiés enregistrés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). La majorité des réfugiés provenaient des pays de l'OCI, pour être précis, 75 % de tous les réfugiés provenaient des pays de l'OCI. Là encore, la liste des 10 premiers pays d'origine des réfugiés est également dominée par les pays de l'OCI (graphique 5.8). En outre, trois pays de l'OCI (Syrie, Palestine et Afghanistan) représentent à eux seuls 57,3 % des réfugiés dans le monde.

D'autre part, sur les 24,8 millions de réfugiés dans le monde, près de 16 millions sont accueillis dans les pays de l'OCI, ce qui correspond à un pourcentage de 64 % de tous les réfugiés dans le

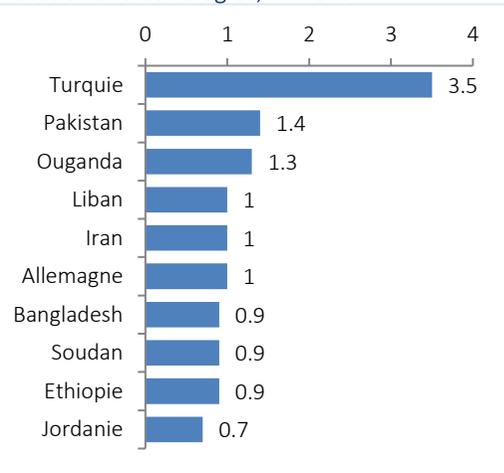


Graphique 5.8: Les 10 principaux pays d'origine des réfugiés, en millions



Source: Rapport sur les tendances mondiales du HCR, 2017 et l'UNRWA

Graphique 5.9: Les 10 premiers pays accueillant les réfugiés, millions*



Source: Rapport sur les tendances mondiales du HCR, 2017 et l'UNRWA * à l'exception des réfugiés enregistrés par l'UNRWA

monde. La liste des 10 premiers pays d'accueil des réfugiés est dominée par les membres de l'OCI qui occupent huit places sur la liste (graphique 5.9).

Propositions de politiques

En termes de réduction de la pauvreté, de nombreux pays membres de l'OCI ont accompli des progrès significatifs au fil des ans. Malgré ces tendances positives, les pays membres de l'OCI sont toujours à la traîne par rapport au monde et aux moyennes des pays en développement. L'état de pauvreté, tant en termes de pauvreté monétaire que multidimensionnelle, reste alarmant, en particulier dans les pays membres de l'OCI situés en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. La majorité de ces pays se caractérisent par un mélange complexe de questions démographiques, économiques, environnementales, sociales et politiques incontrôlées ou mal gérées.

La nature et l'ampleur de ces questions clés auxquelles sont confrontés les nombreux pays membres de l'OCI exigent un engagement plus ferme de la part des gouvernements à placer la réduction de la pauvreté en tête des priorités nationales de développement et à investir dans les infrastructures, les institutions et la main-d'œuvre nécessaires. Dans ce contexte, il est suggéré de prendre les mesures suivantes pour faire avancer la réalisation des objectifs dans ce domaine.

L'un des principaux moyens de sortir de la pauvreté est le travail productif. Il contribue à l'augmentation du revenu réel et à l'amélioration du niveau de vie en catalysant la croissance économique. L'impact de la productivité sur l'incidence de la pauvreté dans les pays en développement fait l'objet d'études depuis de nombreuses années et il existe suffisamment de preuves qu'il s'agit d'un outil efficace pour lutter contre la pauvreté. Toutefois, il existe divers obstacles à l'accroissement de la productivité, dont l'emploi informel. Si les conditions de travail des employés ne sont pas correctement respectées, il sera difficile d'élaborer des politiques

visant à accroître la productivité. Le chômage informel dans la plupart des PMA de l'OCI ne diminue malheureusement pas. Pour remédier à cette situation, la première étape cruciale consiste à accélérer la création d'emplois formels et à faciliter le passage de l'emploi informel à l'emploi formel. Des politiques spéciales du marché du travail devraient être élaborées pour améliorer la productivité par la formation et l'éducation professionnelles, le développement des micros et petites entreprises et l'accès au crédit.

Les programmes de protection sociale pourraient être élargis pour garantir qu'ils ciblent efficacement non seulement la pauvreté mais aussi les inégalités. Les systèmes de financement de la santé et de l'éducation doivent être réformés pour permettre un accès plus large en augmentant les investissements et les dépenses publiques, en réduisant les dépenses directes et en augmentant les mécanismes de prépaiement et de partage des risques tels que les régimes de sécurité sociale offrant une assurance maladie et une scolarité gratuite. En outre, la collaboration avec les ONG et les organismes internationaux devrait être renforcée pour former et affecter des agents de santé et d'éducation au niveau communautaire afin de fournir plus particulièrement des services de santé et d'éducation de base aux pauvres vivant dans des zones reculées.

L'absence de paix et de sécurité demeure le facteur de risque le plus préjudiciable pour la réalisation du plan d'action de l'OCI-2025. Il est communément admis que de nombreux facteurs de conflit sont enracinés dans les déficits de développement. Cela suggère que les acteurs du développement ont de nombreuses occasions de contribuer à briser les cycles de la violence armée et de créer des cycles vertueux de paix et de développement. Les efforts devraient être guidés par une plus grande insistance sur le renforcement de la résilience aux chocs et à la vulnérabilité grâce à des systèmes de gouvernance plus efficaces et inclusifs et à des efforts de collaboration pour s'attaquer aux causes complexes de la violence, à la prévention, ainsi qu'au relèvement rapide. Des mécanismes d'intervention d'urgence appropriés devraient être développés et mis en œuvre et la coopération intra-OCI devrait être renforcée pour minimiser les impacts des catastrophes naturelles liées au changement climatique telles que les inondations, les sécheresses et les cyclones qui causent de graves dommages aux infrastructures et constituent de graves menaces pour la survie même de millions de personnes, notamment les pauvres dans les pays membres.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, des programmes spéciaux devraient être lancés et renforcés pour soutenir le travail indépendant par la création et l'expansion des petites entreprises en augmentant la disponibilité du crédit, y compris le microcrédit, en minimisant les taux d'intérêt, en améliorant les infrastructures et l'équité d'accès des entreprises aux intrants productifs tels que les terres et sites, et en améliorant l'accès aux informations et services consultatifs.





CHAPITRE SIX

OCI-2025: Commerce, investissement et finance

TRADE, INVESTMENT
AND FINANCE



Une plus grande coopération dans les secteurs du commerce, de l'investissement et des finances est essentielle pour promouvoir le développement durable et améliorer le bien-être économique des populations des États membres de l'OCI. Cependant, les progrès de la coopération commerciale intra-OCI restent insuffisants. Si l'on veut que le niveau de coopération commerciale atteigne les niveaux souhaités, il faut que les programmes de facilitation du commerce soient rapidement mis en œuvre. Les flux d'investissement dans les pays de l'OCI restent également inférieurs à son potentiel. Le secteur financier islamique a le potentiel de contribuer à la réalisation d'un développement économique durable dans les pays de l'OCI.

Ce domaine thématique est directement lié à la dimension de la croissance économique et du développement et couvre deux grandes catégories. Celles-ci sont : (i) Commerce et investissement intra-OCI et (ii) Développement de la finance islamique.

6.1 Commerce et investissement intra-OCI

Objectifs 2.7.1 - 2.7.9:

[2.7.1] Promouvoir les échanges commerciaux entre les États membres de l'OCI.

[2.7.2] Promouvoir et établir des zones de libre-échange et des zones franches de production à l'exportation dans les États membres de l'OCI, et faciliter les investissements intra-OCI, y compris les flux d'IDE entrants des secteurs public et privé.

[2.7.3] Renforcer le partenariat entre les entreprises publiques et privées dans et entre les pays de l'OCI.

[2.7.4] Développer des partenariats entre les secteurs productifs des États membres afin de renforcer la compétitivité des entités de production et d'exportation.

[2.7.5] Accroître la production et la compétitivité des produits dans les États membres.

[2.7.6] Augmenter davantage le commerce intra-OCI de 6 % par rapport au pourcentage actuel en 2015.

[2.7.7] Mettre en œuvre le Système de Préférences Commerciales de l'OCI (SPC-OCI), et encourager les États membres de l'OCI dans d'autres domaines des Accords Commerciaux Régionaux (ACR) à adhérer au SPC-OCI et à intensifier leurs efforts pour assurer son succès.

[2.7.8] Appliquer avec vigueur l'Accord général sur la coopération économique, technique et commerciale entre les États membres de l'OCI et les instruments multilatéraux similaires sur le commerce et l'investissement.

[2.7.9] Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie du COMCEC pour l'édification d'un monde islamique interdépendant, dans l'ensemble de ses secteurs, en vue d'accroître le commerce et les investissements intra-OCI et d'atteindre l'objectif primordial de renforcer la coopération économique et commerciale entre les États membres.



Idée de base

Le commerce international favorise le développement, car il stimule la croissance économique grâce à l'accroissement de la demande globale, des débouchés commerciaux et des investissements, ainsi qu'à l'élargissement de la base productive grâce au développement du secteur privé. Les activités commerciales internationales ont tendance à accroître la compétitivité des entreprises locales. En particulier, les pays en développement investissent dans la productivité, obtiennent des financements par le biais d'investissements, augmentent la valeur ajoutée de leurs produits à mesure qu'ils progressent dans les chaînes de valeur mondiales. L'ouverture commerciale accroît les possibilités d'affaires pour les entreprises locales en ouvrant de nouveaux marchés, en éliminant les obstacles inutiles et en facilitant leurs exportations. Les activités commerciales internationales créent également des possibilités d'emploi en stimulant les secteurs économiques, ce qui aide à améliorer les moyens d'existence.

D'autre part, grâce à une concurrence accrue sur les marchés mondiaux, le commerce international joue un rôle dans l'amélioration des normes de qualité, de travail et environnementales. Elle favorise également l'échange des meilleures pratiques entre les partenaires commerciaux, le renforcement des capacités de l'industrie et les normes de produits. Le commerce international renforce les liens entre les nations en rassemblant les peuples dans des échanges pacifiques et mutuellement bénéfiques et contribue ainsi à la paix et à la stabilité. Il est particulièrement important pour les pays de l'OCI que le commerce intra-OCI ait le potentiel de générer des avantages économiques importants et de renforcer la coopération entre les pays de l'OCI. Les activités commerciales intra-OCI tendent à favoriser le développement des PME et du secteur privé dans les pays de l'OCI en améliorant leur compétitivité. Par conséquent, les PME et le secteur privé se spécialisent effectivement dans les produits et services où ils ont un avantage comparatif. Les activités commerciales intra-OCI contribuent également à réduire le chômage en créant de nouvelles opportunités d'emploi grâce à l'augmentation de la taille du marché et à la réduction des inefficacités. L'amélioration des liens commerciaux entre les pays de l'OCI contribue au développement de la coopération commerciale dans la région de l'OCI et soutient le développement durable.

L'investissement étranger direct (IED) est un important facteur de croissance. Il déclenche des déversements de technologie, favorise la formation de capital humain, contribue à l'intégration du commerce international, aide à créer un environnement commercial plus concurrentiel et favorise le développement des entreprises. En particulier, les pays en développement, y compris de nombreux pays de l'OCI, ont besoin de flux de capitaux en raison du montant insuffisant de l'épargne. Comme l'IED a tendance à générer des impacts positifs à long terme sur le développement des économies hôtes, de nombreux pays de l'OCI visent à attirer davantage d'investisseurs pour financer leurs investissements, soutenir l'environnement commercial national et créer des emplois. Le renforcement de leur position d'investissement international et la présentation d'opportunités attrayantes pour l'investissement dans l'économie nationale sont parmi les domaines prioritaires de plusieurs pays de l'OCI. De nombreux pays de l'OCI avaient en particulier œuvré à la création d'un environnement commercial dans lequel les investisseurs seront prêts à accroître leurs investissements. Néanmoins, l'amélioration de l'environnement des entreprises à elle seule ne suffirait pas. Dans ce contexte, l'élimination des obstacles au

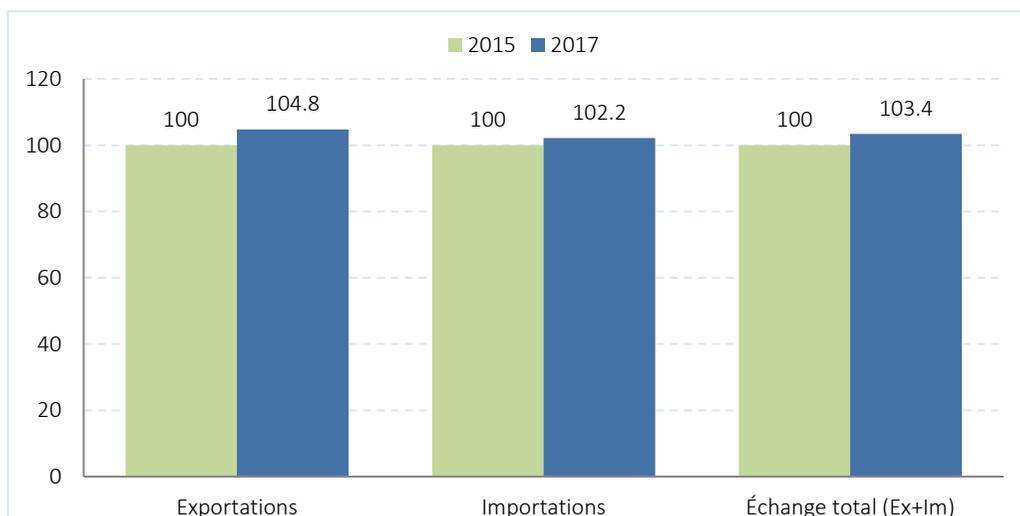
commerce et à l'investissement entre les pays de l'OCI est essentielle. En outre, la facilitation de l'investissement intra-OCI par la promotion du libre-échange et des zones franches industrielles pour l'exportation pourrait apporter une contribution significative au développement de la coopération commerciale entre les pays de l'OCI. Cela exige d'assurer une coopération efficace entre les secteurs public et privé des pays de l'OCI. À cet égard, l'OCI a accordé une attention particulière à l'amélioration de la coopération commerciale entre les États membres en développant des politiques qui favorisent la coopération entre les secteurs public et privé.

Sans le bon fonctionnement et la solidité des marchés financiers, il est presque impossible de développer des liens commerciaux internationaux et de profiter des retombées positives des activités commerciales. À cet égard, les pays de l'OCI ont commencé à œuvrer à l'autonomisation des marchés financiers, à l'innovation de nouveaux instruments financiers et à l'élargissement de la base de marché. Étant donné qu'une plus grande coopération dans les secteurs du commerce, de l'investissement et du financement est essentielle pour promouvoir le développement durable et améliorer le bien-être économique des populations des pays de l'OCI, l'OCI 2025 a inclus la dimension du commerce intra-OCI et l'investissement comme un domaine prioritaire avec neuf objectifs spécifiques.

État actuel et progrès dans la réalisation des objectifs

Les volumes du commerce international des pays de l'OCI, en tant que groupe, sont en hausse depuis 2015. Si les volumes des exportations, des importations et du volume total des échanges (exportations plus importations) sont indexés à 100, un progrès a été enregistré dans les trois dimensions. L'indice du volume des exportations est passé de 100 en 2015 à 104,8 et celui des importations est passé de 100 en 2015 à 102,2 en 2017 (graphique 6.1). En conséquence, l'indice

Graphique 6.1: Exportations totales, importations et volumes du commerce international dans les pays de l'OCI (à droite), 2015 vs 2017 (2005=100)

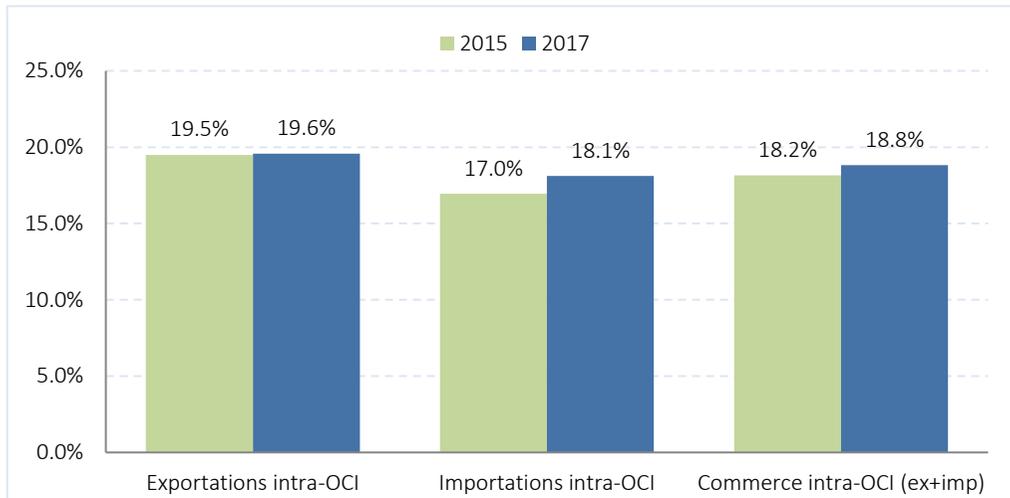


Source: FMI, DOT. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.



du volume total du commerce international des pays de l'OCI est passé de 100 en 2015 à 103,4 en 2017.

Graphique 6.2 : Exportations intra-OCI (% des exportations totales de l'OCI), importations intra-OCI (% des importations totales de l'OCI) et commerce international intra-OCI (% du commerce international total de l'OCI), 2015 contre 2017 (%)



Source: FMI, DOT. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

Dans le domaine du commerce, la part du commerce intra-OCI dans le commerce total de l'OCI est la mesure la plus couramment utilisée pour évaluer le niveau d'intégration et de coopération économiques intra-OCI. Au cours de la même période, le commerce intra-OCI s'est également amélioré en termes d'exportations et d'importations. Comme indiqué dans la section 3, la part des exportations intra-OCI dans les exportations totales de l'OCI est passée de 19,9 % en 2015 à 20,0 % en 2017. Dans le même ordre d'idées, la part des importations intra-OCI dans les importations totales de l'OCI est passée de 18,5 % en 2015 à 19,8 % en 2017. La part du commerce intra-OCI dans le volume total du commerce des pays de l'OCI a également connu une augmentation qui est passée de 19,2 % en 2015 à 19,9 % en 2017. Cependant, sur la base des données pour l'année 2017, les progrès de la coopération commerciale intra-OCI restent insuffisants lorsque les objectifs spécifiés dans l'OCI 2025 sont pris en considération.

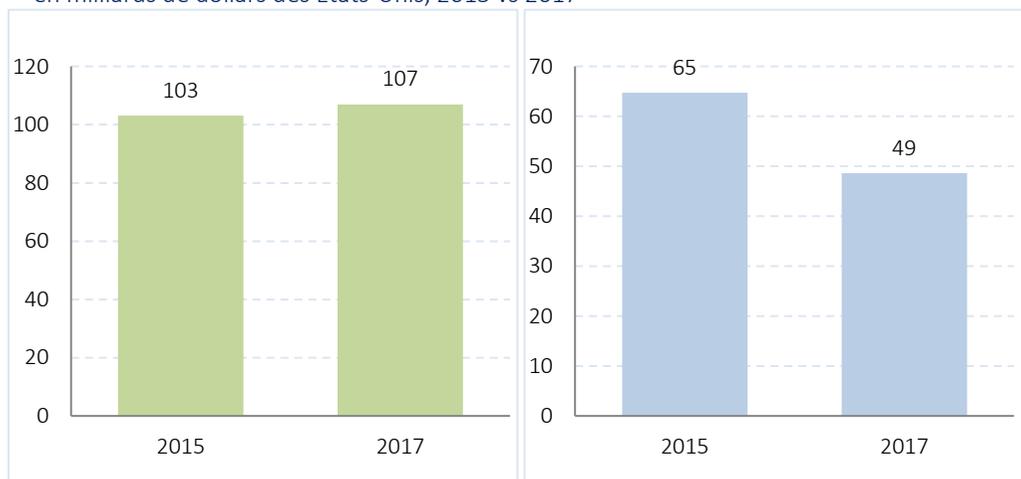
En plus des chiffres du commerce international, les chiffres de l'IED des pays de l'OCI reflètent l'état du développement commercial des pays de l'OCI et le niveau de leur engagement dans l'économie mondiale. Les flux d'IED entrants enregistrés dans les pays de l'OCI sont passés de 103 milliards des États-Unis en 2015 à 107 milliards des États-Unis en 2017. Cela implique que les pays de l'OCI ont, en moyenne, légèrement amélioré leur environnement commercial et sont parvenus à attirer davantage d'investisseurs étrangers. D'autre part, le montant total des flux d'IED sortants des pays de l'OCI est passé de 65 milliards des États-Unis en 2015 à 49 milliards USD en 2017 (graphique 6.3). En termes de stock entrant d'IED, les pays de l'OCI ont enregistré une augmentation de 1781 milliards de dollars des États-Unis en 2015 à 2010 milliards de dollars des États Unis en 2017. Ceci résulte principalement de l'augmentation des flux d'IED entrants et

des réinvestissements effectués par les investisseurs étrangers accueillis dans les pays de l'OCI. Les pays de l'OCI, en tant que groupe, sont également parvenus à une amélioration des chiffres totaux des stocks d'IED qui ont augmenté de 580 milliards de dollars en 2015 à 676 milliards de dollars des États-Unis en 2017 (graphique 6.4).

Questions et défis pour atteindre les objectifs

En bref, les chiffres du commerce et de l'investissement des pays de l'OCI signifient que le groupe de l'OCI s'est davantage intégré dans l'économie mondiale ces dernières années. Les pays de l'OCI ont exporté, importé et attiré davantage d'investissements en 2017 qu'en 2015. Les activités commerciales internationales des pays de l'OCI ont progressé dans la bonne direction et les liens commerciaux entre les pays de l'OCI se sont renforcés (c'est-à-dire la coopération intra-OCI).

Graphique 6.3: Flux d'IDE entrants (à gauche) et sortants dans les pays de l'OCI (à droite), en milliards de dollars des États-Unis, 2015 vs 2017



Source: UNCTAD. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

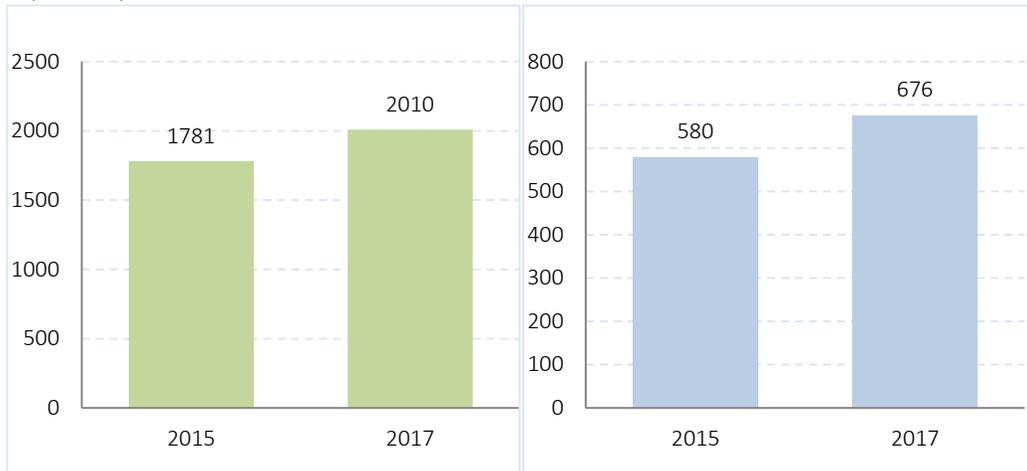
Néanmoins, les niveaux de volume du commerce international enregistrés en 2017 restent bien au-dessous des potentiels des pays de l'OCI. En d'autres termes, les volumes du commerce intra-OCI et les activités commerciales internationales des pays de l'OCI sont loin d'atteindre leur potentiel pour un certain nombre de raisons. La coopération économique limitée et les barrières commerciales existantes affectent les exportations et les importations entre les pays de l'OCI de manière négative. La sous-utilisation de ce potentiel n'encourage pas non plus le secteur privé à devenir plus compétitif en investissant dans l'efficacité et la productivité. En conséquence, le développement du secteur privé reste relativement limité. Le manque de coopération effective entre les secteurs privé et public dans certains pays de l'OCI constitue un autre goulot d'étranglement qui limite la croissance des activités commerciales internationales.

On peut observer une situation similaire en termes d'IED. Les pays de l'OCI, en tant que groupe, sont devenus plus attractifs aux yeux des investisseurs étrangers en raison de la taille croissante du marché, de la population relativement jeune et des ressources abondantes. L'amélioration de l'environnement des affaires a également aidé les pays de l'OCI à accueillir davantage



d'investisseurs étrangers. Néanmoins, les pays de l'OCI ont encore un long chemin à parcourir pour améliorer les chiffres du commerce international et de l'investissement.

Graphique 6.4: Stock d'IED entrant (à gauche) et sortant (à gauche) dans les pays de l'OCI (à droite), milliards de dollars des États-Unis, 2015 vs 2017



Source: UNCTAD. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

Les obstacles au commerce et à l'investissement dans les pays de l'OCI n'ont pas été complètement éliminés. Dans de nombreux pays de l'OCI, faire du commerce international n'est pas une tâche facile. Le nombre de procédures requises pour accomplir les formalités douanières reste un défi tant pour les exportateurs que pour les importateurs. Les taux relativement élevés des droits de douane et des taxes liées au commerce affectent la compétitivité des pays de l'OCI en termes de commerce international. Le coût élevé du transport et les longs délais d'attente aux douanes demeurent un obstacle pour de nombreuses entreprises. En outre, le commerce intra-OCI a été affecté par de tels arrangements. Un bon nombre de pays de l'OCI continuent d'appliquer des taux tarifaires élevés aux uns les autres. L'absence de normes de qualité harmonisées ou uniformes à l'échelle de l'OCI pour les biens et services constitue un autre défi majeur tant pour les exportateurs que pour les importateurs. En d'autres termes, si le niveau de coopération commerciale entre les pays de l'OCI doit atteindre les niveaux souhaités, il est nécessaire d'opérationnaliser rapidement les systèmes de facilitation du commerce tels que le Système de préférences commerciales de l'OCI (SPC-OCI), le crédit à l'exportation et l'assurance investissement ainsi que la reconnaissance des normes, réglementations techniques et procédures d'évaluation de conformité. La création de zones industrielles d'exportation et de zones franches pourrait également contribuer au développement du commerce intra-OCI.

Les défis de l'environnement des affaires (par exemple, le haut niveau de bureaucratie douanière, les procédures longues et coûteuses, les arrangements de transport coûteux, etc.) non seulement limitent la croissance du commerce international mais rendent également les pays de l'OCI, en tant que groupe, relativement moins intéressants aux yeux des investisseurs étrangers. En conséquence, les pays de l'OCI attirent un volume relativement limité de flux d'IED qui est bien inférieur à leur potentiel. À cet égard, les pays de l'OCI doivent déployer davantage d'efforts pour

créer un environnement commercial plus propice où les entreprises peuvent facilement s'engager dans le commerce international. En particulier, pour que les investisseurs étrangers puissent démarrer leur activité, les procédures doivent être simplifiées. Dans un tel environnement, davantage d'investisseurs étrangers orienteraient leurs investissements vers les pays de l'OCI qui contribuent au développement de ces pays. Dans ce contexte, il serait bénéfique pour les pays de l'OCI d'œuvrer à la réduction des obstacles au commerce et à l'investissement en créant des groupes de travail d'experts au niveau de l'OCI.

Les pays de l'OCI doivent également prendre en compte les stratégies et accords existants au niveau de l'OCI en vue de les mettre en œuvre efficacement sur les questions liées au commerce et à l'investissement. L'Accord général sur la coopération économique, technique et commerciale entre les États membres de l'OCI et la stratégie du COMCEC pour l'édification d'un monde islamique interdépendant sont deux documents complets qui pourraient constituer des feuilles de route pour les pays de l'OCI afin d'améliorer la coopération économique et commerciale intra-OCI.

6.2 Développement de la finance islamique

Objectifs 2.7.10 - 2.7.13:

[2.7.10] Développer un système financier islamique solide et bien régulé et des institutions prudentes pour assurer le développement ordonné de la finance islamique.

[2.7.11] Faciliter le flux de ressources financières et les flux d'investissements directs étrangers et de portefeuille entre les États membres de l'OCI.

[2.7.12] Développer et promouvoir des produits financiers islamiques pour faire avancer le développement socio-économique dans les États membres de l'OCI.

[2.7.13] Promouvoir la coopération dans les domaines bancaire et financier islamique, tels que les réglementations, l'adoption de normes, le mécanisme de gouvernance de la charia et le développement de produits.

Idée de base

Les principes de la finance islamique soutiennent les activités d'inclusion sociale et de promotion du développement. Le secteur financier islamique a le potentiel de contribuer à la réalisation d'un développement économique durable de plusieurs façons. Il peut jouer un rôle de catalyseur dans le financement des projets de développement des pays de l'OCI, en améliorant l'accès au financement, en étant un outil de réduction de la pauvreté et en renforçant les institutions financières et les marchés financiers. Les forces inhérentes à la finance islamique offrent des avantages significatifs en termes de stabilité, de développement, d'inclusivité et de durabilité dans les économies où elle est pratiquée. En d'autres termes, la finance islamique a le pouvoir de promouvoir une forte croissance, améliorer l'inclusion financière et réduire la vulnérabilité des pauvres. Sa croissance reste ininterrompue (en moyenne environ 20 % par an). Les pays de l'OCI



détiennent une part prédominante, qui dépasse 95 %, dans les actifs mondiaux de la finance islamique.

Le développement du secteur financier islamique contribue à éradiquer la pauvreté, notamment en fournissant des crédits aux PME et aux entrepreneurs sans aucun taux d'intérêt. Ceci améliore l'accès au crédit dans les pays de l'OCI. La microfinance aide aussi beaucoup de gens à démarrer et à gérer leur petite entreprise afin qu'ils puissent commencer à générer des revenus. Les produits et instruments financiers islamiques soutiennent le développement des activités commerciales internationales en permettant d'accéder aux producteurs des services financiers conformes à la charia. Le développement du secteur financier islamique tend également à promouvoir l'investissement dans les pays de l'OCI en encourageant l'épargne et favorisant son utilisation conformément aux principes de l'Islam.

Sur le plan financier, la finance islamique offre une fenêtre d'opportunité dans les pays de l'OCI qui pourrait être utilisée pour combler l'écart dans le financement du développement. La finance islamique, y compris la Zakat, est estimée à environ 2 billions de dollars des États-Unis en 2015, et devrait atteindre 3 billions de dollars des États-Unis d'ici 2020. Par exemple, en apportant des contributions à la Zakat par l'intermédiaire d'institutions formelles, on peut s'assurer qu'elle touche un plus grand nombre de personnes et qu'elle parvienne à ceux qui en ont le plus besoin, ce qui pourrait contribuer à un développement durable. À cet égard, le développement des systèmes financiers islamiques dans les pays de l'OCI a un rôle critique dans l'amélioration des institutions financières et des banques.

Toutefois, le développement du secteur, des produits et des services financiers islamiques est étroitement lié au cadre institutionnel et réglementaire existant. Sans institutions prudentes et cadre réglementaire solide, il est peu probable que les pays de l'OCI puissent parvenir au développement de la finance islamique.

Dans ce contexte, l'OCI 2025 a fait du développement de la finance islamique une priorité et a identifié quatre objectifs spécifiques dans ce contexte.

État actuel et progrès dans la réalisation des objectifs

L'état du développement de la finance islamique dans les pays de l'OCI peut être suivi en examinant le nombre de banques islamiques et les actifs de ces banques. Cela peut donner une idée générale de l'orientation du développement dans ce domaine important. Selon le graphique 6.5, le nombre de banques islamiques dans les pays de l'OCI est passé de 169 en 2015 à 178 en 2017. Seuls le Bahreïn et l'Indonésie ont enregistré une augmentation du nombre de banques islamiques sur la période 2015-2017. Cependant, en 2017, il n'existait aucune banque islamique dans 41 pays de l'OCI. En revanche, le nombre de banques conventionnelles à guichets islamiques est passé de 86 en 2015 à 84 en 2017.

Graphique 6.5: Nombre de banques islamiques dans les pays de l'OCI (à gauche) et nombre de banques conventionnelles avec des guichets islamiques (à droite), 2015 contre 2017



Source: IFSB. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

Graphique 6.6: Total des financements / passifs des banques islamiques dans les pays de l'OCI (à gauche) et le total du financement conforme à la charia (à droite), en milliards de dollars des États-Unis, 2015 contre 2017



Source: IFSB. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

Deux autres indicateurs sur l'état de développement de la finance islamique sont présentés dans le graphique 6.6. Le ratio de financement total sur le passif des banques islamiques est passé de 1239 milliards de dollars des États-Unis en 2015 à 1522 milliards de dollars en 2017. Cela signifie que la croissance du financement a dépassé celle du passif. Le montant total des financements conformes à la charia a également augmenté, passant de 854 milliards en 2015 à 1017 milliards en 2017. Bien qu'il y ait une croissance en termes de fonds distribués par les institutions financières islamiques, le potentiel de l'industrie financière islamique n'est toujours pas



pleinement exploité dans le groupe de l'OCI et se concentre dans un certain nombre de pays de l'OCI situés principalement dans la région MENA.

Questions et défis pour atteindre les objectifs

Reconnue comme l'un des segments de l'industrie mondiale des services financiers dont la croissance est la plus rapide, la finance islamique est devenue importante pour les pays de l'OCI et peut jouer un rôle de catalyseur dans le financement du développement et le renforcement des économies des pays de l'OCI. Bien qu'ayant une grande importance pour le développement des pays de l'OCI, les institutions financières islamiques restent sous-développées, tant en termes de nombre que de capacités opérationnelles dans de nombreux pays de l'OCI. Cela limite les avantages potentiels attendus de la finance islamique, tels que la réduction de la pauvreté et le soutien à la stabilité financière.

La mise en place d'une infrastructure financière islamique qui fonctionne bien est impérative pour fournir à l'industrie des conditions de concurrence équitables. En outre, les régulateurs et les organismes de normalisation des pays de l'OCI devraient veiller à ce que l'infrastructure juridique et de supervision de la finance islamique reste adaptée à l'évolution rapide du paysage financier islamique et aux développements mondiaux. Les efforts de développement de l'infrastructure devraient s'articuler avec le programme mondial de réforme financière. En outre, une plus grande convergence et harmonisation des réglementations et des produits entre les pays de l'OCI est nécessaire pour faciliter une croissance efficace et durable de l'industrie.

Le manque d'informations et de statistiques harmonisées dans le domaine de la finance islamique dans les pays de l'OCI reste un défi qui limite la compréhension des analystes ainsi que des décideurs politiques concernant les développements dans le secteur. À cet égard, il serait essentiel de développer une base de données sur la finance islamique au niveau de l'OCI où tous les pays pourraient communiquer leurs données d'une manière normalisée. Cela permettrait non seulement de suivre l'évolution du secteur, mais aussi d'élaborer des réponses politiques en temps utile.

Le rapprochement des politiques et des actions entre les différentes juridictions et marchés du groupe des pays de l'OCI est une nécessité, et l'OCI apparaît comme une plate-forme importante pour atteindre cet objectif. Il est essentiel d'encourager la coopération entre les institutions financières islamiques dans le domaine de l'infrastructure en promouvant des produits financiers islamiques appropriés tels que Sukuk, en innovant de nouveaux produits et en coopérant avec les organisations régionales et internationales de développement.

Le développement de l'industrie et l'amélioration de ses compétences en matière de concurrence nécessiteront, entre autres, la création d'institutions financières islamiques importantes, bien gérées et efficaces sur le plan opérationnel, capables de soutenir la concurrence sur la scène mondiale ; de meilleures normes de comptabilité, d'audit et de divulgation ; l'élaboration d'un cadre de surveillance macroprudentielle ; l'amélioration du processus de notation et la transparence ; ainsi que le renforcement des capacités. Mais avant tout, pour relever ces défis, il faudra que les parties prenantes de la finance islamique dans les pays de l'OCI unissent leurs efforts pour développer le capital humain nécessaire et élargir la base

de compétences de l'industrie. Par conséquent, les programmes d'éducation et de renforcement des capacités ont un rôle crucial dans le développement de la finance islamique dans les pays de l'OCI. L'organisation de programmes de sensibilisation à l'intention du secteur privé, des décideurs et de la société est également cruciale pour le développement de la finance islamique car le manque d'informations appropriées, les croyances erronées et les préjugés pourraient limiter le développement de la finance islamique dans certains pays de l'OCI.





CHAPITRE SEPT

OCI-2025: Agriculture et sécurité alimentaire



Le secteur agricole revêt une importance cruciale pour de nombreux États membres, en particulier pour les pays les moins avancés, car le développement agricole fait partie des diverses conditions préalables au développement économique et constitue un moyen de subsistance pour la majeure partie de la population de l'OCI. Sans une nourriture suffisante et adéquate, il n'est pas possible de gravir les échelons du développement. Il est important de noter qu'une gestion et une élaboration des politiques agricoles efficaces et durables pourraient jouer un rôle central dans le renforcement des efforts de développement des États membres. Il est également manifestement nécessaire d'accroître le développement des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement et l'utilisation des technologies modernes pour relever les défis de la maximisation de l'utilisation productive de l'eau et de la réduction de ses effets destructeurs.

Le programme de développement de l'OCI-2025 envisage de réaliser les six objectifs suivants dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire :

Objectifs 2.8.1 - 2.8.6:

2.8.1 Accroître la productivité et la rentabilité des systèmes d'exploitation agricoles pour parvenir à une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable dans les États membres de l'OCI.

2.8.2 Développer des systèmes de production alimentaire basés sur la diversification agricole, la conservation de l'eau et l'utilisation efficace des terres.

2.8.3 Améliorer l'environnement politique et le cadre réglementaire pour développer le secteur agricole et la production alimentaire.

2.8.4 Promouvoir l'optimisation de l'utilisation des terres et autres ressources naturelles pour le secteur agricole et la production alimentaire.

2.8.5 Promouvoir et soutenir l'investissement intra-OCI dans le secteur agricole et la production alimentaire.

2.8.6 Consolider les structures de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire afin d'atteindre ses objectifs de coordination des opérations de sécurité alimentaire intra-OCI.

Idée de base

Le développement de l'agriculture pourrait jouer un rôle important dans le renforcement de la croissance économique et la réalisation de la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI. Ces pays sont dispersés sur une vaste zone géographique dans différentes régions climatiques sur quatre continents et, en tant que groupe, ils sont bien dotés en ressources agricoles potentielles telles que l'eau, les terres arables et les ressources humaines. En tant que groupe, les pays de l'OCI représentent une part significative de la superficie totale des terres agricoles et de la production agricole mondiale. Toutefois, plus des deux tiers de leur population active étaient associés à des activités agricoles. En fait, ce ratio dépasse même les 50 % dans environ deux tiers des pays membres de l'OCI, dont la plupart sont situés en Afrique subsaharienne. Par conséquent, l'agriculture est un secteur économique très important et crucial



pour de nombreux pays de l'OCI ayant un fort potentiel d'amélioration de leur situation socio-économique.

Néanmoins, le secteur agricole est sous-performant dans de nombreux pays de l'OCI en raison de diverses contraintes, notamment les impacts négatifs de la transformation économique, la migration croissante de la main-d'œuvre agricole des zones rurales vers les zones urbaines, la rareté des ressources en eau, l'insuffisance des investissements et des infrastructures agricoles, le faible niveau de mécanisation, les fluctuations des prix mondiaux des produits agricoles et les difficultés commerciales auxquelles nombre de ces pays sont encore confrontés sur les marchés internationaux.

Dans ce contexte, le plan d'action de l'OCI-2025 met à juste titre l'accent sur le développement du secteur agricole pour atteindre la sécurité alimentaire et renforcer la croissance et la prospérité dans le monde islamique. Il ne fait aucun doute que tous les efforts déployés en vue de la réalisation des objectifs de cette catégorie joueront un rôle crucial en permettant aux pays de l'OCI non seulement d'exploiter leur véritable potentiel dans le secteur agricole, mais aussi de jouer un rôle crucial de fer de lance de la campagne de l'OCI pour le développement social et économique et le progrès.

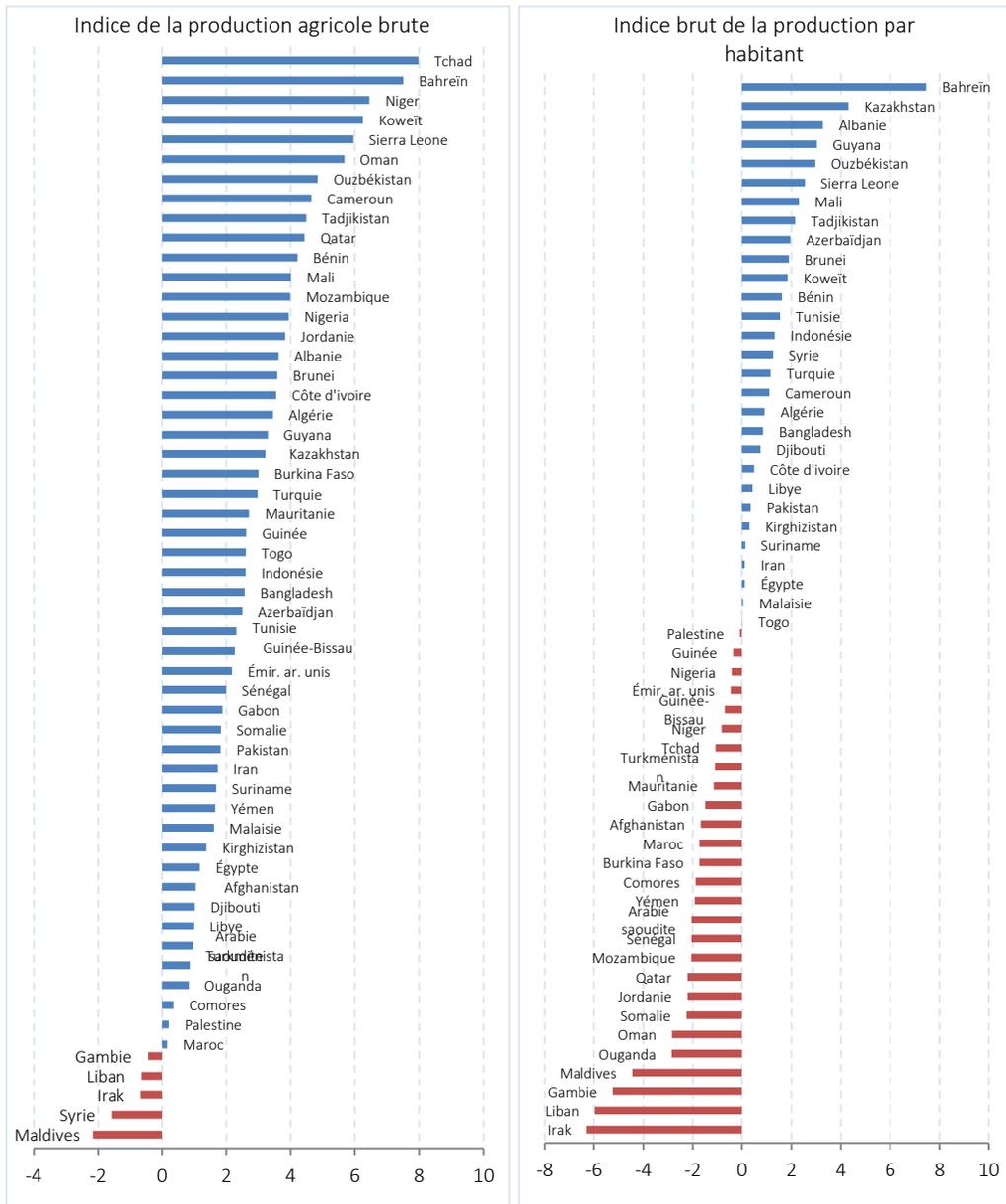
État actuel et progrès dans la réalisation des objectifs

Productivité agricole et sécurité alimentaire (objectif: 2.8.1)

Production agricole: La production agricole augmente régulièrement dans la majorité des pays membres de l'OCI. Comme le montre le graphique 7.1, l'indice de la production agricole brute a enregistré en moyenne un taux de croissance annuel positif dans 51 des 56 pays membres pendant la période 2010-2016. Parmi ces pays, le Tchad a enregistré le taux de croissance annuel moyen le plus élevé (8,0 %), suivi du Bahreïn (7,5 %), du Niger (6,5 %), de Sierra Leone (6,0 %) et d'Oman (5,7 %). En revanche, cinq pays membres ont enregistré une croissance négative de la production agricole. Parmi ces pays, les Maldives ont enregistré la baisse la plus forte (2,2 %), suivies de la Syrie (1,6 %), de l'Irak (0,7 %), du Liban (0,6 %) et de la Gambie (0,4 %).

La performance des pays de l'OCI en termes d'indice de production alimentaire par habitant indique qu'une majorité de ces pays a une capacité de production alimentaire insuffisante pour

Graphique 7.1: Production agricole (taux de croissance annuelle moyenne, 2010-2016)



Source: Base de données en ligne FAOSTAT

répondre à la demande intérieure de leur population croissante et, par conséquent, doit compter fortement sur les importations alimentaires. Comme le montre le graphique 7.1, l'indice de production agricole par habitant du Taux de croissance annuel moyen (TCAM) a été négatif dans 27 des 56 pays de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles au cours de la période à l'étude. Il convient de souligner que 23 de ces membres sont originaires d'Afrique subsaharienne (13) et du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (10). La baisse de la production par habitant est la



plus forte en Irak, avec un TCAM de 6,3 %, suivi du Liban (6,0 %), de la Gambie (5,2 %) et des Maldives (4,5 %). Du côté positif de l'échelle, le Bahreïn a enregistré la plus forte augmentation de la production agricole par habitant avec un TCAM de 7,5 %, suivi du Kazakhstan (4,3 %), de l'Albanie (3,3 %), du Guyana (3,0 %) et de l'Ouzbékistan (3,0 %).

Malgré le faible niveau de développement agricole et la disponibilité relativement faible de produits agricoles par habitant, 26 pays membres figurent parmi les 20 premiers producteurs mondiaux de produits agricoles de base (voir tableau 7.1). Ces produits vont des céréales comme le blé, l'orge, le riz et le maïs aux produits des zones tropicales/tempérées comme l'huile de palme, le cacao, le café, le caoutchouc et le sucre. Toutefois, pour beaucoup de ces pays, en particulier ceux dans lesquels l'essentiel de leurs exportations se concentre sur quelques produits agricoles de base, les fluctuations des prix sur les marchés internationaux des produits de base peuvent poser des risques et des difficultés supplémentaires. En outre, l'exportation de ces produits primaires à faible valeur ajoutée ou sans valeur ajoutée, principalement en raison d'installations de transformation inadéquates, constitue un autre défi lié à la compétitivité de leurs produits sur les marchés commerciaux internationaux.

Productivité des terres et de la main-d'œuvre: L'un des problèmes majeurs qui entravent le développement agricole durable dans de nombreux pays de l'OCI est lié à la faible productivité des terres et de la main-d'œuvre, qui est d'une importance capitale dans le processus du développement agricole. Bien que la production agricole moyenne par hectare dans les pays membres de l'OCI se soit améliorée au cours de la dernière décennie, passant de 1267 en 2000 à 1843 dollars des États-Unis par hectare en 2015, elle était encore bien inférieure à la moyenne mondiale et aux autres pays de plus de 2000 dollars des États-Unis par hectare. La faible productivité des terres dans de nombreux pays membres de l'OCI peut être attribuée à l'utilisation de méthodes et techniques agricoles dépassées, y compris l'utilisation abusive ou insuffisante des engrais et la mécanisation. Au cours des dernières années, la productivité foncière a non seulement augmenté dans la majorité des pays de l'OCI (graphique 7.2), mais elle a également été supérieure à la moyenne des pays développés de 2900 dollars des États-Unis par hectare dans 14 pays membres. Parmi ces pays, le Brunei se classe au premier rang, suivi de la Malaisie, de la Palestine, du Qatar et du Liban. En revanche, 10 pays membres ont enregistré une baisse de la productivité des terres au cours de la période considérée.

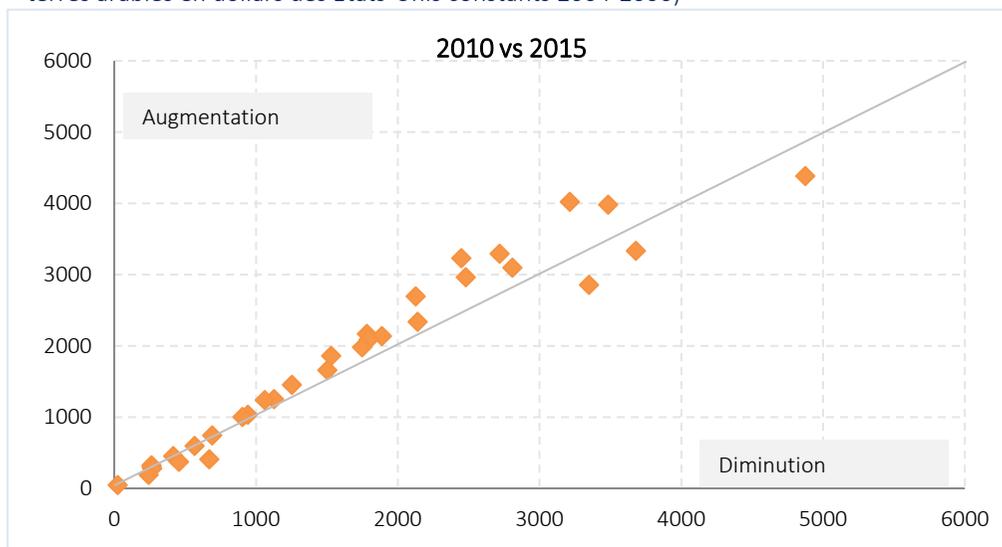
Tableau 7.1: Pays de l'OCI parmi les 20 premiers producteurs des principaux produits agricoles dans le monde, 2016

Matière première	Pays (classement mondiale)
Orge	Turquie (8), Maroc (14), Iran (15).
Manioc	Nigeria (1), Indonésie (4), Mozambique (10), Cameroun (12), Sierra Leone (14), Bénin (17), Côte d'Ivoire (19).
Fèves de cacao	Côte d'Ivoire (1), Indonésie (3), Cameroun (4), Nigéria (5), Togo (11), Ouganda (14), Sierra Leone (17) et Guinée (18).
café	Indonésie (4), Ouganda (10), Côte d'Ivoire (15).

maïs	Indonésie (8), Nigéria (13), Égypte (14).
Millet	Niger (2), Mali (4), Nigéria (5), Soudan (6), Burkina Faso (7), Tchad (9), Sénégal (11), Pakistan (12), Ouganda (17), Guinée (18).
Caoutchouc naturel	Indonésie (2), Malaisie (6), Côte d'Ivoire (9), Nigéria (12), Cameroun (16), Gabon (17), Guinée (20).
huile de palme	Indonésie (1), Malaisie (2), Nigéria (5), Côte d'Ivoire (12), Cameroun (14), Bénin (15), Guinée (18), Togo (19).
Riz	Indonésie (3), Bangladesh (4), Pakistan (10), Égypte (14), Nigéria (15).
Sorgho	Nigeria (2), Soudan (3), Niger (9), Burkina Faso (11), Mali (12), Cameroun (13), Tchad (15), Égypte (19), Yémen (20).
Soja	Indonésie (13), Nigéria (15).
Sucre	Pakistan (5), Indonésie (11), Égypte (16).
Thé	Turquie (5), Indonésie (7), Iran (11), Bangladesh (12), Ouganda (13) et Mozambique
Blé	Pakistan (8), Turquie (11), Kazakhstan (13), Iran (15), Égypte (17), Ouzbékistan (20).

Source: Base de données en ligne FAOSTAT, analyse du personnel de SESRIC

Graphique 7.2: Productivité des terres (valeur de la production agricole par hectare de terres arables en dollars des États-Unis constants 2004-2006)



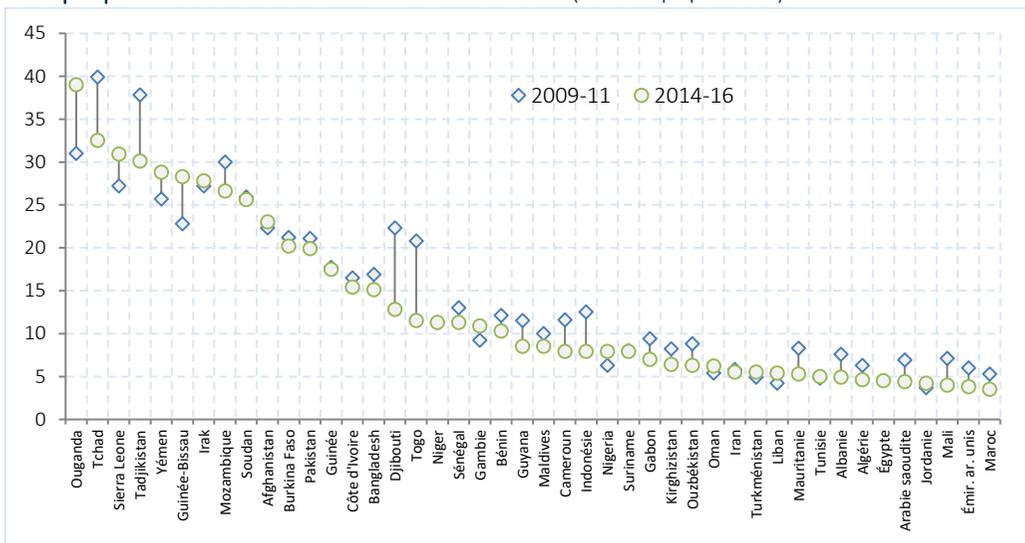
Source: Base de données en ligne FAOSTAT

En termes de productivité du travail, mesurée en tant que valeur de la production agricole brute par population économiquement active dans l'agriculture, les pays de l'OCI demeurent, une fois de plus, bien à la traîne par rapport aux moyennes mondiales et autres groupes. En 2013, une personne économiquement active dans l'agriculture dans les pays de l'OCI pourrait, en moyenne, produire moins de 5500 dollars des États-Unis de production agricole contre 6147 dollars des États-Unis dans les autres pays en développement (SESRIC, 2016). Parmi les 10 pays de l'OCI disposant de données, la productivité du travail a connu une amélioration au fil des ans.



Sécurité alimentaire : Au fil des années, de nombreux pays membres de l'OCI ont accompli des progrès impressionnants vers la réalisation de la sécurité alimentaire. Comme le montre le graphique 7.4, la prévalence de la sous-alimentation est en baisse dans la majorité des pays membres de l'OCI. Néanmoins, le niveau de sous-alimentation est resté très élevé dans plusieurs pays membres comme le Tchad, le Tadjikistan et le Mozambique. D'autre part, 13 pays membres ont connu une augmentation de la prévalence de la sous-alimentation au cours de la période considérée. Parmi ces pays, la plus forte augmentation a été enregistrée en Ouganda, suivi de la Guinée-Bissau, la Sierra Leone et du Yémen (graphique 7.3). Bien que cela puisse sembler évident, la sous-alimentation est une fonction de la pauvreté, car il est largement admis que les taux de sous-alimentation sont plus élevés dans les zones où la pauvreté est persistante et généralisée, la sous-alimentation est due au fait que l'augmentation de la production alimentaire par hectare de terre arable ne peut suivre le rythme de la croissance démographique.

Graphique 7.3: Prévalence de la sous-alimentation (% de la population)



Source: Base de données en ligne FAOSTAT

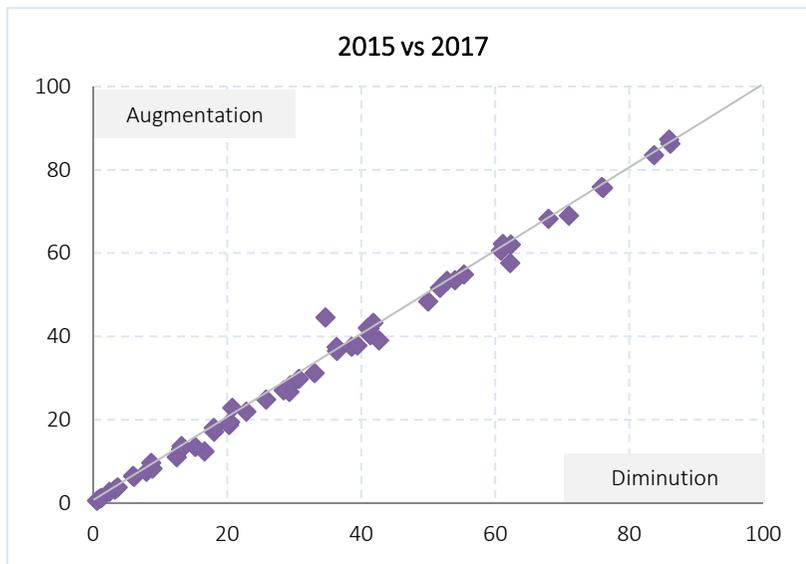
Selon les estimations récentes de la FAO, il y avait 200 millions de personnes sous-alimentées dans les pays membres de l'OCI, ce qui correspond à 27,5% du total mondial des personnes sous-alimentées en 2014-16. En revanche, bien que la prévalence de la sous-alimentation (c'est-à-dire la part des personnes sous-alimentées dans la population totale) dans les pays membres de l'OCI ait baissé de 17,63% en 1999-01 à 13,0% en 2014-16, le nombre total de personnes sous-alimentées est en augmentation depuis 2012-14. Cette tendance à la hausse est principalement due à l'aggravation de l'état de la paix et la sécurité et à l'augmentation des conflits et des catastrophes naturelles dans de nombreux pays membres de l'OCI.

Utilisation optimale des ressources naturelles (objectif: 2.8.2 et 2.8.4)

Une gestion efficace des ressources naturelles est essentielle pour le développement agricole et l'amélioration de la sécurité alimentaire dans la majorité des pays membres de l'OCI. Toutefois,

malgré les progrès accomplis, l'utilisation optimale des ressources agricoles est restée un objectif difficile à atteindre dans plusieurs pays membres.

Graphique 7.4: Emploi dans l'activité agricole (en pourcentage de toute l'activité économique)



Source: Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

Population agricole: La proportion des travailleurs employés dans l'activité agricole dans les pays de l'OCI dépasse celle observée dans les autres pays. En 2017, plus d'un tiers des travailleurs des pays de l'OCI étaient employés dans l'activité agricole, contre environ la moitié en 2000. Les travailleurs

employés dans les activités agricoles dépassent 50% dans 16 pays de l'OCI, dont la plupart sont situés en Afrique subsaharienne. Au Tchad, en Somalie, en Guinée-Bissau, en Mauritanie et au Niger, le pourcentage de travailleurs employés dans des activités agricoles dépasse 75% (graphique 7.4).

Néanmoins, il y a une tendance à la baisse de la part des personnes employées dans l'agriculture parmi les membres de l'OCI. Au cours de la période 2015-2017, 32 des 54 membres disposant de données ont enregistré une diminution du nombre de personnes employées dans l'activité agricole. Parmi ces pays, le Mali, la Libye, le Bangladesh et le Kirghizistan ont enregistré la plus forte baisse, soit: deux à quatre points de pourcentage. Par contre, 22 pays membres ont signalé une augmentation de la part des personnes employées dans le secteur agricole. En particulier, le Yémen a enregistré la plus forte augmentation avec une augmentation d'environ 10%, suivi de la Syrie (2,1%), du Bénin (1,4%) et du Tchad (1,3%).

Ressources en terres et en eaux Outre la main-d'œuvre agricole, l'utilisation efficace et productive des terres agricoles est un élément essentiel du processus de développement agricole. À cet égard, les 57 pays de l'OCI avaient une superficie totale de terres agricoles de 1,37 milliard d'hectares, ce qui correspond à 28% de la superficie totale mondiale de terres agricoles. 7 pays de l'OCI (Kazakhstan, Arabie Saoudite, Nigeria, Soudan, Indonésie, Mozambique et Tchad en ordre décroissant), à eux seuls, représentent la moitié de la superficie agricole totale des pays de l'OCI. La superficie des terres arables dans les pays de l'OCI ne s'élevait qu'à 310 millions

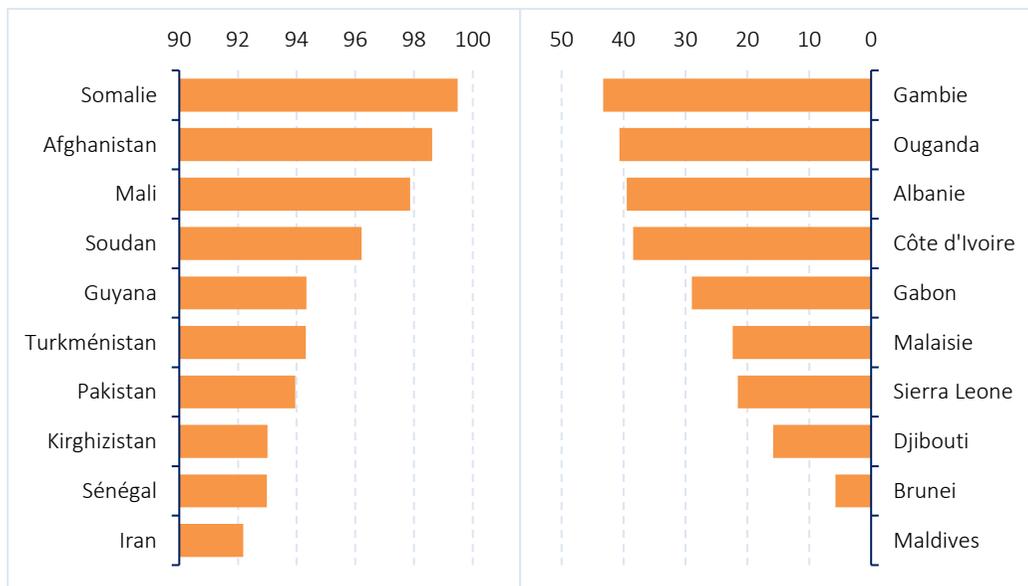


d'hectares en 2015, soit 22,6% de leur superficie agricole. Les terres agricoles permanentes des pays de l'OCI (63 millions d'hectares) ne représentaient que 4,4% de leur superficie agricole totale. D'autre part, la majeure partie de la superficie des terres agricoles dans les pays de l'OCI (72,8% soit 996 millions d'hectares) est constituée de prairies et pâturages permanents, largement utilisés pour le pâturage du bétail.

L'eau est une ressource rare dans les régions arides et semi-arides où se trouvent de nombreux pays de l'OCI, en particulier en Asie occidentale et en Afrique du Nord-Est. La plupart des pays de l'OCI dans ces régions sont confrontés à de fortes pressions sur l'eau en raison des opportunités limitées pour l'exploitation de nouvelles ressources en eau. On s'attend à ce que ces pressions augmentent en raison de l'augmentation de la population et de l'utilisation accrue de l'eau par habitant associée au développement économique. Par conséquent, l'utilisation efficace des ressources en eau dans l'agriculture, à travers l'amélioration des systèmes et techniques d'irrigation, est l'un des besoins les plus urgents et l'une des conditions préalables au développement agricole durable et à la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI, particulièrement ceux des régions pauvres en eau.

Compte tenu de la croissance rapide de leur population, de nombreux pays de l'OCI sont encore confrontés à de sérieux défis pour répondre à la demande croissante en eau, en particulier dans le secteur agricole. Sur les 933 km³ d'eau que les pays de l'OCI prélèvent chaque année, 785 km³ sont prélevés par le secteur agricole ; ainsi, le prélèvement d'eau agricole dans les pays de l'OCI représente 84% du prélèvement total. Comparé à la moyenne des pays développés de 39% et à la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI de 76%, le pourcentage dans les

Graphique 7.5: Prélèvement d'eau agricole en pourcentage du prélèvement total d'eau, le plus élevé (à gauche) et le plus bas (à droite) 10 pays de l'OCI, 2000-2017



Source: Base de données en ligne Aquastat de la FAO.

pays de l'OCI est très élevé. Cela est dû en partie à une utilisation inefficace de l'eau dans le secteur agricole.

La répartition des prélèvements d'eau agricole au sein du groupe de l'OCI est loin d'être uniforme comme le montre le graphique 7.5. Cette divergence peut être attribuée à la disponibilité de ressources en eau renouvelables et à la structure de l'économie qui détermine la quantité d'eau prélevée par le secteur agricole par rapport à l'eau prélevée par le secteur industriel et à l'eau prélevée à des fins municipales.

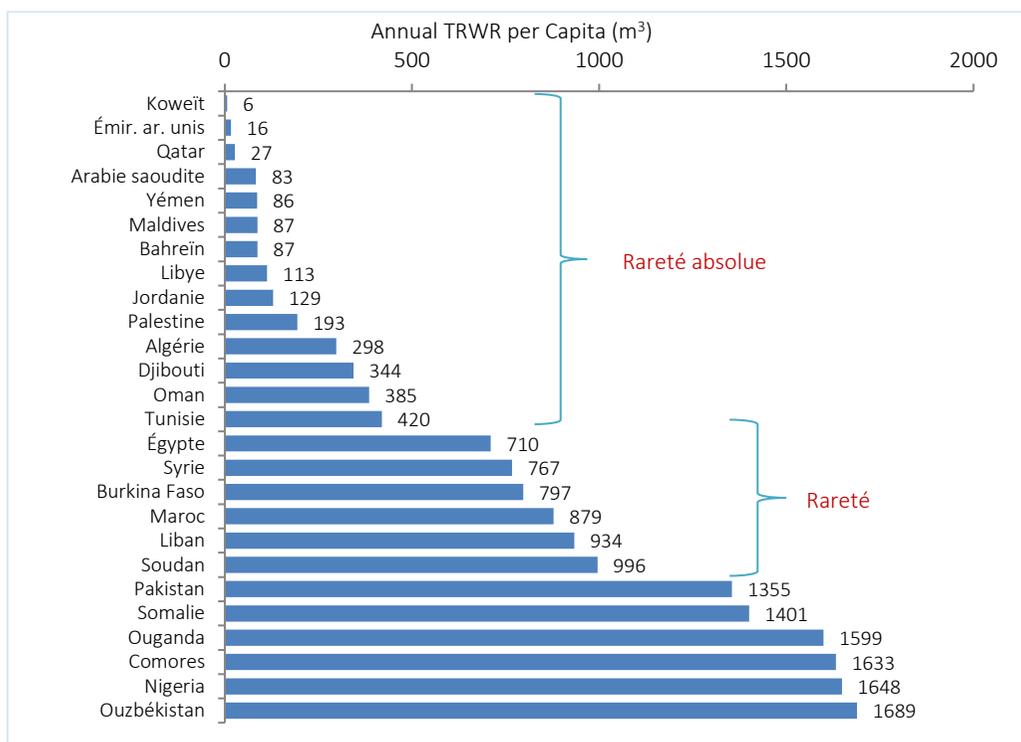
Enjeux et défis liés à la réalisation des objectifs

De nombreux pays de l'OCI, comme leurs autres partenaires en développement, n'ont pas réussi à réaliser leur véritable potentiel agricole en raison de l'utilisation inefficace des terres et des ressources en eau et de la détérioration de l'état de la paix et de la sécurité. Cette situation est particulièrement importante et présente une véritable préoccupation dans les pays pauvres et à faible revenu où l'agriculture de subsistance est le secteur clé pour la survie de millions de pauvres.

Pénurie d'eau

La rareté des ressources en eau et l'utilisation de techniques d'irrigation dépassées sont parmi les obstacles et les défis les plus critiques auxquels sont confrontés le développement agricole et

Graphique 7.6: Pays de l'OCI souffrant de la pénurie d'eau, 2013-2017



Source: Base de données en ligne Aquastat de la FAO. Les dernières données disponibles entre 2013-2017.



la sécurité alimentaire dans de nombreux pays de l'OCI, en particulier dans les régions arides et semi-arides d'Asie occidentale et du nord-est africain (graphique 7.6). La plupart des pays de l'OCI dans ces régions sont confrontés à de fortes pressions sur l'eau en raison des opportunités limitées pour l'exploitation de nouvelles ressources en eau. On s'attend à ce que ces pressions augmentent en raison de l'augmentation de la population et de l'utilisation accrue de l'eau par habitant associée au développement économique. Par conséquent, l'utilisation efficace des ressources en eau dans l'agriculture, à travers l'amélioration des systèmes et techniques d'irrigation, est l'un des besoins les plus urgents et l'une des conditions préalables au développement agricole durable et à la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI, particulièrement ceux des régions pauvres en eau.

Selon des estimations récentes de la FAO, les pays membres de l'OCI ont enregistré une moyenne par habitant des ressources en eau renouvelables totales (TRWR) de 4 652 m³/an seulement, comparé à la moyenne mondiale de 7601 m³/an (SESRI, 2018). En fait, 26 pays membres de l'OCI souffrent de stress et/ou de pénurie d'eau. Sur ce total, 6 pays connaissent un stress hydrique, 6 pays sont confrontés à une pénurie d'eau et les 14 autres souffrent d'une pénurie absolue d'eau. Les pays en situation de stress hydrique et/ou de pénurie d'eau dépendent de sources extérieures pour satisfaire leurs besoins en eau.

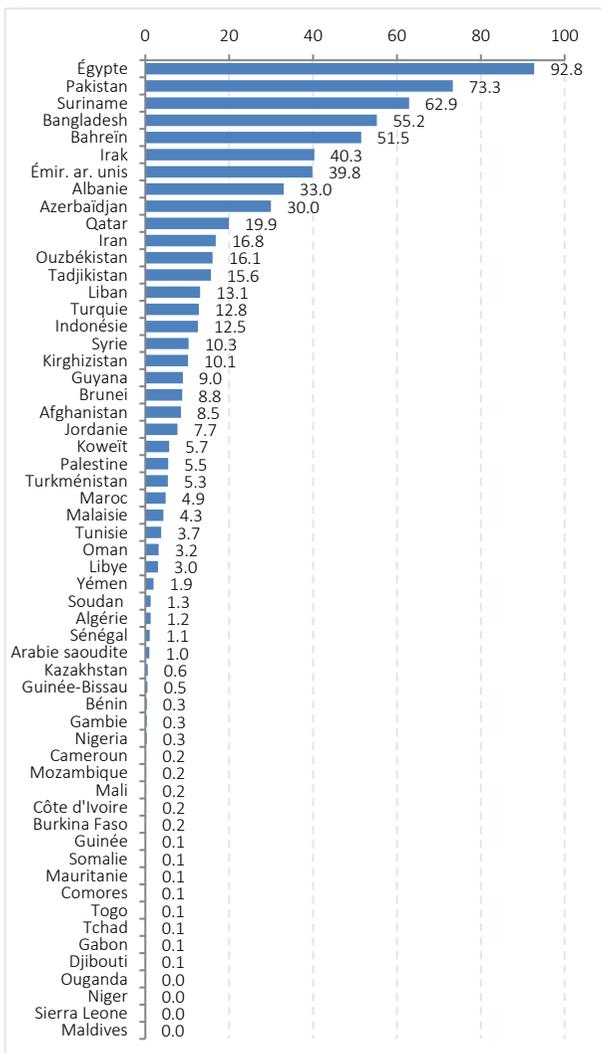
Manque de systèmes d'irrigation

Considérant le fait que l'eau est une ressource rare dans la majorité des pays membres de l'OCI, l'utilisation d'un système d'irrigation adéquat est cruciale pour augmenter la productivité de l'agriculture. Cependant, seulement 25,4% du total des terres arables dans les pays de l'OCI est équipé d'un système d'irrigation. De plus, dans les pays où l'irrigation agricole est intensive, comme au Pakistan, en Égypte et en Iraq, la salinisation est devenue un problème majeur. En outre, l'irrigation de surface, la technologie d'irrigation la moins efficace, est utilisée dans 82,1% de la superficie agricole totale équipée d'irrigation dans les pays membres de l'OCI, causant d'énormes quantités d'eau détournées pour l'irrigation à cause de la percolation profonde et du ruissellement de surface. Ce ratio est supérieur à 50% dans 38 pays de l'OCI, sur les 17 pays de l'OCI, l'irrigation de surface est une technique unique pratiquée pour l'irrigation. Par conséquent, des quantités énormes d'eau détournées pour l'irrigation dans ces pays sont gaspillées au niveau de la ferme, soit par percolation profonde, soit par ruissellement des eaux de surface.

Déficit alimentaire et crise humanitaire croissants

Compte tenu de l'augmentation prévue des taux de croissance démographique et de l'évolution des modes de consommation, la production agricole mondiale devrait augmenter d'environ 70%, ce qui signifie que la production agricole, notamment les produits alimentaires, doit doubler dans les pays en développement, y compris les pays membres de l'OCI. Pourtant, il semble que les pays membres de l'OCI ne disposent pas d'une capacité de production alimentaire nationale suffisante pour répondre à la demande alimentaire de leurs populations croissantes. Au cours de la période 2010-2016, la croissance des exportations alimentaires a été contrebalancée par la croissance des importations alimentaires dans la majorité des pays de l'OCI. Comme le montre le graphique 7.8, 33 des 43 pays de l'OCI dont les données sont disponibles ont enregistré un déficit

Graphique 7.7: Superficie équipée pour l'irrigation en pourcentage de la superficie agricole



Source: FAO AQUASTAT Online Database

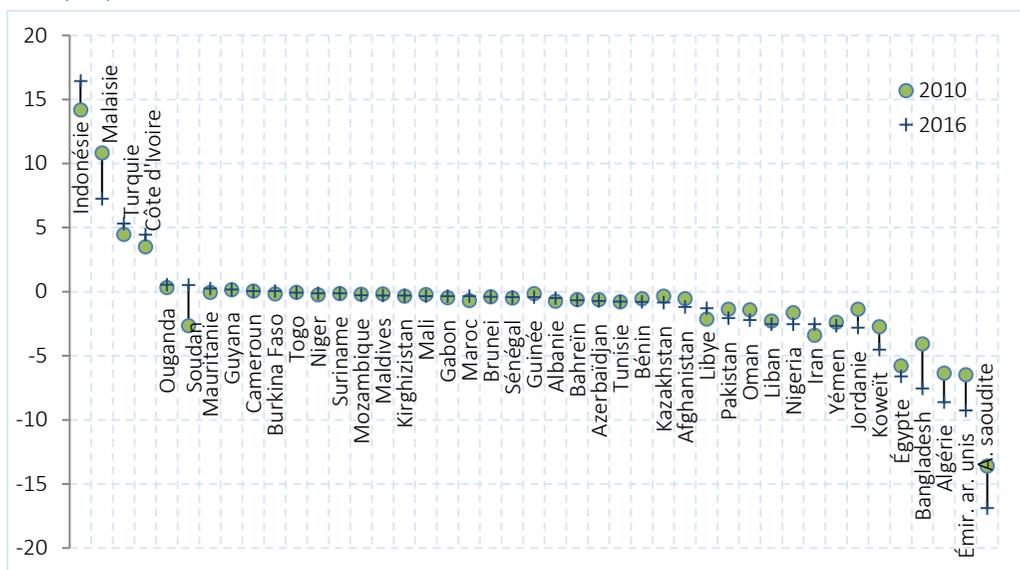
importations alimentaires commerciales. Selon les récentes classifications de la FAO, 29 pays membres de l'OCI sont classés parmi les 52 pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) et pays en crise nécessitant une assistance extérieure, la plupart d'entre eux se situent en Afrique subsaharienne et dans les régions arides d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord-Est (tableau 7.2). En général, la majorité de ces pays sont caractérisés par un faible niveau de revenu, des conflits, une instabilité politique et une forte prévalence de la sous-alimentation. Ils ne sont pas en mesure de produire suffisamment de nourriture pour répondre à la demande intérieure et, faute de ressources, ils ne peuvent pas non plus l'importer. En outre, les conflits internes dans certains de ces pays, en particulier en Afrique, affectent sans aucun doute tous les aspects de la

commercial alimentaire en 2016. Parmi ces pays, l'Arabie saoudite a enregistré le déficit le plus élevé avec 17 milliards de dollars, suivie des Émirats arabes unis (9,3 milliards), l'Algérie (8,6 milliards) et du Bangladesh (7,6 milliards). Par ailleurs, 10 membres de l'OCI ont fait état d'un excédent du commerce alimentaire en 2016. L'Indonésie se classe au premier rang avec un excédent du commerce alimentaire de 16,4 milliards de dollars, suivie par la Malaisie (7,2 milliards), la Turquie (5,3 milliards) et la Côte d'Ivoire (4,4 milliards). En général, 23 pays membres ont fait état d'une augmentation du déficit commercial alimentaire au cours de la période considérée. D'autre part, le Soudan est le seul pays qui est passé d'un déficit commercial de 2,7 milliards de dollars en 2010 à un excédent de 0,5 milliard en 2016.

L'aggravation des déficits de la balance commerciale des produits alimentaires est particulièrement préoccupante pour les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) et les pays en crise ayant besoin d'une aide extérieure dans le monde, qui consacrent environ 54 % de leurs recettes d'exportation aux



Graphique 7.8: Balance commerciale alimentaire (milliards de dollars des États-Unis)



Source: Base de données en ligne FAOSTAT

vie, non seulement en exacerbant les conditions de vie défavorables, mais aussi en représentant toujours un obstacle face au potentiel de développement économique. L'insécurité qui règne dans ces pays rend également difficile l'acheminement de l'aide alimentaire provenant d'autres pays ou d'organisations internationales dans les régions qui en ont besoin. À cet égard, les pénuries alimentaires ont continué d'affecter un nombre significatif des 29 PMA membres de l'OCI, dont 19 ont également été classés dans la catégorie " Pays en crise nécessitant une assistance extérieure " (site web de la FAO, septembre 2018).

Tableau 7. 2: Pays à faible revenu et à déficit vivrier et pays en crise ayant besoin d'aide extérieure

Afghanistan*+	Djibouti*+	Mauritanie*+	Soudan*+
Bangladesh*+	Gambie*+	Mozambique*+	Syrie*+
Béniïn*+	Guinée*+	Niger*+	Tadjikistan*+
Burkina Faso*+	Guinée-Bissau*+	Nigeria*+	Togo*+
Cameroun*+	Kirghizistan*+	Pakistan*+	Ouganda*+
Tchad*+	Irak*+	Sénégal*+	Ouzbékistan*+
Comores*+	Libye*+	Sierra Leone*+	Yémen*+
Côte d'Ivoire*+	Mali*+	Somalie*+	

Source: www.fao.org. Remarques: *->PFRDV; +> pays en crise ayant besoin d'aide extérieure

Suggestions de politiques

Comme indiqué dans les sections précédentes, de nombreux pays membres de l'OCI ont enregistré des progrès significatifs vers la réalisation des objectifs de développement agricole et de sécurité alimentaire. Toutefois, en général, les progrès ont été lents et inégaux élargissant ainsi les inégalités entre, et à l'intérieur des pays. La situation est particulièrement alarmante dans les pays membres à faible revenu et les pays les moins avancés, car la majorité de ces pays se caractérisent par des capacités inadéquates, des infrastructures médiocres, une utilisation inefficace des ressources agricoles et une situation de paix et de sécurité fragile. Les autorités nationales et les décideurs concernés devraient s'attaquer avec soin à ces problèmes et à ces contraintes. Dans ce contexte, la suggestion suivante peut servir de grandes orientations politiques au niveau de la coopération nationale et intra-OCI.

La performance du secteur agricole dans les pays de l'OCI est médiocre en grande partie à cause du sous-investissement persistant du secteur public. Paradoxalement, les pays les plus fortement dépendants de l'agriculture ont réduit de manière significative leur soutien à l'agriculture. Pour cela, il est nécessaire d'accorder l'attention voulue à l'autonomisation des populations rurales en investissant dans les infrastructures rurales, les systèmes d'irrigation modernes et la mécanisation de l'agriculture. En termes de disponibilité globale des trois principales ressources agricoles (main-d'œuvre, terre et eau), il semble que l'Afghanistan, le Bangladesh, l'Indonésie, le Mali, le Mozambique et l'Ouganda présentent le plus grand potentiel pour attirer les investissements intra-OCI dans le secteur agricole. Toutefois, compte tenu de la capacité limitée de ces pays à attirer l'IED en raison de la faiblesse relative du climat des affaires et des investissements et de la médiocrité des infrastructures agricoles, ces pays n'ont pu susciter un intérêt suffisant auprès des investisseurs. L'environnement des affaires et de l'investissement devrait être amélioré au niveau national par le développement d'incitations pour les investisseurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays de l'OCI en introduisant des mesures spécifiques dans les cadres réglementaires nationaux et en encourageant des approches communes d'investissement telles que des programmes et stratégies communs de commerce/investissement et des entrées communes sur les marchés de l'OCI, sous la direction de banques d'investissement privées. Pour atteindre cet objectif, les pays membres devraient réexaminer et réviser les réglementations complexes, les licences et autres goulets d'étranglement institutionnels.

L'inefficacité de l'utilisation des terres peut être attribuée au fait que de nombreux pays de l'OCI sont aux prises avec des marchés fonciers inefficaces en raison de l'insécurité des droits de propriété, la mauvaise application des contrats et des restrictions juridiques strictes qui limitent la performance des marchés fonciers. Il s'agit là d'un problème majeur pour l'OCI, et en particulier pour les pays membres les moins avancés, où la sécurité foncière n'est pas établie. Garantir l'accès à la terre et assurer le contrôle des terres aux ménages ruraux pauvres et marginalisés est important pour promouvoir la croissance agricole et, en retour, pour atténuer la pauvreté dans les pays membres les moins avancés. Si les systèmes fonciers traditionnels ont été bons, l'augmentation de la densité de population, l'urbanisation et l'instabilité politique dans certains



pays de l'OCI exacerberont la pression sur les terres disponibles pour l'agriculture dans un avenir encore plus proche.

Il est donc urgent, tant au niveau de la coopération nationale qu'à celui de l'OCI, de s'attaquer au problème de la pénurie d'eau dans le contexte de la sécurité alimentaire, de la santé publique et de l'assainissement et de l'accès à l'eau potable. Dans les régions arides et semi-arides où se trouvent de nombreux pays de l'OCI, l'eau est à la fois une ressource rare et très volatile d'une année à l'autre. Le stockage d'eau, que ce soit sous forme de méthode classique de barrages ou de la méthode moins classique de stockage de l'eau souterraine, augmente la disponibilité des ressources en eau sur une base régulière et surtout en saison sèche sinon il y aurait une pénurie d'eau. En outre, compte tenu du fait que la production agricole dans la plupart des parties du groupe de l'OCI reste dépendante des systèmes d'irrigation et que seulement un quart de la superficie agricole totale est équipé d'un système d'irrigation, il est clair que les investissements dans les systèmes d'irrigation constituent un défi majeur auquel les pays de l'OCI doivent faire face. D'autre part, là où l'irrigation agricole est intensive comme au Pakistan, en Égypte et en Irak, la salinisation est devenue un problème majeur parce que 82% de la superficie agricole des pays de l'OCI est irriguée par l'irrigation de surface, qui est la technologie d'irrigation la moins efficace, causant des pertes énormes d'eau pour l'irrigation dues à une percolation profonde et au ruissellement.



CHAPITRE HUIT

OCI-2025 Emploi, infrastructures et industrialisation

EMPLOYMENT,
INFRASTRUCTURE
AND INDUSTRIALIZATION



Les pays membres de l'OCI sont, en tant que groupe, dotés de ressources économiques potentielles dans différents secteurs tels que l'agriculture et les terres arables, l'énergie et les mines, les ressources humaines et constituent une grande région commerciale stratégique. Cependant, ce potentiel inhérent ne se manifeste pas sous la forme de niveaux raisonnables de développement économique et humain. L'utilisation inefficace des facteurs de production disponibles dans les pays membres se manifeste également dans les indicateurs de productivité tels que les taux de croissance de la main-d'œuvre et de la productivité totale des facteurs.

Ce domaine thématique est la partie intégrante du document de stratégie et couvre six grandes catégories. Ce sont (i) l'industrie, (ii) les transports, (iii) l'énergie, (iv) le tourisme, (v) le travail, l'emploi et la protection sociale, et (vi) l'entrepreneuriat et le développement des PME.

8.1 Industrie

Objectifs 2.9.1 - 2.9.3:

[2.9.1] Augmenter les capacités de production et d'exportation des États membres de l'OCI en mettant l'accent sur les secteurs à valeur ajoutée dans l'agriculture, la manufacture, la navigation maritime et les services.

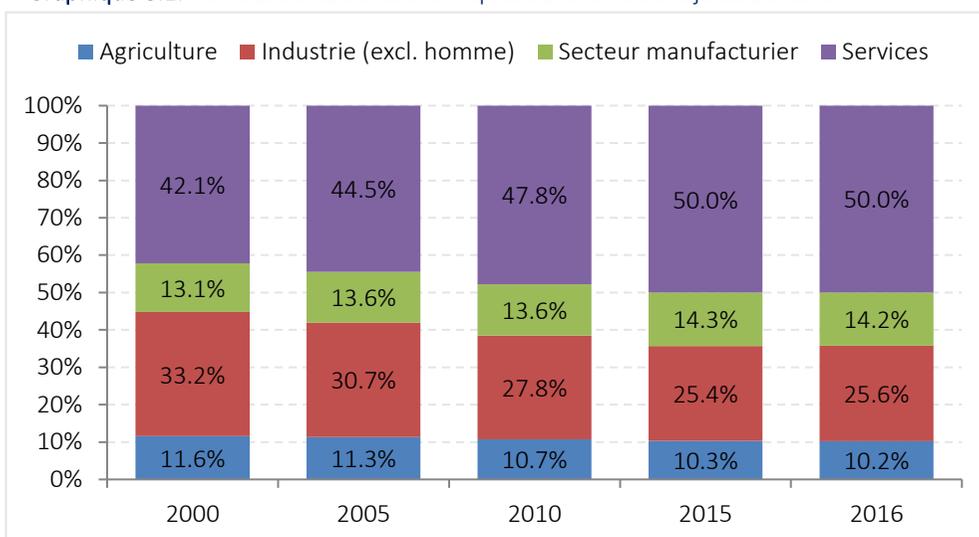
[2.9.2] Augmenter la valeur ajoutée dans les industries axées sur les ressources naturelles, en accordant un intérêt particulier à la création d'emplois, à la science, à la technologie et au développement de l'innovation.

[2.9.3] Développer et faciliter l'industrie verte et les industries fondées sur l'économie bleue.

Idée de base

Historiquement, le développement économique a été étroitement lié au développement industriel. Au fil des ans, il y a eu de nombreuses tentatives pour développer les économies grâce à l'industrialisation à travers le monde, mais un grand nombre des interventions publiques n'a pas réussi à produire les résultats escomptés. Avec le regain d'intérêt pour le développement industriel dans de nombreuses régions du monde, les objectifs ci-dessus sont particulièrement importants à atteindre pour favoriser le développement économique des pays de l'OCI.

Les performances économiques du pays sont étroitement liées à leur capacité à augmenter les niveaux de productivité entre les secteurs économiques. Cependant, différents secteurs comportent différentes caractéristiques en matière de contribution à la croissance globale de la productivité. Il y a un besoin de *transformation structurelle* pour une plus grande productivité permettant d'assurer une croissance soutenue et une meilleure performance économique. Pour réaliser une transformation structurelle, les sources de production d'une économie doivent se tourner vers les secteurs ayant un plus grand potentiel de productivité. Cela vise à augmenter la capacité de produire et d'exporter plus de produits à valeur ajoutée en investissant dans des capacités permettant d'utiliser les technologies existantes et d'innover de nouveaux produits et systèmes.

Graphique 8.1: Part des secteurs économiques dans la valeur ajoutée totale

Source: Base de données statistiques de l'ONU. Couverture des données: 51 pays de l'OCI, 35 pays en développement non membres de l'OCI et 93 pays avancés.

Il est aussi largement reconnu qu'un grand nombre de pays de l'OCI dépendent des ressources extractives pour la génération de revenus et la croissance économique. Toutefois, si les investissements ne sont pas suffisants pour ajouter de la valeur à ces ressources, la productivité et la compétitivité des pays se détérioreront et souffriront de ce que l'on appelle communément une « malédiction des ressources ». Par conséquent, il est également extrêmement important d'investir dans la diversification de la structure économique afin de réduire la dépendance à l'égard de quelques secteurs peu productifs.

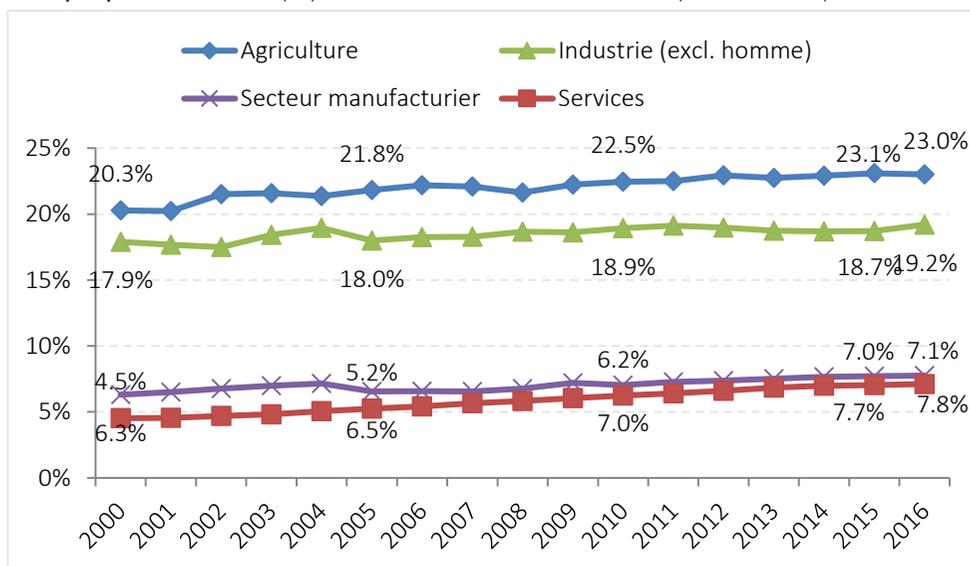
Il y a aussi une inquiétude croissante sur les changements climatiques et le développement durable à travers le monde. Les objectifs de développement durable (ODD) ont détourné l'attention du développement économique au profit du développement [économique] durable. Dans ce contexte, il est important de veiller à ce que les politiques de développement industriel soient respectueuses de l'environnement et accordent une attention particulière à la préservation des écosystèmes et des habitats.

État actuel et progrès accomplis dans la réalisation des objectifs

La structure économique des pays de l'OCI a évolué vers le secteur des services et loin des industries non manufacturières. La part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée totale des pays de l'OCI est passée de 13,1 % en 2000 à 14,3 % en 2015 mais a légèrement diminué à 14,2 % en 2016 (graphique 8.1). Cependant, la part de l'agriculture est en baisse constante depuis 2000 et atteint 10,2 % en 2016, contre 10,3 % en 2015 et 11,6 % en 2000. D'autre part, la croissance constante du secteur des services soulève l'inquiétude concernant la désindustrialisation prématurée des pays de l'OCI.



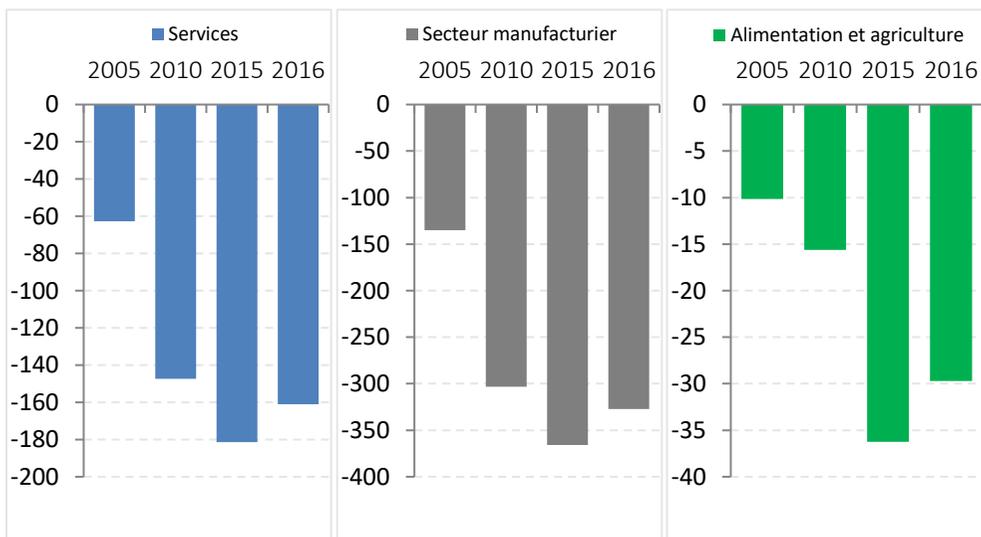
Graphique 8.2: Part des pays de l'OCI dans l'activité économique mondiale par secteurs



Source: Banque mondiale, Base de données des Indicateurs de développement dans le monde (WDI)

D'autre part, la part des pays de l'OCI dans l'activité économique mondiale augmente dans tous les secteurs (graphique 8.2). Plus important encore, du point de vue du développement industriel, les pays de l'OCI ont augmenté leur part dans l'activité manufacturière mondiale de 6,3 % en 2000 à 7,7 % en 2015, puis à 7,8 % en 2016. Malgré les progrès, la participation aux activités manufacturières mondiales est encore extrêmement faible et nécessite des stratégies

Graphique 8.3: Déficit commercial dans les secteurs de la fabrication, de l'agriculture et des services (en milliards de dollars des États-Unis)

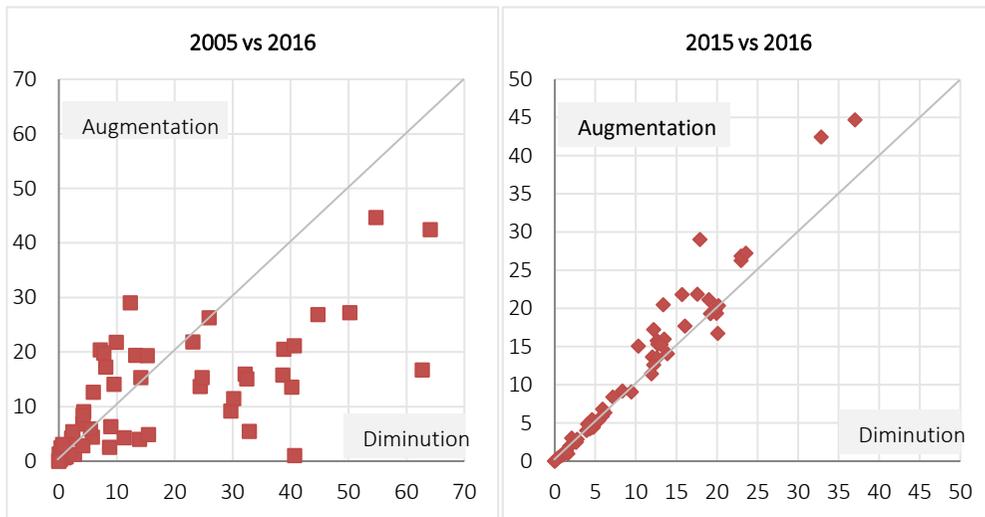


Source: Base de données du WDI de la Banque mondiale et statistiques de la CNUCED. Couverture des données: 55 pays de l'OCI (à gauche), 43 pays de l'OCI (au milieu et à droite)

efficaces à long terme pour transformer les pays de l'OCI en des économies industrielles compétitives.

L'absence de développement industriel et économique est également évidente dans les statistiques commerciales. Comme le montre le graphique 8.3, le déficit commercial s'est creusé de plus en plus dans les pays de l'OCI dans les principaux secteurs, même dans ceux de l'alimentation et de l'agriculture. En 2016, cependant, une contraction considérable du déficit commercial a été observée dans tous les secteurs, ce qui indique une amélioration des statistiques commerciales.

Graphique 8.4: Rentes totales provenant des ressources naturelles (% du PIB)



Source: Banque mondiale, Base de données des Indicateurs de développement dans le monde (WDI).
Couverture des données: 54 pays de l'OCI.

L'objectif d'accroître la valeur ajoutée dans les industries basées sur les ressources naturelles (objectif 2.9.2) est également important pour réduire la dépendance vis-à-vis des produits primaires et parvenir à une transformation structurelle dans les pays de l'OCI. Le graphique 8.4 montre que de nombreux pays de l'OCI ont réduit leur dépendance aux ressources naturelles en 2016 par rapport à 2005 (à gauche), mais les statistiques suggèrent également que la plupart des pays de l'OCI dépendent davantage des rentes provenant de leurs ressources naturelles en 2016 par rapport à 2015 (à droite). Cela révèle que de nombreux pays de l'OCI continuent à dépendre des ressources extractives.

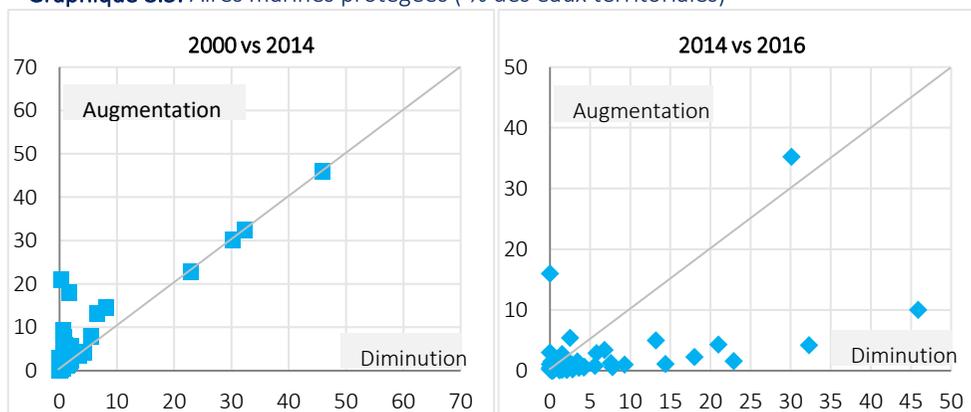


Tableau 8.1: Valeur ajoutée dans les industries extractives dans les pays de l'OCI

Pays	Dernière année disponible	Valeur ajoutée (milliards de dollars des États-Unis)	Variation
Albanie	2014	0,6	n/d
Azerbaïdjan	2015	14,0	-42,5%
Bangladesh	2015	3,7	189,5%
Égypte	2013	28,8	48,8%
Iran	2015	2,9	-55,4%
Jordanie	2014	1,0	-28,9%
Kazakhstan	2015	23,3	-31,7%
Malaisie	2015	26,4	-4,2%
Qatar	2015	60,7	n/d
Arabie saoudite	2015	165,9	n/d
Palestine	2014	0,04	18,8%
Turquie	2015	4,0	-17,5%

Source: ONUDI MINSTAT 2018. (*) La variation est comparée à la valeur de 2010 ou aux données disponibles de 2009-2012. Si les données avant 2012 ne sont pas disponibles, le changement n'est pas signalé.

Bien qu'il soit important d'améliorer la valeur ajoutée des ressources extractives, les données ne sont pas disponibles pour effectuer une analyse complète. Selon la base de données MINSTAT d'ONUUDI, sur les 12 pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles, l'Arabie saoudite est le pays de l'OCI ayant la plus grande valeur ajoutée dans l'industrie des mines et carrières (166 milliards de dollars des États-Unis). Le Qatar, l'Égypte et la Malaisie sont également les principaux pays à forte valeur ajoutée dans ce secteur. Cependant, lorsque leurs performances sont comparées aux réalisations précédentes, de nombreux pays enregistrent une réduction de la valeur ajoutée totale dans les industries extractives (tableau 8.1). Cela nécessite apparemment une collaboration efficace entre les pays de l'OCI pour améliorer les capacités pour une plus

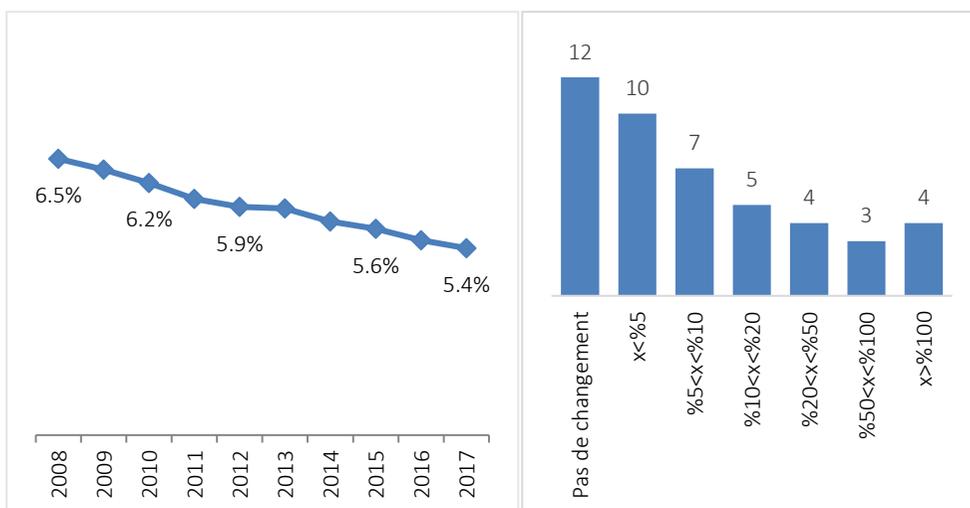
Graphique 8.5: Aires marines protégées (% des eaux territoriales)

Source: Banque mondiale, Base de données des Indicateurs de développement dans le monde (WDI).
Couverture des données: 44 pays de l'OCI

grande valeur ajoutée à travers des activités de recherche et développement, comme indiqué dans l'objectif 2.9.2. La croissance verte nécessite d'utiliser les ressources naturelles de manière durable. Les ressources naturelles sont des atouts importants pour la production de richesse et de prospérité pour les générations actuelles et futures. Cependant, il est important de favoriser la croissance et le développement économiques tout en veillant à ce que les ressources naturelles continuent de fournir les ressources et les services environnementaux nécessaires au bien-être des populations. Le graphique 8.5 montre que les aires marines protégées en pourcentage des eaux territoriales ont diminué dans un certain nombre de pays de l'OCI au cours de la période 2014-2016. L'augmentation de la proportion d'aires terrestres et marines protégées contribue à la défense des espèces végétales et animales vulnérables et à la sauvegarde de la biodiversité qui, à leur tour, soutiennent l'économie bleue.

L'investissement dans les énergies renouvelables gagne reconnaissance croissante et un intérêt à travers le monde et les pays de l'OCI ne font pas exception. La capacité totale en énergie renouvelable des pays de l'OCI a augmenté de 70 % entre 2008 et 2017 et de 12,7 % entre 2015 et 2017. Cependant, les pays non membres de l'OCI investissent plus que les pays de l'OCI, car nous observons que la part de ces pays dans la capacité mondiale en énergies renouvelables diminue constamment pour atteindre 5,4 % en 2017 (graphique 8.6, à gauche). Au cours de la période 2015-2017, 12 pays n'ont pas réalisé de nouveaux investissements dans leur capacité de production d'énergies renouvelables et 10 pays n'ont augmenté leur capacité que jusqu'à 5 % (graphique 8.6, à droite). Seuls 7 pays de l'OCI ont augmenté leur capacité de plus de 50 % depuis 2015.

Graphique 8.6: Part des pays de l'OCI dans la capacité mondiale en énergie renouvelable (à gauche) et la distribution de la variation de la capacité d'énergie renouvelable au cours de 2015-2017 (à droite)



Source: Statistiques sur la capacité renouvelable IRENA 2018. Couverture des données: 55 pays de l'OCI (à gauche), 45 pays de l'OCI (à droite)



Comme prévu à nouveau dans l'Objectif 2.9.3, l'économie bleue est également un domaine de coopération essentiel pour les pays de l'OCI. Les océans et les mers sont indispensables aux conditions d'existence et à la sécurité alimentaire de milliards de personnes dans le monde et à la prospérité économique de la plupart des pays. Bien qu'elles constituent une source essentielle de revenus et de la nutrition, les pressions exercées par les activités humaines mettent en péril la capacité de maintenir durablement ces ressources précieuses.

Enjeux et défis liés à la réalisation des objectifs

Afin d'accroître leurs capacités de production et d'exportation, les pays de l'OCI ont besoin de politiques de développement industriel efficaces. Cela est nécessaire pour accroître la productivité et la compétitivité du secteur manufacturier. Le développement industriel nécessite des stratégies inclusives qui réunissent tous les acteurs potentiels qui peuvent contribuer au processus de développement. Des particuliers aux institutions financières, la plupart des segments d'une société peuvent être utilisés dans le cadre de ce processus. Cependant, dans tous les cas, les gouvernements auront un rôle de facilitateur, parce qu'ils auront le contrôle sur les capacités, les ressources et les exigences pour une transformation réussie. Ils sont en mesure de sensibiliser davantage les gens à s'engager dans les activités entrepreneuriales, les PME innovantes pour pénétrer les marchés étrangers, d'identifier les lacunes dans le capital humain, les infrastructures et les institutions et de combler ces lacunes, d'établir des institutions de financement spécial et des mécanismes financiers pour financer des projets de développement industriels, de renforcer la technologie et la capacité d'innovation de leur pays et de s'engager dans le partenariat régional pour tirer profit des potentiels des grands marchés.

Aujourd'hui, il y a un regain d'intérêt pour la politique industrielle afin de d'atteindre plus de compétitivité dans l'économie mondiale. Chose étonnante, cet intérêt est plus fort dans les pays développés que dans les pays en développement. Afin de combler le fossé du développement économique et réduire le niveau de concentration économique, les pays de l'OCI ont besoin de recentrer leur attention sur la diversification économique dans le secteur manufacturier. Ils doivent se fixer pour objectif d'être compétitifs dans une variété de produits aux niveaux de qualité aussi élevés que possible. Ils doivent également mettre en œuvre des politiques visant à élargir de façon rapide la portée de ces capacités et créer des groupements d'entreprises génératrices d'emplois nouveaux pour utiliser la capacité productive des jeunes et de la main d'œuvre qualifiée.

Un défi important pour les pays de l'OCI est cependant le manque de stock des ressources humaines hautement qualifiées. Un personnel techniquement et scientifiquement qualifié soutient le processus de développement industriel en contribuant à la technologie, l'innovation, la production et la commercialisation. Comme souligné par le SESRIC (2007a), les niveaux de compétences actuels de la population active dans les pays de l'OCI est comparativement faible. Par conséquent, les gouvernements doivent accroître l'appui gouvernemental à l'éducation, et améliorer l'enseignement et la formation pour améliorer la base de compétences.

En outre, l'inadéquation du niveau de développement financier entrave l'accès aux capitaux dans le financement des possibilités d'investissement essentiel, particulièrement en faveur des

entreprises innovantes nouvellement créées. Un système financier bien développé permet également de répartir les ressources de manière efficace. Le niveau actuel de développement financier, tel que discuté à la section 3, est plutôt sous-développé. Par conséquent, il est nécessaire d'améliorer le développement financier pour accroître la capacité des entreprises à obtenir le financement adéquat pour leurs possibilités d'investissement novateur et potentiellement compétitif.

Enfin, afin de développer et de faciliter les industries vertes et les industries basées sur l'économie bleue, il est nécessaire de renforcer la sensibilisation sur l'importance de la cible. Une économie bleue durable procure des avantages sociaux et économiques en contribuant à la sécurité alimentaire, à l'éradication de la pauvreté, aux moyens de subsistance, au revenu, à l'emploi, à la sécurité et à l'équité. Il est important que les pratiques de l'économie bleue protègent et préservent la diversité, la productivité, la résilience et la valeur des écosystèmes marins. Dans ce contexte, tout en élaborant leurs politiques d'économie bleue, les pays de l'OCI peuvent élaborer et appliquer des normes, des directives et des meilleures pratiques en faveur des écosystèmes marins.

8.2 Transports

Objectifs 2.9.4 - 2.9.5:

[2.9.4] Réduire les coûts logistiques de l'exportation / importation et améliorer les services à travers le développement de corridors et de réseaux de transport adéquats afin d'accroître la compétitivité des États membres de l'OCI.

[2.9.5] Établir des corridors et de réseaux sûrs et interconnectés de transport multimodal entre les États membres pour faciliter le commerce, et les échanges socioculturels.

Idée de base

En permettant le transfert et la circulation des personnes, des biens, des services et des ressources et l'amélioration de l'accès aux services et aux marchés locaux et internationaux, les transports sont un élément indispensable dans l'activité économique et humaine. En plus d'être un fournisseur des activités commerciales, le transport représente aussi un secteur économique majeur en tant que tel, qui sert d'élément constitutif dans le développement économique et humain. Pour cette raison, il n'est guère surprenant d'observer que le transport a trouvé sa place dans le Programme d'action OCI-2025 et l'Agenda du développement durable 2030, où certains ODD sont directement et/ou indirectement liés au transport durable à l'aide des cibles et des indicateurs spécifiques.

Les corridors et réseaux de transport jouent un rôle dans la réduction du coût de faire des affaires, et en fournissant l'accès et la connectivité à des domaines qui, autrement, auraient été isolés. Les coûts bas et l'amélioration de l'accessibilité, en raison de meilleures connections, corridors et de services de transport et services, élargissent les marchés pour les entreprises et améliorent leur accès au fournisseur d'intrants. L'amélioration de l'accès et la connectivité ont créé plus de possibilités pour le commerce, la concurrence et la spécialisation, ce qui peut aboutir



à des gains de productivité à plus long terme. Ces modifications sont analogues aux avantages provenant de la réduction des obstacles au commerce et à l'expansion des possibilités qui en découlent (Ministère des Transports de la Nouvelle-Zélande, 2014).

Le transport n'est pas seulement un outil d'activités commerciales; c'est un secteur majeur de l'économie à part entière. L'infrastructure de transport représente une grande partie du total des dépenses d'infrastructure. Calderon, Moral-Benito et Servén (2009) présentent des estimations de rendement des infrastructures qui sont très robustes et méthodologique. Leurs estimations de l'élasticité de la production de l'infrastructure, qui s'appuient sur une mesure multidimensionnelle du stock physique de l'infrastructure par opposition aux dépenses d'infrastructure, sont comprises entre 0,07 et 0,10. En d'autres termes, une hausse de 10 % des actifs d'infrastructure accroît directement le PIB par habitant de 0,7 à 1 %.

En un mot, les transports ont des répercussions socio-économiques qui influent positivement sur le bien-être socio-économique et conduisant ainsi au développement économique. Dans la littérature, on peut trouver des objections en faisant valoir que la causalité entre le transport et le développement économique est importante mais difficile à prouver. Cela pourrait avoir une certaine validité dans les pays développés, où les réseaux et les corridors de transport sont bien développés, les gains d'investissements supplémentaires dans les transports pourraient être marginaux; cependant, dans les pays de l'OCI qui sont encore en développement, les investissements dans les transports produiront des avantages énormes. L'histoire semble soutenir cet argument. Selon Eddington (2006), l'amélioration des « *connexions interurbaines et internationales a permis de nouveaux processus de production radicalement nouveaux et a permis aux régions et aux pays de commencer à échanger en vue de tirer parti des avantages d'une spécialisation croissante dans la production de biens et de services.* » Il est évident que, dans le contexte des pays de l'OCI, l'établissement d'une connectivité de base peut être un facteur très important de croissance économique rapide.

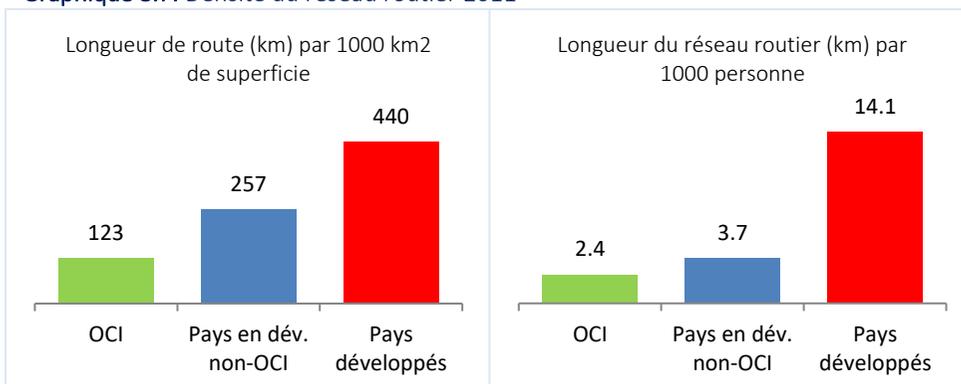
État actuel et progrès accomplis dans la réalisation des objectifs

Afin d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs 2.9.4 et 2.9.5, les chiffres relatifs aux infrastructures de transport existantes et au coût total du commerce sont pris en compte.

Réseaux routiers: La longueur des réseaux routiers dans les pays de l'OCI est estimée à environ 2,5 millions de km (estimations pour l'année 2011) avec 53 % des routes revêtues et les autres routes non revêtues (47 %). Pour mettre ce chiffre en perspective il est nécessaire de normaliser ce chiffre selon la taille de la population et de la superficie. Lorsque la longueur du réseau routier est normalisée en fonction du nombre d'habitants, elle peut être considérée comme indicateur de mesure qui permet de déterminer dans quelle mesure chaque personne dans un pays ou une région donnée est desservie par des routes. La longueur du réseau routier par habitant dans le groupe des États membres de l'OCI est de 2,4 et est modeste par rapport aux pays développés et en développement non membres de l'OCI (graphique 8.7, à droite). Lorsque la normalisation est basée sur la superficie terrestre, le réseau routier moyen de 123 km sur 1000 km² au sein du

groupe de l'OCI est près de la moitié de celui des économies en développement non membres de l'OCI et de moins du tiers de celui des économies développées (graphique 8.7, gauche).

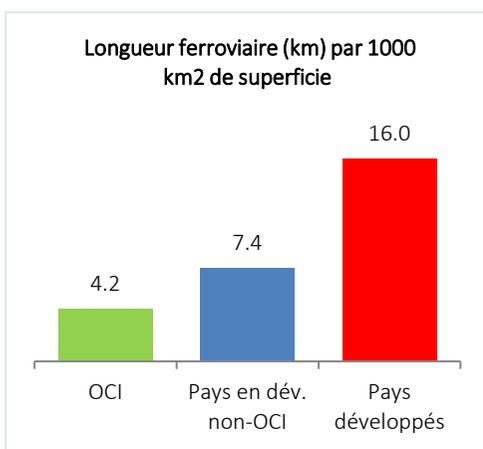
Graphique 8.7: Densité du réseau routier 2011



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur données des Indicateurs de développement dans le monde (WDI). Couverture des données: 34 pays de l'OCI, 33 pays développés et 56 pays en développement non membres de l'OCI.

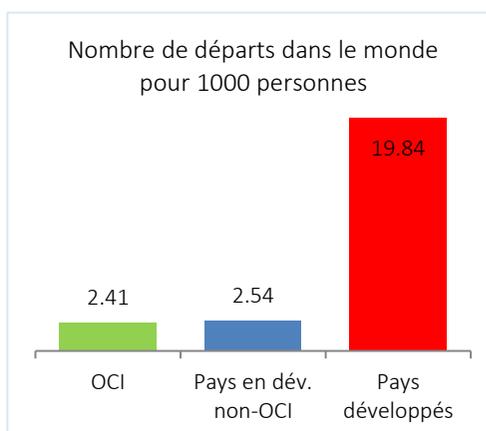
Réseaux ferroviaires: La longueur totale des lignes ferroviaires dans les pays de l'OCI est estimée à 100 000 km. Pour mettre ce chiffre en perspective, il est nécessaire de normaliser la longueur des lignes de chemin de fer en fonction de la population et de la superficie. La longueur moyenne des chemins de fer par superficie et par la population dans le groupe des pays de l'OCI est inférieure à celle des autres groupes de pays (graphique 8.8). Les mauvais chiffres affichés par les pays de l'OCI sont principalement dus à la croissance de l'infrastructure ferroviaire stagnante accompagnée d'une population croissante.

Graphique 8.8: Densité du réseau ferroviaire, 2017



Source: SESRIC Staff Calculations based on WDI. Data coverage: 33 OIC countries, 29 developed countries and 50 non-OIC developing countries.

Graphique 8.9: Densité du réseau aérien, 2017



Source: SESRIC Staff Calculations based on WDI. Data coverage: 52 OIC countries, 31 developed countries and 71 non-OIC developing countries.

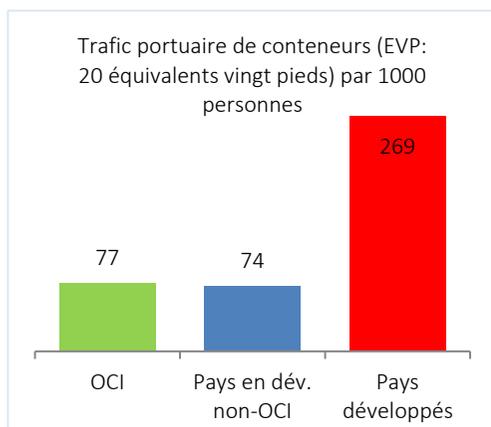


Réseaux aériens: Le nombre moyen de décollages dans les pays de l'OCI, mesuré sur la base de 1000 personnes, était de 2,4 en 2017. Ce niveau est inférieur à celui observé dans d'autres groupes de pays, comme le montre le graphique 8.9.

Réseaux maritimes: Avec plus de 100 000 km de côtes au total, les pays de l'OCI possèdent un potentiel important pour le transport maritime. Pourtant, le niveau actuel de la densité du réseau des transports maritimes dans le groupe des pays membres de l'OCI est loin de permettre au groupe d'exploiter pleinement ce potentiel comme le montre le graphique 8.10.

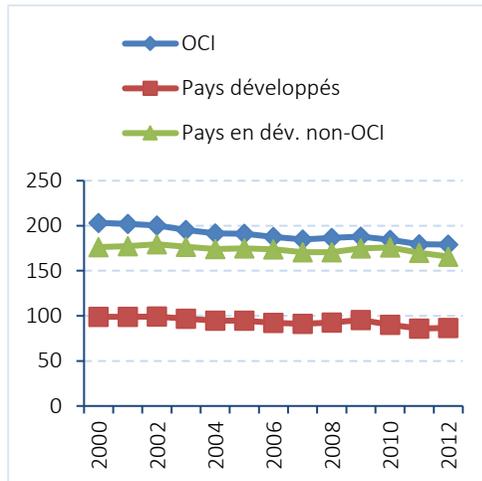
Coûts commerciaux: Le coût du transport est un facteur majeur qui influe sur le coût du commerce et donc sur la compétitivité d'un pays. Le graphique 8.11 montre les coûts commerciaux moyens pour différents groupes de pays sur la période 1995-2012. Afin d'éviter toute agrégation potentiellement trompeuse, les moyennes sont calculées en utilisant les coûts commerciaux bilatéraux avec les 20 plus grands partenaires d'exportation pour chaque pays. Comme on le sait, bien que les droits de douane dans de nombreux pays soient maintenant plus bas qu'ils ne l'ont jamais été, les coûts du commerce en général restent élevés. La moyenne des coûts commerciaux tend à présenter des coûts commerciaux élevés en particulier dans les pays en développement. Les pays de l'OCI, en moyenne, affichent des coûts commerciaux encore plus élevés. En 2012, les coûts commerciaux dans les pays de l'OCI (179 % ad valorem) étaient en moyenne deux fois plus élevés que ceux des pays développés (86 % ad valorem).

Graphique 8.10: Densité du réseau maritime, 2016



Source: SESRIC Staff Calculations based on WDI. Data coverage: 34 OIC countries, 31 developed countries and 57 non-OIC developing countries.

Graphique 8.11: Moyenne des coûts commerciaux



Source: SESRIC Staff Calculations based on WB-UNESCAP Trade Costs Database

Enjeux et défis liés à la réalisation des objectifs

L'analyse ci-dessus indiquent un fort besoin de plus de progrès dans le développement des transports. La densité du réseau de transport et les capacités de l'OCI, en tant que groupe, est à la traîne par rapport à d'autres groupes de pays.

Les pays de l'OCI font face à de graves obstacles et défis dans le domaine des transports qui entravent leur développement économique. Les services d'infrastructure et d'entretien inadéquats ne peuvent être considérablement améliorés en raison de ressources financières et d'investissements insuffisants dans le secteur des transports et les projets des infrastructures de transport. Les procédures douanières complexes et prolongées et les procédures de passage des frontières, en particulier dans les pays membres sans littoral, empêchent le développement du transport.

Un autre défi à relever par les pays de l'OCI est la mise en œuvre insuffisante des mesures de facilitation des transports et du commerce et le manque d'information et de partage des connaissances entre les pays membres de l'OCI dans ce domaine. Le manque de cadres juridiques et réglementaires solides, équilibrés, et adéquats, tant au niveau national que régional ne fait que renforcer ce problème. En outre, les pays de l'OCI n'ont pas la capacité humaine et institutionnelle adéquate de disposer des autorités de transport pertinentes. L'utilisation des technologies de la communication et de l'information (TIC) dans le domaine des transports est également à la traîne.

Les obstacles et les défis identifiés ci-dessus ont des implications tant au niveau national qu'au niveau de la coopération de l'OCI. Au niveau national, la solution aux problèmes d'infrastructure nécessite un investissement durable à long terme et l'implication du secteur privé dans les investissements dans des projets de transport à travers des projets de transport en coentreprise de l'OCI. Des mesures devraient être prévues pour améliorer l'entretien des routes, des chemins de fer, des ports et des aéroports existants, ainsi que pour améliorer la qualité des services de ces modes de transport. Des ressources suffisantes devraient être allouées aux projets, programmes et études dans le secteur des transports, en collaboration avec les institutions financières régionales et internationales. Il faut attirer une plus grande attention de la part des investisseurs privés à l'aide d'incitations rationnelles. Les investissements privés à travers le partenariat public-privé (PPP) sont devenus de plus en plus populaires partout dans le monde en tant qu'instrument d'amélioration des infrastructures de transport.

Au niveau de la coopération de l'OCI, le développement d'une approche de transport régional de l'OCI exige une étroite coopération entre les pays membres, ainsi que l'implication des différentes organisations et organismes concernés. Il faut également conclure un accord-cadre sur les priorités tant dans les domaines de l'infrastructure que politiques. Une coordination politique de haut niveau entre les ministres du Transport des pays membres peut promouvoir le dialogue sur les défis et les problèmes du secteur dans la région de l'OCI.

Pour éviter les chevauchements et améliorer l'efficacité, renforcer le partenariat avec les organisations régionales et internationales compétentes dans le domaine des transports s'avère très nécessaire. Dans ce cadre, il faut préparer un plan directeur pour les axes de transport dans les pays membres de l'OCI et l'identification des obstacles sur les axes de transport existants dans les sous-régions de l'OCI. Des projets similaires au projet de ligne de chemin de fer du Port Soudan-Dakar devraient être conçus et mis en œuvre pour créer des motifs de coopération entre les pays membres de l'OCI dans le domaine du transport.



En raison des variations importantes dans la répartition géographique de la population, le volume des activités économiques et le niveau de développement économique entre les pays membres, les solutions potentielles au faible développement des transports devraient être adaptées aux difficultés rencontrées par chaque pays. Pour les pays membres sans littoral, le transport terrestre (route et chemin de fer) est vital pour le développement économique car le développement des infrastructures contribue de manière significative à la croissance économique en réduisant les coûts de production, ce qui contribue à la diversification de l'économie et, surtout, à relier ces régions aux importants axes de transport.

8.3 Énergie

Objectifs 2.9.9 - 2.9.13:

[2.9.6] Renforcer les capacités des États membres de l'OCI au niveau de la production, de la commercialisation et de la distribution de l'énergie dans le but de garantir l'accès de tous à l'énergie.

[2.9.7] Garantir l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous.

[2.9.8] Augmenter la part de la production d'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables alternatives.

Idée de base

La demande en énergie est en forte hausse, en particulier dans les pays en développement. Répondre à la demande croissante d'énergie de manière sûre et respectueuse de l'environnement est un grand défi. L'objectif de développement durable 7 vise à assurer l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous, et il est introduit dans le Programme d'action OCI-2025 parmi les objectifs énergétiques des États membres de l'OCI.

Les deux tiers des réserves mondiales de pétrole et de gaz naturel de la planète sont situés dans les États membres de l'OCI. Pourtant, en termes de capacité de raffinage des produits énergétiques, d'efficacité d'utilisation de l'énergie industrielle, d'accès populaire à l'énergie, il reste encore long chemin à parcourir. L'accès à des sources d'énergie fiables, modernes et abordables est une condition préalable à l'élimination de la pauvreté et à la promotion de la croissance économique.

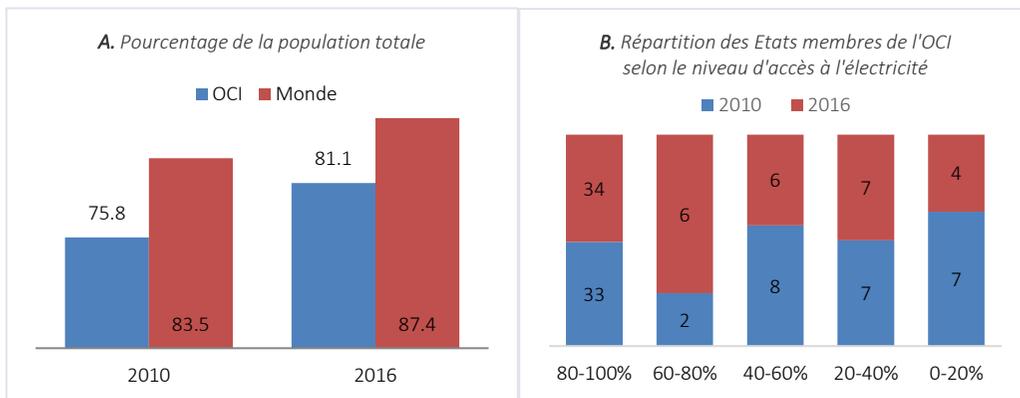
État actuel et progrès accomplis dans la réalisation des objectifs

Selon les données de la Banque mondiale, les États membres de l'OCI au total ont progressé dans la fourniture de l'accès à l'électricité, faisant passer ce ratio de 75,8 % en 2010 à 81,1 % en 2016 (graphique 8.12). Cependant, en raison de l'augmentation de la population, le nombre de personnes sans électricité dans la zone de l'OCI est passé de 311 millions en 2010 à 334 millions en 2016, représentant environ 30 % de la population mondiale sans accès à l'électricité.

Un total de 26 États membres de l'OCI ont atteint 100% d'accès à l'électricité, en plus de cinq d'entre eux dont les valeurs se situent entre 91,4 et 99,4 %. L'Afghanistan a connu la plus forte augmentation - 41,4 points de pourcentage, passant de 42,7 % en 2010 à 84,1 % en 2016. En

deuxième place, le Bangladesh a ajouté 20,7 points de pourcentage de raccordements électriques supplémentaires de 2010 à 2016. Les autres États membres de l'OCI qui ont le plus progressé dans la fourniture d'accès à l'électricité depuis 2010 se trouvent principalement en Afrique, où, par exemple, le Togo, les Comores, l'Ouganda, le Nigeria et le Sénégal ont connu des

Graphique 8.12: Population ayant accès à l'électricité

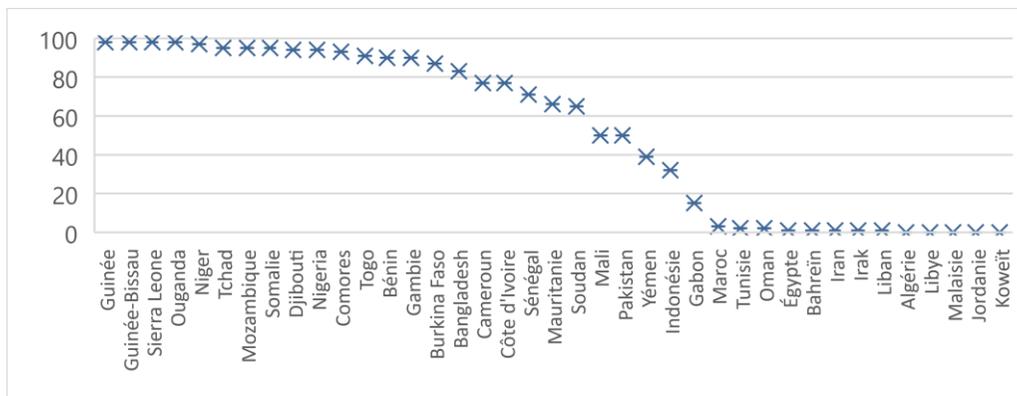


Source: World Bank data. Notes: OIC - N = 57.

augmentations comprises entre 10 et 16 points de pourcentage. Au cours de la même période, l'accès à l'électricité à Djibouti et au Suriname a diminué de -1,5 et -4 points de pourcentage, respectivement. Malheureusement, 17 États membres de l'OCI ayant le plus faible accès à l'électricité (moins de 60 %) sont tous situés en Afrique, le Tchad (8,8 %), la Guinée-Bissau (14,7 %), le Niger (16,2 %) et le Burkina Faso (19,2 %) en bas de la liste.

Le graphique 8.13 montre que le pourcentage de la population ayant accès à des combustibles propres et aux technologies de cuisson est à des niveaux extrêmement bas, en particulier dans les États membres de l'OCI d'Afrique subsaharienne. Dans 14 des 39 États membres de l'OCI, la population n'ayant pas accès à une cuisine propre dépassait 90 % en 2015, ce qui signifie que des

Graphique 8.13: Population sans accès à des combustibles propres pour la cuisson en 2015 (%)



Source: REN21, Rapport sur la situation mondiale des énergies renouvelables 2018, Réseau mondial de promotion des énergies renouvelables pour le 21ème siècle, basé sur la base de données IEA - World Energy Outlook 2017, Base de données sur l'accès à l'énergie.



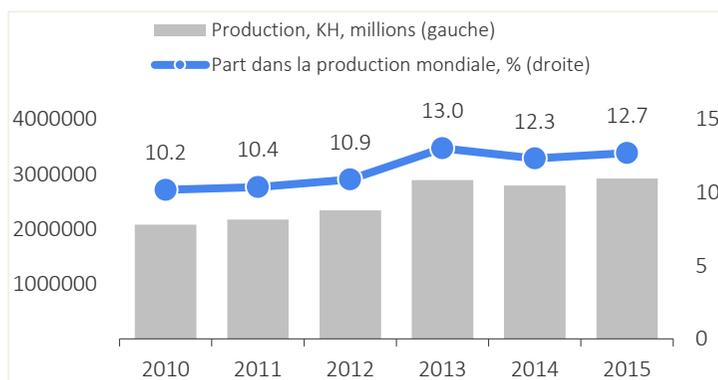
millions de personnes dépendaient de combustibles et de technologies polluantes, tels que les combustibles solides et le kérosène. Au-delà des problèmes de santé des enfants et des décès prématurés dus à la pollution de l'air par les ménages, les carburants polluants constituent également un facteur de risque majeur de maladies non transmissibles, en particulier chez les femmes non-fumeuses dans les États membres de l'OCI.

De 2010 à 2015, les États membres de l'OCI au total ont réussi à augmenter leur production nette d'électricité, ainsi que leur part dans la production nette mondiale d'électricité, qui est passée de 10,2 % en 2010 à 12,7 % en 2015. Par rapport à 2010, seules la Syrie*, le Yémen, l'Albanie et les Comores ont enregistré une baisse de leur production nette d'électricité en 2015.

Dans l'échantillon de 41 États membres de l'OCI, le gaz naturel joue un rôle important, représentant 45 % de leur production nette d'électricité combinée en 2015. L'utilisation de gaz naturel dans la production d'électricité au Bahreïn, au Qatar et au Turkménistan atteint 100 %, tandis que la part de cette source dans la production d'électricité en Algérie, en Azerbaïdjan, au

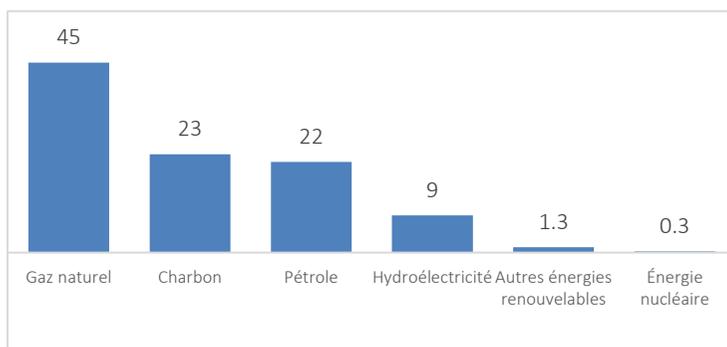
Brunei, à Oman, en Tunisie et aux Émirats arabes unis se situe entre 93 et 99 %.

Graphique 8.14: Production nette d'électricité dans les pays de l'OCI



Source: Données des Nations Unies. Remarques: OCI - N = 57.

Graphique 8.15: Sources de production nette d'électricité, 2015, %



Source: Banque mondiale, indicateurs de développement dans le monde. Remarques: OCI: N = 41.

Le charbon, avec le pétrole, représente encore 45 % de la production nette combinée d'électricité dans les 41 États membres de l'OCI. En 2015, le Kazakhstan (72 %), le Niger (72 %) et l'Indonésie (53 %)

utilisaient principalement le charbon pour produire de l'électricité, tandis que le pétrole était utilisé à plus de 90 % au Bénin, en Jordanie et au Liban.

L'Albanie, le Tadjikistan, le Mozambique et le Kirghizistan ont recours à la production d'énergie hydroélectrique pour plus de 90 % de leurs

besoins en électricité. Malheureusement, comme le montre le graphique 8.15, malgré les avancées dans les technologies de la bioénergie, solaire et éolienne, le rôle des énergies renouvelables non hydroélectriques dans la production nette d'électricité dans 41 États membres de l'OCI reste marginal, à 1,3 %. La situation est similaire avec l'énergie nucléaire qui représente symboliquement 0,3 % de la production nette combinée d'électricité dans un échantillon donné d'États membres de l'OCI.

Enjeux et défis liés à la réalisation des objectifs

L'hétérogénéité de l'utilisation de l'énergie dans la région de l'OCI est due en grande partie aux différentes dotations en ressources naturelles. Il est normal qu'un pays disposant de gisements importants d'une source d'énergie particulière l'utilise comme principal moyen de production d'énergie. Cependant, les personnes vivant dans des endroits sans stocks de combustibles fossiles ou à faible pouvoir d'achat peuvent être amenées à avoir recours à des combustibles de qualité médiocre, ouvrant la voie à la pollution de l'air domestique, comme c'est le cas dans de nombreux États membres de l'OCI. Néanmoins, l'OCI doit intensifier ses efforts pour expliquer les avantages potentiels pour la santé de passer des combustibles et technologies de cuisson inefficaces et polluants à des combustibles moins polluants.

La réalisation de l'accès universel à l'énergie moderne d'ici 2030 nécessitera une augmentation considérable de la production totale d'électricité des États membres de l'OCI. L'ampleur de ce défi exigera des investissements financiers énormes, une volonté politique considérable et la prise en compte de toutes les options technologiques disponibles.

Pour les États membres de l'OCI ayant de faibles niveaux d'accès à l'électricité, les énergies renouvelables peuvent être le moyen le moins coûteux de fournir un accès à l'électricité. Les technologies hors réseau peuvent être plus rentables pour les populations rurales les plus difficiles à atteindre qui ne bénéficieront probablement pas de l'expansion du réseau. Pour ces populations, les systèmes décentralisés, principalement alimentés par les technologies d'énergie renouvelable solaire et éolienne, peuvent constituer le moyen le plus économique d'accéder à l'électricité.

Les investissements dans les énergies renouvelables non hydroélectriques sont également importants pour les États membres de l'OCI avec des niveaux d'accès relativement plus élevés à l'électricité. La raison derrière cela est la croissance démographique et l'urbanisation rapide qui entraînera une augmentation significative de la demande en énergie à l'avenir. Pour cette raison, la réalisation d'un accès universel et durable à l'énergie pour tous d'ici 2030 nécessitera des raccordements électriques supplémentaires à partir des sources d'énergies renouvelables, dont les avantages énergétiques seront bien plus importants que les déchets et la pollution qui en résultent.



8.4 Tourisme

Objectifs 2.9.9 - 2.9.13:

[2.9.9] 9 Faire connaître et mettre en évidence les opportunités et les possibilités d'investissement qui existent dans les États membres de l'OCI et partager les meilleures pratiques de certains États membres dans le secteur du tourisme.

[2.9.10] Établir des alliances entre les acteurs du tourisme en vue de renforcer la commercialisation conjointe du tourisme et de promouvoir les efforts de coopération au niveau des sous-régions et des régions de l'OCI dans son ensemble.

[2.9.11] Renforcer le rôle des partenariats public-privé (PPP) pour l'expansion et l'amélioration des capacités et des activités touristiques existantes et pour la construction de nouvelles installations répondant aux normes de qualité et de services appropriées, en faisant appel aux technologies avancées.

[2.9.12] Promouvoir les projets régionaux et transfrontaliers de tourisme dans les États membres pour attirer les investissements.

[2.9.13] Promouvoir la sensibilisation à l'importance du tourisme islamique parmi les États membres et au-delà.

Idée de base

Le tourisme peut jouer un rôle important dans la lutte mondiale contre la pauvreté et réaliser les Objectifs du développement durable (ODD 8, 12 et 14). L'activité touristique internationale génère d'importantes retombées économiques tant dans les pays d'accueil que dans les pays d'origine des touristes. Il génère non seulement des recettes touristiques, mais aussi crée également des emplois et favorise le développement. Au-delà de la génération des retombées économiques et l'optimisation des capacités de production, le tourisme peut favoriser l'inclusion en réduisant la pauvreté et les inégalités parmi les groupes vulnérables comme les pauvres, les jeunes et les femmes. La croissance de l'industrie du tourisme a été à l'origine de plusieurs activités dans d'autres secteurs économiques comme l'horticulture, l'artisanat, l'agriculture, la construction et même la volaille.

Le tourisme inter-régional joue un rôle précurseur dans la promotion de la région pour les visiteurs internationaux provenant d'autres pays voisins. Il renforce la capacité dans la région afin de développer de meilleures structures et institutions pour rectifier certains des défis communs auxquels est confrontée la région. Caractérisé par ce réseau impressionnant d'activités socio-économiques et d'infrastructures requises pour le soutenir, le tourisme est l'un des secteurs les plus importants dans le monde, et une partie importante du commerce international.

En tant que groupe, les pays membres de l'OCI ont un grand potentiel de développement du secteur de tourisme international durable. Cela est vrai étant donné leurs biens patrimoniaux, culturels, historiques, géographiques naturels divers et riches. Le tourisme international est donc un secteur très important qui pourrait, s'il est dûment planifié et géré, peut jouer un rôle important dans le développement économique des pays de l'OCI. Ce n'est pas seulement en

raison de leurs ressources touristiques potentielles, et d'autres déjà existantes, mais aussi du fait que leurs citoyens voyagent en grand nombre partout dans le monde pour des motifs de loisirs, d'affaires ou autres. En conséquence, ce secteur peut apporter une contribution tangible à la promotion du développement socio-économique et au renforcement des liens de solidarité entre les peuples.

L'un des moyens efficaces de renforcer la coopération entre les pays de l'OCI consiste à renforcer les activités touristiques intra-OCI. De cette façon, les habitants des pays de l'OCI se visitent et se connaissent davantage. Cela améliorerait également les investissements et le commerce intra-OCI. Un autre facteur prometteur pour les pays de l'OCI dans le domaine du tourisme est l'émergence du tourisme islamique (Halal). Un nombre croissant de personnes vivant dans les pays de l'OCI préfèrent utiliser les installations et services touristiques conçus selon les principes islamiques. Par conséquent, ce sous-crénneau de l'industrie du tourisme a un grand potentiel qui peut favoriser le développement de l'industrie du tourisme.

État actuel et progrès accomplis dans la réalisation des objectifs

Les arrivées de touristes internationaux et les recettes touristiques sont deux indicateurs clés permettant d'évaluer le développement de l'industrie du tourisme dans un pays. À cet égard, les graphiques 8.16 et 8.17 présentent des données sur les arrivées de touristes internationaux et les recettes touristiques dans les pays de l'OCI, pour lesquelles les données sont disponibles.

Graphique 8.16: Nombre d'arrivées de touristes dans les pays de l'OCI, 2005-2016 (en millions)

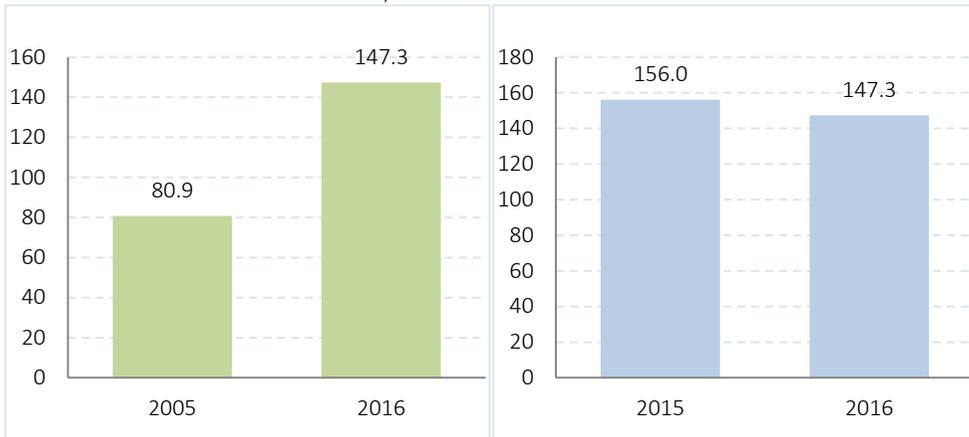


Source: OMT Couverture des données: 36 pays de l'OCI.

Selon le graphique 8.16, le nombre d'arrivées de touristes est passé de 120,5 millions en 2005 à 174,3 millions en 2016. Cependant, le nombre d'arrivées de touristes a légèrement diminué, passant de 183 millions en 2015 à 174,3 millions en 2016. Le chiffre des revenus touristiques est passé de 80,9 milliards de dollars des États-Unis en 2005 à 147,3 milliards de dollars en 2016. Néanmoins, les recettes touristiques totales des pays de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles ont été évaluées à 156 milliards de dollars des États-Unis en 2015, soit une baisse de 147,3 milliards de dollars en 2016.

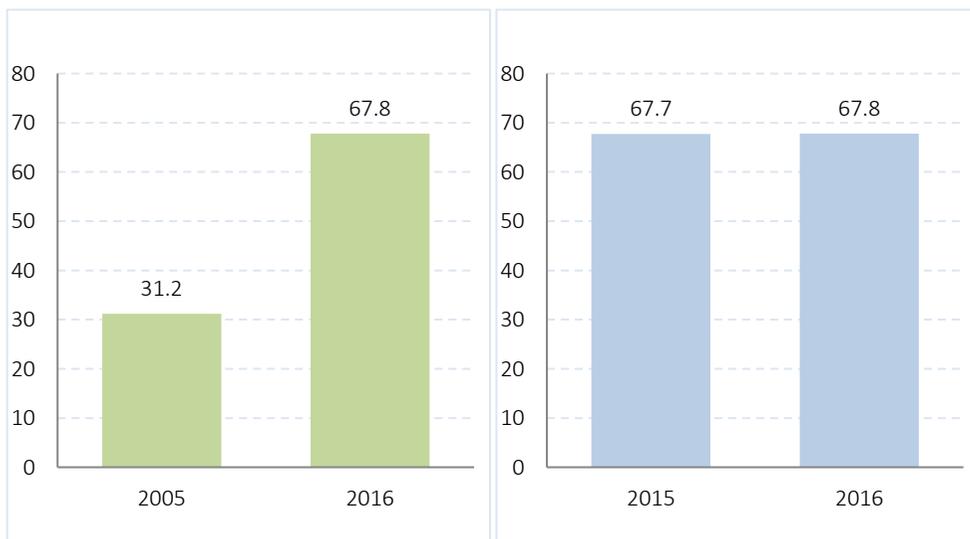
Dans l'ensemble, 27 pays de l'OCI ont réussi à augmenter leurs arrivées de touristes et 17 pays de l'OCI ont vu leurs recettes touristiques augmenter en 2016 par rapport à leurs performances enregistrées en 2015.



Graphique 8.17: Recettes du tourisme dans les pays de l'OCI, 2005-2016 (en milliards de dollars des États-Unis)

Source: OMT Couverture des données: 35 pays de l'OCI.

Entre 2005 et 2016, la coopération intra-OCI dans le domaine du tourisme s'est améliorée. En conséquence, le nombre total d'arrivées de touristes intra-OCI est passé de 31,2 millions en 2005 à 67,8 millions en 2016 (graphique 8.18). Une légère augmentation a également été enregistrée sur la période 2015-2016. Les arrivées de touristes intra-OCI ont légèrement augmenté, passant de 67,7 millions en 2015 à 67,8 millions en 2016. Au total, 22 pays de l'OCI ont vu une augmentation de leurs arrivées de touristes intra-OCI par rapport à leurs performances enregistrées en 2015. Il est prometteur qu'un bon nombre de pays de l'OCI ont connu une amélioration en attirant plus de touristes en provenance de pays de l'OCI.

Graphique 8.18: Nombre d'arrivées de touristes intra-OCI, 2005-2016 (en millions)

Source: OMT Couverture des données: 31 pays de l'OCI.

Tableau 8.2: Notes GMTI des 10 premiers pays de l'OCI

Classement	Pays	GMTI 2015		Classement	Pays	GMTI 2018
1	Malaisie	83,8		1	Malaisie	80,6
2	Turquie	73,8		2	Indonésie	72,8
3	Émir. ar. unis	72,1		3	Émir. ar. unis	72,8
4	Arabie saoudite	71,3		4	Turquie	69,1
5	Qatar	68,2		5	Arabie saoudite	68,7
6	Indonésie	67,5		6	Qatar	66,2
7	Oman	66,7		7	Bahreïn	65,9
8	Jordanie	66,4		8	Oman	65,1
9	Maroc	64,4		9	Maroc	61,7
10	Brunei	64,3		10	Koweït	60,5
Notes cumulatives des 10 premiers pays de l'OCI		698,5		Notes cumulatives des 10 premiers pays de l'OCI		683,4
<i>Source: GMTI</i>						

Le marché du tourisme islamique a connu une croissance rapide au fil des années et est devenu l'un des domaines d'activités qui connaît la plus forte progression dans le marché du tourisme mondial. L'état du marché touristique islamique (Halal) peut être surveillé à l'aide de certains indices composites internationalement reconnus, tels que l'Indice des voyages mondial de musulmans (Global Muslim Travel Index, GMTI) (plus d'informations plus détaillées sur le GMTI sont disponibles SESRIC, 2017c et GMTI, 2018). Selon le tableau 8.2, la Malaisie arrive en tête du classement, avec des scores cumulés de 83,8 en 2015 et de 80,6 en 2018. Le score cumulé des 10 pays de l'OCI les plus performants dans cet indice est passée de 698,5 en 2015 à 683,4 en 2018. Cette réduction, en moyenne, reflète une détérioration de l'écosystème touristique global favorable aux musulmans dans les pays de l'OCI.

Les chiffres présentés dans le tableau 8.3 corroborent cette conclusion, à savoir que la note moyenne de 20 pays de l'OCI est en recul depuis 2016, passant de 66,6 en 2016 à 62,6 en 2018. En moyenne, les plus fortes baisses ont été observées dans les domaines de la facilité de communication et de la connectivité aérienne. Dans des domaines tels que les exigences de visa, la sécurité et la culture, les installations aéroportuaires, en moyenne, 20 pays de l'OCI, pour lesquels des données sont disponibles, ont enregistré un progrès.

Enjeux et défis liés à la réalisation des objectifs

Les indicateurs choisis dans le domaine du tourisme indiquent que dans le groupe de l'OCI, en moyenne, les niveaux souhaitables de développement du tourisme et de coopération n'ont pas encore été atteints. En d'autres termes, le niveau de développement du secteur du tourisme dans les pays de l'OCI, en moyenne, demeure en deçà de son potentiel.

En général, le développement de l'industrie du tourisme international durable nécessite l'adoption de stratégies à long-terme ainsi que des plans cohérents à moyen et à court terme et des programmes nationaux qui vont de pair avec le processus de création d'un environnement favorable à la coopération de l'OCI au niveau régional. Les défis que rencontrent le tourisme et



le développement durable d'un secteur du tourisme international dans les pays de l'OCI sont très divers car chaque pays a ses propres caractéristiques touristiques, son niveau de développement, ses priorités et ses politiques nationales de développement.

Tableau 8.3: Notes du sous-indice GMTI des pays de l'OCI

	2016	2017	2018
Moyenne des 20 premiers de l'OCI	66,6	66,9	62,6
Obligations de visa	69,5	71	72
Connectivité aérienne	57,4	71	57
Infrastructure de transport	nd	nd	33
Sensibilisation	33,1	36,9	36
Facilité de communication	59,6	59,5	59
Présence numérique	nd	nd	27
Sécurité et culture	84,4	82	86
Économie en provenance de l'étranger	nd	nd	35
Climat favorable	nd	nd	47
Accès aux espaces de prière	99	99,5	100
Options de restauration et garantie des aliments halal	82	83,4	83
Options d'hébergement	45,3	46,6	46
Installations aéroportuaires	77,9	82,4	82
Expériences uniques	nd	nd	17

Source: GMTI. Remarque: La taille de l'échantillon de l'OCI est de 20 en raison de la limitation des données. 'Nd' signifie non disponible.

Au niveau national, il est essentiel de concevoir des stratégies de développement du tourisme en vue d'améliorer la coopération entre les pays et les différentes régions géographiques de l'OCI. Le tourisme étant une activité économique et principalement un secteur d'activité du secteur privé, il faudrait déployer des efforts pour encourager et promouvoir une large implication du secteur privé dans le développement du tourisme en renforçant la coopération entre le secteur public et le secteur privé en vue d'établir des politiques, stratégies et réglementations relatives au développement du tourisme durable. Le développement inadéquat des infrastructures telles que les aéroports, les hôtels et les services d'hébergement apparaît comme un défi majeur dans de nombreux pays de l'OCI qui entrave le développement du tourisme. Les réseaux de transport existants parmi les pays de l'OCI ne sont pas assez performants pour répondre à la demande croissante des musulmans venant de différents pays et continents. Même au niveau sous-régional de l'OCI, il existe de graves pénuries de routes, d'aéroports et de chemins de fer. Cette faiblesse de l'infrastructure rend également difficile l'accès des touristes aux normes internationales en matière d'équipements et de services touristiques. Investir dans le capital humain pour développer les capacités des prestataires de services touristiques est une autre recommandation que les pays de l'OCI doivent faire avancer.

Même s'il y a quelques améliorations significatives au niveau des pays individuels, les pays de l'OCI, en tant que groupe, doivent déployer davantage d'efforts pour améliorer l'écosystème

global du tourisme islamique. Tout d'abord, la sensibilisation aux produits et services touristiques halal doit être améliorée. Il est également essentiel de développer des normes Halal unifiées dans l'industrie du tourisme qui peuvent être utilisées par tous les pays de l'OCI.

L'établissement d'alliances entre les acteurs du tourisme dans les pays de l'OCI jouerait un rôle clé dans le développement de l'industrie touristique. Il faut tout particulièrement encourager les organes officiels de promotion du tourisme des pays de l'OCI à coopérer en vue de renforcer le marketing et la promotion du tourisme tant au niveau sous-régional qu'au niveau de la région de l'OCI toute entière. Les domaines de coopération ne doivent pas se limiter au marketing et à la promotion. Les expériences réussies et les meilleures pratiques des pays de l'OCI dans le domaine du tourisme devraient être échangées à travers l'organisation d'ateliers et de séminaires. Ces plates-formes permettraient également aux pays de l'OCI de partager les leçons apprises et de promouvoir la coopération entre les principales parties prenantes de l'industrie touristique.

8.5 Travail, emploi et protection sociale

Objectifs 2.9.14 - 2.9.16:

[2.9.14] Promouvoir l'échange d'informations et de meilleures pratiques ainsi que les stratégies, politiques et expériences des États membres dans le domaine de la sécurité et de la santé, de l'emploi, de la protection sociale et des migrations, en vue de promouvoir une culture de prévention et de maîtrise des risques professionnels.

[2.9.15] Promouvoir la protection des travailleurs, qui comprend des conditions de travail décentes, y compris les salaires, les horaires de travail et la sécurité et la santé au travail, éléments essentiels du travail décent.

[2.9.16] Améliorer la transparence de l'information sur les statistiques de l'emploi et promouvoir les programmes de formation professionnelle.

Idée de base

La sécurité et la santé au travail (SST) représentent un élément clé pour parvenir à des conditions de travail décentes et maintenir le bien-être des travailleurs. Il s'agit de protéger la sécurité, la santé et le bien-être des travailleurs. Une législation et des règlements appropriés, accompagnés de moyens adéquats d'application sont essentiels pour la protection de la sécurité et la santé des employés. Par conséquent, la SST peut être garantie par un système adéquat et approprié.

Il est également important de protéger les droits des travailleurs et de leur offrir des conditions de travail décentes. Tous les travailleurs ont le droit d'entrer dans un emploi et de le quitter volontairement et librement, sans la menace d'une sanction, et en tenant compte des droits et responsabilités juridiques. La vulnérabilité d'un travailleur ne devrait pas être utilisée pour offrir des conditions d'emploi inférieures au minimum légal, et les employeurs devraient s'abstenir de recourir à des pratiques qui restreignent la capacité d'un travailleur de mettre fin à son emploi. En outre, toutes les personnes devraient bénéficier de l'égalité des chances et de traitement sur le marché du travail et sur le lieu de travail.



D'autre part, la forte incidence de l'économie informelle constitue un défi majeur pour les droits des travailleurs, y compris les principes et droits fondamentaux au travail, et pour la protection sociale, les conditions de travail décentes, le développement inclusif et l'État de droit. La plupart des gens entrent dans l'économie informelle non pas par choix, mais par manque d'opportunités dans l'économie formelle et en l'absence d'autres moyens de subsistance. En outre, les déficits de travail décent, notamment le déni des droits au travail, l'absence de possibilités suffisantes d'emplois de qualité, une protection sociale inadéquate et l'absence de dialogue social, sont les plus prononcés dans l'économie informelle. Le passage de l'économie informelle à l'économie formelle est essentiel pour parvenir à un développement inclusif et réaliser un travail décent pour tous.

Les politiques actives du marché du travail (PAMT) qui encouragent les programmes de formation professionnelle jouent un rôle essentiel à accroître l'emploi, l'amélioration de l'équité, le renforcement de la mobilité professionnelle et de la qualité de l'emploi et la réduction de la pauvreté. Elles peuvent être utilisées pour cibler des groupes spécifiques dans le but d'aborder les problèmes particuliers de ces groupes, y compris les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les chômeurs de longue durée et les migrants. Elles aident à créer de nouveaux emplois à moyen et long terme qu'en combinaison avec d'autres politiques publiques, comme les politiques industrielles, macro-économiques et éducatives.

État actuel et progrès accomplis dans la réalisation des objectifs

La sécurité et la santé au travail (SST) ont trait à la reconnaissance, à l'évaluation et au contrôle des dangers survenant sur le lieu de travail ou susceptibles d'avoir des effets négatifs sur la santé et le bien-être des travailleurs. La portée de la SST a évolué en réponse aux changements sociaux, politiques, technologiques et économiques dans le monde. Dans ce contexte, l'ampleur de l'impact mondial des accidents du travail et des maladies professionnelles, ainsi que des catastrophes industrielles majeures, en termes de souffrances humaines et de coûts économiques connexes, constitue depuis longtemps une source de préoccupation sur le lieu de travail, au niveau national et international. Selon les dernières estimations mondiales, 2,78 millions de décès survenant chaque année dans les pays sont attribués au travail. La mortalité liée au travail représentait 5 % du total mondial des décès. Au total, on estime que plus de 7500 personnes meurent chaque jour; 1000 d'accidents de travail et 6500 de maladies professionnelles (Hämäläinen et al., 2017). Étant donné l'absence de données au niveau de chaque pays, la tendance mondiale est présentée dans le tableau 8.4 ci-dessous.

Tableau 8.4: Tendence mondiale des accidents du travail et des maladies professionnelles mortelles (2001-2015)

	Accidents du travail mortels		Accidents du travail non mortels (au moins 4 jours d'absence)		Maladies mortelles liées au travail
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	
2001	351 203	15,2	268 023 272	12 218	
2002					1 945 115
2003	357 948	13,8	336 532 471	12 966	
2008	320 580	10,7	317 421 473	10 612	2 022 570
2010	352 769	11	313 206 348	9 786	
2011					1 976 021
2014	380 500	11,3	373 986 418	11 096	
2015					2 403 965

Source: Hämäläinen et al., 2017. *Nombre d'accidents du travail pour 100 000 personnes dans la population active.

Les maladies professionnelles entraînent également des coûts énormes lorsque les travailleurs ne sont pas bien protégés contre la maladie et les blessures résultant de leur emploi. Elles réduisent la productivité des travailleurs et augmentent les dépenses de santé. À cet égard, les accidents du travail et les maladies professionnelles entraînent une perte annuelle de 4 % du PIB mondial (OIT, 2013). Pourtant, 98 % des accidents du travail et 100 % des maladies professionnelles sont évitées grâce à la mise en œuvre de pratiques saines de prévention, de signalement et d'inspection. Les employeurs sont également confrontés à des retraites anticipées coûteuses, à la perte de personnel qualifié, à l'absentéisme et à des primes d'assurance élevées en raison d'accidents et de maladies liés au travail. Par conséquent, tant pour des raisons humanitaires qu'économiques, il est important de renforcer les mesures de SST pour promouvoir la protection sociale et le bien-être des travailleurs dans les pays de l'OCI.

Afin de promouvoir la sécurité et la santé au travail dans les pays de l'OCI, le Réseau de l'OCI pour la sécurité et la santé au travail (OIC OSHNET) a préparé des directives générales sur la sécurité et la santé au travail, qui ont été adoptées lors de la 3ème Conférence islamique des ministres du Travail tenue en Indonésie en 2015. En outre, dans le cadre du Programme de renforcement des capacités en matière de sécurité et de santé au travail de l'OCI (OSHCaB), le SESRIC mène des programmes de formation à court terme basés sur l'approche de la coopération Sud-Sud. Avec une vision proactive, le SESRIC s'engage également à prendre part avec les institutions régionales et internationales pour contribuer aux efforts des pays membres de l'OCI dans l'amélioration de leurs capacités de sécurité et de santé au travail.

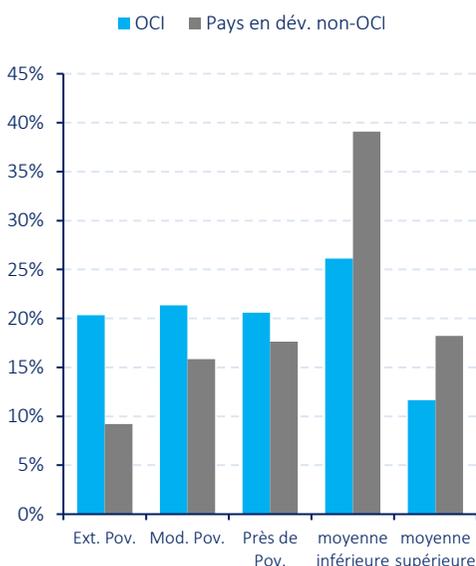
La protection du travail fait partie des responsabilités essentielles des gouvernements, qui doivent veiller à ce que les droits des travailleurs soient correctement respectés sur le marché du travail. Toutefois, on constate que les pays de l'OCI souffrent fortement de l'emploi informel et de la pauvreté des travailleurs. L'informalité a de multiples causes, y compris la gouvernance et les questions structurelles, et les politiques publiques peuvent accélérer le processus de transition vers l'économie formelle, dans un contexte de dialogue social. Par conséquent, il est



nécessaire de prendre des mesures urgentes et appropriées pour permettre la transition des travailleurs de l'économie informelle à l'économie formelle, tout en assurant la préservation et l'amélioration des moyens de subsistance existants pendant la transition.

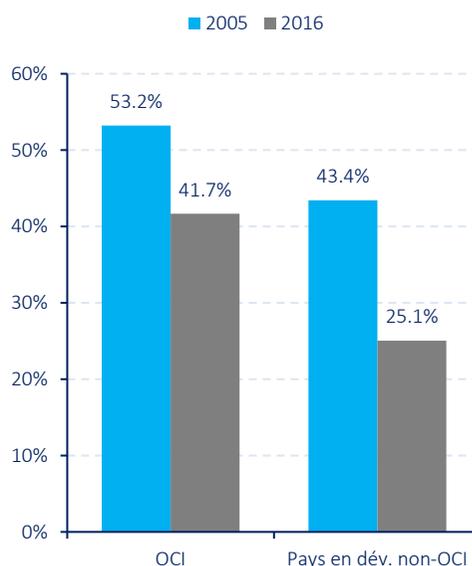
Là encore, un grand nombre de personnes travaillent, mais ne gagnent pas assez pour sortir de la pauvreté. En fait, environ 262 millions de travailleurs dans les pays de l'OCI vivent dans une extrême pauvreté (avec moins de 1,90 dollars des États-Unis par personne par jour) ou dans une pauvreté modérée (c.-à-d compris entre 1,90 et 3,10 dollars), bien qu'étant employées (graphique 8.19). De plus, les jeunes présentent une incidence plus élevée de travailleurs pauvres que les adultes. Globalement, 37,7 % des jeunes travailleurs vivent dans la pauvreté extrême ou modérée en 2016, comparativement à 26 % de travailleurs adultes (SESRIC, 2017). En d'autres termes, les résultats sur le marché du travail ne sont pas assez prometteurs pour beaucoup de

Graphique 8.19a: Emploi par classe économique (2016)



Source: OIT, base de données des indicateurs clés du marché du travail (KILM)

Graphique 8.19b: Taux de pauvreté des travailleurs (vivant avec moins de 3,10 dollars des États-Unis par jour, PPA)



personnes, ce qui ne les aide pas à échapper à la pauvreté ni à gravir les échelons du développement social.

Les programmes de formation professionnelle contribuent à améliorer l'employabilité et à promouvoir la productivité du travail par le développement des compétences. Ces programmes sont généralement conçus dans le cadre de politiques actives du marché du travail. La non-disponibilité des données sur les politiques du marché du travail dans les pays de l'OCI empêche de faire plus d'évaluations complètes sur l'ampleur et l'impact de ces politiques dans les pays de l'OCI. Une enquête menée par l'Association mondiale des services d'emploi publics (AMSEP) et

la Banque interaméricaine de développement (BIAD) avec les 73 services publics de l'emploi dans le monde en 2014 fournit des indications sur les politiques relatives au marché du travail dans les pays membres participants de l'OCI. Selon l'enquête, l'orientation professionnelle générale, la formation professionnelle, et l'auto-emploi sont les mesures des politiques actives du marché du travail (PAMT) les plus fréquentes tant dans 15 pays participants de l'OCI que dans d'autres pays participants (tableau 8.5).

Enjeux et défis liés à la réalisation des objectifs

L'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie contribuent de manière significative à promouvoir la productivité. Ils devraient faire partie intégrante des politiques et programmes économiques, fiscaux, sociaux et du marché du travail visant à assurer une croissance économique durable, la création d'emplois et le développement social. Les gouvernements devraient investir et créer des conditions pour améliorer l'éducation et la formation à tous les niveaux. Cependant, de nombreux pays de l'OCI ont besoin de soutien dans la conception et la mise en œuvre de politiques d'éducation et de formation appropriées pour atteindre le développement humain, la productivité et la croissance économique.

Les emplois futurs nécessiteront des niveaux d'éducation plus élevés et une combinaison différente de compétences et de qualifications. De nouvelles compétences sont nécessaires non seulement pour améliorer l'employabilité de la main-d'œuvre, mais aussi pour accroître la productivité et la compétitivité des entreprises et atteindre des taux de croissance plus élevés. Dans ce contexte, le besoin de formation d'une main-d'œuvre compétente pour l'innovation devrait être bien privilégié pour promouvoir un développement axé sur l'innovation. En outre, les investissements dans les programmes techniques, d'enseignement et de formation professionnels dans les nouveaux secteurs émergents devraient être intensifiés et les entreprises devraient être encouragées à utiliser et à investir dans les nouvelles technologies. Étant donné que la majorité des emplois sont créés par des PME, il est important de faciliter le développement de stratégies de compétences et le processus de perfectionnement des compétences au sein de ces entreprises.



Tableau 8.5: Les politiques du marché du travail dans les pays membres de l'OCI

	Albanie	Algérie	Bénin	Burkina Faso	Cameroun	Côte d'Ivoire	Gabon	Guinée	Guyana	Mauritanie	Maroc	Niger	Suriname	Togo	Turquie	TOTAL
Orientation professionnelle générale (1)	+	+	+	-	+	+	+	+	-	+	+	+	+	+	+	13
Mesures de formation professionnelle (2)	+	-	-	+	+	+	-	+	+	+	+	+	-	-	-	9
Formation professionnelle par des organismes de formation externes (3)	+	+	+	-	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	14
Test d'aptitude professionnelle / placement en essai de travail temporaire	-	-	+	-	+	-	+	+	-	+	-	-	-	+	+	7
Programmes consacrés à l'auto-emploi / démarrage d'entreprise	-	-	+	+	+	+	-	+	-	+	+	+	+	+	+	11
Coût salarial (4)	+	-	+	-	-	+	-	-	-	+	+	-	-	-	+	6
Mesures de création d'emplois (5)	-	-	-	-	+	-	+	-	-	-	-	-	+	-	+	4
Mesures de maintien de l'emploi (6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+	1
Des programmes visant à promouvoir la mobilité des travailleurs	+	-	+	-	+	-	+	-	-	-	-	-	-	-	-	4

Source: Compilés à partir de l'enquête 2014, AMSEP-BIAD, disponible à l'adresse <http://www.theworldofpes.org>.

Remarques: (1) L'orientation professionnelle (p. ex., le counseling/ conseils) pour les jeunes (transition de l'école au travail) et les adultes ; (2) le SPE/l'organisation lui-même est active en tant que fournisseur de mesures de formation professionnelle (mettre l'accent sur les qualifications/compétences) ; (3) Financement et/ou orientation des sessions de formation professionnelle dispensées par des organismes de formation externes ; (4) Subventions sur les coûts salariaux pour promouvoir le recrutement des personnes sans emploi ; (5) Mesures de création d'emplois en tant qu'emplois supplémentaires (publics) dans des zones cibles restreintes ; (6) Mesures de maintien de l'emploi (régimes de travail à temps réduit, etc.) pour les travailleurs menacés de licenciement économique

La sécurité sociale est un outil important pour prévenir et réduire la pauvreté, les inégalités, l'exclusion sociale et l'insécurité sociale, pour promouvoir l'égalité des chances et pour soutenir la transition de l'emploi informel à l'emploi formel. Le droit à la sécurité sociale est, avec la promotion de l'emploi, une nécessité économique et sociale pour le développement et le progrès. Aujourd'hui, tous les pays du monde ont un programme de protection sociale.

Cependant, 73 % de la population mondiale continue de vivre sans couverture sociale adéquate (OIT, 2014). Cela signifie que, pour la grande majorité des personnes, le droit fondamental à la sécurité sociale n'est que partiellement réalisé ou pas du tout.

La sécurité sociale est un investissement dans les personnes qui leur permet de s'adapter aux changements de l'économie et du marché du travail. Les systèmes de sécurité sociale agissent comme des stabilisateurs sociaux et économiques automatiques, aident à stimuler la demande globale en temps de crise et au-delà, et aident à soutenir la transition vers une économie plus durable. La transition vers l'emploi formel et la mise en place de systèmes de sécurité sociale durables se renforcent mutuellement.

Afin de traiter certains des principaux défis du marché du travail, la plupart des pays en développement mettent en œuvre diverses politiques du marché du travail. Ces dernières comprennent généralement les services et les programmes de l'emploi qui visent à renforcer les capacités des demandeurs d'emploi ainsi que des mesures visant à élargir l'ensemble de possibilités d'emploi dont les demandeurs d'emploi peuvent en profiter. Elles sont mises en œuvre dans différents contextes dans différents pays avec des résultats différents, selon le contexte économique, les ressources, l'environnement institutionnel et la capacité administrative.

Il est important que les programmes de formation et d'incitations à l'emploi soient bien conçus et ciblés pour les plus défavorisés et les groupes vulnérables tels que les chômeurs de longue durée, les jeunes, les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs âgés. Avec les constantes évaluations de ces programmes, il convient de s'assurer qu'ils aient des impacts positifs sur l'ensemble de l'activité économique et la productivité sans alourdir excessivement les finances publiques. Afin de stimuler l'apprentissage à partir de l'expérience, des évaluations systématiques sont également nécessaires pour décider des politiques à développer, à adapter, à fusionner ou à abandonner.

La relation entre les politiques du marché du travail et l'économie informelle exige une attention particulière. Les politiques du marché du travail comme la formation pourraient être utilisées pour améliorer la productivité des travailleurs informels, tandis que les travaux publics peuvent construire des infrastructures, fournir un premier pas vers la formalisation. D'autres politiques telles que les prestations liées à l'emploi pourraient servir d'incitation à formaliser les emplois.

8.6 Entrepreneuriat et développement des PME

Objectifs 2.9.17 - 2.9.19:

[2.9.17] Développer un secteur privé dynamique et performant pour booster l'investissement, le commerce, l'industrialisation et la transformation structurelle.

[2.9.18] Accroître la contribution des PME à la croissance économique globale et au développement des États membres de l'OCI et booster leur compétitivité et leur dynamisme en leur facilitant l'accès à l'information, au marché, au développement des ressources humaines et des compétences, au financement et à la technologie.

[2.9.19] Promouvoir et encourager les PME dirigées par des femmes.



Idée de base

Le développement industriel nécessite des stratégies inclusives qui réunissent tous les acteurs potentiels qui peuvent contribuer au processus de développement. Des particuliers aux institutions financières, la plupart des segments d'une société peuvent être utilisés dans le cadre de ce processus. Cependant, dans tous les cas, les gouvernements auront un rôle de facilitateur, parce qu'ils auront le contrôle sur les capacités, les ressources et les exigences pour une transformation réussie. Ils auront le pouvoir d'inciter les gens à s'engager dans les activités entrepreneuriales, les PME innovantes pour pénétrer les marchés étrangers, d'identifier les lacunes dans le capital humain, les infrastructures et les institutions et de combler ces lacunes, d'établir des institutions de financement spécial et des mécanismes financiers pour financer des projets de développement industriels, de renforcer la technologie et la capacité d'innovation de leur pays et de s'engager dans le partenariat régional pour tirer profit des potentiels des grands marchés (SESRIC, 2017).

L'industrialisation n'est pas seulement une production à grande échelle impliquant des longs cycles de production, des investissements importants et de nombreux travailleurs. Les petites entreprises peuvent jouer un rôle important dans la réalisation du développement industriel. Bien qu'elles soient considérées comme une importante source d'emploi, leur rôle ne se limite pas seulement à cela. Les petites entreprises peuvent également être une source de dynamisme. Dans les pays développés, elles ont joué un rôle dynamique dans les activités d'innovation, y compris les pièces et composants électroniques et les logiciels informatiques, et contribuent de manière significative au processus de développement industriel.

Les PME et les entrepreneurs aident les pays à développer un secteur privé fort qui a le potentiel de soutenir le développement durable. L'entrepreneuriat consiste à créer de la valeur économique et sociale en présence d'incertitude et de ressources limitées. Les raisons qui poussent les gens à choisir la voie de l'entrepreneuriat varient d'un pays à l'autre. Dans les pays en développement, l'action entrepreneuriale est essentiellement fondée sur la nécessité et motivée par la génération de revenus. Au niveau macroéconomique, l'entrepreneuriat contribue à la croissance du PIB ainsi qu'à la productivité et à l'efficacité globales d'une économie. Au niveau microéconomique, elle est une source de réduction de la pauvreté dans de nombreuses économies à revenu faible ou intermédiaire. Les PME et les entrepreneurs sont également d'importantes sources de création d'emplois permettant de réduire les taux de chômage.

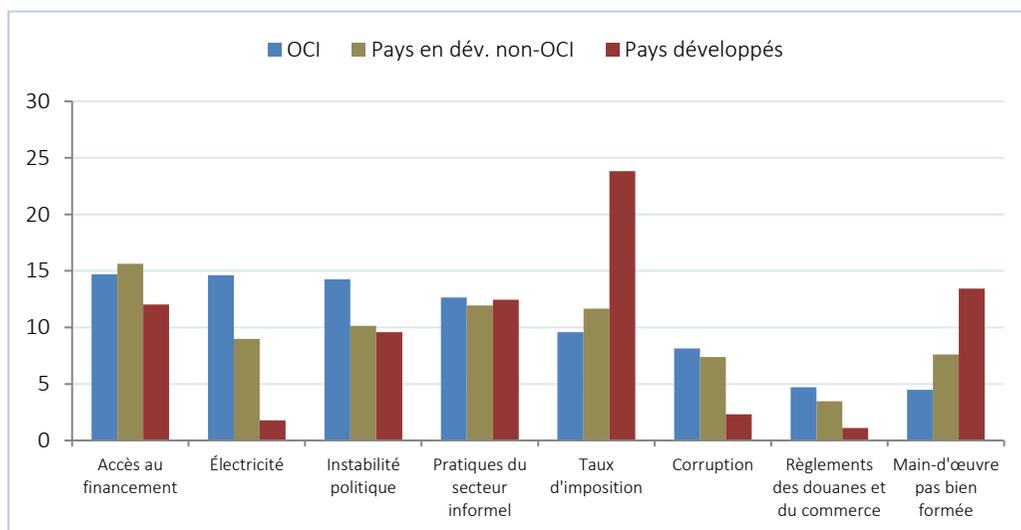
Lorsqu'il s'agit de l'entrepreneuriat féminin, les retombées ne se limitent pas à la production économique et à la productivité. Les femmes chefs d'entreprise jouent un rôle de catalyseur dans la réalisation du développement durable à travers leurs activités. En outre, les femmes ont plus de chances de rejoindre et de gérer des PME à vocation sociale en raison de leurs sensibilités telles que les soins, la cohésion sociale, le développement communautaire, etc. Par conséquent, les activités des femmes entrepreneures ont tendance à générer des résultats économiques et sociaux importants. À cet égard, les pays de l'OCI doivent développer un secteur privé fort où l'écosystème de l'entrepreneuriat est propice aux affaires. Dans cet écosystème, les entreprises et les PME pourraient devenir compétitives en investissant dans le capital humain et la technologie.

État actuel et progrès accomplis dans la réalisation des objectifs

De nombreux pays soutiennent l'entrepreneuriat dans le but de réduire la pauvreté et de produire de nouvelles possibilités d'emploi au lieu d'encourager l'industrialisation. Il y a aussi des pays de l'OCI qui ont intégré efficacement le développement de l'entrepreneuriat dans leurs stratégies d'industrialisation. Le Maroc, par exemple, a intégré des mesures spéciales pour appuyer l'entrepreneuriat dans son Plan d'accélération industrielle 2014-2020, qui vise à augmenter la contribution de l'industrie à 23 % du PIB et de créer 500 mille nouveaux emplois d'ici 2020. Il emploie un certain nombre d'instruments pour favoriser la croissance et la compétitivité, en particulier le développement massif des infrastructures dans les groupes industriels (El Mokri, 2016). De même, la Côte d'Ivoire a adopté un plan visant à promouvoir la création de nouvelles entreprises en réduisant les coûts de démarrage, investissant dans l'infrastructure et l'amélioration du cadre juridique dans le secteur des TIC (Banque mondiale, 2016).

Les entrepreneurs font face à des défis majeurs et des contraintes lors du démarrage d'entreprises ou l'amélioration de leurs opérations. Vu que ces défis diffèrent d'un pays à pays, il est important de les identifier avant la conception des politiques. Ces défis sont généralement liés au financement, à l'infrastructure, aux compétences et à l'environnement des entreprises. Tel que rapporté par SESRIC (2017b), la plupart des entreprises dans les pays de l'OCI identifient

Graphique 8.20: Principaux obstacles rencontrés par les entreprises



Source: Enquêtes auprès des entreprises de la Banque mondiale.

l'accès au financement (14,7 %), l'électricité (14,6 %) et la stabilité politique (14,2 %) comme les plus grands obstacles. Dans la région MENA, la stabilité politique est considérée comme le principal obstacle par 30,1 % des entreprises (graphique 8.20).

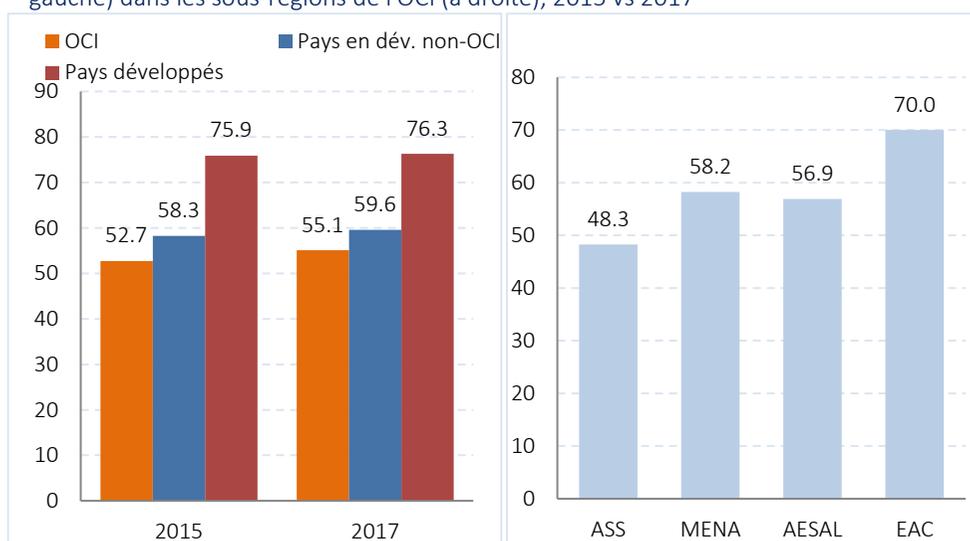
Il est possible d'évaluer l'état global de l'écosystème de l'entrepreneuriat dans un pays en utilisant l'indice Doing Business de la Banque mondiale, qui classe les pays selon un ensemble de 10 indicateurs liés aux différents aspects du cycle économique. La facilité à créer une entreprise mesure les scores de la distance entre les économies et la frontière pour le démarrage d'une



entreprise, qui est dérivée de la pratique la plus efficace ou du score le plus élevé obtenu sur cet indicateur.

Le score moyen des pays de l'OCI est passé de 52,7 en 2015 à 55,1 en 2017, ce qui reflète une légère amélioration de l'environnement global des affaires. Le groupe de l'OCI avait les moyennes les plus basses en 2015 et 2017 parmi les groupes de pays (graphique 8.21). Au niveau régional, les performances des sous-régions de l'OCI diffèrent considérablement. La région de l'Afrique subsaharienne avait la moyenne la plus basse (48,3) et l'EAC la moyenne la plus basse (70) en 2017. Cela montre qu'il est relativement plus difficile de faire des affaires en Afrique subsaharienne qu'en EAC.

Graphique 8.21: Scores de l'indice de facilité de faire des affaires dans le monde (à gauche) dans les sous-régions de l'OCI (à droite), 2015 vs 2017



Source: Indicateurs de développement dans le monde (WDI). Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

Remarque : Un score plus élevé implique que faire des affaires est relativement plus facile

Dans les pays de l'OCI, en moyenne, un progrès a été enregistré sur la période 2009-2017 en termes de temps requis pour créer une entreprise. La composante Temps de création d'une entreprise indique le temps nécessaire pour exécuter chaque procédure indispensable à la création d'une entreprise. La durée moyenne requise pour créer une entreprise est passée de 42,5 jours en 2009 à 18,3 jours en 2017. Par rapport à 2015, dans les pays de l'OCI, en moyenne, un entrepreneur a besoin de moins de temps (environ 1,3 jour) pour créer une entreprise en 2017.

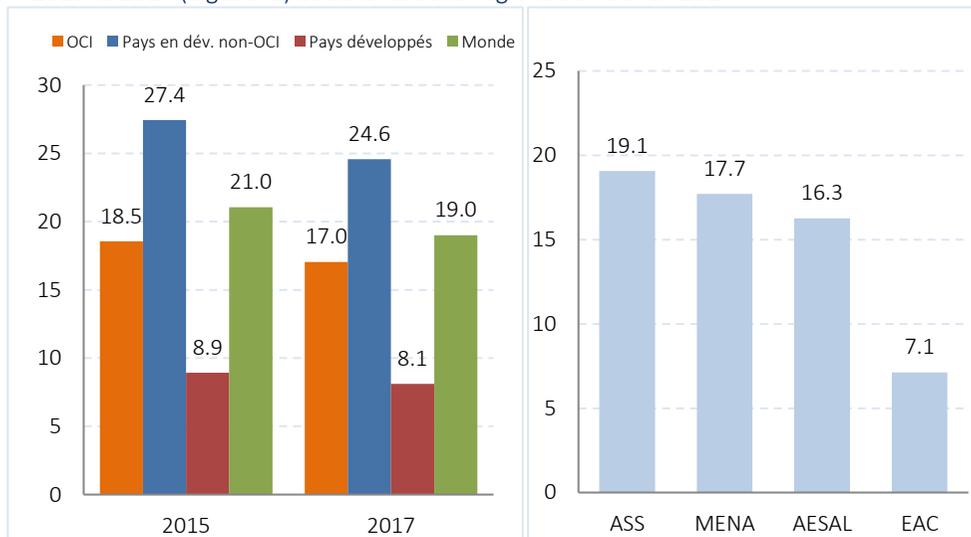
Être une femme entrepreneure dans les pays de l'OCI n'est pas aussi facile que d'être un homme entrepreneur, il existe des défis socio-économiques spécifiques au genre. Une femme dans les pays de l'OCI, en moyenne, a besoin de passer plus de temps (18,5 jours) pour créer une entreprise par rapport à la moyenne des pays développés (8,9 jours) en 2015. Les pays de l'OCI, en moyenne, ont enregistré des progrès et le temps requis par les femmes pour créer une entreprise est passé de 18,5 jours en 2015 à 17 jours en 2017. Dans les pays de l'OCI situés dans

la région de l'ASS, en moyenne, une femme entrepreneure doit passer plus de temps (19,1 jours) par rapport à la moyenne de la région EAC (7,1 jours) en 2017 (graphique 8.22).

Enjeux et défis liés à la réalisation des objectifs

Bien que le secteur privé dans les pays de l'OCI ait un grand potentiel pour soutenir la croissance économique et le développement, il reste relativement sous-développé. Il existe de véritables raisons pour lesquelles le secteur privé n'a pas pu atteindre son plein potentiel. Pour commencer, les entrepreneurs et les PME des pays de l'OCI, en moyenne, sont désavantagés en termes de nombre de procédures et de temps requis pour créer une entreprise par rapport à leurs homologues du monde développé. À cet égard, les pays de l'OCI devraient concevoir des politiques pour améliorer l'environnement de travail général en réduisant les procédures qui conduisent à des inefficacités. Cela encouragerait les activités entrepreneuriales et ouvrirait la voie à l'émergence de nouvelles PME.

Graphique 8.22: Temps nécessaire aux femmes pour démarrer une entreprise (jours), 2015 vs 2017 (à gauche) et dans les sous-régions de l'OCI en 2017



Source: Indicateurs de développement dans le monde (WDI). Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

En fait, la qualité des infrastructures (transport, services publics, communications et énergie) dans les pays de l'OCI est relativement faible (SESRI, 2016). À cet égard, les PME et les entrepreneurs des pays de l'OCI ne peuvent pas facilement concurrencer leurs homologues d'autres pays. Cela affecte aussi négativement le dynamisme du secteur privé. Une infrastructure insuffisante, y compris les TIC, réduit l'accès aux marchés et conduit à une information asymétrique.

Les entrepreneurs ont besoin d'une meilleure infrastructure et d'un environnement commercial plus favorable. L'infrastructure est un élément clé dans la promotion de l'industrialisation, l'accroissement des revenus, l'accumulation du capital humain et la facilitation de l'accès aux marchés. D'autre part, l'amélioration des conditions économiques générales à travers des politiques budgétaires et monétaires saines et des taux de change appropriés, le renforcement



de l'environnement des affaires et l'application de cadres réglementaires stables peuvent avoir un impact sur la performance des entreprises et leur contribution à l'industrialisation (BAD/OCDE/PNUD, 2017). Ces politiques doivent être adaptées aux conditions spécifiques, aux besoins et capacités existantes de chaque pays.

De nombreuses institutions financières des pays de l'OCI ne sont pas en mesure de répondre aux besoins des entrepreneurs et des PME. Par exemple, les banques ont des exigences de garantie plus élevées, des taux d'intérêt plus élevés et des procédures et frais bancaires supplémentaires pour les entrepreneurs. En particulier, les femmes entrepreneurs sont relativement plus désavantagées du point de vue de l'accès aux institutions financières en raison des barrières socioculturelles dans les divers pays de l'OCI. L'accès limité au financement décourage non seulement les nouveaux venus sur le marché, mais tend aussi à freiner la croissance des PME existantes. Les start-ups ou jeunes pousses sont davantage soumises à des contraintes de crédit et sont moins résistants aux chocs financiers. L'une des solutions les plus prometteuses pour fournir des capitaux aux entrepreneurs de start-ups et PME est le crowdfunding ou financement participatif. Le capital-risque et l'investissement providentiel sont également des outils largement utilisés pour remédier aux contraintes de crédit des entrepreneurs innovants.

En général, les pays de l'OCI ont besoin créer un environnement commercial plus favorable pour que les entrepreneurs et les PME puissent croître et prospérer. Cela nécessite des investissements dans l'infrastructure et des modifications visant à réduire les procédures formelles inutiles ainsi que la bureaucratie dans l'environnement des entreprises. Il est essentiel d'entreprendre toutes ces réformes et d'élaborer des politiques dans les pays de l'OCI dans une perspective de genre, car les femmes entrepreneures se trouvent dans une position plus défavorisée dans l'environnement commercial de nombreux pays de l'OCI pour diverses raisons. Ainsi, les réformes n'ont pas lieu ; les femmes vivant dans les pays de l'OCI continuent à rester en dessous de leur potentiel et ne pourraient contribuer au développement de leurs sociétés respectives. En outre, des retards dans ces réformes décourageraient les activités entrepreneuriales, tant pour les hommes que pour les femmes, et affecteraient la croissance du secteur privé et des PME de manière négative.



CHAPITRE NEUF

OCI-2025 Autres domaines prioritaires

ENVIRONMENT,
CLIMATE CHANGE AND
SUSTAINABILITY



EDUCATION



SCIENCE, TECHNOLOGY
AND INNOVATION



Il existe d'autres domaines thématiques qui ne sont pas directement liés aux activités économiques, mais qui ont un impact significatif sur celles-ci. À cet égard, cette section passe en revue les objectifs dans les domaines suivants: (i) environnement, changement climatique et durabilité, (ii) éducation, et (iii) science, technologie et innovation.

Le réchauffement de la planète et le changement climatique constituent aujourd'hui l'une des menaces les plus graves pour la durabilité de l'environnement mondial. Les conditions météorologiques anormales et les catastrophes naturelles inattendues entraînent la mort ou le déplacement de nombreuses personnes, en particulier les pauvres. Il est important que tous les États membres redoublent d'efforts pour lutter contre la dégradation de l'environnement et le changement climatique et appliquent une approche multidimensionnelle, faisant notamment appel aux institutions compétentes et renforcer la coopération entre eux.

L'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie sont au cœur de la formation du capital humain et jouent un rôle central dans le développement d'une société. La recherche dans le domaine des sciences et de la technologie est aussi un élément clé du progrès vers une économie fondée sur la connaissance et axée sur l'innovation. Il est important d'investir dans l'éducation et le développement scientifique pour améliorer la formation de capital humain et réaliser le développement socio-économique dans les pays de l'OCI.

9.1 Environnement, changement climatique et durabilité

Objectifs 2.5.1 et 2.5.2:

[2.5.1] Protéger et préserver l'environnement, promouvoir les modes de production et de consommation durables et améliorer les capacités de réduction des risques de catastrophes, d'atténuation de l'impact du changement climatique et d'adaptation.

[2.5.2] Renforcer la collaboration entre les États membres de l'OCI et leurs partenaires internationaux en matière de protection et de sauvegarde de l'environnement, y compris la mise en œuvre des accords environnementaux multilatéraux.

Idée de base

En dépit du fait que la dégradation de l'environnement affecte de manière générale le monde entier, ses impacts négatifs sont et seront plus prononcés dans les pays en développement, y compris les pays membres de l'OCI. En effet, la plus grande vulnérabilité environnementale des membres de l'OCI provient de leurs emplacements géographiques, de leur forte dépendance à l'égard des ressources naturelles sensibles au climat et de leurs faibles capacités d'adaptation. Les modèles climatiques existants prédisent une dégradation des conditions environnementales et climatiques dans de nombreux pays de l'OCI; ce qui entraîne de graves conséquences sociales et économiques, notamment pour les populations défavorisées et pauvres.

État actuel et progrès accomplis dans la réalisation des objectifs

Les mesures d'adaptation font partie intégrante d'une stratégie efficace de lutte contre le changement climatique. En septembre 2017, 22 PMA de l'OCI avaient achevé et soumis leurs

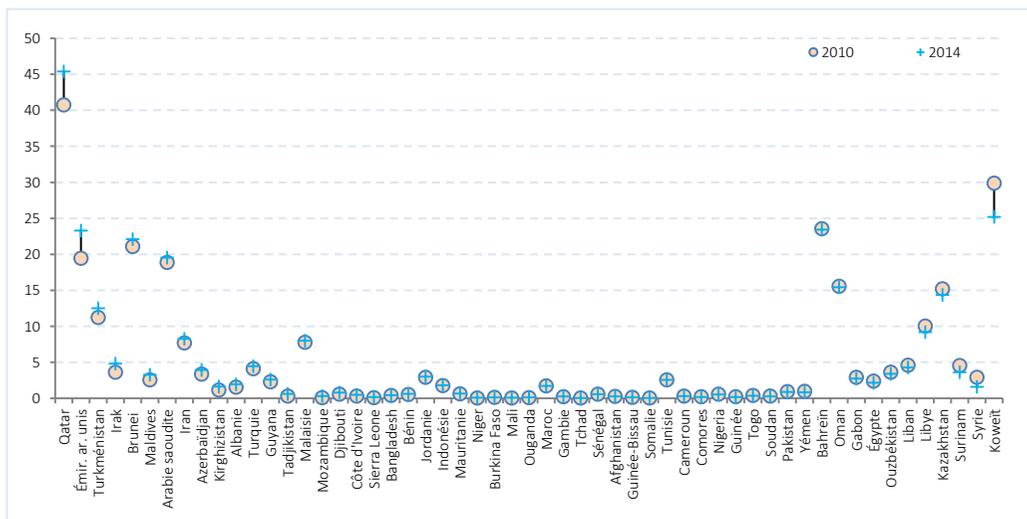
plans d'action nationaux d'adaptation (PANA) au Secrétariat de la CCNUCC. Au total, 48 PMA ont présenté plus de 500 projets. Environ la moitié (49 %) de ces projets ont été soumis par les 21 pays de l'OCI (tableau 9.1). Parmi ces pays de l'OCI, la Mauritanie, la Guinée et la Sierra Leone ont soumis plus de 20 projets. La mise en œuvre de ces 248 projets dans les pays de l'OCI a nécessité plus de 400 millions de dollars des États-Unis.

Tableau 9.1: Projets prioritaires du PANA

Pays	Nombre de projets	Coût (en millions de dollars des États-Unis)	Pays	Nombre de projets	Coût (en millions de dollars des États-Unis)
Afghanistan	2	4,4	Mali	19	49,8
Bangladesh	19	77,3	Mauritanie	26	20,2
Bénin	5	15,6	Mozambique	4	9,2
Burkina Faso	12	5,9	Niger	15	N/D
Tchad	10	14	Sénégal	4	59,2
Comores	13	4,5	Sierra Leone	24	30,1
Djibouti	8	7,4	Somalie	3	18,7
Gambie	10	15,1	Soudan	5	15,1
Guinée	25	8,2	Togo	7	19,1
Guinée-Bissau	14	7,2	Yémen	12	29,9
Maldives*	11	23,0	Total-22	248	411

Source: CCNUCC

Graphique 9.1: Émissions de CO₂ par habitant (tonnes métriques), 2010-2014



Source: Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde (WDI).



Tableau 9.2: État d'avancement de l'adhésion aux accords multilatéraux sur l'environnement

Pays	CCNUCC	Protocole de Kyoto	Accord de Paris
Afghanistan	R	R	A
Albanie	A	A	A
Algérie	R	A	A
Azerbaïdjan	R	A	A
Bahreïn	R	A	A
Bangladesh	R	A	A
Bénin	R	A	A
Brunei Darussalam	A	A	A
Burkina Faso	R	A	A
Cameroun	R	A	A
Tchad	R	A	A
Comores	R	A	A
Côte d'Ivoire	R	A	A
Djibouti	R	A	A
Égypte	R	R	A
Gabon	R	A	A
Gambie	R	A	A
Guinée	R	A	A
Guinée-Bissau	R	A	S
Guyana	R	A	A
Indonésie	R	R	A
Iran	R	A	S
Irak	A	A	S
Jordanie	R	A	A
Kazakhstan	R	R	A
Koweït	A	A	S
Kirghizstan	A	A	S
Liban	R	A	S
Libye	R	A	S
Malaisie	R	R	A
Maldives	R	R	A
Mali	R	R	A
Mauritanie	R	A	A
Maroc	R	A	A
Mozambique	R	A	S
Niger	R	R	A
Nigeria	R	A	A
Oman	R	A	S
Pakistan	R	A	A
Qatar	A	A	A
Arabie saoudite	A	A	A
Sénégal	R	A	A
Sierra Leone	R	A	A
Somalie	A	A	A
Soudan	R	A	A
Surinam	R	A	S
Syrie	A	A	A
Tadjikistan	A	A	A
Togo	R	A	A
Tunisie	R	A	A
Turquie	A	A	S
Turkménistan	A	R	A
Ouganda	R	A	A
Émirats arabes unis	A	A	A
Ouzbékistan	A	R	S
Yémen	R	A	S

Source: CCNUCC. Note: A=Adhésion, R=Ratifié, S=Signataire

Bien que les pays membres de l'OCI soient les moins pollueurs, leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) sont à la hausse et des efforts d'atténuation limités. Au cours de la période 2010-2014, 34 des 55 pays de l'OCI disposant de données ont enregistré une augmentation des émissions de CO₂ par habitant. Comme le montre le graphique 9.1, le Qatar a enregistré la plus forte augmentation (4,7 tonnes métriques par habitant) des émissions de CO₂, suivi des Émirats arabes unis (3,8 tonnes métriques), du Turkménistan (1,3 tonne métrique) et de l'Irak (1,2 tonne métrique). D'autre part, le Koweït a enregistré la plus forte baisse (4,7 tonnes métriques par habitant) des émissions de CO₂, suivi de la Syrie (1,3 tonne métrique) et du Suriname (0,9). En général, les émissions par habitant sont restées relativement très élevées chez les membres exportateurs de combustibles comme le Qatar, le Koweït, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. D'autre part, les émissions de CO₂ par habitant sont restées bien inférieures à la moitié des tonnes métriques (0,5) de 16 membres, la plupart originaires de la région de l'Afrique subsaharienne.

Les membres de l'OCI sont largement sensibilisés au changement climatique et à ses conséquences négatives. Ils participent activement aux

sommets, traités, événements et projets liés au climat. Selon les dernières informations, 42 pays de l'OCI ont ratifié la convention de la CCNUCC alors que 14 pays membres sont en cours d'adhésion, la plupart d'entre eux sont des pays exportateurs de combustibles, car le concept d'« utilisation de technologies à faible émission de carbone » implique une réduction de la consommation de pétrole pour le transport et l'industrie. Dans le cas du Protocole de Kyoto, seuls 10 pays membres de l'OCI l'ont ratifié alors que 46 membres sont en voie d'adhésion (tableau 9.2).

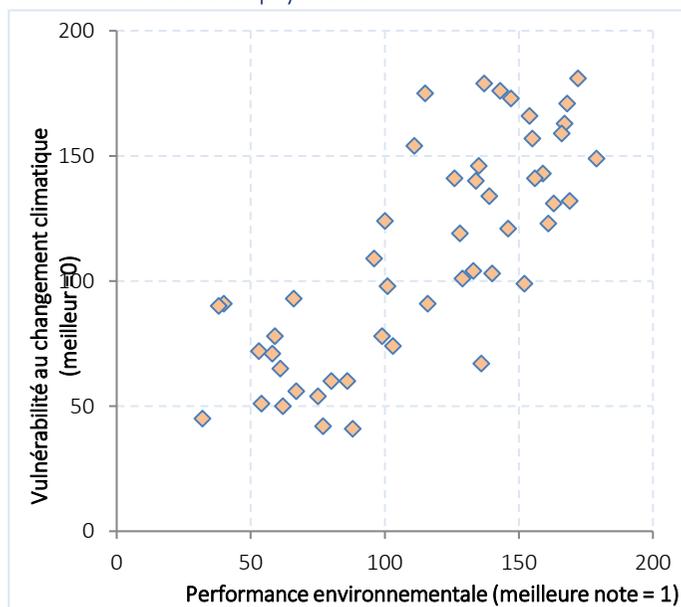
Le dernier accord international sur le changement climatique « Accord de Paris » est, de loin, l'initiative mondiale la plus populaire avec 196 signataires, dont 166 l'ont ratifiée. Parmi les pays de l'OCI, 43 membres l'ont ratifiée alors que 13 membres ont le statut de signataire.

Enjeux et défis liés à la réalisation des objectifs

Faible performance environnementale et vulnérabilité accrue

La majorité des pays membres de l'OCI sont caractérisés par de mauvaises performances environnementales et un haut niveau de vulnérabilité au changement climatique (graphique 9.2). En ce qui concerne la position globale des membres sur la base du classement de l'indice de performance environnementale (IPE) par rapport au classement de l'indice de vulnérabilité au

Graphique 9.2: Performance environnementale et vulnérabilité dans les pays de l'OCI



Source: Indice de performance environnementale 2016 et indice GAIN 2016.

changement climatique de Gain, le Qatar est le pays le plus performant et le plus durable sur le plan environnemental, suivi du Turkménistan, de l'Albanie et du Brunei. D'autre part, 24 pays membres de l'OCI sont classés parmi les pays les plus vulnérables et les moins performants du monde. Le Bangladesh se place au dernier rang avec un score IPE de 179, suivi du Niger, du Pakistan et de l'Afghanistan. Généralement, ces pays sont particulièrement à la traîne en matière d'urbanisme, de gouvernance et de durabilité environnementale.

Manque de capacité d'adaptation

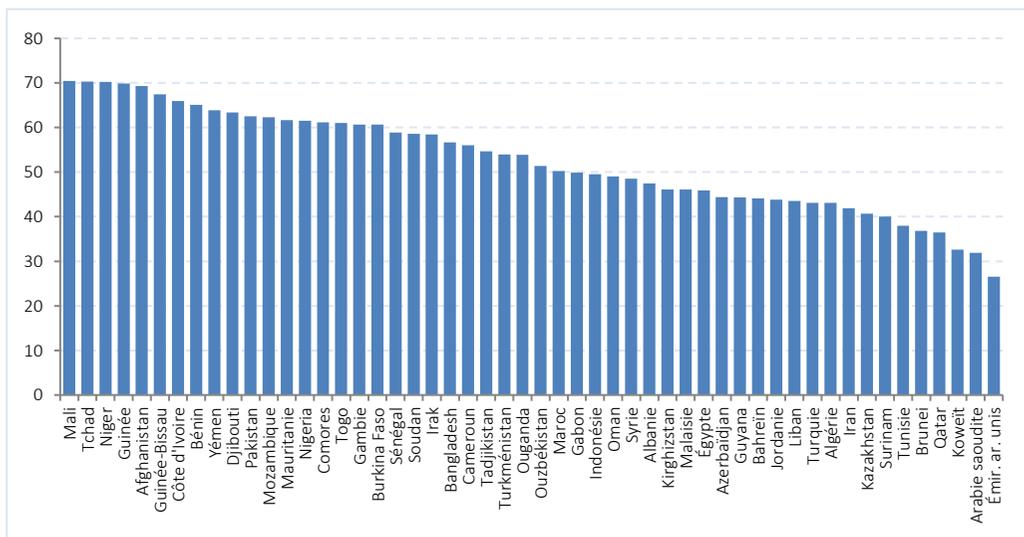
L'adaptation est une composante essentielle de la réponse mondiale aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Cependant, en dépit de leur importance critique, les capacités d'adaptation sont restées très faibles dans les pays membres de l'OCI, avec l'absence



d'un score supérieur à 50 pour 28 membres. En général, il existe une énorme disparité entre les pays de l'OCI en ce qui concerne le manque de capacités d'adaptation, allant de 26 à 70 (graphique 9.3).

Parmi les membres de l'OCI, le Mali, le Tchad, le Niger et la Guinée sont les pays qui manquent le plus de capacité d'adaptation avec un score de 70. De l'autre côté de l'échelle, les Émirats arabes unis sont le pays de l'OCI le plus équipé avec un score de 45 suivis par l'Arabie saoudite, le Koweït et le Qatar. Généralement, la plupart des pays de l'OCI continuent de s'appuyer sur les systèmes traditionnels de gestion des catastrophes fondés sur une approche réactive des interventions et des secours après les catastrophes et ne disposent pas de capacités nécessaires pour atténuer efficacement les risques et se préparer aux catastrophes.

Graphique 9.3: Manque de capacité d'adaptation, 2016



Source: UNU-EHS, 2016.

En raison de la forte concentration de la population, des infrastructures et des activités commerciales, les villes sont plus exposées aux pressions et aux instabilités environnementales croissantes. Par conséquent, le rôle des municipalités et des administrations locales est crucial pour l'élaboration de plans d'urbanisme durables visant à améliorer l'infrastructure et les capacités urbaines. Parmi les pays membres de l'OCI, à ce jour, 34 pays membres seulement ont fait rapport sur l'élaboration de plans nationaux d'urbanisme (tableau 9.3). La plupart de ces plans n'accordent pas beaucoup d'attention aux questions liées à la durabilité environnementale et à la résilience climatique. En outre, à ce jour, seuls 23 pays membres ont adopté et mis en œuvre des stratégies conformes au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030.

Tableau 9.3: Politiques nationales et résilience urbaine

Orientation/Thème	Durabilité environnementale	Résilience au climat
Extensif	[5] Bahreïn, Bangladesh, Malaisie, Qatar, Turquie	[2] Maldives, Maroc
Modérée	[4] Algérie, Indonésie, Kirghizistan, Maroc	[4] Malaisie, Qatar, Turquie, Ouganda
Faible	[11] Brunei, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Mali, Maldives, Mauritanie, Nigeria, Sénégal, Togo, Ouganda	[14] Bahreïn, Bangladesh, Brunei, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Indonésie, Kirghizistan, Mali, Mauritanie, Nigeria, Sénégal, Somalie, Togo

Source: ONU-Habitat et OCDE, 2018.

Suggestions de politiques

Malgré tous les progrès réalisés dans le processus d'adaptation et d'atténuation, un nombre important de pays membres de l'OCI sont restés exposés aux grands défis environnementaux. Cet état de fait nécessite davantage de leadership aux niveaux national et local pour intégrer la résilience au changement climatique dans tous les aspects de la mise en œuvre de l'OCI-2025.

Les problèmes d'émissions de carbone dans différents pays de l'OCI sont spécifiques à leurs propres conditions locales. Le profil sectoriel des émissions de GES peut être utilisé comme un outil pour savoir quels secteurs émettent le plus, ce qui permet de repérer les goulots d'étranglement. Par exemple, 80 % des émissions de GES des secteurs de l'énergie proviennent des membres producteurs de combustibles. Ainsi, un effort d'atténuation dans le secteur agricole sera moins bénéfique dans ces pays. Une condition inverse s'applique dans le cas de certains membres dépendants de l'agriculture.

La préservation de l'environnement, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation des catastrophes sont étroitement associés. Des études mondiales indiquent que plus de 80 % des catastrophes naturelles sont d'origine hydrométéorologique : inondations, sécheresses, désertification, cyclones, tempêtes, etc. Par conséquent, la dégradation de l'environnement et le changement climatique intensifient la fréquence et la gravité des risques hydrométéorologiques. Étant donné que l'on s'attend à ce que les changements climatiques intensifient considérablement les risques de catastrophe dans de nombreux pays membres, il est indispensable d'adopter des pratiques de gestion environnementale prudentes pour réduire les risques de catastrophe et les effets négatifs des changements climatiques. Cela implique les dimensions essentielles suivantes : la gestion durable des ressources en eau, la gestion durable de l'utilisation des terres et la gestion intégrée des zones côtières.

La préparation des capacités de réduction des risques climatiques exige également une analyse solide des capacités et des lacunes existantes, des risques, des systèmes d'alerte précoce bien développés, de la planification des mesures d'urgence, du stockage de matériel et de fournitures, des mécanismes de coordination, de l'information du public, de la formation et des exercices de



terrain connexes. Les politiques visant à établir des bases de données nationales et locales pour rassembler des informations sur le développement et les risques de catastrophe et pour produire des analyses des aléas, des risques et des vulnérabilités sont essentielles pour que les pays de l'OCI puissent promouvoir l'information, le partage des connaissances et le renforcement des capacités dans ces pays.

Objectif 2.5.3

[2.5.3] Maximiser l'utilisation productive de l'eau et en minimiser l'impact destructeur.

Idée de base

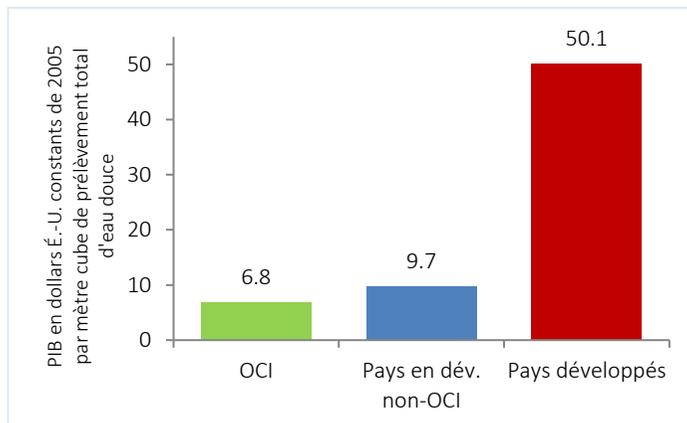
L'eau coule à travers notre planète et à travers nos corps fournissant la source de la vie et la base pour le développement économique et social. Sans les ressources en eau et les services essentiels qu'elles fournissent, la réalisation du développement durable, la santé publique, la sécurité alimentaire, la paix et la dignité humaine restent des objectifs irréalisables.

La demande en eau dans les pays membres de l'OCI augmente régulièrement et est stimulée par la croissance démographique, l'urbanisation croissante, l'augmentation des revenus, la croissance économique et les nouveaux modèles de consommation. Cette demande nouvelle et croissante en eau dans les pays membres de l'OCI se manifeste lorsque l'on considère les ressources en eau déjà limitées disponibles dans ces pays. Cela démontre l'importance d'utiliser les ressources en eau de la manière la plus productive possible.

État actuel et progrès accomplis dans la réalisation des objectifs

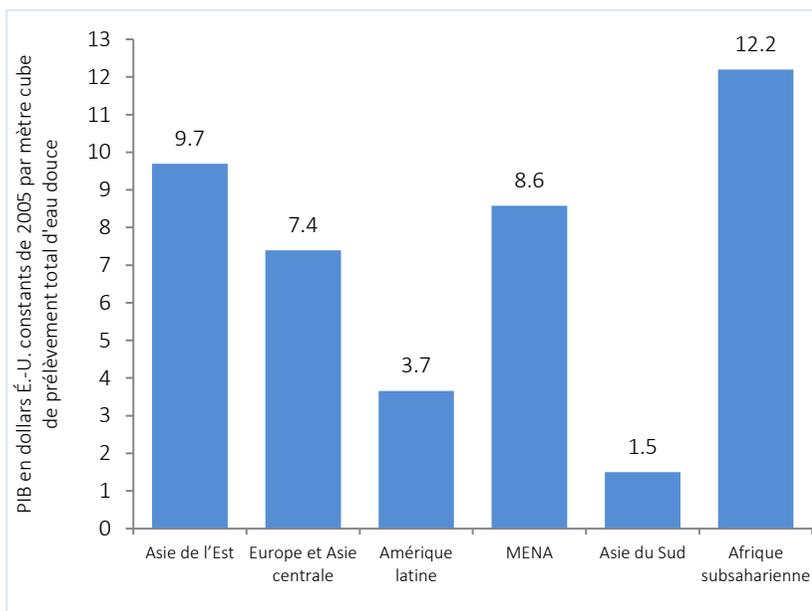
Comme l'illustre le graphique 9.4, la productivité de l'eau est très faible dans les pays de l'OCI par

Graphique 9.4: Production d'eau



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne des Indicateurs du développement dans le monde (WDI) de la banque mondiale. Données pondérées par le PIB du pays et les prélèvements d'eau douce. 53 pays de l'OCI, 33 pays développés et 81 pays en développement non membres de l'OCI. Dernières données disponibles entre 2003 et 2017 utilisées pour les calculs.

rapport à d'autres groupes de pays où chaque mètre cube de prélèvement d'eau douce total correspond à 6,8 dollars du PIB. Cela se compare mal à la productivité de l'eau dans les pays en développement non membres de l'OCI où le PIB par mètre cube de prélèvement total d'eau douce est de 9,7 dollars, et est astronomiquement inférieur au niveau de 50,1 dollars enregistré dans les pays développés.

Graphique 9.5: La productivité de l'eau dans les régions de l'OCI

Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données en ligne des Indicateurs du développement dans le monde (WDI) de la banque mondiale. Données pondérées par le PIB du pays et les prélèvements d'eau douce. AE -3 pays, AEC - pays, AL - 2 pays, MENA - 16 pays, AS - 4 pays et ASS - 20 pays. Dernières données disponibles entre 2003 et 2017 utilisées dans le calcul

Un niveau de variabilité élevé entre les régions de l'OCI a été observé en termes de productivité de l'eau. Comme le montre le graphique 9.5, les pays de l'OCI d'Afrique subsaharienne ont enregistré la plus forte productivité de l'eau dans les régions de l'OCI, suivis des pays de l'OCI de l'Asie de l'Est et du Moyen-Orient et Afrique du Nord. En

revanche, les pays de l'OCI en Asie du Sud ont enregistré la plus faible productivité de l'eau parmi les régions de l'OCI, suivis des pays de l'OCI en Amérique latine et des pays de l'OCI en Europe et en Asie centrale.

Enjeux et défis liés à la réalisation des objectifs

Dans le contexte de l'augmentation de la productivité de l'eau il y a deux activités essentielles et interdépendantes qui revêtent une grande importance, à savoir: l'amélioration de l'efficacité technique de l'utilisation de l'eau et la répartition efficace de l'eau disponible entre des utilisations concurrentes. L'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau et de sa répartition est généralement assurée par les fournisseurs d'eau et les utilisateurs de l'eau dans les différents secteurs utilisateurs d'eau, à savoir: l'agriculture, l'industrie et l'utilisation municipale. En répondant aux besoins des utilisateurs d'eau utilisant moins d'eau, des quantités importantes d'eau peuvent être libérées.

Le point de départ pour relever les défis d'amélioration de l'efficacité technique de l'utilisation de l'eau et de la répartition efficace de l'eau disponible entre les utilisations concurrentes est d'adopter une approche fondée sur la connaissance. L'approche fondée sur les connaissances repose sur une comptabilisation détaillée de l'offre et de la demande d'eau et des modes d'utilisation de l'eau, qui varient dans le temps et dans l'espace, et sur l'utilisation de cette



information pour déterminer, adopter et élaborer des stratégies relatives à l'eau qui amélioreront la productivité de l'eau. À cet égard, il est également important de comprendre les liens entre les différents secteurs de l'économie, car le plus souvent, les causes de la faible productivité de l'eau se situent en dehors du domaine de l'eau, en particulier dans les politiques économiques, agricoles et énergétiques qui conduisent à une utilisation non productive des ressources en eau.

Les politiques, les législations et les décisions fiscales déterminent les réalités sur le terrain aux niveaux national et local. Par conséquent, il est d'une importance vitale que toutes les politiques, tous les textes législatifs et toutes les décisions fiscales qui ont une incidence sur la demande en eau et la répartition de l'eau entre les différents utilisateurs et la prestation de services soient en parfaite harmonie les uns avec les autres.

Les différents rôles, responsabilités, objectifs et intérêts des différents acteurs impliqués dans la politique de l'eau doivent être bien compris et définis. Les objectifs des différents secteurs consommateurs d'eau peuvent être mal alignés et contradictoires ; par conséquent, l'harmonisation des actions des différents acteurs de l'eau est primordiale pour atteindre une utilisation optimale et productive de l'eau.

Pour améliorer avec succès la productivité de l'eau, les pays de l'OCI doivent développer de solides capacités institutionnelles. Outre les capacités institutionnelles, il est nécessaire de développer les capacités techniques dans tous les domaines liés à l'eau. Pour faciliter le renforcement des capacités, le partage et le transfert des connaissances peuvent jouer un rôle important. Au sein de l'OCI, il existe de nombreux centres d'excellence en matière de connaissances et de pratiques relatives à l'eau. Le SESRIC est en train d'établir un réseau en ligne de centres d'excellence dans le domaine de l'eau dans les pays de l'OCI dans le but de faciliter et d'encourager la recherche conjointe, le partage des connaissances et l'échange d'expériences entre ces centres d'excellence.

Objectif 2.5.4

Renforcer la coopération pour la mise en œuvre de la Vision de l'eau de l'OCI et pour la réalisation des buts et objectifs qui y sont tracés.

Idée de base

Les pays de l'OCI sont confrontés à des défis communs en matière d'eau malgré la grande diversité des milieux aquatiques. La grande diversité et les grands défis de l'OCI dans le domaine de l'eau, conjugués à ses convictions communes, offrent ensemble une occasion extraordinaire pour ses États membres de travailler ensemble pour assurer un avenir sûr à l'eau, de partager des expériences variées et de tirer des enseignements de ce qui a fonctionné ou pas.

Au fil des ans, l'OCI s'est efforcée de relever les défis auxquels sont confrontés ses pays membres et, en réponse à une demande directe des ministres de l'eau de l'OCI, le Secrétariat général de l'OCI a commencé à élaborer une vision commune des questions relatives à l'eau. Suite aux délibérations lors des réunions d'un groupe consultatif d'experts à Dubaï en mai 2010 et à Astana en juin 2011, un projet de vision a été développé et ensuite présenté à des communautés plus

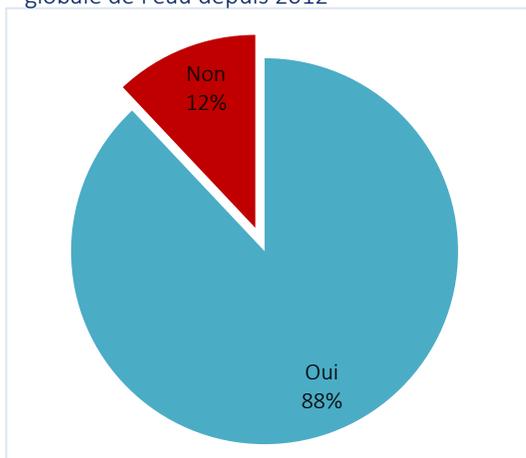
larges de l'OCI pour adoption. La Vision de l'eau de l'OCI a été finalement adoptée par la 2ème Conférence islamique des ministres chargés de l'Eau, tenue à Istanbul en 2012.

La nécessité d'une vision de l'eau de l'OCI pour catalyser l'action visant à relever les principaux défis auxquels sont confrontés les États membres n'est que trop apparente et très diverse. De nombreux pays de l'OCI sont classés comme étant à manque d'eau, tandis que d'autres sont dotés d'importantes ressources en eau douce ; les conditions de base dans d'autres sont beaucoup plus limitées et ces conditions sont susceptibles d'être encore aggravées dans une situation climatique en évolution. La situation peut encore s'aggraver lorsque la qualité de l'eau est médiocre, l'accès au financement difficile ou le partage des ressources au-delà des frontières internationales limite la gestion. En outre, les demandes souvent croissantes et contradictoires en eau provenant de différents secteurs, en particulier pour équilibrer les besoins en sécurité alimentaire et en eau, vont probablement augmenter à l'avenir avec l'évolution des conditions socio-économiques dans les États membres. La vision de l'eau de l'OCI qui consiste à « travailler ensemble pour un avenir sûr en matière d'eau » est un appel pressant, mais le défi sera d'agir pour la mettre en œuvre et obtenir des résultats. L'adoption de ce texte et le développement d'activités de soutien favoriseront une coopération et une collaboration accrues entre les États membres, ce qui permettra de partager les riches connaissances et expériences disponibles dans ce domaine. Grâce à l'engagement de tous les membres de l'OCI en faveur de cette vision, il existe de réelles possibilités de relever nombre des défis actuels et futurs en matière de sécurité de l'eau (Vision de l'eau de l'OCI, 2012).

État actuel et progrès accomplis dans la réalisation des objectifs

Plus de trois ans après l'adoption de la Vision de l'eau de l'OCI, le Secrétariat général de l'OCI, en

Graphique 9.6: Existence d'une politique globale de l'eau depuis 2012



Source: Basé sur les résultats du Questionnaire sur la « Mise en œuvre de la Vision de l'eau de l'OCI et les activités futures de coopération », réalisé en 2015.

collaboration avec l'Institut turc de l'eau (SUEN) et le Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC) a préparé un questionnaire sur « la mise en œuvre de la Vision de l'eau de l'OCI et les futures activités de coopération ». Le questionnaire visait à rassembler des informations sur la mise en œuvre de la Vision de l'eau de l'OCI; identifier les principaux défis liés à l'eau auxquels sont confrontés les pays de l'OCI; et en apprendre davantage sur les actions et stratégies futures pour relever ces défis. Le questionnaire a été distribué à tous les pays membres de l'OCI et un total de 17 pays y ont répondu. Dans la plupart des pays étudiés (88 %), le document de la Vision de

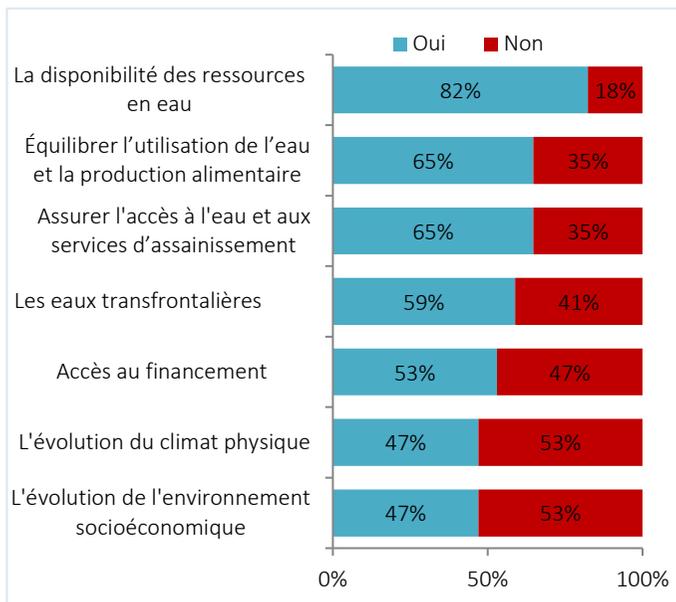
l'eau de l'OCI a déjà été communiqué aux ministères concernés et la mise en œuvre des diverses



actions et activités recommandées est en cours. En outre, la majorité des pays ayant répondu ont également adopté, mis à jour et/ou évalué une politique nationale globale sur les questions relatives à l'eau depuis l'adoption de la Vision de l'eau de l'OCI en 2012 (graphique 9.6).

Les résultats de l'enquête révèlent que plus de la moitié des pays ayant répondu au questionnaire ont des politiques, des stratégies spécifiques et /ou une action abordant cinq des sept défis majeurs de la sécurité de l'eau énumérés dans la Vision de l'eau de l'OCI. Comme le montre le graphique 9.7, plus de 82 % des répondants ont une politique pour régler les problèmes liés à la disponibilité des ressources en eau, 65 % pour équilibrer l'utilisation de l'eau et la production

Graphique 9.7: Politiques, stratégies et/ou actions spécifiques pour relever les défis liés à l'eau



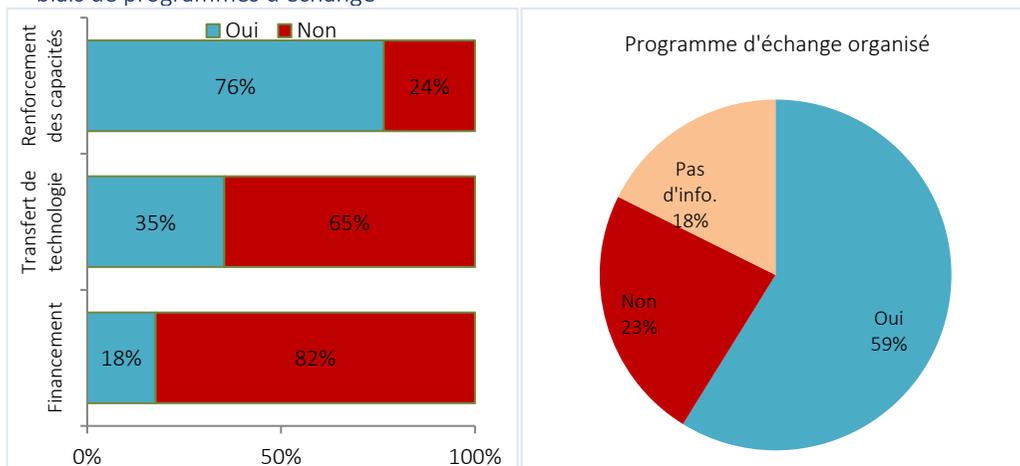
Source: Basé sur les résultats du Questionnaire sur la « Mise en œuvre de la Vision de l'eau de l'OCI et les activités futures de coopération », réalisé en 2015.

alimentaire, et assurer l'accès à l'eau et aux services d'assainissement. Par contre, moins de la moitié (47 %) des répondants ont une politique visant à relever les défis posés par les changements socioéconomiques et physiques du climat. Parmi les répondants, quatre pays, à savoir : Burkina Faso, Guinée, Mali et Turquie ont déclaré disposer des politiques, stratégies et/ou une action visant à adresser tous les principaux défis mentionnés dans la Vision de l'eau de l'OCI.

Il est largement reconnu que la coopération entre les pays de l'OCI pourrait jouer un rôle important pour combler le fossé entre les pays en développement en facilitant l'échange d'informations et le transfert de connaissances et de compétences. Les résultats du questionnaire révèlent que les pays membres de l'OCI sont de plus en plus conscients et disposés à intégrer l'idée de la coopération de l'OCI dans la gestion des ressources en eau. 82 % des répondants se sont montrés favorables à demander de l'aide à d'autres pays de l'OCI pour assurer la sécurité de l'eau ; alors que 70 % des répondants ont montré qu'ils étaient prêts à offrir leur aide à d'autres pays de l'OCI.

Cependant, les répondants ont montré des réactions mitigées à la question de leur volonté d'aider les autres pays de l'OCI dans différents domaines tels que le renforcement des capacités,

Graphique 9.8: Disponibilité à offrir de l'aide dans divers domaines et coopération par le biais de programmes d'échange



Source: Basé sur les résultats du Questionnaire sur la " Mise en œuvre de la Vision de l'eau de l'OCI et les activités futures de coopération ", réalisés en 2015.

le transfert de technologie et le financement pour réaliser la sécurité de l'eau. Une grande majorité (76 %) des répondants sont prêts à aider les autres via les programmes de renforcement des capacités. Bien que le financement ait été reconnu comme l'un des principaux obstacles à la mise en œuvre de la Vision de l'eau de l'OCI, seulement 18 % des répondants sont favorables à l'utilisation de cette option pour aider les autres (graphique 9.8). Pendant ce temps, plus d'un tiers (35 %) des répondants ont exprimé leur volonté d'aider les autres pays de l'OCI à réaliser la sécurité de l'eau en facilitant le transfert de technologie. Bien que les trois quarts (76 %) des répondants aient manifesté leur intérêt à offrir des programmes de renforcement des capacités aux autres pays de l'OCI, seuls 59 % des répondants ont effectivement coopéré avec d'autres pays de l'OCI à travers des programmes d'échange d'informations et d'expériences, qui couvrent un large éventail de questions liées à l'eau comme l'assainissement et l'hygiène ; la gestion des eaux usées et la qualité de l'eau ; la collecte des eaux ; la gestion des crues et les mesures de réduction des catastrophes ; les techniques et technologies visant à économiser l'eau. En outre, environ un quart (23 %) des répondants n'ont jamais participé à un programme d'échange avec d'autres pays de l'OCI, tandis que 18 % des répondants se sont abstenus de donner toute information à cet égard.

Parmi les 17 pays qui ont répondu au questionnaire, 59 % ont reçu de l'aide au développement d'autres pays de l'OCI et 12 % n'ont reçu aucune aide, environ un tiers des répondants se sont abstenus de fournir toute information à cet égard. Près d'un quart (23 %) des pays bénéficiaires ont en fait reçu une aide de pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) comme l'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis, etc. D'un autre côté, seulement 23 % des répondants ont indiqué avoir fait des dons d'aide au développement à d'autres pays de l'OCI pour améliorer la situation de la sécurité de l'eau. La majorité des répondants se sont abstenus de fournir toute information à ce sujet. Parmi les répondants, l'Égypte et l'Irak figurent à la fois parmi les pays bénéficiaires et parmi les pays donateurs.



Enjeux et défis liés à la réalisation des objectifs

Afin de contribuer à la réalisation de la Vision de l'eau de l'OCI, le Conseil de l'eau de l'OCI a été créé conformément à la décision de la troisième Conférence islamique des ministres de l'Eau tenue à Istanbul, Turquie du 17 au 19 mai 2016. La première réunion du Conseil de l'eau de l'OCI s'est tenue à Istanbul, Turquie le 16 novembre 2017. Au cours de cette réunion, un plan de mise en œuvre de la Vision de l'eau de l'OCI a été élaboré. Le plan de mise en œuvre comprend les objectifs généraux suivants :

- Évaluation des besoins et des capacités des États membres.
- Identification des instituts responsable de l'eau dans les États membres.
- Activités de collaboration sur le renforcement des capacités, les idées technologiques novatrices et l'élaboration de programmes de formation parmi les instituts de recherche et de formation des États membres.
- Activités de renforcement des capacités en accordant une attention particulière aux besoins des pays les moins avancés de l'OCI pour surmonter les défis liés à l'eau.
- Mécanismes de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de projets de l'eau, en particulier dans les pays les moins avancés de l'OCI.

L'OCI doit engager tous ses organes concernés à aider à l'exécution du plan de mise en œuvre et, déjà, le SESRIC et COMSTech jouent des rôles importants, notamment en déterminant les besoins et les capacités des États membres et en facilitant la coopération entre les instituts de recherche et de formation des États membres.

Le point faible du plan de mise en œuvre est la mobilisation des ressources. Cette question devrait être réexaminée par le Conseil de l'eau de l'OCI et les moyens de coopération entre les pays membres devraient être définis.

La Turquie a défendu la cause de l'eau au sein de l'OCI, y compris l'établissement du Conseil de l'eau de l'OCI et l'élaboration de la mise en œuvre de la Vision de l'eau de l'OCI. A ce jour, un grand succès a été enregistré. Maintenant la présidence du Conseil de l'eau de l'OCI passe à l'Égypte et l'Égypte devrait maintenir cet élan de réussite et diriger le Conseil de l'eau de l'OCI dans le cadre de la réalisation du plan de mise en œuvre.

9.2 Éducation

Objectif 2.11.1

[2.11.1] Garantir une éducation de qualité, inclusive et équitable aux niveaux du primaire, du secondaire et du tertiaire, et promouvoir les possibilités d'apprentissage continu permettant de faire progresser les connaissances et les compétences nécessaires pour postuler à un emploi, et favoriser l'entrepreneuriat, l'innovation et le développement durable.

Idée de base

L'éducation et le développement des compétences sont l'un des principaux défis auxquels le monde islamique est confronté aujourd'hui. Ils constituent la pierre angulaire de la réduction de la pauvreté et des inégalités, de l'amélioration de la prospérité et de la santé de la population, ainsi que du développement durable et de la paix durable de la société. C'est pourquoi les résultats scolaires sont considérés comme des indicateurs importants pour mesurer le développement national.

Les échecs dans le domaine de l'éducation menacent les jeunes, en particulier ceux des économies en développement, de faire face à la perspective d'une perte d'opportunités et d'une baisse des salaires dans les futures carrières. En outre, les progrès rapides de la technologie numérique génèrent de nouvelles exigences en matière de compétences et de besoins d'apprentissage tout au long de la vie, ce qui pose de nouveaux défis tant aux systèmes éducatifs nationaux qu'aux individus. Pour relever ces défis, l'objectif 2.11.1 du Programme d'action OCI-2025 vise à « Garantir une éducation de qualité, inclusive et équitable aux niveaux du primaire, du secondaire et du tertiaire, et promouvoir les possibilités d'apprentissage continu permettant de faire progresser les connaissances et les compétences nécessaires pour postuler un emploi, et favoriser l'entrepreneuriat, l'innovation et le développement durable. »

État actuel et progrès accomplis dans la réalisation des objectifs

Selon l'Indice de l'éducation, qui est une composante de l'Indice de développement humain du PNUD, en 2017, 26 États membres de l'OCI relèvent de la catégorie du développement faible l'éducation, 16 du développement moyen, 12 du développement élevé et seulement un (Kazakhstan) du développement très élevé de l'éducation (graphique 9.9). Bien que cette image

Graphique 9.9: Indice de l'éducation



Source: PNUD, Rapport sur le développement humain.

Remarques: L'indice d'éducation est calculé en utilisant les années de scolarisation moyennes et les années de scolarisation escomptées. Les valeurs sont inférieures à 0,550 pour le développement humain faible, 0,550-0,699 pour le développement humain moyen, 0,700-0,799 pour le développement humain élevé et 0,800 ou plus pour le développement humain très élevé (OCI : N = 55)



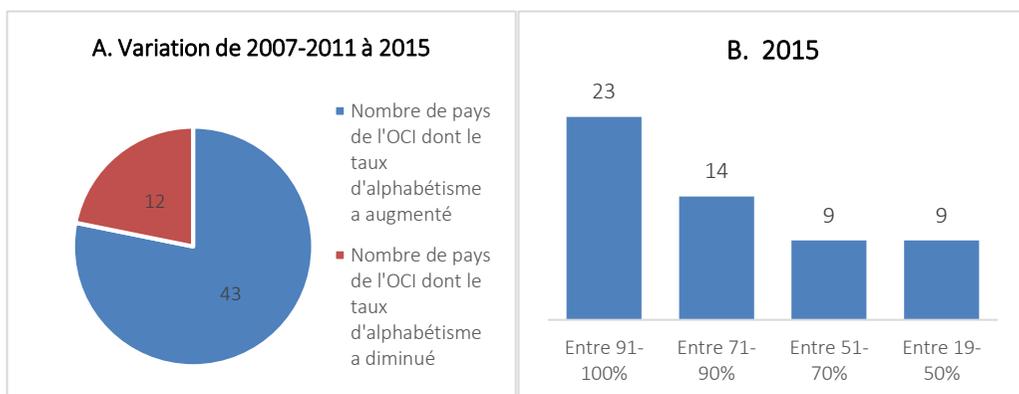
ne soit pas très satisfaisante, il est encourageant de penser qu'entre 2010 et 2017 dans les 55 États membres de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles, les valeurs de l'Indice de l'éducation ont augmenté à des degrés divers, à l'exception de la Libye et du Tadjikistan. Ainsi, le nombre d'États membres de l'OCI relevant de la catégorie développement élevé dans l'éducation est passé de deux en 2010 à douze en 2017, dont l'Arabie saoudite, le Bahreïn, l'Albanie, l'Iran, les Émirats arabes unis, le Kirghizistan, la Malaisie, l'Ouzbékistan, la Jordanie, l'Azerbaïdjan, Oman et le Brunei. Malheureusement, par rapport à 2010, le nombre d'États membres de l'OCI se trouvant dans la catégorie du développement faible de l'éducation est resté pratiquement inchangé, où le nombre moyen d'années d'études complétées de la population d'un pays âgée de 25 ans et plus est faible, comparé à la moyenne des pays en développement.

Les taux d'alphabétisme des adultes (15 ans et plus) sont le test d'un système éducatif, et la tendance générale dans l'OCI est positive, grâce à l'expansion des possibilités d'éducation. Le graphique 9.10A montre qu'entre 2007-2011 et 2015, dans 43 États membres de l'OCI, les taux d'alphabétisme des adultes ont augmenté, mais de 12 % - ce qui est probablement dû à l'augmentation rapide du taux de croissance de la population. L'alphabétisation est la plus faible en Afrique subsaharienne et plus élevée chez les hommes que chez les femmes.

En 2015, l'OCI comptait environ 273 millions d'adultes âgés de 15 ans et plus - soit 16 % de la population totale de l'OCI, dont 170 millions de femmes, qui ne savaient ni lire ni écrire. Les femmes représentaient 62 % du total des adultes analphabètes dans la zone de l'OCI en 2015. En 2015, le monde comptait au moins 750 millions d'adultes, ce qui signifie qu'environ 36 % de la population adulte analphabète mondiale vit dans les États membres de l'OCI.

Les taux d'alphabétisme se situent entre 91-100 % dans 23 États membres de l'OCI, entre 71-90 % dans 14 et entre 51-70 % dans 9 d'entre eux (graphique 9.10B). En 2015, selon les estimations de l'UNESCO, les taux d'alphabétisme les plus bas (entre 19 et 50 %) se situent dans 9 États membres de l'OCI, à savoir le Niger (19,1 %), le Tchad (22,3 %), la Guinée (30,4 %), le Mali

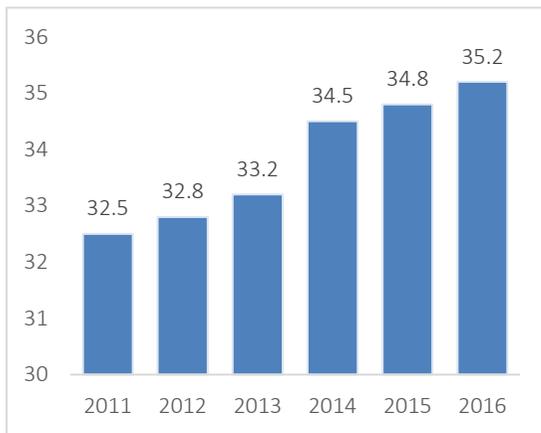
Graphique 9.10: Taux d'alphabétisme dans les États membres de l'OCI



Source: Base de données de l'Institut de l'UNESCO pour la statistique

Remarques: Les données entre 2007-2011 portent sur l'année la plus récente disponible au cours de la période spécifiée. Les valeurs pour 2015 sont des estimations de l'UNESCO (OCI: N = 55).

Graphique 9.11: Nombre de nouveaux entrants en première année de l'enseignement primaire dans les pays de l'OCI

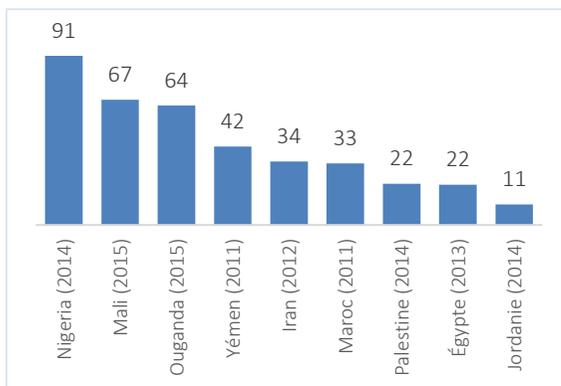


Source: Base de données de l'Institut de l'UNESCO pour la statistique

Remarques: OCI - N = 48. Données non disponibles pour le Gabon, la Guinée-Bissau, le Guyana, l'Irak, la Libye, le Nigeria, la Somalie et le Turkménistan.

indiquent qu'il y a environ 63 millions d'enfants non scolarisés en âge d'aller à l'école primaire dans le monde. Malheureusement, environ 31 % de ces enfants résident dans les 48 États membres de l'OCI qui font l'objet au graphique 9.8. La situation est particulièrement préoccupante dans les États membres de l'OCI tels que l'Indonésie, le Mali, le Soudan, le Niger, le Sénégal et le Togo, où le nombre d'enfants non scolarisés d'âge scolaire primaire a augmenté

Graphique 9.12: Pourcentage d'élèves de deuxième année qui ne pouvaient pas lire un seul mot d'un texte court



Source: USAID, Early Grade Reading Barometer.

Remarques: Ces données se rapportent généralement à certaines régions des pays et ne sont pas nécessairement représentatives au niveau national. Les données pour l'Égypte concernent les élèves de 3e année.

(33,1 %), le Burkina Faso (36,0 %), l'Afghanistan (38,2 %), le Bénin (38,4 %), la Côte d'Ivoire (43,1 %) et la Sierra Leone (48,1 %). Au Niger, au Tchad, en Guinée, au Bénin et en Côte d'Ivoire, les taux d'alphabétisme ont baissé par rapport à la période 2007-2011.

Le graphique 9.11 montre que de 2011 à 2016 - dans 48 pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles - le nombre d'enfants entrant en première année de l'enseignement primaire était en augmentation constante. Toutefois, le nombre d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire est resté pratiquement stable, passant de 19,4 millions en 2007-2011 à 19,5 millions en 2015-2016.

Les estimations de l'UNICEF pour 2016 indiquent qu'il y a environ 63 millions d'enfants non scolarisés en âge d'aller à l'école primaire dans le monde. Malheureusement, environ 31 % de ces enfants résident dans les 48 États membres de l'OCI qui font l'objet au graphique 9.8. La situation est particulièrement préoccupante dans les États membres de l'OCI tels que l'Indonésie, le Mali, le Soudan, le Niger, le Sénégal et le Togo, où le nombre d'enfants non scolarisés d'âge scolaire primaire a augmenté entre 2007-2011 et 2015-2016. Selon les données de l'UNESCO, en 2015-2016, le Pakistan (4,8 millions), le Soudan (2,5 millions), l'Indonésie (2,4 millions), le Niger (1,3 million) et le Mali (1,2 million) comptaient le plus grand nombre d'enfants non scolarisés d'âge scolaire primaire.

Les données quantitatives sont utiles pour présenter le tableau général de l'état de l'éducation dans la région de l'OCI. Cependant, les indicateurs liés à la qualité de l'éducation compliquent cette situation. Le graphique 9.12 indique la scolarisation sans apprentissage, c'est-à-dire la présence d'enfants qui n'atteignent pas les niveaux minimaux



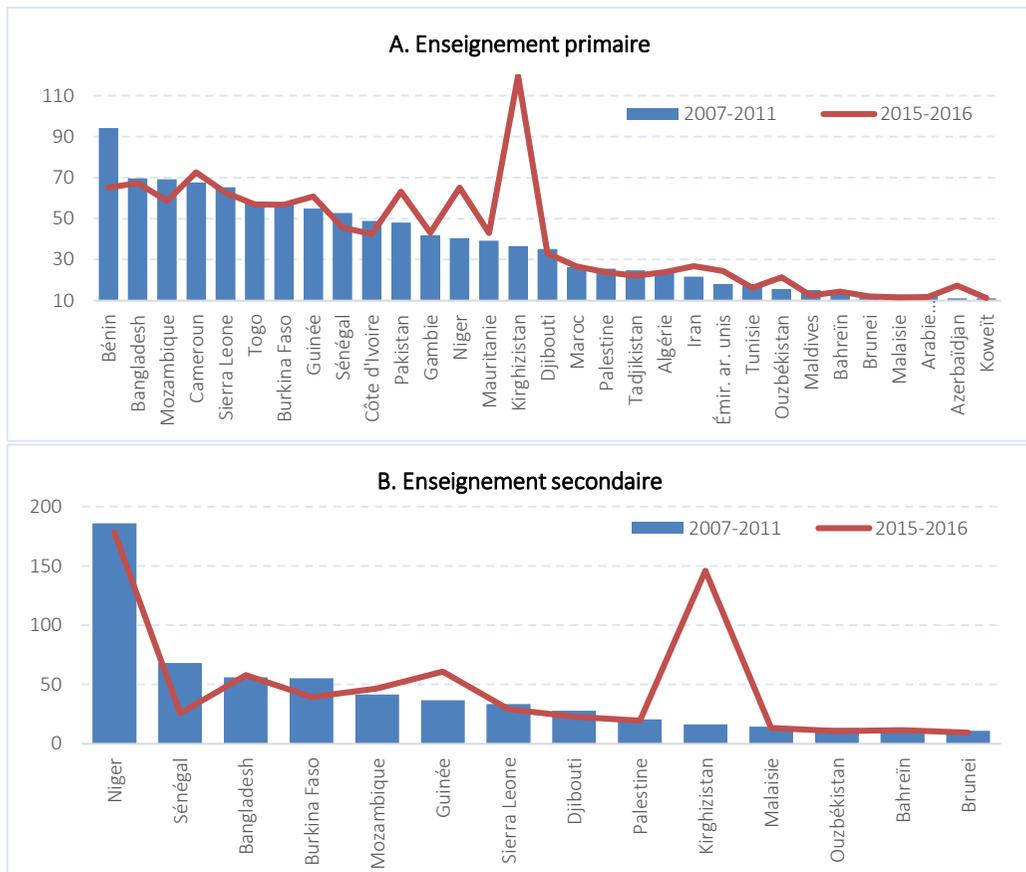
de compétence en lecture. Au Nigéria, par exemple, 91 % des élèves de 2e année ne pouvaient pas lire un seul mot d'un texte court, alors que pour le Mali, l'Ouganda et le Yémen les valeurs de cet indicateur étaient respectivement de 67 %, 64 % et 42 %. Ces valeurs permettent de se demander si les écoles primaires ne parviennent pas à éduquer les enfants pour réussir dans la vie. Malheureusement, le manque de données pour les États membres de l'OCI rend difficile l'approfondissement de cette question. Néanmoins, ces données qualitatives indiquent des défis qui devraient être pris au sérieux, y compris les questions liées à l'éducation et à la formation des enseignants.

Les enseignants sont à l'épicentre de la réforme de l'éducation, et ils doivent être l'agent et le principal porteur des changements dans l'éducation. La formation que les enseignants reçoivent peut avoir un impact significatif sur la qualité de l'éducation. La plupart des systèmes d'éducation avancés dans le monde ont mis l'accent sur la nécessité de s'assurer que les enseignants aient une connaissance approfondie du contenu de la matière qu'ils enseigneront et les connaissances nécessaires pour bien enseigner cette matière. Le graphique 9.13 montre que, en particulier dans les États membres de l'OCI d'Afrique subsaharienne, le nombre d'élèves par enseignant formé reste assez élevé, ce qui indique un déficit possible de qualité de l'éducation. On suppose généralement qu'un rapport faible élèves/enseignant formé permet à l'enseignant d'accorder plus d'attention à chaque élève, ce qui, à long terme, peut se traduire par une amélioration des performances et des compétences des élèves.

Dans l'échantillon d'États membres de l'OCI présenté au graphique 9.10, entre 2007-2011 et 2015-2016, le Bénin, le Mozambique, le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont le mieux réussi à réduire le nombre d'enfants par enseignant formé dans l'enseignement primaire, bien que leurs ratios élèves/enseignant formé restent très élevés. Selon les données de l'UNESCO, c'est au Kirghizistan, au Niger et au Pakistan que le ratio élèves/enseignant formé s'est le plus dégradé entre des périodes données. En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le ratio élèves/enseignant formé s'est sensiblement amélioré au Sénégal et s'est encore aggravé au Kirghizistan (graphique 9.13).

D'autre part, au cours de la période de 2010 à 2017, sur les 50 États membres de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles, les taux de population ayant au moins une certaine éducation secondaire ont augmenté dans 43 pays, diminué dans trois et sont restés les mêmes dans quatre cas. Malgré ces progrès, la population ayant au moins un certain niveau d'éducation secondaire reste comprise entre 20 et 50 % dans 17 pays et entre 0 et 25 % dans 8 pays (graphique 9.14). Dans cet échantillon d'États membres de l'OCI, les cas les plus délicats se trouvent au Niger (6,6%), au Burkina Faso (8,5%), en Guinée (11,7%), au Mali (13,1%), au Soudan (17%), en Mauritanie (18,4) et au Mozambique (19,3%) où la population avec au moins une certaine éducation secondaire reste très faible. En revanche, l'Ouzbékistan (99,9%), le Kazakhstan (98,8%), le Kirghizistan (98,4%), l'Azerbaïdjan (95,6%) et le Tadjikistan (93,1%) ont des taux de population très élevés ayant au moins une certaine éducation au secondaire.

Graphique 9.13: Ratio élèves/enseignant formé (en fonction des effectifs)



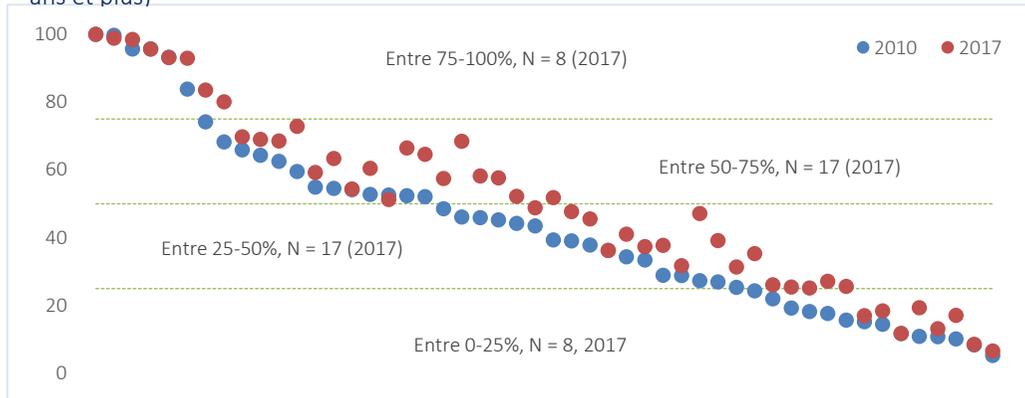
Source: Base de données de l'Institut de l'UNESCO pour la statistique

Remarques: Un ratio élèves/enseignant formé élevé suggère que chaque enseignant formé doit être responsable d'un grand nombre d'élèves. En d'autres termes, plus le nombre d'élèves par enseignant formé est élevé, plus l'accès relatif des élèves aux enseignants formés est faible.

Le graphique 9.15 est encourageant puisque dans un échantillon donné d'États membres de l'OCI, le nombre total de diplômés de l'enseignement supérieur - qui joue un rôle primordial dans la production de connaissances - augmente. De légères baisses ne sont enregistrées que dans quatre pays (Égypte, Tunisie, Ouzbékistan et Bénin), tandis que l'Indonésie, l'Iran, la Turquie, le Bangladesh et le Kazakhstan ont enregistré les plus fortes augmentations du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur entre les périodes 2007-2011 et 2015-2016.



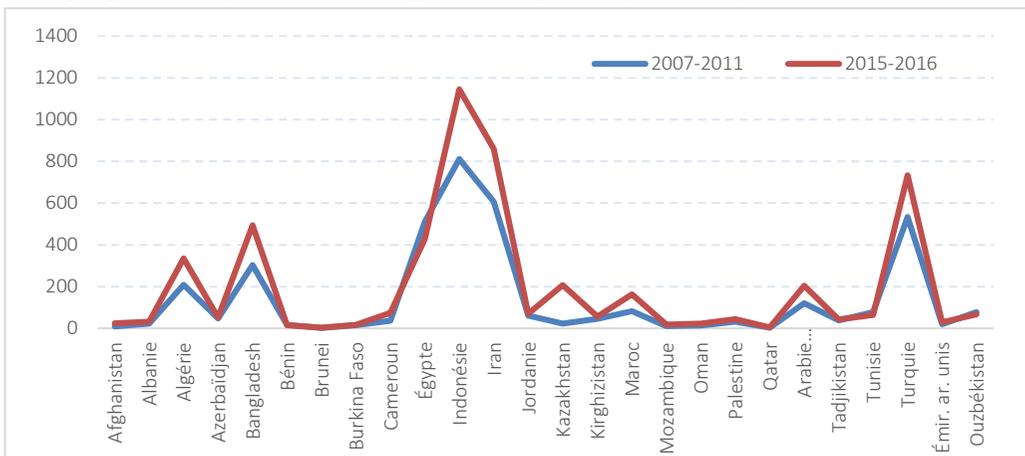
Graphique 9.14: Population ayant au moins fait quelques études secondaires (% âgée de 25 ans et plus)



Source: PNUD, Rapport sur le développement humain.

Remarques: Pourcentage de la population âgée de 25 ans et plus qui a atteint au moins un niveau d'études secondaires, mais pas nécessairement terminé (OCI : N = 50, données non disponibles pour les Comores, Djibouti, Guinée-Bissau, Nigeria, Somalie, Turkménistan et Tchad)

Graphique 9.15: Diplômés de l'enseignement supérieur (en milliers)



Source: Base de données de l'Institut de l'UNESCO pour la statistique

Remarques: Les données entre 2007-2011 et 2015-2016 portent sur l'année la plus récente disponible au cours de la période spécifiée.

Enjeux et défis liés à la réalisation des objectifs

Les échecs dans l'éducation ne sont pas uniquement une perte d'opportunité de développement, mais aussi un défi de subsistance qui touche particulièrement les jeunes, les femmes et autres groupes défavorisés. Le futur programme de développement des États membres de l'OCI devrait reconnaître le rôle central de l'éducation et de définir plus clairement les objectifs liés à l'éducation. À cet égard, l'accès équitable à l'éducation de qualité doit être fourni pour tous, à toutes les étapes de la vie. En outre, une formation initiale et continue des enseignants devrait

être dispensée régulièrement pour les aider à faire face à l'évolution des exigences et des réalités de la transformation des sociétés et améliorer ainsi les performances du système éducatif. Les États membres de l'OCI devraient également être encouragés à développer des systèmes éducatifs plus réactifs aux besoins de l'économie et du marché du travail. Pour cela, l'harmonisation des politiques de l'emploi avec le système éducatif est cruciale.

9.3 Science, technologie et innovation

Objectif 2.10.1

[2.10.1] Promouvoir le développement et l'utilisation de la science, de la technologie et de l'innovation au service du développement durable en encourageant la recherche scientifique, la mise à niveau des capacités technologiques dans tous les secteurs, l'innovation et le développement de la technologie locale à travers la mise en place d'un environnement politique favorable en conformité avec les décisions des organes et fora compétents de l'OC, y compris le COMSTECH et la Vision 1441H de l'OCI pour la science et la technologie.

Idée de base

La science, la technologie et l'innovation (STI) sont parmi les principaux moteurs du développement économique et social. L'évolution de la productivité et de la compétitivité est étroitement liée au progrès technologique et à l'innovation. Sans investissements dans la STI, les résultats des efforts visant à relever les défis sociétaux urgents et à renforcer les capacités productives dans les pays en développement resteront limités.

À travers l'objectif 2.10.1 du Programme d'Action OCI-2025, l'OCI vise à promouvoir le développement et l'utilisation de la science, de la technologie et de l'innovation pour le développement durable en encourageant la recherche, les capacités technologiques dans tous les secteurs, l'innovation et le développement technologique national, en assurant un environnement politique favorable, conformément aux décisions des organes concernés de l'OCI.

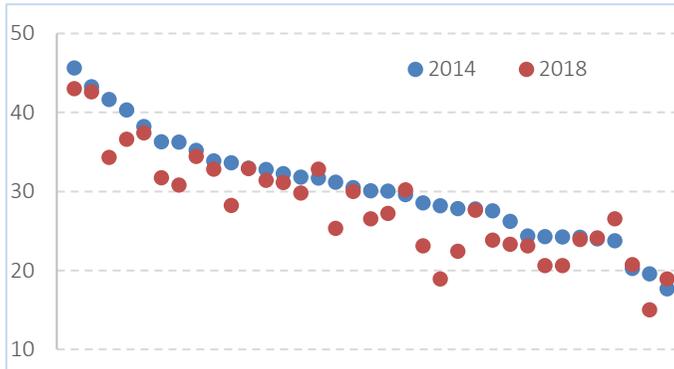
État actuel et progrès accomplis dans la réalisation des objectifs

L'indice mondial de l'innovation (GII) est un classement annuel des pays, paramétré en fonction de leur capacité et de leur succès en matière d'innovation. Selon le GII de 2018, la Malaisie, les Émirats arabes unis, la Turquie, le Qatar, le Koweït et l'Arabie saoudite étaient les pays les plus innovants de l'OCI, parmi les 35 États membres de l'OCI couverts par l'indice. Par ailleurs, en 2018, le Yémen, le Togo, le Burkina Faso, le Bénin, le Niger, le Bénin et la Guinée sont classés parmi les pays les moins innovants de la zone OCI. Malheureusement, les scores globaux de nombreux États membres de l'OCI sont inférieurs à la moyenne mondiale. Par exemple, la Malaisie, qui apparaît comme l'État membre de l'OCI le plus innovant en 2018, n'occupe que la 35^{ème} place au classement mondial. En outre, par rapport à 2014, les scores de cinq États membres de l'OCI (Azerbaïdjan, Guinée, Pakistan, Tadjikistan et Togo) se sont légèrement améliorés en 2018, tandis que les scores pour les autres ont baissé (graphique 9.16).



Les États membres de l'OCI sont en moyenne bien loin de la moyenne mondiale en termes de chercheurs par million d'habitants. Les chercheurs sont des professionnels engagés dans la

Graphique 9.16: L'indice mondial de l'innovation



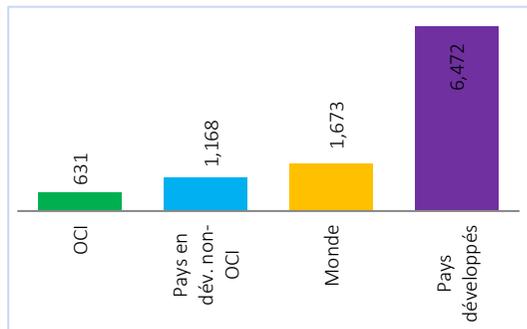
Source: Cornell University, INSEAD et WIPO, Base de données de l'Indice mondial de l'innovation. Remarques: L'indice rassemble des données provenant de plus de 30 sources, couvrant un large éventail de facteurs d'innovation. Les scores se situent entre 0 et 100, où un score plus élevé indique une plus grande innovation.

conception ou la création de nouvelles connaissances, produits, procédés, méthodes et systèmes, ainsi que dans la gestion des projets concernés. Il n'y a que 631 chercheurs par million d'habitants dans l'OCI, contre 1673 par million dans le monde et 6472 par million dans les pays développés. Même dans les pays en développement non membres de l'OCI, le nombre moyen de chercheurs est plus élevé que dans le domaine de

l'OCI (graphique 9.17).

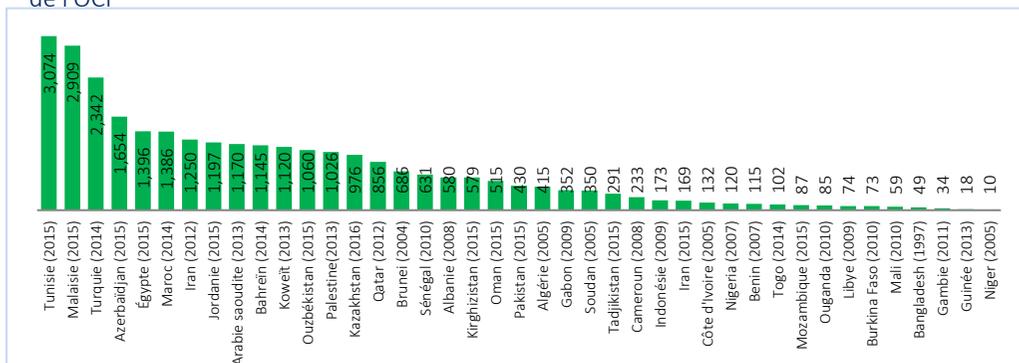
Dans la géographie de l'OCI, le nombre de chercheurs par million d'habitants est le plus élevé en Tunisie (3074), en Malaisie (2909) et en Turquie (2342). En outre, dans l'échantillon donné des États membres de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles, seuls ces trois pays ont des valeurs supérieures à la moyenne mondiale. Comme le montre le graphique 9.18, 24 États membres de l'OCI se situent en dessous de la moyenne de la région de l'OCI. Les chercheurs par million d'habitants sont nettement moins nombreux en Afrique subsaharienne. Le nombre d'États membres de l'OCI comptant moins de 300 chercheurs par million d'habitants est de 17, et comprend le Niger (10), la Guinée (18) et la Gambie (34) où la situation est pire.

Graphique 9.17: Chercheurs par million d'habitants (1997-2016)



Source: Institut de l'UNESCO pour la statistique. Remarques: Les données portent sur l'année la plus récente disponible au cours de la période 1997-2016 (OIC : N = 41 ; pays en développement non membres de l'OCI : N = 74 ; pays développés : N = 33 ; pays développés : N = 148)

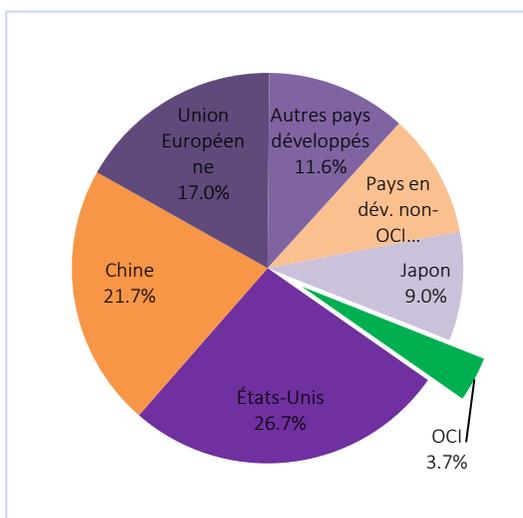
Graphique 9.18: Répartition des chercheurs par million d'habitants dans les États membres de l'OCI



Source: Institut de l'UNESCO pour la statistique

Aujourd'hui, environ 65 % des dépenses mondiales en R-D sont effectuées par les pays développés, dont 27 % par les États-Unis, 17 % par les pays membres de l'UE, et 9 % par le Japon (graphique 9.19). Les dépenses intérieures brutes de R-D (DIRD) de la Chine représentent 21,7 % des dépenses mondiales. La Chine a créé des dizaines de nouveaux parcs industriels et d'incubateurs de haute technologie destinés à promouvoir des technologies telles que l'intelligence artificielle et la robotique. La part des autres pays en développement non membres de l'OCI est de 10,3 %, tandis que les dépenses totales de R-D dans les États membres de l'OCI ne

Graphique 9.19: Dépenses intérieures brutes de R-D (% du total mondial)



Source: Institut de l'UNESCO pour la statistique

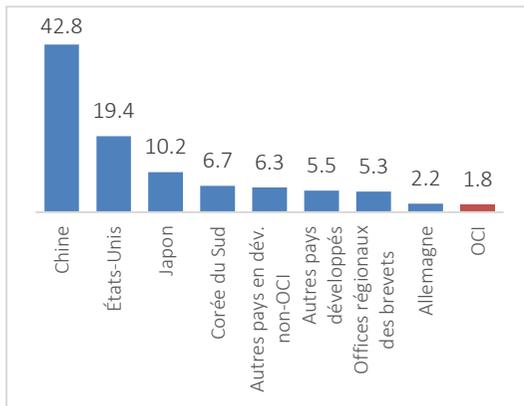
Remarques: Les données se rapportent à l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles (OCI : N = 35 ; pays en développement non membres de l'OCI : N = 63 ; pays développés: N = 37 ; pays développés: N = 135)

représentent que 69,7 milliards de dollars en PPA, soit environ 3,7% des dépenses mondiales de R-D.

Parmi les 35 États membres de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles, c'est la Turquie qui a le plus dépensé en R-D, avec 15,3 milliards de dollars PPA, suivie de l'Arabie saoudite (12,5 milliards de dollars PPA) et la Malaisie (10,6 milliards de dollars PPA). En termes de volume, les dépenses de ces trois pays équivalent à 55,2 % de l'OCI. L'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Iran sont d'autres États membres importants de l'OCI avec des DIRD de plus de 4 milliards de dollars en PPA. Parmi les pays qui dépensent le moins sont la Gambie, le Brunei, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Togo, l'Albanie et le Burkina Faso, où les dépenses annuelles de DIRD sont inférieures à 40 millions de dollars PPA.



Graphique 9.20: Demandes de brevets en 2016 (% du total mondial)



Source: Base de données statistique OMPI

Remarques: OCI: N = 40 ; pays en développement non membres de l'OCI : N = 85; pays développés: N = 37; pays développés: N = 172, offices régionaux des brevets : N = 5.

Les droits de propriété intellectuelle, notamment les brevets, sont les principaux facteurs qui engendrent des progrès dans le domaine de l'innovation et le développement scientifique. Comme étant un produit des activités de la R-D, les brevets renforcent le lien entre les sciences et la technologie, car les résultats de la recherche se traduisent en de nouveaux produits ou services. À cet égard, comme très peu d'inventions ne sont pas brevetées, le nombre de demandes de brevets est considéré comme une proclamation du degré de la capacité d'innovation d'un pays donné.

Selon les statistiques de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, le nombre total des demandes de brevet dans

le monde en 2016 est estimé à 3.1 millions. 81,2 % des brevets mondiaux sont déposés par cinq pays, à savoir la Chine, les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud et l'Allemagne.

Avec plus de 54 000 brevets, en 2016, 40 États membres de l'OCI représentaient près de 1,7 % du total des demandes de brevet.

Au niveau national, l'Iran a fait preuve de la plus forte activité en matière de brevets au sein de l'OCI, avec plus de 15,6 mille demandes en 2016. Elle a été suivie par l'Indonésie avec 9596. Si l'on ajoute les demandes de brevet de la Malaisie (7236) et de la Turquie (6848), ces quatre États membres de l'OCI représentent à eux seuls 70 % du total de l'OCI. L'Arabie saoudite (3266), l'Égypte (2149), les Émirats arabes unis (1753), le Maroc (1303) et le Kazakhstan (1224) sont d'autres pays membres qui ont déposé plus de 1000 demandes chacun.

Enjeux et défis liés à la réalisation des objectifs

Il ressort clairement des données présentées ci-dessus que de nombreux États membres de l'OCI sont pour la plupart observateurs des développements mondiaux dans le domaine de la STI. En moyenne, la région de l'OCI n'est pas innovante, et sa concurrence dans l'économie mondiale est en grande partie basée sur les coûts du travail, plutôt que sur la valeur ajoutée. Pour cette raison, il y a un besoin urgent de canaliser l'assistance technique efficace et le renforcement des capacités adaptées aux besoins spécifiques des États membres de l'OCI, pour aborder les lacunes de l'infrastructure de la technologie ainsi que les contraintes de capacité.

L'expérience des pays en développement qui réussissent montrent que les politiques de STI devraient être intégrées dans les stratégies nationales de développement, encouragées par les investissements nationaux et internationaux suffisants, engagées dans une coopération qui implique à la fois des organismes publics et privés, ainsi qu'appuyées par des mécanismes qui

assurent une mise en œuvre efficace. Des investissements ciblés dans l'éducation et le renforcement de la capacité d'absorption des entreprises et des communautés de recherche pour utiliser les technologies existantes et en développer de nouvelles devraient être au centre des politiques de STI.

Une coopération accrue dans le domaine des STI dans la zone de l'OCI et entre l'OCI et les autres parties prenantes régionales et internationales compétentes pourrait aider de nombreux États membres de l'OCI à développer une infrastructure de recherche et une capacité d'innovation permettant ainsi un développement plus durable. L'adoption de politiques scientifiques ouvertes, c'est-à-dire le soutien du libre accès aux publications scientifiques et aux données résultant de la recherche financée par des fonds publics, peut constituer une étape importante dans la promotion de la science et l'accroissement du transfert des connaissances scientifiques entre les États membres de l'OCI.



Annexe: Classifications des pays

A. Principaux groupes de pays utilisés dans le rapport

Pays de l'OCI (56+1)

Afghanistan	Égypte	Libye	Sierra Leone
Albanie	Gabon	Malaisie	Somalie
Algérie	Gambie	Maldives	Soudan
Azerbaïdjan	Guinée	Mali	Suriname
Bahreïn	Guinée-Bissau	Mauritanie	(Syrie)
Bangladesh	Guyana	Maroc	Tadjikistan
Bénin	Indonésie	Mozambique	Togo
Brunei	Iran	Niger	Tunisie
Darussalam	Irak	Nigeria	Turquie
Burkina Faso	Jordanie	Oman	Turkménistan
Cameroun	Kazakhstan	Pakistan	Ouganda
Tchad	Koweït	Palestine	Émirats arabes unis
Comores	République	Qatar	Ouzbékistan
Côte d'Ivoire	kirghize	Arabie saoudite	Yémen
Djibouti	Liban	Sénégal	

Pays en développement non membres de l'OCI

Angola	Bhutan	Cambodge	Costa Rica
Antigua-et- Barbuda	Bolivie	République centrafricaine	Croatie
Argentine	Bosnie et Herzégovine	Chili	Dominique
Arménie	Botswana	Chine	Rép. Dominicaine
Bahamas	Le Brésil	Colombie	Équateur
Barbade	Bulgarie	Rép. Dém. de Congo	Salvador
Biélorussie	Burundi	Rép. de Congo	Guinée Équatoriale
Bélize	Cap Vert		Érythrée

Éthiopie	Madagascar	Pérou	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Fidji	Malawi	Philippines	Swaziland
Géorgie	Îles Marshall	Pologne	Tanzanie
Ghana	Îles Maurice	Roumanie	Thaïlande
Grenade	Mexique	Russie	Timor-Leste
Guatemala	Micronésie	Rwanda	Tonga
Haïti	Moldavie	Samoa	Trinité-et-Tobago
Honduras	Mongolie	São Tomé et Príncipe	Tuvalu
Hongrie	Monténégro	Serbie	Ukraine
Inde	Myanmar	Seychelles	Uruguay
Jamaïque	Namibie	Les îles Salomon	Vanuatu
Kenya	Nauru	Afrique du Sud	Venezuela
Kiribati	Népal	Soudan du sud	Vietnam
Kosovo	Nicaragua	Sri Lanka	Zambie
Laos	Palaos	Saint-Kitts-et-Nevis	Zimbabwe
Lesotho	Panama	Sainte Lucie	
Liberia	Papouasie		
ARY de	Nouvelle Guinée		
Macédoine	Paraguay		

Pays développés* (39):

Australie	France	Lettonie	Saint Marin
Autriche	Allemagne	Lituanie	Singapour
Belgique	Grèce	Luxembourg	Rép. Slovaque
Canada	Hong Kong	Macao	Slovénie
Chypre	Islande	Malte	Espagne
République	Irlande	Pays-bas	Suède
Tchèque	Israël	Nouvelle-Zélande	Suisse
Danemark	Italie	Norvège	Taiïwan
Estonie	Japon	Portugal	Royaume-Uni
Finlande	Rép. de Corée	Porto Rico	États-Unis

(* Basé sur la liste des pays développés classés par le FMI. Dernière mise à jour 20 avril 2018.)



B. Classification géographique des pays de l'OCI

(Basé sur le classement de la Banque mondiale)

Afrique sub-saharienne (21): OCI-ASS

Bénin	Gabon	Mozambique	Soudan
Burkina Faso	Gambie	Niger	Togo
Cameroun	Guinée	Nigeria	Ouganda
Tchad	Guinée-Bissau	Sénégal	
Comores	Mali	Sierra Leone	
Côte d'Ivoire	Mauritanie	Somalie	

Moyen-Orient et Afrique du Nord (18+1): OCI-MENA

Algérie	Iran	Maroc	(Syrie)
Bahreïn	Jordanie	Oman	Tunisie
Djibouti	Koweït	Palestine	Émirats arabes
Égypte	Liban	Qatar	unis
Irak	Libye	Arabie saoudite	Yémen

Asie de l'Est et du Sud et Amérique latine (9) : OCI-AESAL

Afghanistan***	Brunei	Indonésie*	Pakistan***
Bangladesh***	Darussalam*	Malaisie*	Surinam**
	Guyana**	Maldives***	

AESAL est la combinaison de pays de (*) l'Asie de l'Est et du Pacifique, (**) Amérique latine et Caraïbes, et (***) l'Asie du Sud.

Europe et l'Asie centrale (8): OCI-EAC

Albanie	Kazakhstan	Tadjikistan	Turkménistan
Azerbaïdjan	Kirghizistan	Turquie	Ouzbékistan

Références

- AfDB, OECD, UNDP (2017). *African Economic Outlook 2017- Entrepreneurship and Industrialisation*. African Development Bank, Organisation for Economic Co-operation and Development, United Nations Development Programme. OECD Publishing, Paris.
- El Mokri, K. (2016), "Morocco's 2014- 2020 Industrial Strategy and its potential implications for the structural transformation process," The OCP Policy Centre Policy Brief 16/27.
- GMTI (2018), *Global Muslim Travel Index Re2018*, Crescent Rating: Singapore.
- Hämäläinen, P., J. Takala and T. B. Kiat (2017), "Global Estimates of Occupational Accidents and Work-related Illnesses 2017," *Workplace Safety and Health Institute*, Singapore.
- ILO (2014), *World Social Protection Report 2014/2015*, Geneva: International Labour Organization
- ILO (2018), *World Employment and Social Outlook 2018*, The International Labour Organization, Geneva.
- IMF (2018), *World Economic Outlook Database, April 2018*, The International Monetary Fund, Washington, D.C.
- OIC (2016), OIC 2025: Programme of Action, <https://www.oic-oci.org/docdown/?docID=16&refID=5>
- OIC (2017), OIC 2025: Implementation Plan, <https://www.oic-oci.org/upload/documents/POA/en/The%20OIC%20-2025%20POA%20Implementation%20Plan%202016-2025%20%28E%29.pdf>
- OIC (2012), OIC Water Vision. Available at: <http://www.sesric.org/files/oic-water-vision/oic-water-vision.pdf>. Accessed 27 July, 2018.
- SESRI (2016), *OIC Economic Outlook 2016: Transforming the Potentials into Impact*, Ankara: The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries.
- SESRI (2017a), *OIC Labour Market Report 2017: Encouraging Economic Activity*, Ankara: The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries.
- SESRI (2017b), *OIC Economic Outlook 2017: Industrial Development for Structural Transformation*, Ankara: The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries.
- SESRI (2017c), *International Tourism in the OIC Countries: Prospects and Challenges: 2017*, Ankara: The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries.
- UNCTAD (2018), *World Investment Report 2018: Investment and New Industrial Policies*, Geneva: United Nations Conference on Trade and Development.



World Bank (2016). *Doing Business 2017: Equal Opportunity for All*. World Bank, Washington, DC.

World Bank (2018), *The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*, Washington, DC.

Data Sources

IFSB Database, August 2018

ILO World Employment and Social Outlook 2018 Dataset

IMF Direction of Trade Statistics (DOT) Database, August 2018

IMF World Economic Outlook Database, April 2018

SESRIC OIC-STAT Database, August 2018

UN COMTRADE Database, August 2018

UN Services Trade Database, August 2018

UNCTAD Online Database, September 2018

UNIDO INDSTAT 2018 Database

UNIDO MVA 2018 Database

UNSD National Accounts Main Aggregates Database, August 2018

UNWTO Database, July 2018

World Bank World Development Indicators, August 2018